

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°264

MARS 2007

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire :

- **LE PRÉSIDENT DU KURDISTAN MASSOUD BARZANI EN VISITE OFFICIELLE EN ARABIE SAOUDITE**
- **BAGDAD : LA CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ EN IRAK RÉUNIT POUR LA PREMIÈRE FOIS LES AMÉRICAINS AVEC DES REPRÉSENTANTS DES PAYS VOISINS DONT LA SYRIE ET L'IRAN**
- **LE NEWROZ CÉLÉBRÉ AU KURDISTAN ET DANS LA DIASPORA KURDE**
- **LES AVOCATS D'ABDULLAH OCALAN ACCUSENT LA TURQUIE D'«EMPOISONNEMENT PROGRESSIF»**
- **QUATRIÈME ANNIVERSAIRE DE LA GUERRE EN IRAK MARQUÉ PAR DES ATTAQUES ET DES VIOLENCES INTERCONFESSIONNELLES**
- **VISITE DE L'EMISSAIRE EUROPÉEN, JAVIER SOLANA, EN SYRIE**
- **ZALMAY KHALILZAD, L'AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS EN IRAK EN TOURNÉE D'ADIEU AU KURDISTAN IRAKIEN**
- **AINSI QUE...**

LE PRÉSIDENT DU KURDISTAN, BARZANI, EN VISITE OFFICIELLE EN ARABIE SAOUDITE

LE président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, s'est, le 12 mars, rendu en Arabie Saoudite, à l'invitation du roi Abdallah, pour une visite de plusieurs jours, au cours de laquelle il a discuté avec les responsables saoudiens de la situation politique et de la sécurité en Irak. L'Irak a rouvert le 14 février son ambassade à Ryad, fermée depuis décembre 1990, peu avant l'opération américaine «Tempête du désert» déclen-

chée pour libérer le Koweït, envahi par les troupes de Saddam Hussein.

Par ailleurs, le Premier ministre du Kurdistan irakien, Nechirvan Barzani, a, le 22 mars, de nouveau soulevé la question du référendum sur l'avenir de la ville de Kirkouk, en rappelant que «*la patience des Kurdes n'est pas illimitée*». «*Notre peuple se sent engagé envers l'Irak, mais notre patience n'est pas*

illimitée. En tant que dirigeants, nous avons de plus en plus de mal à expliquer à notre peuple pourquoi nos demandes ne sont toujours pas satisfaites», a déclaré M. Barzani.

Pour le Premier ministre kurde, qui s'exprimait à l'occasion de l'inauguration d'une usine de traitement des eaux, Bagdad n'a pas satisfait aux quatre demandes du peuple kurde. «*Nous voulons un partage équitable des ressources du pays, une solution démocratique pour la question de Kirkouk, la possibilité de partager les fonds de la reconstruction et le respect des droits politiques et démocratiques*», a-t-il énuméré. «*Ce qui a été pris par la force doit être rendu pacifiquement*

et démocratiquement», a souhaité M. Barzani, à propos de la ville de Kirkouk. De son côté, Ashti Hawrami, le ministre kurde de l'énergie, a, le 23 mars, affirmé dans une interview au *Financial Times*, que le Kurdistan irakien veut augmenter fortement la présence des compagnies pétrolières étrangères sur son sol d'ici la fin de l'année. «*Nous sommes en pourparlers avec de nouvelles compagnies*», a affirmé le ministre. «*Nous espérons que les opérateurs préféreront venir (au Kurdistan) pour s'y établir que d'investir dans le reste de l'Irak*», a poursuivi le ministre. Selon le ministre, «*il existe 15 compagnies avec lesquels nous voulons aboutir*». «*Si nous en obtenons 10 autres, je serais très satisfait*», a-t-il poursuivi. Une loi pétrolière qui doit être étudiée par le parlement irakien dans les deux mois à venir prévoit que l'industrie de ce secteur soit gérée par un Conseil fédéral du pétrole et une entreprise pétrolière nationale indépendante. Les revenus devraient être reversés dans un fonds fédéral et redistribués aux différentes provinces sur la base de leur population, soit environ 18% à 20% pour les Kurdes.

Kirkouk a été victime d'une politique d'arabisation forcée sous le régime de Saddam Hussein. L'article 140 de la Constitution irakienne prévoit la tenue d'un référendum controversé avant le 31 décembre 2007, pour décider de l'avenir de la région. Les autorités turques font tout leur possible pour empêcher la réalisation de ce référendum. Le chef de la diplomatie turque Abdullah Gül, a, le 4 mars, déclaré lors d'une réunion des ministres arabes des affaires étrangères au Caire que «*les développements à Kirkouk pourraient avoir un effet négatif sur la région, alors qu'une réconciliation dans cette ville aurait des répercussions positives*». Le ministre a lancé un appel à la «*préservation de l'unité de l'Irak, parce qu'un Irak divisé provoquerait une onde de choc à travers la région*».

Depuis la chute du régime de Saddam Hussein, les violences interethniques y sont fréquentes. Le 19 mars, trois voitures piégées et deux

bombes ont fait 18 morts et 37 blessés dans des explosions de manière quasi simultanée dans différents quartiers de la ville.

BAGDAD : LA CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ EN IRAK RÉUNIT POUR LA PREMIÈRE FOIS LES AMÉRICAINS AVEC LES REPRÉSENTANTS DES PAYS VOISINS DONT LA SYRIE ET L'IRAN

Une conférence sur la sécurité en Irak à Bagdad le 10 mars a rassemblé les délégations de 17 pays et organisations internationales, des représentants des pays voisins de l'Irak et des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. Le gouvernement du Premier ministre irakien Nouri al-Maliki a aussi invité la Ligue arabe et l'Organisation de la conférence islamique. Il s'agit de la conférence internationale la plus importante à Bagdad depuis le sommet de la Ligue arabe en 1990, trois mois avant l'invasion du Koweït sur l'ordre de Saddam Hussein.

L'organisation d'une telle rencontre, en présence de représentants de la Syrie et de l'Iran, que Washington accuse d'alimenter la violence en Irak, constitue un tournant, le Premier ministre irakien Nouri Al-Maliki ayant jusque-là estimé qu'il revenait à l'Irak seul de régler ses problèmes. Les Etats-Unis accusent des agents iraniens de faire entrer en contrebande armes et explosifs destinés aux milices chiites en Irak, et utilisées contre leurs soldats. Et la Syrie fait figure pour Washington de principal point d'infiltration des combattants arabes venus rejoindre en Irak les groupes sunnites liés au réseau terroriste Al-Qaïda. Les relations sont également tendues avec l'Arabie saoudite, les responsables chiites irakiens accusant le royaume de financer les mouvements extrémistes sunnites, et avec la Turquie qui voit d'un mauvais œil l'autonomie du Kurdistan irakien. Pour le président irakien Jalal Talabani, la

solution aux problèmes de l'Irak passe par la volonté commune des Etats-Unis, de l'Iran et de la Syrie de lutter ensemble contre les infiltrations de combattants en Irak. L'administration américaine n'a ainsi pas écarté des discussions bilatérales sur l'Irak avec Téhéran et Damas en marge de la conférence. L'ambassadeur des Etats-Unis en Irak Zalmay Khalilzad a donc expliqué avoir eu un échange de vues avec la délégation iranienne, «*directement et en présence de tiers*»: évoquant une «*première étape*», il s'est refusé à toute précision, parlant juste de contacts «*constructifs, destinés à résoudre des problèmes*», et portant uniquement sur l'Irak.

La sécurité était maximale pour cette réunion au ministère des Affaires étrangères, en dehors de l'hyper-protégée «*zone verte*» de Bagdad. À l'ouverture de cette réunion, le Premier ministre Nouri al-Maliki, a déclaré que «*l'Irak est devenu un champ de bataille en première ligne* ». Le pays «*a besoin de soutien dans cette bataille qui ne menace pas que l'Irak, mais qui se propagera à tous les pays dans la région*», a-t-il ajouté. Il a également lancé une mise en garde voilée à l'Iran et à la Syrie, sans les nommer, affirmant que l'Irak «*n'accepte pas que son territoire et ses villes deviennent le champ où se règlent les querelles régionales et internationales*». Au cours de cette conférence, le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki a appelé les voisins de l'Irak à cesser leurs ingérences dans le pays.

L'ambassadeur américain Zalmay Khalilzad s'est félicité des discussions avec les Iraniens, tout en demandant aux voisins de l'Irak, dont l'Iran, de mettre fin à l'infiltration de combattants ou d'armes dans le pays. Le représentant iranien, le vice-ministre des Affaires étrangères Abbas Araghtchi, a rejeté les accusations américaines et affirmé l'Irak avait besoin, «*pour assurer la paix et la stabilité (...) d'un calendrier de retrait des troupes étrangères*».

Tous les participants ont exprimé dans une déclaration de clôture «*leur soutien à la souveraineté irakienne et le principe de non-ingérence*». Le porte-parole de la diplomatie iranienne Mohammad Ali Hosseini a, le 11 mars, affirmé à Téhéran que la conférence était un «*bon premier pas*», sans évoquer les échanges qui y ont eu lieu entre Américains et Iraniens. Quant au ministre irakien des Affaires étrangères Hoshyar Zebari, il a estimé sur *CNN* que cette conférence, qualifiée de «*succès majeur*» pour son pays, avait tenté de «*briser la glace*» avec l'Iran, afin d'établir «un climat propice à des discussions». Cette conférence d'une journée aura débouché sur la proposition d'une réunion de suivi «*élargie*» et à haut niveau, qui pourrait inclure les pays du G-8 et d'autres le mois prochain. Les délégués ont aussi décidé de mettre sur pied des commissions spécialisées, notamment sur l'aide aux déplacés ou encore la distribution de carburant et les ventes de pétrole. La rencontre a également été un forum où a été évoqué un éventail d'inquiétudes, entre celles des régimes arabes qui réclament plus de place pour la minorité sunnite dans l'équilibre politique irakien et s'inquiètent de la domination chiite, ou celles des Américains accusant Damas et Téhéran de fournir des armes à la résistance et de laisser les jihadistes étrangers entrer en Irak via leur territoire. Ou encore celles de la Turquie, opposée à un référendum sur l'avenir de Kirkouk.

LE NEWROZ CÉLÉBRÉ AU KURDISTAN ET DANS LA DIASPORA KURDE

DES centaines de milliers de Kurdes de Turquie ont célébré le 21 mars le nouvel an kurde, le Newroz, encadrés par d'imposants dispositifs de sécurité qui n'ont pourtant pas empêché des incidents de se produire, provoquant une cinquantaine d'interpellations. Des heurts ont ainsi marqué les festivités à Mersin, une ville du sud du pays qui compte une forte communauté de Kurdes immigrés. Un millier de manifestants, pour la plupart des jeunes, se sont heurtés aux forces de l'ordre après les festivités. Plus d'une vingtaine d'entre eux ont été interpellés et il a y eu des blessés, lors de l'intervention musclée de la police. La police a procédé en outre à une trentaine d'interpellations dans d'autres villes, notamment dans les provinces kurdes. A Diyarbakir, plus de 100.000 personnes se sont rassemblées dès les premières heures de la matinée sur la Place des Foires, lieu traditionnel des festivités, dansant aux mélodies des chansons folkloriques. Les festivités étaient organisées par le principal parti pro-kurde, le DTP (Parti pour une société démocratique). Des milliers de policiers soutenus par des véhicules blindés ont été déployés aux abords pour assurer l'ordre sur les lieux. La police a tiré en l'air lorsque la foule a lancé des pierres contre des agents qui avaient interpellé un groupe de jeunes. Trois femmes ont été blessées par des jets de pierres dans un autre incident. A Istanbul, ils étaient quelque 50.000, selon la police, à se réunir sur un terrain vague de Zeytinburnu, dans la partie européenne de la ville. Comme le veut la tradition, les gens, dont des femmes portant des vêtements traditionnels, ont sauté sur les feux ou les pneus brûlés.

Les Kurdes de Turquie, plus de 15 millions de personnes, profitent habituellement du Newroz pour réclamer des droits fondamentaux et afficher pour nombre d'entre eux leur sou-

tien aux séparatistes du PKK. Depuis plusieurs années, des célébrations officielles sont également organisées par l'Etat turc pour cette antique fête païenne qui marque aussi l'arrivée du printemps et est célébrée en Iran et dans les communautés musulmanes d'Asie centrale. En 1992, le 21 mars avait été marqué par des affrontements sanglants entre le PKK et les forces de sécurité, faisant une cinquantaine de morts. Plus récemment, en 2002, deux personnes avaient été écrasées par un véhicule de la police qui réprimait une manifestation à Mersin.

Au Kurdistan irakien, jour férié, le 21 mars est célébré officiellement. Aussi, des festivités ont-elles été organisées aux quatre coins du pays avec des concerts et des danses folkloriques. Les familles ont également profité des congés pour aller pique-niquer et célébrer l'arrivée du printemps.

En Europe, la diaspora a également organisé des célébrations. A Londres, le maire, Ken Livingston a officiellement reçu les représentants des différents centres kurdes. «*Le Newroz est une opportunité pour apprendre davantage sur les différentes communautés de Londres et je veux souhaiter à tout le monde un heureux Newroz*» a déclaré le Maire de Londres. Plus d'une trentaine d'écoles et de collèges à Londres et dans sa périphérie étaient mobilisés pour les célébrations qui avaient débuté au début du mois avec «*les journées de jeux des enfants*». Quelques dizaines de milliers de londoniens ont assisté aux concerts d'Hackney, point d'orgue des festivités rassemblant plus de 50 000 personnes. Á Paris, l'Institut kurde a célébré comme chaque année le Newroz en présence des responsables politiques kurdes et français. Le musicien de renom, Sivan Perwer a animé la soirée avec son groupe venu spécialement pour les festivités.

LES AVOCATS D'ABDULLAH OCALAN ACCUSENT LA TURQUIE D'«EMPOISONNEMENT PROGRESSIF»

Le parquet de Bursa, province dont dépend l'île-prison d'Imrali où Abdullah Ocalan, chef du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) purge une peine de prison à vie, a, le 12 mars, indiqué que le rapport de l'Institut de médecine légale d'Istanbul qui a procédé à des prélèvements sur ce dernier a révélé qu'il n'a pas été empoisonné. «*Il a été déterminé avec certitude que les allégations d'empoisonnement sont totalement sans fondement*», de source judiciaire. Un groupe de spécialistes s'était rendu au début de la semaine précédente à Imrali pour des tests (urine, selles, sang, cheveux) sur le prisonnier. Les avocats d'Abdullah Ocalan ont rendu public le 1^{er} mars à Rome les résultats d'analyses faites sur des cheveux du prisonnier, qui établissent selon eux que leur client souffre d'un empoisonnement vraisemblablement dû à l'ingestion de métaux toxiques - du chrome et des doses de strontium extrêmement élevées. Les défenseurs d'Abdullah Ocalan ont fait analyser six cheveux de leur client, sans préciser son identité, par un toxicologue français, Pascal Kintz, qui a indiqué y avoir identifié des doses de chrome «*sept fois supérieures à la moyenne*» ainsi que des doses de strontium extrêmement élevées. L'interprétation de cette analyse a été confirmée par deux laboratoires à Oslo et Rome, ont-il affirmé. Me Giuliano Pisapia, l'un des défenseurs italiens du dirigeant kurde, a affirmé qu'il souffrait «*d'un empoisonnement progressif*» et a exclu que cet état soit dû à l'environnement. L'un de ses avocats turcs, Mahmut Sakar, a demandé que l'ONU, le Conseil de l'Europe ou son comité pour la prévention de la torture prennent l'initiative d'envoyer une «*délégation médicale indépendante*» pour procéder à un examen médical du

condamné. Cemil Çiçek, ministre de la Justice, avait déclaré : «*c'est un mensonge. La Turquie ne s'est jamais abaissée à un tel niveau*». Des représentants du Conseil de l'Europe ont à plusieurs reprises rendu visite au chef du PKK et trouvé son état de santé satisfaisant, mais ont recommandé un allègement de son isolement. Le Conseil de l'Europe a déclaré le 16 février dernier ne rien avoir «*trouvé à redire*» au rejet par la Turquie de la demande par Abdullah Ocalan d'un nouveau procès.

Le général à la retraite Hursit Tolon, qui fut en charge d'Imrali, a pour sa part expliqué dans les colonnes du journal *Sabah* que les mesures de sécurité dans cet établissement pénitentiaire spécial rendaient impossible tout empoisonnement. «*Pas un cheveu ne peut sortir*» ou entrer sans autorisation, a-t-il expliqué. Tout contact physique avec Abdullah Ocalan est interdit, a-t-il encore précisé, même de lui serrer la main. Et quand ses avocats lui rendent visite, ils s'assoient à bonne distance sous surveillance constante. Il a expliqué également que toute la nourriture consommée par le prisonnier était testée et que les soldats assurant sa garde mangeaient la même chose. Le procureur de Diyarbakir a quant à lui demandé l'ouverture d'une enquête sur les avocats ayant évoqué cet empoisonnement, Mes Mahmut Sakar et Irfan Dundar.

«*Si ces allégations sont vraies, ça veut dire qu'un meurtre prémédité est en train d'être commis consciemment*», a déclaré lors d'une conférence de presse à Ankara Aysel Tugluk, la vice-présidente du Parti de la Société Démocratique (DTP). «*Ocalan a une influence sur la population kurde*», a-t-elle ajouté. «*Si quelque chose de mal se*

produit, ceux qui ont des sympathies pour lui vont réagir (...) la Turquie sera confrontée à des dangers très graves ». Des groupes de sympathisants du PKK ont affronté la police le 11 mars dans plusieurs villes kurdes et turques. Dans la ville portuaire de Mersin (sud), des manifestants ont tenté de bloquer des rues d'un quartier périphérique avec des conteneurs de poubelles et des pneus enflammés en protestation. Après des échanges de jets de pierre et de grenades lacrymogènes, des unités de policiers anti-émeutes ont donné l'assaut aux barricades avec le soutien de véhicules blindés. La veille, des inconnus masqués avaient jeté un cocktail Molotov contre un bus municipal avant d'être repoussés par un policier en civil qui a tiré en l'air. L'incident n'avait pas fait de victimes. Des incidents se sont également produits à Urfa, où un groupe de manifestants a jeté un cocktail Molotov sur une pelleuse. A Istanbul, une centaine d'individus masqués ont investi les rues du quartier périphérique d'Esenler, sur la rive européenne de la métropole, et jeté des cocktails Molotov sur des véhicules en stationnement, brûlant trois voitures. De plus, des milliers de Kurdes ont défilé en Europe, dont plus d'un millier de Kurdes le 3 mars à Marseille pour protester contre l'empoisonnement d'Abdullah Ocalan et réclamer sa libération. Ils se sont rendus devant les représentations de l'Union européenne et du Parlement européen à Marseille. Des manifestants kurdes ont également investi brièvement le 1^{er} mars le siège européen des Nations unies à Genève afin de protester. Déjouant la vigilance des gardiens de l'ONU, une vingtaine d'hommes ont escaladé les barrières protégeant l'enceinte du bâtiment et pénétré dans la cour principale avant d'être interpellés par la sécurité.

Par ailleurs, l'armée turque a, le 11 mars, découvert les cadavres de sept combattants kurdes du PKK et en a abattu un huitième, selon les sources locales de sécurité. Les corps des membres du PKK, qui

portaient encore leurs armes, ont été trouvés au cours d'une opération de ratissage dans une zone rurale de la province de Diyarbakir, ajoutant que les militants n'avaient pas été tués lors de combats avec les forces de sécurité. L'hypothèse d'un règlement de comptes ou d'une exécution au sein du groupe armé a été émise par les autorités turques. Un combattant kurde a par ailleurs été abattu par l'armée dans la province voisine de Mardin lors de combats dans une zone rurale proche de la localité de Nusaybin. Deux soldats ont, le 20 mars, été blessés par l'explosion d'une mine posée dans la province kurde de Bitlis. L'engin a explosé alors que les soldats menaient une opération de ratissage dans une zone rurale, selon le gouverneur de la province Mevlut Atbas. Les sources de sécurité turque avaient, le 1^{er} mars, déclaré qu'un enfant de huit ans avait été tué par l'explosion d'un objet non identifié dans la province de Siirt. Yusuf Aydinalp avait découvert l'objet dans un champ proche de sa maison, dans le village de Belenoluk, et joué avec, provoquant son explosion. D'autre part, les autorités turques ont, le 30 mars, annoncé la découverte des corps de deux combattants kurdes abattus lors de combats avec les forces de sécurité dans la province de Sirnak.

De plus, une explosion a fait le 29 mars un mort et dix blessés dans un hôtel de luxe en Turquie, selon un bilan annoncé par les médias du pays. C'est une bonbonne de gaz qui a explosé dans la cuisine de l'établissement situé dans la cité balnéaire de Belek près d'Antalya dans le sud de la Turquie. Un groupe armé kurde responsable de plusieurs attentats à la bombe en Turquie a menacé d'attaquer des cibles touristiques dans le pays et conseillé aux touristes européens d'éviter de s'y rendre, selon l'agence pro-kurde *Firat*. Le groupe des Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), dans un communiqué publié le 4 mars sur le site internet de *Firat*, fait état de l'arrestation le mois dernier de 15 Kurdes soupçon-

nés d'être des membres en France et en Belgique et accuse les pays européens de s'en prendre aux Kurdes pour sauvegarder leurs intérêts économiques en Turquie. La

Turquie accuse le TAK d'être une organisation de façade du PKK tandis que le PKK affirme qu'il s'agit d'un groupe dissident sur lequel il n'exerce aucun contrôle.

QUATRIÈME ANNIVERSAIRE DE LA GUERRE EN IRAK MARQUÉ PAR DES ATTAQUES ET DES VIOLENCES INTERCONFESSIONNELLES



DEPUIS le déclenchement de la guerre le 20 mars 2003, la Force multinationale dirigée par les Etats-Unis a perdu environ 3.500 hommes en Irak, dont une majorité d'Américains. Par ailleurs, selon un décompte du site internet Irak Body Count, au moins 60.000 civils irakiens ont été tués depuis le début de l'intervention militaire. En octobre 2006, la revue britannique *Lancet* chiffrait pour sa part à plus de 600.000 le nombre de civils tués. Les forces de sécurité irakiennes ont également payé un lourd tribut puisque, selon les autorités, près de 12.000 policiers sont tombés depuis le renversement de Saddam Hussein. Le quatrième anniversaire de la guerre en Irak coïncide pour George W. Bush avec une épreuve de force avec le Congrès. Les démocrates veulent assortir la loi d'un calendrier de retrait d'ici à l'automne 2008. Le président américain a, le 19 mars, appelé les Américains à la patience et a déclaré que le moment n'était pas venu de « *plier bagage et de rentrer à la maison* », face à une réprobation sans cesse grandissante de la guerre engagée en Irak. Lors d'une vidéo-conférence, M. Bush, le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki et le commandant américain en Irak, le général David Petraeus, sont convenus que la réussite du plan de sécurité de Bagdad prendrait « *des mois, et non pas des jours ou des semaines* ».

Le Sénat américain a, le 29 mars, adopté un texte appelant à un début du retrait des troupes américaines d'Irak, malgré la menace

d'un veto présidentiel. La proposition de loi, adoptée par 51 voix contre 47, demande à M. Bush d'entamer le retrait des troupes dans un délai de 120 jours et fixe l'objectif -non contraignant- de mettre un terme aux opérations de combat d'ici au 31 mars 2008. Il prévoit également une enveloppe de 122 milliards de dollars (91 milliards d'euros) pour financer les opérations militaires américaines en Irak et en Afghanistan. Le texte constitue un désaveu inhabituel en temps de guerre. Le plus cinglant infligé à ce jour par le Sénat à l'administration Bush sur la guerre en Irak, qui a fait plus de 3.200 morts parmi les soldats américains et coûté 530 milliards de dollars (262 milliards d'euros) depuis mars 2003. Mais M. Bush a la possibilité de lui opposer son veto. Ce vote suit celui de la Chambre des représentants qui a approuvé un texte similaire. Le vice-président irakien Tarek al-Hachemi a, le 24 mars, jugé devant la presse à Tokyo où il achevait une visite de quatre jours au Japon qu'un retrait rapide des troupes américaines d'Irak ne servirait pas les intérêts irakiens ni occidentaux. Un retrait immédiat risquerait d'aboutir « *au chaos et le chaos à la guerre civile* », a-t-il prévenu.

Voici le bilan des morts par nationalité depuis 2003:

- AMERICAINS: 3.220 soldats et personnels assimilés américains ont été tués.
- BRITANNIQUES: 133 militaires britanniques tués.
- ITALIENS: 32 militaires ont été

tués, dont 17 dans un attentat suicide contre une base militaire italienne de Nassiriyah (sud) en novembre 2003. Un agent du renseignement militaire a également été tué. Les derniers soldats italiens ont quitté l'Irak en décembre 2006.

- UKRAINIENS: 18 militaires tués. L'Ukraine a retiré son contingent d'Irak en 2005, après une mission de plus de deux ans.

- POLONAIS: 19 militaires polonais tués.

- BULGARES: 13 soldats du contingent bulgare ont été tués. Le bataillon bulgare a terminé son retrait d'Irak en décembre 2005. En mars 2006, 155 militaires ont été envoyés «*en mission humanitaire*».

- ESPAGNOLS: 11 militaires espagnols ont trouvé la mort en Irak entre le 1^{er} mai 2003 et le retrait du contingent en mai 2004.

- DANOIS: 6 soldats danois tués.

- SALVADORIENS: 5 soldats salvadoriens tués.

- SLOVAQUES: 4 soldats slovaques ont été tués. Le nouveau gouvernement slovaque de Robert Fico a décidé de retirer en février 2007 la centaine de militaires du génie déployés en Irak en juillet 2003.

- LETTONS: 3 soldats lettons sont morts.

- ESTONIENS: 2 soldats estoniens ont été tués au combat en 2004.

- THAILANDAIS: avant son retrait d'Irak en septembre 2004, le contingent thaïlandais a perdu deux soldats, tués dans un attentat en décembre 2003.

- NEERLANDAIS: 2 soldats sont morts en 2004. Le mandat des militaires néerlandais s'est achevé en mars 2005.

- TCHEQUES: un soldat a été tué dans un accident de la route en 2003.

- KAZAKHS: un soldat kazakh a été tué le 9 janvier 2005.

- AUSTRALIENS: un soldat australien servant dans la Royal Air Force a été tué dans le crash d'un avion britannique fin janvier 2005 près de Bagdad.

- HONGROIS: la Hongrie a perdu un soldat en juin 2004 dans un attentat. Son contingent s'est retiré en décembre de la même année.

- ROUMAINS: un soldat roumain tué en avril 2006.

Le dernier rapport trimestriel du Pentagone sur la situation en Irak intitulé «*Stabilité et sécurité en Irak*» publié le 14 mars révèle que le nombre d'attaques durant le dernier trimestre de 2006 a atteint un niveau jamais égalé depuis 2003. Durant les trois derniers mois de 2006, Bagdad a enregistré 45 attaques par jour. En décembre, le nombre de morts a grimpé à 1300 contre moins de 100 en janvier 2006, selon le rapport. Faisant écho à un récent rapport des services de renseignement américains, le document juge que le terme de «*guerre civile*» ne permet pas de saisir la complexité du conflit, qui inclut des violences confessionnelles, mais aussi des attaques contre les forces de la coalition et des délits de droit commun. En conclusion, le rapport indique que le nombre d'attaques entre le 1^{er} janvier et le 9 février 2007 a dépassé les 1000, contre une moyenne hebdomadaire de 900 au cours des six derniers mois de 2006.

Les militaires américains s'inquiètent du recours de plus en plus fréquent à des bombes capables de percer les blindages et qui, selon les autorités américaines, sont fabriquées en Iran. Ces bombes ont tué plus de 170 militaires américains en Irak depuis 2004. En dépit des opérations à Bagdad impliquant plus de 90.000 militaires irakiens et américains, les violences se poursuivent dans la capitale. Le plus meurtrier depuis le lancement du nouveau plan de sécurité s'est produit le 29 mars où près de 60 personnes ont été tuées dans un double attentat suicide sur un marché du nord-est de Bagdad.

Le nombre d'Irakiens tués dans des violences a légèrement baissé en février mais reste trois fois plus important qu'à la même période en 2006. Le nombre de civils tués était en février de 1.646, en baisse de 8% par rapport à janvier (1.992), avec une moyenne de 59 morts par jour, selon un bilan obtenu à partir

de chiffres des ministères de la Défense, de l'Intérieur et de la Santé irakiens. Ce chiffre, en légère baisse par rapport aux mois précédents, est cependant trois fois plus élevé qu'en février 2006, quand 548 civils ont été tués et quelque 500 blessés. La spirale des violences confessionnelles s'était justement accélérée à partir de ce mois là, notamment après l'attentat qui avait détruit un mausolée chiite dans la ville sunnite de Samarra (125 km au nord de Bagdad), le 22 février. Ces données ont été publiées tout juste deux semaines après le lancement, le 14 février, du nouveau «*plan de sécurité*» pour Bagdad, où fouilles, barrages et opérations de ratissage se sont multipliés. La situation à Bagdad est «*épouvantable*», a estimé pour sa part Timothy Carney, le coordinateur américain pour la reconstruction en Irak, dans un entretien à la radio publique américaine NPR. En juin 2003 «*on pouvait se balader dans sa propre voiture, aller au restaurant (...) On sentait de la détermination, la certitude que les choses allaient de l'avant. Quand je suis revenu en février (2007), j'ai trouvé la situation épouvantable au niveau de la sécurité*», a-t-il témoigné.

Au mois de mars, à l'approche d'une des grandes fêtes de l'islam chiite, les attaques visant les pèlerins chiites se sont intensifiées. Le 6 mars, deux kamikazes se sont fait sauter au milieu de la foule des pèlerins chiites qui attendait de passer un barrage à Hillah, à 95km au sud de Bagdad, faisant au moins 120 morts et 190 blessés, l'un des plus sanglants depuis le début de l'année. Les victimes étaient en route pour Kerbala, à 80km au sud de la capitale irakienne, en prévision de la fête de l'Arbaïn. Les chiites marquent à cette occasion la fin du deuil de 40 jours après le martyre de l'imam Hussein, petit-fils du prophète et fils d'Ali à la bataille de Kerbala au VII^e siècle, commémoré, lui, lors de la fête de l'Achoura, la plus importante du calendrier chiite. De plus, trente Kurdes chiites irakiens ont, le 7 mars, été tués dans une

attaque suicide à Baladruz (100 km de Bagdad), au lendemain de cet attentat particulièrement sanglant à Hilla. Un kamikaze est entré dans un café du quartier Mandeli fréquenté par des jeunes et s'est fait exploser, selon la police. Le quartier est majoritairement composé de Kurdes chiites, les «*failis*». Selon un militaire américain, l'explosion a également blessé une quarantaine de personnes qui déambulaient dans le marché avoisinant. Par ailleurs, un double attentat au camion piégé commis le 27 mars à Tal Afar, dans le nord-ouest de l'Irak, s'élève à 85 morts et 183 blessés. Le plus gros des deux camions contenait entre 3 et 4,5 tonnes d'explosif, ce qui en fait l'une des bombes les plus importantes depuis le début de l'intervention américaine. Quelques heures après cet attentat qui visait, semblait-il la communauté chiite, 70 sunnites ont été exécutés en représailles, selon le bilan établi par les forces irakiennes. Le premier ministre irakien Nouri Al Maliki a ordonné l'ouverture d'une enquête sur la présence éventuelle de policiers parmi les auteurs du massacre.

D'autre part, le Haut Commissariat de l'Onu aux réfugiés va renforcer sa présence dans ses différentes missions en Irak, où 50.000 personnes quittent chaque mois leur domicile, selon Antonio Guterres, le responsable du HCR. L'agence estime que deux millions d'Irakiens ont fui le pays depuis le déclenchement, il y a quatre ans, de l'intervention anglo-américaine. Par ailleurs, on dénombrerait 1,7 million de déplacés à l'intérieur de l'Irak. «*Nous allons établir une présence internationale à Bagdad et renforcer les activités de nos sept antennes dans ce pays*», a déclaré le 31 mars Antonio Guterres après un entretien à Bagdad avec le Premier ministre irakien, Nouri al Maliki, et plusieurs membres de son gouvernement. Quelque 712.000 Irakiens ont perdu leur domicile en 13 mois de violences intercommunautaires déclenchées par l'attentat de février 2006 contre la Mosquée d'or de Samarra.

VISITE DE L'EMISSAIRE EUROPÉEN, JAVIER SOLANA, EN SYRIE



L'OCCASION d'une visite qui met fin à deux ans de gel des contacts de haut niveau entre l'Union européenne (UE) et Damas, le porte-parole de la diplomatie européenne Javier Solana a demandé le 14 mars à la Syrie de contribuer davantage à apaiser les tensions au Liban et en Irak. Au cours de sa rencontre avec le ministre des Affaires étrangères, Oualid al Moualem, et le vice-président Farouk al Chara, Javier Solana a exhorté la Syrie à combattre le trafic d'armes transfrontalier entre leur pays et le Liban, et à favoriser une stabilisation de l'Irak. Les autorités de Bagdad accusent la Syrie d'héberger un grand nombre d'anciens agents des services de renseignement de la défunte armée irakienne. Il a ensuite rencontré le président al-Assad.

Par ailleurs, le quotidien russe *Kommersant*, relève dans son édition du 6 mars que le journaliste russe Ivan Safronov, mort en tombant du quatrième étage de son immeuble à Moscou, enquêtait sur des ventes d'armes russes à la Syrie et à l'Iran. Cet ancien colonel, qui écrivait sur l'armée et l'espace, avait indiqué avoir des «*reçu des informations*» concernant la vente de chasseurs Soukhoi-30 à la Syrie et de systèmes de batteries anti-aériennes

S-300 à l'Iran qui «*devaient passer par le Bélarus afin que l'Ouest n'accuse par Moscou d'armer des Etats voyous*», selon *Kommersant*. Ivan Safronov avait appelé ensuite fin février d'Abou Dhabi où il couvrait le plus grand salon d'armement du Moyen-Orient, l'IDEX-2007, en disant «*avoir la confirmation irréfutable*» de ces informations, poursuit le quotidien. De retour à Moscou, il avait parlé à des confrères de «*la signature par la Russie et la Syrie de contrats portant sur des systèmes anti-aériens Pantsir C1, des chasseurs MIG-29 et des missiles (tactiques) Iskander*», ajoute *Kommersant*.

En mai 2006, la revue britannique spécialisée *Jane's* avait affirmé qu'un contrat de vente de missiles S-300SP de Moscou à Minsk avait en fait pour but de vendre indirectement ces armes à Téhéran. Dans la foulée, le ministère russe de la Défense avait assuré que le Bélarus ne vendrait pas de missiles S-300 à l'Iran. Après *Kommersant*, l'Union des journalistes de Russie (SJR) a émis des doutes sur la thèse du suicide et a annoncé qu'elle envisageait de mener sa propre enquête sur la mort d'Ivan Safronov. La justice russe a ouvert une enquête pour «*incitation au suicide*» après la mort du journaliste.

ZALMAY KHALILZAD, L'AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS EN IRAK EN TOURNÉE D'ADIEU AU KURDISTAN IRAKIEN



EN tournée d'adieu au Kurdistan irakien le 23 mars, l'ambassadeur des Etats-Unis a été qualifié par les dirigeants kurdes de «*frère d'armes*» ayant participé à leur libération. Pour l'ensemble du pays, l'héritage de Zalmay Khalilzad semble plus contrasté. A l'approche de son départ prévu dans le courant de la semaine, Khalilzad se dit fier

de son rôle dans le renversement de Saddam Hussein, aussi bien en coulisses avec les exilés irakiens avant l'intervention américaine de 2003, qu'en tant qu'ambassadeur pendant 21 mois. «*J'aimerais que la situation soit différente*», a déclaré Khalilzad lors de son déplacement au Kurdistan. «*Elle n'est pas aussi bonne que ce que je souhaiterais, mais je crois que les dirigeants ira-*

kiens doivent prendre les décisions qui s'imposent, notamment les dirigeants sunnites et chiïtes. Les compromis doivent être trouvés.»

Lors d'une réception organisée le 24 mars par le Premier ministre Nouri al Maliki, Khalilzad a pris des accents idéalistes, évoquant la «grande idée» de la démocratie et de la prospérité, une vision aussi réaliste pour le Proche-Orient que pour l'Amérique à ses yeux. Il a aussi jugé que les Etats-Unis avaient eu tort de laisser Saddam Hussein au pouvoir après la première Guerre du Golfe en 1991. *«J'ai le sentiment que nous avons fait le mauvais choix en imposant à l'Irak les sanctions et Saddam»*, a-t-il déclaré. Interrogé sur son avenir lors de son déplacement au Kurdistan, Khalilzad a répondu: *«Je glisse toujours une lettre de démission dans un tiroir quand je commence un travail.»*

D'après ses collaborateurs, Khalilzad se démène pour tenter d'arracher des compromis avant son départ. Il fait la navette entre les dirigeants irakiens afin de trouver des accords sur une loi pétrolière et sur des amendements à la législation interdisant aux membres du Parti Baas de postuler à des emplois dans la fonction publique.

Le gouvernement irakien prépare un projet de loi destiné à faire revenir dans le jeu politique et social les anciens du parti Baas dissous de Saddam Hussein, au nom de la réconciliation nationale, dans l'espoir de faire baisser les violences. *«Tout en gardant en mémoire l'ampleur des crimes commis contre tous les Irakiens par l'ancien régime et les chefs du parti Baas, nous présentons la loi de "transparence et réconciliation" pour construire un pays ouvert à tous les Irakiens qui veulent un Irak libre et démocratique, sans divisions confessionnelles, racisme et discrimination»*, selon le projet de loi. Concrètement, la loi va permettre à un certain nombre d'anciens membres du Baas, le

parti au pouvoir sous l'ancien président Saddam Hussein, de postuler à des emplois publics, y compris l'armée, et de participer à la vie politique. La débaassification, entamée aussitôt après le renversement du régime de Saddam Hussein le 9 avril 2003, trois semaines après l'intervention américaine de l'Irak, a visé des centaines de milliers d'anciens adhérents du parti unique, et pas seulement les anciens cadres de cette formation. Selon de nombreux observateurs, cette politique a non seulement privé l'administration et l'armée de nombreux cadres expérimentés, mais elle a aussi poussé vers l'insurrection les militants n'ayant plus d'avenir sous le nouveau régime.

Le nouveau projet de loi prévoit la création de comités ayant le pouvoir de réembaucher ou d'octroyer des pensions à d'anciens baassistes. Ces comités vont ainsi rendre plus flexibles les interdictions d'exercer pour certains anciens cadres du parti dissous. *«Ceux qui ont été cible de l'épuration pourront retrouver leurs anciens emplois, s'ils ne faisaient pas partie des cadres dirigeants de l'ancien régime et s'ils ne sont pas impliqués dans des activités criminelles»*, a résumé l'ambassadeur des Etats-Unis à Bagdad, Zalmay Khalilzad. Cette politique s'inscrit dans la stratégie des Etats-Unis visant à isoler l'organisation terroriste Al-Qaïda des groupes armés sunnites composés d'anciens baas-

sistes. Pour Hassan al-Sounaïd, député chiite du Dawa, le parti du Premier ministre Nouri al-Maliki, cette loi, qui devrait *«être adoptée rapidement»*, *«permettra de réduire le cycle de la violence si les Baassistes reviennent»*. *«Le Baas a des professionnels qui savent faire marcher l'administration, savent travailler pour l'Etat. Aujourd'hui, l'administration est mal gérée. On aurait pu bénéficier des gens de l'ancien régime dès le départ. Ce sera dur de les ramener. C'est une bonne mesure mais elle vient tard»*, regrette toutefois le député kurde Mahmoud Othman. Mais du côté des députés sunnites, Omar Abdel-Sattar Mahmoud, du Parti islamique, n'attend pas grand-chose de la loi: *«Le Baas a déjà été éradiqué. Nous sommes plus intéressés par la fin du terrorisme et de l'ingérence des pays voisins.»*

Le nouvel ambassadeur des Etats-Unis en Irak, Ryan Crocker, a prêté serment le 29 mars lors d'une cérémonie à l'ambassade américaine à Bagdad au cours de laquelle il a appelé le gouvernement irakien à œuvrer pour l'unité d'un pays en proie aux violences intercommunautaires. Agé de 57 ans, parlant couramment l'arabe, M. Crocker, qui succède à Zalmay Khalilzad - nommé par le président Bush au poste d'ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies-, a admis qu'il allait assumer, avec ce poste, la *«mission la plus délicate de politique étrangère»* des Etats-Unis.

AINSI QUE...

LES GÉNÉRAUX TURCS ET IRA- NIENS MENACENT D'INCURSION MILITAIRE LE KURDISTAN IRAKIEN. Le général commandant les forces terrestres turques Ilker Basbug a, le 10 mars, affirmé que l'armée turque pouvait agir *«à tout moment»* contre les combattants kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) établis dans le Kurdistan irakien. *«Les actes terroristes commis en Turquie sont directement influencés par les développements se*

produisant en Irak», a déclaré le général lors d'une visite à Diyarbakir. *«La République turque est un Etat souverain. Quand les nécessités militaires le requièrent, elle peut à tout moment prendre toute mesure qu'elles jugera appropriée contre l'organisation terroriste séparatiste dans le nord de l'Irak»*, a-t-il poursuivi. L'officier, venu *«évaluer la situation»* dans les provinces kurdes à l'approche du printemps, s'est adressé à la presse après une visite

à un hôpital militaire où sont soignés des victimes de combats récents avec le PKK. Selon des sources de sécurité, deux «*gardiens de village*», une milice armée par l'Etat turc pour contrer le PKK, ont été tués le 9 mars dans le secteur de Besta, dans la province de Siirt, et un combattant kurde a été abattu le 8 mars dans la zone montagneuse de Sirnak.

Le général Basbug a évalué à entre 1.100 et 1.200 le nombre de combattants kurdes restés en Turquie pendant l'hiver et à entre 3.500 et 3.800 ceux des camps du PKK dans le Kurdistan irakien. Ankara montre une impatience croissante devant la réticence des responsables américains et irakiens à agir contre le PKK. Les Etats-Unis ont déconseillé à la Turquie d'intervenir militairement contre le PKK en territoire kurde d'Irak, craignant qu'une telle opération ne déstabilise une région restée relativement calme.

De son côté, Yahya Rahim Safavi, un commandant des Gardiens de la révolution, cité le 28 février, par l'agence iranienne *Mehr*, avait menacé d'une incursion militaire le Kurdistan d'Irak. «*Nous nous réservons le droit de les pourchasser au-delà des frontières (iraniennes)*» avait-il averti. De violents affrontements opposent les soldats iraniens et les combattants du Parti pour une vie libre au Kurdistan (PEJAK), l'aile iranienne du PKK. Forts de quelques milliers d'hommes, les combattants kurdes ont établi des camps militaires sur les hauteurs de Qandil, la chaîne montagneuse qui sépare l'Irak de la Turquie et de l'Iran. Depuis la trêve avec la Turquie, décrétée unilatéralement par le PKK, le 1er octobre 2006, les combattants kurdes se sont concentrés sur le «*Front Est*», en Iran, en multipliant les embuscades, opérations de sabotages et attaques d'hélicoptères. Le 1er mars, l'armée iranienne a annoncé un nouveau bilan : plus de 40 morts dans les rangs des combattants kurdes au cours des sept derniers jours, dont 17 le 28 février, contre 7 morts côté iranien.

ISTANBUL : CINQUIÈME RÉUNION DU COMITÉ DES DONATEURS POUR LE FONDS INTERNATIONAL DE RECONSTRUCTION DE L'IRAK. La cinquième réunion du Comité des donateurs pour le Fonds international de reconstruction de l'Irak (IRRFI) a entamé ses travaux, le 19 mars à Istanbul, en présence

de représentants de 19 pays donateurs. Intervenant à l'ouverture de cette réunion, le ministre irakien du Plan et du Développement, Ali Baban, a souligné que la stabilité et le rétablissement de l'ordre en Irak seraient dans l'intérêt de la Turquie et de l'ensemble des pays voisins, précisant que la stabilité du pays passe inévitablement par la consolidation des assises économiques. Le Comité IRRFI, dont l'objectif est d'aider les pays donateurs à rassembler les ressources et coordonner leur soutien à la reconstruction et au développement de l'Irak, a été mis en place 2004 par les Nations unies et la Banque mondiale. Jusqu'à présent 26 donateurs ont promis plus de 1,4 milliard de dollars pour assurer, à court et moyen termes, un financement répondant aux priorités d'investissement en Irak.

Le ministre irakien du Plan a plaidé pour un rôle accru de son gouvernement dans la gestion de la reconstruction de l'Irak. «*Le gouvernement irakien devrait se voir attribuer un rôle plus important dans le choix des projets et l'administration des fonds. Nous vous demandons d'être à l'écoute, davantage que par le passé, des priorités du gouvernement irakien*», a expliqué Ali Baban à la vingtaine de représentants de pays et d'organisations internationales réunis à Istanbul. Selon M. Baban, près de 80% des 10 milliards de dollars (7,5 mds d'euros) d'investissement inscrits au budget irakien cette année iront aux forces armées, signe du poids de l'insécurité sur le pays. Pour le ministre, les principaux défis à relever pour l'économie nationale sont ceux de l'inflation, du chômage et des services publics.

Les Etats-Unis comptaient initialement financer la reconstruction par les revenus du pétrole, mais la production n'a guère progressé par rapport à son niveau d'avant-guerre, handicapée par la violence et l'obsolescence de ses infrastructures. Ali Baban espère donc que le Parlement irakien adoptera bientôt un projet de loi destiné à répartir équitablement les recettes du pétrole entre les groupes religieux et ethniques du pays. Le ministre des Ressources hydrauliques, Latif Rachid, a ajouté que l'Irak avait besoin de 30 milliards de dollars (22,5 mds d'euros) d'ici 2015 pour financer des barrages et réservoirs ainsi que la réhabilitation des marais et d'autres projets de remise en état. Les vastes zones

marécageuses du sud du pays avaient été asséchées par Saddam Hussein après la première guerre du Golfe en 1991. Asséchés pour des motifs politiques sous Saddam Hussein, les marais du sud de la Mésopotamie, un écosystème unique ainsi qu'un important bassin économique dont 90% de la superficie avait disparu, renaissent mais font face à de nouvelles menaces. Aujourd'hui, 40% des marais ont repris leur forme initiale, après avoir bien failli disparaître sous Saddam Hussein. En asséchant les marais avec des barrages et des canaux de dérivation, à partir de 1991, l'ancien président irakien faisait d'une pierre deux coups: il réprimait la population chiite du sud du pays, qui lui était majoritairement hostile, tout en rendant fertiles certaines terres non exploitées. Ces terres étaient alors données en «*récompenses*» aux membres du parti Baas au pouvoir.

Par ailleurs, au moment où la guerre en Irak entre dans sa cinquième année, l'intervention a déjà avalé près de 500 milliards de dollars (378 mds d'euros) et le montant total pourrait atteindre voire dépasser les 1.000 milliards (60 mds d'euros). La facture s'avère bien plus élevée que ne l'avait prévu l'administration du président George W. Bush, mais cela ne représente pas 1% du produit intérieur brut (PIB) américain, contre 9% et 14% respectivement pour la guerre au Corée (1950-53) et le Vietnam (1964-75). Seulement, la guerre en Irak, comme en Afghanistan, est financée par des enveloppes s'ajoutant au budget fédéral -un mode de paiement moins contrôlé par le Congrès et habituellement réservé aux situations exceptionnelles, comme l'ouragan Katrina. L'administration a réintégré les dépenses irakiennes au budget fédéral régulier pour 2008, non sans avoir d'abord demandé une rallonge de 100 milliards de dollars (75,6 mds d'euros) pour 2007.

En outre, les dépenses ne cesseront pas avec le départ des troupes d'Irak, souligne Linda Bilmes, de la Kennedy School of Government à l'Université d'Harvard. Elle estime le coût total des programmes d'assistance aux anciens combattants d'Irak et d'Afghanistan à 350 milliards de dollars (265 mds d'euros) pour les premiers et 700 milliards de dollars (529 mds d'euros) pour les seconds, sachant que les chances de survie des soldats blessés sont meilleures

qu'auparavant. Et Linda Blimes d'évaluer, avec le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, le coût réel de la guerre en Irak à plus de 2.000 milliards de dollars (1.500 mds d'euros), en tenant compte des dépenses passées et futures mais aussi de l'impact économique, sur le prix du pétrole par exemple. Mais quel aurait été le prix de l'inaction?, s'interroge Steven Davis, enseignant en commerce à l'université de Chicago. Avec deux de ses collègues, il a évalué à environ 14,5 milliards de dollars (11 mds d'euros) par an ce qu'il en aurait coûté de maintenir le dispositif de survols des zones d'exclusion et d'inspections du désarmement en place pendant dix ans, soit le dixième de la guerre d'Irak.

DES RESPONSABLES DU PARTI POUR UNE SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE (DTP) CONDAMNÉS POUR AVOIR APPELÉ ABDULLAH OCALAN « MONSIEUR ». Sedat Yurttas, un responsable du parti pour une Société démocratique (DTP), a, le 7 mars, été condamné par un tribunal de Diyarbakir à six mois de prison ferme pour «apologie» d'Abdullah Öcalan, qu'il a appelé «Monsieur Öcalan». Il est le deuxième dirigeant de cette formation non représentée au parlement, à être condamné pour le même motif. La veille, Ahmet Türk, chef du DTP, avait également été condamné à six mois de réclusion pour avoir fait «l'apologie» d'A. Öcalan. Lors d'une déclaration faite à Diyarbakir, M. Türk, un ancien député sous les bannières d'une autre formation, avait dénoncé l'isolement carcéral de «Monsieur Öcalan». M. Yurttas était accusé d'avoir «publiquement fait éloge du crime et du criminel» en appelant le chef du PKK « Monsieur Öcalan » lors d'une intervention sur la chaîne kurde *Roj TV* basée au Danemark. Son avocat devrait faire appel de la sentence à l'instar de celui de M. Türk.

De plus, Sirin Tekik, Dicle Manap et Celallettin Padir, tous membres du DTP, ont, le 3 mars, été arrêtés pour «propagande en faveur du PKK» et incarcérés jusqu'à leur procès, selon le tribunal de Batman. Le tribunal a également délivré un mandat d'arrêt à l'encontre du responsable du DTP pour la province de Batman, Ayhan Karabulut, également accusé de propagande. Ces arrestations font suite à des perquisitions le 1^{er} mars dans les locaux du DTP à Batman. Avant la

perquisition, le bureau du DTP à Batman avait publié un communiqué dénonçant les arrestations de trois de ses responsables dans la province voisine de Diyarbakir suite à des déclarations jugées menaçantes. Le DTP a été fondé en novembre 2005 avec l'objectif déclaré de tenter de résoudre le conflit kurde par des moyens pacifiques. Mais ses militants sont régulièrement accusés et poursuivis par Ankara d'être des instruments du PKK.

Par ailleurs, près d'une centaine de femmes ont été arrêtées et inculpées le 8 mars pour avoir, au cours d'une manifestation à l'occasion de la Journée internationale des Femmes, crié des slogans pro-kurdes et notamment en faveur d'Abdullah Öcalan. Le tribunal de Cizre, dans la province kurde de Sirnak, a inculpé 92 femmes, dont 31 ont été placées en détention. Ces femmes, dont des membres du principal parti kurde, le Parti pour une Société démocratique (DTP), avaient bloqué la rue principale de Cizre et refusé de se disperser quand la police en a donné l'ordre.

MONTPELLIER : SEIZE KURDES GRÉVISTES DE LA FAIM ÉVACUÉS PAR LA POLICE. Des policiers ont, le 30 mars, évacué de force seize Kurdes de Turquie qui observaient à Montpellier une grève de la faim depuis 29 jours pour obtenir la régularisation de leur situation, selon un membre du comité de soutien aux grévistes. Les grévistes de la faim, quatorze hommes et deux femmes, âgés de 22 à 48 ans, tous sans papiers et travaillant au noir, en France pour certains depuis plus de dix ans, demandent «une régularisation de leur situation à titre humanitaire et un droit au travail». «Au lieu de cela, on leur a proposé une autorisation provisoire de séjour sans droit au travail» qui peut être retirée à tout moment, a expliqué le comité de soutien.

La tension est montée d'un cran dans le local où se trouvaient les grévistes de la faim lorsque des policiers ont apporté une lettre du préfet pour chacun d'entre eux, a précisé le comité de soutien. Dans la lettre, le préfet, Michel Thénault, prenait acte «de la fin du mouvement» affirmant que la préfecture allait avoir le temps nécessaire à l'examen de leur situation et précisant qu'en attendant, ils étaient «autorisés à rester sur terri-

toire français». Selon le comité de soutien, des grévistes ont lancé des projectiles dans le local, faisant éclater des vitres. Des policiers ont pris position autour du local et les grévistes de la faim, très faibles, ont été transportés à l'hôpital, sous les cris de «régularisation immédiate» des membres du comité de soutien et d'habitants du quartier.

IMPLICATION DU PARTI ULTRANATIONALISTE ET ISLAMISTE DE LA GRANDE UNITÉ (BBP) DANS LE MEURTRE DU JOURNALISTE ARMÉNIEN HRANT DINK. La police turque a, le 25 mars, arrêté un dirigeant d'un parti ultranationaliste, qui sera interrogé dans le cadre de l'enquête sur le meurtre du journaliste arménien Hrant Dink, assassiné il y a deux mois devant les locaux de son journal à Istanbul. La police a interpellé Yasar Cihan, un dirigeant local du parti de la grande unité (BBP- islamiste et ultra nationaliste) dans la ville de Trabzon. L'arrestation intervenait quelques heures après que le patriarche Mesrob II, plus haut dignitaire religieux de la communauté arménienne orthodoxe de Turquie, a critiqué les autorités pour ne pas avoir trouvé les commanditaires du meurtre.

Hrant Dink a été abattu devant les locaux de son journal, *Agos*, à Istanbul, le 19 janvier dernier. Le meurtre de ce rédacteur qui avait plusieurs fois été poursuivi en justice pour «insulte de l'identité turque» avait suscité l'indignation de la communauté internationale et le débat au sein de la société turque sur la liberté d'expression et la place des mouvances ultranationalistes. Le parquet a inculpé 10 personnes dans cette affaire, dont certains anciens membres du mouvement des jeunes de la grande unité (BBP). Ce n'est pas la première fois que ce parti dont les membres servent souvent d'indics pour la police turque, se trouve impliqué dans des meurtres politiques.

Par ailleurs, le Tribunal de police de Lausanne a, le 9 mars, condamné le président du Parti des travailleurs turcs (IP) à 90 jours-amende (100 francs par jour) avec sursis et à une amende de 3000 francs. La Cour a suivi le réquisitoire du parquet. Son verdict est une première que l'Association Suisse-Arménie, qui s'était constituée part

The Uncontainable Kurds

Christopher de Bellaigue

1.

Since the Turkish Republic was set up in 1923, no Turkish statesman has shown the necessary combination of courage and imagination to resolve the question of how the country's ethnic Kurds, who are now estimated to number fifteen million people, should be treated. Turkey's leaders have tried variously to isolate the Kurds, integrate them, and repress them, hoping that they might agree to live unobtrusively in a state that was set up on the premise that all its inhabitants, except for a small number of non-Muslim minorities, are Turks.

During the past twenty years, several million Kurds have moved from their homes in southeastern Turkey to towns and cities further west, many to Istanbul—some to escape the state's pitiless treatment of Kurds, others in the hope of becoming a bit less poor. Some of these Kurds have done what the state wanted them to. They have married Turks, or they have decided not to teach their children to speak Kurmanji, the Kurdish language that is most widespread in Turkey. They have taken their place in the mainstream Turkish economy and learned to enjoy Turkish food, pop music, and soap operas. In short, they have become the Turks that the state always insisted they were.

But there is another group, perhaps as large, who have remained in the southeast and in the Kurdish neighborhoods of cities in western Turkey. These people, recalling the humiliations to which they, as Kurds, have for years been subject, or because members of their families have fought against the Turkish state, retain a strong sense of Kurdish identity that has not been weakened by the military defeat that the Kurdish Workers Party (PKK) sustained in the late 1990s, when it was forced to scale down its long guerrilla war against the Turkish army; and that has survived the capture, in 1999, of the PKK leader, Abdullah Ocalan, who is serving a life sentence on a prison island near Istanbul.

The pride of such Kurds in their identity has been sharpened by two unexpected developments. First, since



Murat Karayilan, senior commander of the PKK, declaring a cease-fire with Turkey from a Kurdish base in the Kandil Mountains of northern Iraq, September 30, 2006. Behind him is a portrait of Abdullah Ocalan.

the American invasion of Iraq, the Kurds of northern Iraq have established a federal region that enjoys nearly complete autonomy. It runs its own armed forces, decides how to spend its revenues, and maintains independent (if unofficial) foreign relations. This nearly sovereign Kurdistan—inhabited by more than five million people—is a source of pride to Kurdish nationalists everywhere. Second, under pressure from the European Union, a club that the Turkish government has long wanted to join, Turkey passed a series of laws, mostly between 2002 and 2004, which have increased freedom of expression and relaxed slightly the monopoly held by the official Turkish culture. Under these laws, Kurds now have the right to broadcast in Kurdish and to set up private Kurdish-language schools. They are able to articulate their grievances more bluntly and they are physically safer. Following the passage of anti-torture legislation, reports of torture in police stations and jails have dropped markedly.

In August 2005, Recep Tayyip Erdo-

gan, the prime minister, whose mildly Islamist Justice and Development Party has been in power since 2002, acknowledged during a visit to Diyarbakir, the main city of the largely Kurdish region in the southeast, that the state had made mistakes in its dealings with the Kurds, and that the answer to the problem was “more democracy.” Coming at a time when the PKK was stepping up its attacks, ostensibly in reaction to Turkey's refusal to offer amnesties to PKK militants and to end Ocalan's solitary confinement, the prime minister seemed to be making a brave effort to soften the policies of repression that have contributed to the Kurds' discontent for so long. But this rapprochement did not last long.

Three months after Erdogan's trip to Diyarbakir, the new mood was changed by Turkish actions so cynical and deliberate that they illustrated how hard it is to control military power once it has become embedded in a civilian state. On November 9, 2005, a bookshop owned by a Kurdish nationalist in Semdinli—a town in the extreme southeastern corner of Turkey near the border with Iraq and

Yahya Ahmed/AP Images

Iran—was bombed, killing one man and injuring others. The bombers, who were caught soon after the act by local people, turned out to be two agents of the Turkish gendarmerie and a PKK guerrilla-turned-informer. Their identities seemed to confirm the long-held conviction of many in Turkey that some members of the armed forces, afraid of losing the prestige, political autonomy, and big budgets that they have enjoyed since the PKK rebellion gained momentum in the late 1980s, do not want peace at all.

The attack at Semdinli may have been the moment when Erdogan's democratically elected, moderately pro-European government lost ground to the chauvinist representatives—

only partially visible—of what Turks call the “deep state,” and to their supporters in the armed forces. The generals, many of them secular-minded in the tradition of Kemal Atatürk, get on badly with Erdogan's Justice and Development Party, which they believe is trying to introduce an Islamic republic by stealth. Shortly after the bombing at Semdinli, Yasar Buyukanit, then the commander of Turkey's army, who had been tipped to become the next chief of the General Staff, the country's highest-ranking military post, described one of the bombers as a “good fellow,” and this remark was mentioned in the charge sheet that a prosecutor prepared in connection with the bombing. Put under public pressure from the General Staff and its allies in the pliant mainstream press, Turkey's judicial authorities fired the prosecutor. The bombers received heavy prison sentences and Buyukanit was duly appointed chief of the General Staff. And so the Semdinli bombing, whose instigators Erdogan had promised to punish, “no matter who they are,” was swept out of sight.

After the explosion at Semdinli, the violence continued, not with the intensity of the war that engulfed the region in the early 1990s, but sharply enough to affect Turkey's internal politics and damage its international standing. Between January and October of 2006, 299 people, the great majority of them militants, were killed in clashes between the PKK and the armed forces—the highest such figure since 1999. In the spring of 2006, at least ten people died in riots that broke out during a funeral in Diyarbakir for PKK guerrillas killed by government forces. For three days, Diyarbakir was ungovernable, as thousands of unemployed young men, many of whom live in the streets and

survive by begging and shining shoes, trashed banks, police stations, and shops. In the summer, a group that is an offshoot of the PKK claimed responsibility for planting a series of deadly bombs in tourist resorts. In September, a Turkish nationalist organization set off a bomb in a crowded park in

Diyarbakir, killing ten civilians—all of them presumably Kurds.

To many officials of the European Union, the Semdinli bombing and its aftermath showed that such principles as the subordination of the armed forces to civilian authority and the independence of judges were still being violated in Turkey. In June, the Turkish parliament added what the European Commission described as “restrictions on freedom of expression” to the country's anti-terror law. Anders Fogh Rasmussen, Denmark's conservative prime minister, described as “shocking” a trial, which is still going on, of more than fifty pro-PKK mayors who had urged him to resist pressure from the Turkish government to close the PKK's unofficial TV channel, Roj, which broadcasts from Copenhagen.

General Buyukanit, as the new chief of staff, looks the part of head of state, and the mainstream Turkish press, which covered in fawning detail his recent official visit to Greece, treats him almost as if he is one. In October, Buyukanit had a sharp exchange with a Turkish party leader who suggested that PKK guerrillas should be encouraged to come down from the mountains—whether in Turkey or Iraq—and take part in politics. “This is a call for a general amnesty,” Buyukanit said, “and I strongly deplore it.” When he publicly criticized the impunity with which Turkey's main pro-

PKK newspaper propagandizes for the organization, a court then ordered the paper to close down temporarily. As the European Commission's report lamented, Turkey's armed forces continue to exercise “significant political influence.”

In November, Finland, holder of the rotating presidency of the European Union, announced that it had failed in its efforts to persuade Turkey to accede to the EU's demands that it open its ports to Greek Cypriot ships, a step that Turkey is prepared to take only if the EU lifts its embargo on the Turkish-run northern third of the divided island.¹ On December 11, European Union foreign ministers punished Turkey by slowing down accession negotiations, pending a settlement of the issue, which may still be possible through diplomacy. But as the commission's November appraisal showed, Cyprus is not the only big impediment to progress in the negotiations, although it is the most urgent.

The European Commission's report also criticized Turkey for the influence of its armed forces on “Cyprus, secularism, the Kurdish issue, and the indictment concerning the Semdinli bombing.” Reading these criticisms, I thought of two servants of the Turkish state I met during several visits to eastern Turkey over the past two years. One was an army captain; the other was a policeman, or so he told me.

My visits have coincided with a hardening of European public opinion, especially in Germany and France, against Turkish membership in the union; a reaction has been felt in Turkey, where support for joining has greatly diminished. (According to a recent poll conducted in fifteen Turkish towns and cities, 32 percent of people now believe that Turkey “must certainly enter the European Union”; in 2004, that figure was 67 percent.)

Some European governments and parliaments, led by France, regard Turkey's refusal to accept moral responsibility on behalf of the Ottoman Empire for the massacre of a million or more Armenians during World War I, or to accept that the massacres amount to genocide, as another serious obstacle to membership, even if the European Commission does not officially regard it as one. Turkish nationalist lawyers have become notorious by bringing suits against dozens of writers, journalists, and academics, Orhan Pamuk among

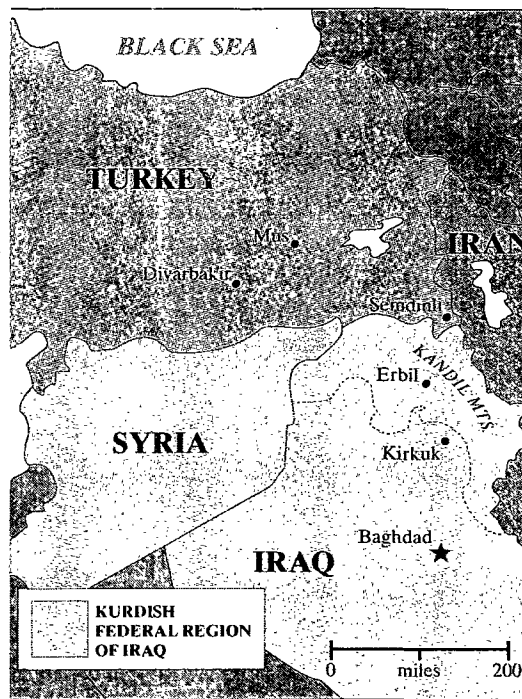
¹Cyprus was partitioned in 1974, when Turkey invaded in response to a Greek Cypriot coup that threatened the security of the island's Turkish minority. In 2004, the year that Cyprus was accepted into the European Union, Turkish Cypriots voted for reunification of the island under a federal system; reunification was rejected by the Greek Cypriot majority, who favor a unitary system with Turkish Cypriots enjoying minority rights. According to Belgium's foreign minister, the issue of Turkey's refusal to open its ports and airports “is being used by countries which are actually against the accession of Turkey, but don't want to be caught saying that.”

them, on charges of “insulting Turkishness.” (Hrant Dink, the Armenian-Turkish newspaper editor who was shot dead by a Turkish nationalist in January, was one of the few Turkish citizens whose trial on these charges led to a conviction and, in Dink’s case, a suspended sentence.)

In Istanbul and other places, visiting European politicians deplore Turkey’s reluctance to resolve legal ambiguities surrounding the ownership of scores of Christian places of worship. And in the southeast, where the EU has long supported enhanced Kurdish rights—although not the PKK, which it considers a terrorist organization—European officials have on occasion recommended legislation that would make it easier for Kurdish parties that renounce violence to gain admittance to parliament, and would oblige state schools in Kurdish areas to offer instruction in the local language.

As the top soldier in a district with an overwhelming Kurdish majority, the captain I spoke to had more authority than any other official, but he was little liked by local people. One day in 2005, as we stood on a hill overlooking the shell of a police station that had been bombed by the PKK some years ago, he told me that Turkey should not take part in an admissions process whose aim was to emasculate the country. In the guise of the EU process and its “civilizing” reforms, he said, the ground was being laid for the creation of an independent Kurdistan in eastern Anatolia. Mustafa Kemal’s government had acted decisively in 1920 when it persuaded the allies to abandon their effort to set up a Kurdish state. In the face of the new threat, the captain assured me, the armed forces and other patriotic Turks would prevent such a state from coming into being.

The young provincial police officer I spoke to last autumn had a surprisingly impressive grasp of Middle Eastern issues and international politics. We met shortly after the lower house of the French parliament had approved a bill that would make it a criminal offense to “deny” the Armenian genocide,² and the Nobel committee had announced that this year’s prize for literature would go to Orhan Pamuk, a decision that most Turks of my acquaintance connect with Pamuk’s earlier comments about the Armenian massacres. During a two-hour conversation, the police officer dwelt on European hypocrisy—the record of France in Algeria, for example—and on the discrimination that many Mus-



lim immigrants meet with in Europe. He, like the army captain, felt much nostalgia for the heyday of the Ottoman Empire, when Turks had run the Balkans, North Africa, and much of the Middle East. He jovially said he couldn’t trust me. “In fact,” he went on, “I feel no trust for any Westerner whatsoever. I’m obliged to proceed according to the policies set by my government, but personally I think we have no need for the EU.”

Neither of these Turks, the products of academies with thousands of graduates annually, was saying anything exceptional. Some in Turkey, notably in the private sector and at some universities and among the Westernized middle class, continue to believe fervently that Turkey must be part of Europe, but most Turks no longer do so. This change of heart, feeding off Europe’s hostility and exacerbating it in turn, lies behind the text of the European Commission’s recent report, and explains why the Turks, despite the reforms of the past few years, once again seem a long way from joining the European Union.

2.

Seemingly anxious about its authority, the Turkish state has branded the land. The words “Above all, the Homeland” have been written in huge letters by conscripts on a chalky hillside between Mus and Diyarbakir. Further along the same road, there is a large sign with a

²The bill outlawing genocide denial is unlikely to be passed into law by the French Senate, where supporters of the government, which opposed it, are in a majority.

Turkish star and crescent. Each time I visit Turkey, it seems that the portraits of Atatürk, painted onto canvas and flapping down the side of big public buildings, or digitally reproduced in the window of a department store, have got bigger; they are now overwhelming features on façades and walls. The portraits and the Turkish flags that fly everywhere, the biggest flags that I have ever seen, make a whipping, cracking sound on a windy day. From what I know of Atatürk, a republican and a rationalist, he would have abhorred the cult that has been posthumously built around him. The ideals he promoted were those of Turkishness and modernism. Finding them hard to realize, or perhaps even to define, his successors have filled the country with his handsome face and his spiky, blood-red flag.

On the other side of Turkey’s southern border, in the Kandil Mountains of northern Iraq, the man prominently portrayed is Abdullah Ocalan. After a drive into the mountains northeast of Erbil, the capital of the Kurdish federal region, you round a bend and see his face, painted black and blue on white concrete that has been poured onto the flint-strewn hillside. It is an ordinary face, rough and slightly startled—the face, we now know, of a survivor.

Eight years ago, when he was seized as a fugitive in Africa and brought back to Turkey to stand trial for his life, Ocalan’s future looked bleak. In the words of Nizamettin Tas, a prominent PKK defector who was then a high-ranking commander, “we expected him to resist and then to be executed.” Ocalan did not resist. After he surrendered, he called the rebellion a “mistake” and renounced his former demands for Kurdish independence and even autonomy. He ordered his men to observe a cease-fire, which lasted until 2004, and all but a few PKK militants withdrew from Turkish territory into northern Iraq. The Turkish authorities may have calculated that a compromised, captive Ocalan would serve their interests better than a martyr whose execution would provoke more violence and strain relations with the European Union. In the end, Ocalan’s death sentence was commuted to life imprisonment after Turkey’s parliament outlawed capital punishment in 2001.

Since then, the PKK and the political parties that have acted as PKK fronts in Turkish politics before being

closed down by court order—the Democratic Society Party is the latest—have confounded many predictions and survived. The relative freedom with which Ocalan's lawyers have been able to pass on his messages has led some to suspect that he is cooperating with his captors—that he has defected, in effect, to the “deep state.” Ocalan has praised Ataturk and criticized the Erdogan government's undermining of secularism and also the “feudal nature” of the two Kurdish parties that, between them, run the Kurdish federal region of northern Iraq. On some subjects, his positions do not seem far from those of the Turkish establishment; but he remains the symbol of the Turkish cause.

Several books written by former PKK members portray the organization as a personality cult whose members must subordinate their own identities to the official ideology, and where two “crimes,” in particular criticism of Ocalan and romantic relationships between male and female guerrillas, are punishable by death. The young militants, many of them women, that I spoke to in Iraq's Kandil Mountains described Ocalan as a visionary and a genius. (There are few signs of brilliance in his many books and published speeches, which contain a lot of vague philosophizing and hardly any self-doubt.) Some of these young women seem to have joined the PKK, where they are taught to fight and given the same duties as male militants, because it offers them an escape from patriarchal Kurdish society. One I spoke to said that she had arrived at Kandil from southeastern Turkey as an illiterate and that the organization had taught her to read. Now, in timber schoolrooms in camps scattered across Kandil, she and her comrades study Ocalan's “Democratic, Ecological Paradigm,” the latest of his many treatises for ordering the world; much of it could have come from the program of any Green Party in Europe.

The unquestioning obedience of these militants to Ocalan, and their conviction that he is a great historical figure, explain why they do not seem bothered by the ambiguities that make it hard, from the outside, to find out what the PKK now stands for. The PKK is a guerrilla army estimated to be five thousand strong, but it says it wants peace and it announced a new cease-fire, the fifth in its history, on October 1. The militants who once aimed to set up an independent, socialist Kurdistan in the southeast of Turkey now dis-

avow that aim; they would, they say, be content with guaranteed rights to political activity and free expression.

One point that senior PKK men like to make is that the organization acts as a brake on radical Islamist groups that are gaining influence across the Kurdish southeast, alarming secularists in Turkey's civilian and military establishment. “If we are eliminated,” Murat Karayilan, the PKK's acting leader, told me, “those religious movements will develop.”

After more than two decades of struggle, in which at least 30,000 guerrillas and sympathizers were killed and an unknown number were imprisoned, tortured, and harassed, the PKK's emotional hold over millions of Kurds remains strong. Even now, in Diyarbakir and other places in the southeast, it is hard to find people who openly criticize the PKK, apart from the “loyalist” Kurds who have been armed and funded by the state. Many would-be critics have been silenced by the PKK's vengeful attitude toward those it considers traitors. In 2005, a Kurdish politician opposed to the PKK was gunned down in Diyarbakir. Of the seventeen commanders who quit the organization in 2003 and set up a rival group, no fewer than seven have been assassinated, Nizamettin Tas told me in November. According to Karayilan, “rogue” militants acting without PKK sanction may have carried out some of these killings. He dismisses suggestions that it might be in the PKK's interest to select a new leader. “It was Abdullah Ocalan who gave the Kurds their spirit and their voice,” he

told me. “To abandon Abdullah Ocalan is to abandon Kurdishness.”

The PKK is the most widespread and resilient of the many Kurdish groups that have fought against the Turkish Republic. This opposition, and the sympathy that Kurdish nationalism now receives in Europe, have forced the state to acknowledge the existence of its large Kurdish population. In other ways, however, the rebellion has been a curse on the Kurds. The state's tactic of destroying entire villages has made much of the rural southeast uninhabitable.³ By the mid-1990s, according to Human Rights Watch, more than three thousand villages had been “virtually wiped from the map.” Moreover, as a consequence of internal migration, the old dream of Turkey's Kurds, to set up an independent or autonomous Kurdistan with its capital at Diyarbakir, now seems unfeasible. It is hard to imagine such a territory emerg-

ing without widespread ethnic cleansing by Turkish nationalists intent on “purifying” Kurdish-inhabited parts of western Turkey, while the Kurds fight back.

From the point of view of the Turkish Republic, the decision not to execute Ocalan now seems fortuitous. From his prison cell, he exercises a generally restraining influence on an organization whose fanatical members are capable of extreme violence. The latest cease-fire has not held, amid assertions by Murat Karayilan that the militants are obliged to defend themselves against Turkish attacks, but few expect a return to the total war of the early 1990s, which cost so many lives on both sides. From Ocalan's conciliatory messages it is possible to infer that he wants the Turks to recognize him as the leader of his people, and that he will cooperate more if they do. With Buyukanit in charge of the armed forces, Turkish nationalist feeling running high, and two elections—parliamentary and presidential—due in 2007, Turkey is unlikely to give Ocalan his wish soon.

3.

Turkey's longstanding fear, that the Kurdish federal region in Iraq will declare independence, adding to nationalist passions among its own Kurds, is shared by Iran and Syria, the other countries that have divided up the ancient region of Kurdistan.⁴ Shortly before the US invaded Iraq, Iran started to change its former policy of helping PKK militants as a means of exerting pressure on Turkey. Murat Karayilan complains that the Iranians and the Syrians—who, under Turkish pressure, had already reversed their own pro-PKK policy—frequently now capture PKK militants and hand them over to Turkey. Last summer, Iran and Turkey bombed camps in the Kandil Mountains belonging to the PKK and the Party for Free Life in Kurdistan (PJAK), a PKK affiliate dominated by Kurds from Iran, which started

³See “Still Critical”: Prospects in 2005 for Internally Displaced Kurds in Turkey, Human Rights Watch, March 2005.

⁴There are generally reckoned to be about 27 million Kurds in this region, of which some 15 million are in Turkey, 5 million in Iraq, another 5 million in Iran, and 1.7 million in Syria.

launching attacks in 2004 on Iran's security forces. Turkey's army massed menacingly on the Iraqi border. In fear of a land invasion of their territory, and encouraged, perhaps, by the US, the northern Iraqi Kurds persuaded the PKK to announce its current ceasefire, which is only partially observed.

The Turkish government's decision not to enter Iraq shows how constrained it feels in comparison with the final years of Saddam Hussein's dictatorship, when it mounted large-scale annual operations in the Kandil Mountains. Turkey is still feeling the effects of its parliament's decision in 2003 to refuse a US request to use Turkey as a launch pad for the Iraq invasion. This decision infuriated the Bush administration and limited Turkey's ability to influence postwar Iraq. America's occupation of Iraq has curtailed Turkey's freedom to move forces in and out of Iraq when it likes; but the Americans have not themselves taken action against the PKK in Iraq, as Turkey has demanded.

It is not surprising that the US, engaged in a demoralizing struggle against insurgents in Iraq's Arab regions, has balked at starting a new offensive in Kurdistan, the calmest part of the country, against an organization that has never attacked it and at the behest of a country that refused its request for help three years ago. Turkey suspects that Bush's appointment of Joseph Ralston, a retired general, to come up with an anti-PKK policy acceptable to the Iraqi and Turkish governments is a smokescreen. More than four months have passed since Ralston was named to his post, but a specially formed contact group, with Turkish and Iraqi representatives, has yet to meet.

If you visit the Kurdish federal region in Iraq, with its own president, parliament, and flag, you may come away, as I did, with the impression that it is on the way to independence. "At this stage," Massoud Barzani, the region's president, told *The Wall Street Journal* recently, "the parliament of Kurdistan has decided to remain within a federal, democratic Iraq."⁵ How long will that decision last? Most Iraqis, and many outsiders, are suspicious of the Kurds' determination to gain ownership of the oil-rich governorate of Kirkuk—a territory with a mixed population of Kurds, Turkmen, Arabs, and Christians—whose status, according to the constitution, is to be decided by a referendum before the end of 2007. In the words of a recent report by the

International Crisis Group, "Kirkuk's oil wealth would enable Kurdish independence.... [The Kurds] know that without Kirkuk, they would govern at most a rump state profoundly dependent on neighbours."⁶

Jalal Talabani, the Kurdish president of Iraq, and a longtime sparring partner of Barzani, is regarded as a restraining influence on the Kurds' irredentist ambitions. In a recent profile of him in *The New Yorker*, he described the suggestion of Peter Galbraith, a former State Department official, that Iraq should be partitioned, as "wishful thinking.... There is not, I think, a realistic Kurdish leader who would say, 'We want independence.' Why? Because it is impossible."⁷

Some Turkish officials believe that the American government might be protecting the PKK, in order to give its Iranian affiliate, the PJAK, a better chance of destabilizing the Iranian government in the Kurd-dominated areas of northwest Iran. Since the election last year of President Mahmoud Ahmadinejad it has become harder to discern what is happening in Iranian Kurdistan. According to Murat Karayilan, the PJAK has slowed its attacks on Iran since the Iranian bombardments this summer, but he says that the attacks are still taking place. It is harder still to gauge the support that the PJAK has, though, in the words of one recent visitor to the region, Iran's Kurds are "transfixed by what is happening in northern Iraq, and the local newspapers report on Barzani as much as they do on Ahmadinejad." Several towns in Iraqi Kurdistan have growing populations of migrants from the Kurdish regions of Iran.

An independent Kurdistan, even if it includes Kirkuk, would still need the goodwill of its neighbors. The Kurds of northern Iraq are already economi-

cally dependent on Turkey and, to a lesser extent, Iran. The head of Diyarbakir's chamber of commerce predicts that by the end of this year, Turkey's exports to the Kurdish federal region in Iraq, particularly of food and building supplies, may total as much as \$5 billion. Kirkuk's oil flows to the Mediterranean via Turkey—when the pipeline, which has been repeatedly sabotaged, is able to carry it. Once the US starts withdrawing from Iraq, the Iraqi Kurds will once again feel vulnerable to pressures from Turkey and Iran. Barzani told *The Wall Street Journal* that he would welcome a deployment of American troops to Iraqi Kurdistan—there are none at present. "It would," he said, "be a 'deterrent to intervention by the neighbouring countries.'"

The US remains officially committed to Iraq's unity, but that could change even before George Bush leaves office. From an American perspective, a new Kurdish state would have much to recommend it. It would be friendly to the US, and as much of a democracy as you are likely to find in the Middle East. But an independent Kurdistan would probably cause Turkey to be even more repressive of its own Kurds, and as a result its chances of entering Europe, which the US has encouraged, will become dimmer. Iran would feel more threatened if there is an independent Kurdistan and would be more likely to intervene secretly and openly in Kurdish affairs. Even if they get hold of Kirkuk, the Iraqi Kurds may find that they have much to gain by putting off their dream of statehood for more than a few years to come. □

—January 31, 2007

⁷Jon Lee Anderson, "Mr. Big," *The New Yorker*, February 5, 2007.

The New York Review

March 1, 2007

⁵See Judith Miller's interview with Barzani in *The Wall Street Journal*, October 28, 2006.

⁶The Kurds have worked hard to reverse the policy of Arabization that was murderously carried out there by Saddam Hussein. The leaders of some of the other communities have accused them of encouraging more Kurds to settle there than were expelled by Hussein, with the result that Kurds are now thought to make up a clear majority in the governorate. See *Iraq and the Kurds: The Brewing Battle over Kirkuk*, International Crisis Group, July 18, 2006.



Combattant kurdes près de leur campement. PHOTO CÉCILE HENNION

Turcs, Iraniens ou Syriens, des milliers de combattants kurdes campent dans les montagnes du Kurdistan irakien, au grand dam de Téhéran et d'Ankara. Les Américains disent ne pas les aider

CÉCILE HENNION
ENVOYÉE SPÉCIALE À QANDIL

Dernier barrage des Kurdes d'Irak. L'inspection est sommaire. Un peshmerga – combattant kurde – jette un regard furtif à l'intérieur du véhicule, la voiture passe. De l'autre côté se dressent les murs d'un village miséreux, écrasé par les hauteurs vertigineuses des sommets enneigés de Qandil, l'épine dorsale qui court le long de la

frontière septentrionale de l'Irak avec la Turquie et l'Iran.

Les villageois sont irakiens, mais ils dépendent des séparatistes kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui contrôlent cette partie de montagne. Affaibli et divisé depuis l'arrestation, en 1999, de son fondateur et dirigeant « Apo », Abdullah Öcalan, inscrit sur les listes des « mouvements terroristes » de la Turquie, des Etats-Unis, de l'Europe et des Nations unies, banni mais toléré par le gouvernement régional du Kurdistan, le PKK a installé ses troupes dans ces confins du territoire irakien. Ici commence le domaine d'Apo. Un portrait géant – yeux noirs, grosses moustaches – domine une colline. Les montres sont réglées à l'heure turque.

Une recrue de 16 ans, visage de poupée, corps d'adolescente perdu dans le pantalon bouffant de l'uniforme, à peine plus haute que son kalachnikov, ouvre la marche. Le PKK compte de nombreuses recrues féminines, de redoutables guerrières, dit-on. « Dans la société kurde, les femmes sont opprimées. Ici nous sommes égaux, physiquement et mentalement », explique Rania. Des tentes sommaires sont plan-

Qandil



tées sous les arbres. Des cratères fortifiés ont été creusés dans la boue gelée de ce mois de février pour servir de refuge en cas de bombardement. Des dizaines d'autres camps d'entraînement seraient disséminés dans ces montagnes, avec au moins 5 000 combattants.

Né en Turquie en 1978, le PKK se veut un mouvement pankurde. Il a une branche syrienne (Parti de l'union démocratique du Kurdistan, PUDK) et une autre, iramien-

ne (Parti pour une vie libre au Kurdistan, Pejak). Les recrues, pour la plupart d'origine turque, comptent aussi des Kurdes de Syrie, quelques Arabes et même un Allemand. Leur présence, en armes, dans la région autonome d'Irak est fort embarrassante pour le gouvernement kurde régional, qui a du mal à maintenir de bonnes relations avec ses puissants voisins.

A plusieurs reprises en 2006, l'aviation turque et l'artillerie iramienne ont pilonné, parfois de concert, les positions des rebelles de Qandil. Les obus ont tué deux miliciens et deux villageois, provoqué la fuite des habitants et la colère des dirigeants kurdes irakiens. Les mises en garde et les appels à quitter les lieux n'ont pas été suivis d'effet. Il a fallu les bombardements du mois d'août 2006 et la médiation de Jalal Talabani, dirigeant kurde historique et actuel président d'Irak, pour parvenir, fin septembre, à un cessez-le-feu. Le 1^{er} octobre, le PKK a décrété une trêve unilatérale avec la Turquie. Le même jour, le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, la rejetait et répétait son exigence principale, à savoir le désarmement total et inconditionnel du PKK.

C'est un cadre de l'organisation, le « camarade » Rostam Joudi, qui explique la situation. « *Les États-Unis se plaignent d'interférences iraniennes, syriennes et turques en Irak, mais restent silencieux quand ces États martyrisent leurs populations kurdes. Notre trêve était un message positif envoyé à Ankara. Pourtant, les opérations militaires turques se poursuivent [au Kurdistan turc]. En janvier, ils ont encore bombardé une de nos positions près de Zakhō, au nord de l'Irak. Si la Turquie lance des incursions dans le Kurdistan irakien, menace-t-il, nous n'aurons d'autre choix que de reprendre et d'intensifier nos opérations. Nous sommes capables d'amener la violence à un niveau encore plus élevé qu'en Irak.* »

La minorité kurde de Turquie ompterait autour de 15 millions d'individus (sur 70 millions d'habitants) mais sa langue et ses traditions sont tout juste tolérées. En 1984, le PKK a donc déclenché une rébellion sécessionniste qui, à ce jour, a fait plus de 37 000 victimes et provoqué la destruction de centaines de villages. Après l'arrestation d'Öcalan et dans l'espoir d'être rayé des listes terroristes, le PKK est devenu Kadek, puis Kongra Gel (Congrès du peuple) en 2005.

Ces mutations se sont accompagnées d'un changement rhétorique. L'ambition sécessionniste a cédé la place à la seule revendication d'une reconnaissance des « droits » kurdes, « sans toucher aux frontières actuelles ». Mais le parti, que tout le monde continue d'appeler PKK, refuse de déposer les armes. « *Nous sommes prêts pour la paix, comme pour la guerre* », déclare Yasser, 24 ans.

Ankara reproche aux responsables kurdes irakiens et aux maîtres américains du pays de ne pas agir contre le PKK, et menace régulièrement de régler militairement le problème. Le 17 janvier pourtant, des soldats américains et irakiens ont lancé un raid à 300 kilomètres au nord de Bagdad,

sur la ville de Makhmour et son peuplé camp de réfugiés kurdes de Turquie. L'objectif annoncé était de faire main basse sur des caches d'armes du PKK, mais rien d'important n'a été trouvé.

Les « Guerilla » de Qandil, comme ils se nomment eux-mêmes, sont au garde-à-vous dès 5 heures pour suivre les entraînements militaires et les cours d'idéologie. « *Les combattants du Front Nord [turc] ont quitté les montagnes, affirme Rostam Joudi. Ils sont repartis en Turquie.* » Allégations impossibles à vérifier.

« *Ne restent principalement que les combattants iraniens de Pejak* », affirme le « cana- rade ». Ceux-là sont bien visibles.

Le climat impitoyable des montagnes a vieilli prématurément les visages, mais la plupart des combattant(e)s n'ont pas dépassé 25 ans. Leurs histoires se ressemblent : humiliations, arrestations, morts, villages détruits, exils traumatisants.

Un jour, ces jeunes gens ont accepté « *de mourir et de tuer* » pour la cause kurde, mais aussi « *au nom de l'idéologie d'Apo* », le « père », le « héros » de la nation.

Saria est fière de son nom de guerre : « *la Cavalière* » en kurde. Avec ses yeux en amande et son joli corps de 20 ans, elle est le cliché même de l'Amazone en guerre. Enrôlée à 14 ans, elle est devenue « *sniper* », tireuse d'éélite. « *L'Iran a mis la pression, il a fallu se défendre*, explique-t-elle. *Tuer n'est pas une sensation agréable, mais quand tu te bats pour une cause ou pour te défendre, tu n'as pas le choix.* » Mourir ne lui fait pas peur. « *La camarade Zeila, tuée en 1996, a dit : "J'aurais aimé avoir davantage qu'une vie à sacrifier à la cause et à Apo". Je partage ce sentiment...* »

Heval Rojat, commandant du bras armé kurde iranien, raconte avoir mené de « *nombreuses attaques contre les soldats iraniens dans plusieurs villes. Là-bas, dit-il, les jeunes diplômés kurdes ne trouvent pas de travail, la République islamique les incite à s'enrôler dans les groupes paramilitaires basidjis dirigés contre leur propre peuple. Une situation inadmissible qui a poussé beaucoup de jeunes à nous rejoindre.* »

Le 14 août 2006, le ministre iranien des affaires étrangères, Hamid Reza Assefi, déclarait disposer d'« *informations selon lesquelles les États-Unis interfèrent dans le nord-ouest [région kurde] de l'Iran. C'est inacceptable. (...) Ils sont pris dans le bourbier [irakien], alors ils essaient de fomenter des troubles dans la région* ». A l'heure des

tensions croissantes entre Washington et Téhéran, la question d'un éventuel soutien américain aux partis d'opposition iraniens, kurdes compris, peut-elle se poser ? La réponse de Rostam Joudi, du PKK, est sibylline : « *Objectivement, un rapprochement américain de Pejak est possible. Mais il n'y a pas d'aide concrète. Ce que nous voulons, c'est un soutien diplomatique américain pour faire avancer la cause kurde dans ce pays.* » Précisant que la trêve avec la Turquie a notamment été motivée « *parce que les Américains en avaient exprimé le désir* », il poursuit : « *Pour échapper aux pressions américaines, Téhéran s'est rapproché de la Syrie et de la Turquie. L'un des moyens de plaire à ces deux partenaires est de s'en prendre aux Kurdes. Nous n'avons pas encore déclaré la guerre à l'Iran, mais les tensions vont crescendo. Les Iraniens ont déployé d'importantes forces à la frontière. Nous ne refusons donc pas l'aide des Américains.* »

Sur le territoire irakien, Pejak n'est pas seul. Le Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI) et le Parti communiste kurde iranien, Komala, ont pignon sur rue. Ils s'accusent mutuellement de faire le jeu américain et de mettre ainsi en danger la fragile autonomie de leurs hôtes kurdes d'Irak. Mais le ton est unanime pour condamner Pejak. Rencontré à Koysinjak, Moustafa Hijri, chef du PDKI, estime « *l'action de Pejak inutile et contre-productive. J'ignore dans quelle mesure les États-Unis les aident, mais ils se prennent pour les rois des Kurdes. Il vaudrait mieux pour nous tous qu'ils aillent se battre chez eux plutôt que d'utiliser le Kurdistan irakien.* »

La situation n'est pas sans précédent. En octobre 1992, les deux grands partis kurdes irakiens, pourtant rivaux, avaient lancé, en coordination avec la Turquie, une campagne meurtrière contre le PKK dans ces mêmes montagnes. Aujourd'hui, si la Turquie ou l'Iran s'en prenaient à lui, il y a gros à parier que les Irakiens laisseraient faire. Mais à Qandil, les combattants sont jeunes et leurs chefs ont la mémoire courte : « *Tant que la question kurde de Turquie n'est pas réglée, nous ne bougerons pas d'ici.* » ■

« **Tuer n'est pas agréable, mais quand tu te bats pour une cause tu n'as pas le choix** »

Saria, 20 ans, combattante du PKK

Kurdish anxieties

By Ian Bremmer and Wolfango Piccoli

The Kirkuk 'powder keg'

For the moment, life is good for Iraqi Kurds. The northern Iraqi provinces that make up the Kurdish Autonomous Region have escaped much of the violence plaguing Baghdad. The Kurdish regional government has cut deals with foreign energy companies to exploit the area's oil wealth. A construction boom is well under way in the cities of Irbil and Suleymaniye. Trade with Turkey is growing.

But dark clouds are visible on the horizon. To win Kurdish support for approval of the new Iraqi Constitution in 2005, a provision was added to the document that allows the citizens of oil-rich Kirkuk to vote in a referendum this year on whether the city will continue to be governed from Baghdad or come under the jurisdiction of the local Kurdish government. A vote to bring Kirkuk under Kurdish control threatens to draw Kurds directly into the violence roiling other parts of Iraq.

Across the Kurdish provinces, dreams of independence are alive and well. Central to those dreams is annexation of Kirkuk, a city of 700,000 people, most of them Kurds. A referendum would almost certainly pass control of the city to the local Kurdish government.

Bomb attacks have driven an unknown number of Shiite and other minorities from the city. And, on Feb. 4, the so-called Iraqi Higher Committee for the Normalization of Kirkuk decreed that the thousands of (mostly Shiite) Arab families who came to Kirkuk from Iraq after Saddam Hussein came to power in 1968 will reportedly receive financial compensation for returning to their towns of origin. Kurdish officials say this move will right the wrongs visited on the city during Saddam's "Arabization" campaign in the 1980s and 1990s.

Demonstrations by Kirkuk's non-Kurds, who fear they will lose their rights under Kurdish control, have intensified. Sunnis and Shiites elsewhere in Iraq fear that moves by the Kurdish regional government to absorb Kirkuk will cost them access to the oil revenues it will generate.

Anxiety over the referendum is not limited to Iraq. In the United States, the final report of the Iraq Study Group, led by former Secretary of State James Baker and former Congressmen Lee Hamilton, described Kirkuk as a "powder keg" and recommended that the vote be postponed. The report drew

a sharp rebuke from Iraq's president, Jalal Talabani, a Kurd, who said that Baker deserves blame for the American decision in 1991 not to support a Kurdish uprising against Saddam and cannot be trusted.

But the Kurds' more immediate worry lies just across the border. Turkey fears

Iraq's Kurdish leaders know that a referendum on Kirkuk's future will provoke Shiites, Sunnis and Turks.

that if the Iraqi Kurds do gain control of Kirkuk, Iraq's semi-autonomous Kurdish region would have the economic power to move toward full independence. Ankara, which fears that Kurdish self-reliance may stoke separatism among Turkey's own large Kurdish population, also has called for a delay in the vote.

While Ankara is unlikely to intervene militarily, it may resort to commercial pressure on the Kurdish regional government. In 2006 alone, Turkey's exports to the Kurdish government, particularly fuel, building materials and food, totaled around \$5 billion. More than 600 Turkish companies are currently operating in northern Iraq.

Turkey also provides crucial land routes for Kirkuk's oil — when the pipeline, which has been repeatedly sabotaged by the insurgents, is operational. Moreover, Turkey's represents the most direct gateway to northern Iraq for European markets. By closing the border, Turkey can effectively disrupt northern Iraq's economic well being.

There is, however, the possibility that rogue elements close to nationalist circles and the Turkish military may carry out subversive activities and sabotage in northern Iraq in order to increase ethnic tension ahead of the referendum.

In short, Iraq's Kurdish leaders have a problem. They know that to hold the referendum is to provoke Shiites, Sunnis and the Turkish government. Few Kurdish leaders who oppose a vote are popular enough to count on unconditional backing from voters, a clear majority of whom want Kirkuk under Kurdish regional government control. Though support for the referendum is politically expedient, it may reap the whirlwind.

Virtually every Kurdish leader un-

derstands that the surest way to protect the relative stability and prosperity the Kurdish region of Iraq has gained is to postpone the vote. But none of them wants to pay the political price.

For the moment, Kurdish officials continue to insist publicly that it is postponement of the referendum, not the vote itself, that will provoke bloodshed. Plans for the referendum are moving forward. Local officials say they will conduct a census this summer to prepare for it.

Shiites, Sunnis, Turks, and even the Americans may raise pressure for postponement. But that pressure could backfire and fuel Kurdish determination to seize their prize.

Perhaps Kurdish officials can find a way to postpone the vote, but, as in Iraq, provocative acts in Kirkuk may generate a destructive momentum that no one can contain.

Ian Bremmer is president of Eurasia Group, a political risk consultancy. Wolfango Piccoli is an analyst at the group.

Al Qaeda-linked group kills 14 Iraqi Shiites

From news reports

BAGHDAD: The bodies of 14 policemen were found Friday northeast of Baghdad after an Al Qaeda-affiliated Sunni group said it had abducted members of a government security force in retaliation for what the group said was the rape of a Sunni woman by members of the Shiite-dominated police.

The Islamic State of Iraq posted a statement on the Internet earlier Friday saying 18 men had been kidnapped in retaliation for the rape.

Photos showing blindfolded men accompanied the claim. Seven were wearing Iraqi military uniforms, and all had their hands tied behind their backs.

The violence in Iraq crossed a threshold into sports when two young soccer players were killed in front of their teammates in the western city of Ramadi by masked gunmen.

The gunmen claimed the players had been collaborating with a Sunni group with ties to the Americans, witnesses said.

Brigadier General Abdul-Karim Khalaf, an Interior Ministry spokesman, said the bodies of the 14 slain police officers had been found Friday afternoon in Diyala Province northeast of Baghdad. He blamed Al Qaeda for the killings and said the Iraqi authorities would "chase those who assassinated these unarmed people."

The group had threatened to kill the hostages within 24 hours if the Iraqi government did not hand over officers accused in the rape case, and release all Sunni women held in Iraqi prisons. The claim surfaced on the Internet early Friday, but it was unclear when the 24 hours had begun.

"This blessed operation is a response to crimes carried out by those infidels in their fight against the Sunnis," the statement said. "The latest of the crimes committed by these traitors was to rape our sister in religion."

The Web posting about the abductions, the authenticity of which could not be confirmed, said those kidnapped were all employees of the Interior Ministry, which is Shiite-led.

The group did not specify when the kidnapping took place, but Khalaf said the men had been abducted Thursday while heading home for leave. He said they were heading to the Shiite town of Khalis, 80 kilometers, or 50 miles, northeast of Baghdad.

They were wearing civilian clothes at the time, since they were on leave, Khalaf said.

The joint U.S.-Iraq operations center in Diyala Province confirmed the ab-

Revenge in Iraq for an alleged rape

duction but put the number of hostages at 14.

The statement Friday from the Islamic State of Iraq referred to the rape victim by her name, which is not being published by the International Herald Tribune.

The name identified her as Sunni. However, officials of the Iraqi Islamic Party, the country's largest Sunni group, said the woman had used a false name when making the allegation and

that she is in fact a Shiite. The party's human rights office had been looking into the case.

The woman told Arab television stations that she had been detained in a Sunni area of west Baghdad on Feb. 18, taken to a police garrison and assaulted by three officers. Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, a Shiite, announced an investigation Feb. 19 but cleared the officers the following day, prompting outrage among Sunni politicians.

In the killing of the soccer players Thursday, three cars carrying 10 men pulled up at a community playground less than 90 meters, about 300 feet, from Ramadi's main government building. A soccer match was under way between two neighborhood teams.

The men poured out of the cars and grabbed two of the players.

They tied the players' hands and tried to drag them toward the cars. Both struggled to get away, but the men shot them to death.

Khalid al-Ghargholi, the team's manager, said the attackers "started yelling 'This is the destiny of anyone who works with secret police.' They were referring to the Salvation Council of Anbar."

That is the name of a group around Sheik Abu Resha, a Sunni who has opposed armed groups in the area and who has ties to the Iraqi government and the Americans.

In Baghdad on Friday, a pair of car bombs killed at least 11 people in separate attacks. One attack occurred at a used car lot near the Shiite militia stronghold of Sadr City, killing 10 people, wounding 17 and setting several cars ablaze, the police said. The entire front of the bomb-rigged car was blown apart.

The other blast was near a police patrol in southwest Baghdad, killing an officer and wounding two civilians, the police reported.

The violence was reported as Foreign Minister Philippe Douste-Blazy of France said that sectarian conflict was



Ali Abbas/EPA

An Iraqi officer taking part in a security operation in central Baghdad on Friday.

close to tearing Iraq apart and that the situation there was destabilizing the entire region.

"We agree on a sad observation. We are close to partition. There is today a situation of regional destabilization," Douste-Blazy said in a joint news conference with Foreign Minister Sheik Hamad bin Jassim al-Thani of Qatar. "We think that the only solution, we have already said so, is to have a withdrawal by 2008 of the international forces which are in Iraq today and at the same time the restoration of the rule of law."

The U.S. military said Friday that eight suspected militants had been killed a day earlier in a raid in Salman Pak, just southwest of Baghdad. Intelligence reports indicated that Al Qaeda in Mesopotamia was operating in the area, the military said in a statement.

U.S. forces came under small arms and mortar fire, and killed three armed men moving toward them, the statement said. Twenty minutes later, troops were fired upon again and shot four suspects to death. Another man was killed in a vehicle nearby, the statement said.

(AP, IHT, Reuters)

■ U.S. Army secretary resigns

Army Secretary Francis Harvey resigned Friday as the Bush administration struggled to cope with the fallout from a scandal over substandard conditions for wounded soldiers at the Walter Reed Army Medical Center, The Associated Press reported from Washington.

The surprise move came one day after Harvey fired George Weightman, the two-star general in charge of the Washington hospital, in response to disclosures of myriad problems at the compound. The White House said Friday that President George W. Bush had ordered an investigation into the medical care available to veterans of the Iraq war.

INTERNATIONAL
Herald Tribune
March 3-4, 2007

Beleaguered and Besieged

Turkey's pro-European elite is the target of a growing wave of violent ultra-nationalism.

BY OWEN MATTHEWS

THE THREATS HAVE BEEN arriving daily, often via e-mail. "You traitors to Turkey have had your day," reads one. "Stop prostituting yourself and your country to foreigners or you will face the consequences."

Not long ago, E, a prominent Turkish writer, would have shrugged off such missives—as did his friend Hrank Dink, the editor of *Agos*, Turkey's main Armenian-language newspaper, who for years had been a target of nationalist hate-mail. But after Dink was shot dead last month by a 17-year-old ultranationalist assassin, the threats suddenly became deadly serious. "Things are changing in Turkey, very much for the worse," says E, asking that his name not be used for fear of reprisals. "Before Dink's murder, I always spoke out against nationalism and narrow-mindedness. Now I fear for my life."

A wave of violence is sweeping Turkey, targeting its modern, pro-European elite. Prominent liberals like Can Dündar, a columnist at the newspaper *Milliyet* who supported a 100,000-strong march in Istanbul protesting Dink's killing, have received warnings to "be smart" and tone down their coverage. Nobel Prize-winning writer Orhan Pamuk, vilified by nationalists for comments he made last year condemning the massacres of Ottoman Armenians in 1915, canceled a reading tour in Germany and has left Turkey for self-imposed exile in the United States. Many other academics and journalists have been given police protection.

It's not only intellectuals who feel besieged. Turkey's ruling AK Party faces the same peril—a nationalist backlash that is undermining four years of sweeping progress. Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, once feared by Turkey's pro-Western elite for his Islamist background, finds himself fighting to protect liberal values on everything from human rights and free expression to membership in the European Union. Erdogan condemned Dink's murder as "a bullet fired at

the heart of Turkish democracy." The killers, he said, were "not nationalists but racists," bent on isolating Turkey from the modern world. But the evidence is mounting that the tide is turning against him and his European agenda.

The nationalists have a growing list of grievances. Chief among them: that Erdogan, prodded by Brussels, granted more cultural rights to the country's 13 million Kurds. But instead of peace, the last year has seen an upsurge in Kurdish guerrilla attacks on Turkish soldiers.

That's given rise, in turn, to a number of anti-Kurdish nationalist groups. The leader of one such group, the Patriotic Forces in Mersin, an ethnically mixed town in the largely Kurdish southeast, recently called on "Turkish patriots" to take to the streets to prevent Kurds from "taking over." Worse, Erdogan's entire EU project was called into question last December when Brussels partially suspended talks in a dispute over Cyprus. After so many sacrifices for Brussels' sake, many Turks considered it "a slap in the face," says Naci Tunc, an activist for the Nationalist Action Party, or MHP.

With national elections this fall, Erdogan himself is under intense political pressure to take a more nationalist line. Recent polls in *Milliyet* show that support for the MHP has risen to 14.1 percent, up from 8.4 percent in the 2003 vote, while support for the AK Party has slipped from 33 percent to 26. A bellwether of just how far Erdogan is willing to go in accommodating the nationalists involves the notorious Article 301, a provision of the national legal code that criminalizes "denigrating Turkishness" and has been used to prosecute dozens of journalists and writers, including Pamuk. Brussels insists that it must go; all of Turkey's opposition parties, chasing nationalist votes, insist it must stay. "We want to change the article," says a senior member of Erdogan's cabinet. "But we are alone."

Another test comes in April, when Erdogan must decide whether or not to run for president—a largely symbolic post, but one which carries veto power over all legislation. The president is elected by Parliament, where Erdogan enjoys a comfortable majority. But as a former Islamist, imprisoned as recently 1999 for sedition, he faces strong opposition from conservatives in

Turkey's politically powerful and staunchly secular military, judiciary and bureaucracy—collectively known as the "deep state." They insist on a more moderate, secular president as a counterbalance to Erdogan, or whom-ever the AK Party might choose to succeed him.

Perhaps not even Erdogan himself, as yet, knows whether he will indeed make a play for the presidency. But if he does, Islamist-hating nationalist radicals are sure to be inflamed. Dangerously, there's evidence linking many of Turkey's ultranationalists to the Army and security forces. A video leaked to the media earlier this month showed Dink's 17-year-old killer, Ogün Samast, posing with smiling police officers and holding a Turkish flag after his arrest. An internal investigation has also shown that warnings of plans to kill Dink were ignored by Istanbul police—though it's not clear whether due to negligence or malice.

Erdogan is too canny a politician to antagonize the country's Army to the point that an old-style coup becomes likely. But at the same time, he must tread carefully. Last week the chief of the military General Staff, Yasar Buyukanit, spoke out against those who sought to "split the state." It was a clear warning to pro-Armenian liberals and separatist Kurds, but most of all to Erdogan as he considers the thorny problems of reforming Article 301 and whether to run for president.

It's a delicate balancing act. He must at once crack down on ultranationalist thuggery, without alienating an increasingly nationalist electorate. And he needs to continue with his government's program of reform, lest Turkey's EU bid fail irrecoverably. As resistance to his policies continues to grow more violent, that job will become vastly more difficult—if not impossible.

With SAMI KOHEN in Istanbul



Globe Chronicle

Get used to it!

President Barzani's remarks strike nerves in Turkey



President Massud Barzani, seen here in March 2006, has called on Turkey for face-to-face talks to end high-running tensions over Turkish Kurd rebels based in his autonomous region in northern Iraq.

The word "Kurdistan" has been used for hundreds of years to describe the remarkable region, and it connotes the de facto state already in existence.

Kurdish President Masoud Barzani's interview with Turkey's NTV caused expected reactions in Turkish media and among high-ranking Turkish officials. The reactions originated from Barzani's state-

ment that neighboring states should get used to the idea of "Kurdistan." The media considered the statement as the culmination of South Kurdistan audacity. The Turkish media, generally associated with ultranationalist currents in Turkey, consider every utterance about Kurds and Kurdistan as blasphemy and a direct threat against Turkish territorial integrity.

Turkish Foreign Minister Abdullah Gül points out that the political discourse of Kurdish leadership in South Kurdistan is irrational, maximalist, and irresponsible. Nota bene President Barzani's remarks concerned the Kurd's legitimate rights to be lords of their own domains and achieve their human rights and liberties. As for South Kurdistan, Mr. Gül is aware that it is already a reality. Mr. Gül is a rational person and should listen to reason, if not to the architect of 1980s coup d'état, General Kenan Evren, who has in the autumn of his age realized that they should have implemented a federal system in Turkey and that there is already a de facto Kurdish state here in the south. General Evren's course is more rational than the one taken by General Yasar Büyükanit. I am sure Mr. Gül is wise in his choice between them.

Ironically, Seljuk Turks first used the word "Kurdistan" as a geographical entity in the 1100s. It was also frequently used in Ottoman geographical literature and even by the founder of the Turkish Republic, Kemal Atatürk. Of course, within the political discourse of modern Turkish nationalism, there was no place for Kurdistan; therefore, the entire Turkish/Ottoman history had to be rewritten—based on

the denial of the Kurds and Kurdistan. I can imagine that if a state inseminates its citizens with such a remarkable falsehood over several decades, when the truth catches both the states and its loyal subjects, it will inevitably create a psychological malaise, a phobia—Kurdophobia.

On car stickers in Ankara, one can read: "Love it [Turkey] or get lost!" meaning that Kurds should either love Turkey or leave it. Such racist actions in Turkey do not lead to any juridical process, but when a Kurdish politician talks about the risks of a Turkish intervention in Kirkuk, warning them that such a move will alienate and probably antagonize Turkey's own Kurdish population, he gets arrested and put in jail. The polarization between Turks vis-à-vis Kurds in Turkey is not the outcome of the Kurdish struggle; it is the direct result of the racist political discourse of the official ideology in Turkey.

Eighty years of denial and assimilation has not annihilated the Kurds; neither have similar efforts by Turkey's neighboring countries against the Kurds. Kurds are here to stay with an unprecedented concord in their political discourse. They have to get used to it or they will get lost!

*Behrooz Shojai
Globe Political Desk*



Barzani in Riyadh

Saudi Arabia says foreign intervention in Iraq affair not acceptable

The Globe – Heading a top delegation, Kurdistan President Masoud Barzani arrived in Riyadh Monday for talks with the Saudi Arabian King Abdullah Abdulaziz. Barzani is expected to hold talks with Saudi officials over among other issues, the sectarian violence in Iraq.

"President Barzani was officially invited by His

Excellency the King. Bilateral relations as well as the current situation in Iraq will be at the top of the discussion," Fuad Hussein, a presidential aide told reporters Monday.

Saudi Arabia, a key US ally in the region, has so far maintained a "watch and see" policy towards the developments in Iraq. In December last year

unconfirmed reports indicated that Riyadh might take a different strategy—most likely in favor of the minority Sunni Arabs in Iraq, if the US withdrew its troops from the country. The report was quickly rejected by Saudi officials despite Riyadh's continuous concern over Iran's increasing influence among Iraq's Shiite factions.



Kurdistan President Masoud Barzani and His Excellency King Abdullah

Presidential chamber head ensures Kurds will not get caught between Washington and Iran

KRG intended to stay neutral

By Hawar Kirkuki
The Globe – Erbil

Amid growing tensions between the international community and Washington on one hand and Iran regarding Tehran's nuclear capabilities on the other hand, authorities of the Iraqi Kurdistan Regional Government (KRG) say they do not want to be a part of the problem.

Being home to a majority Kurdish population, the Iraqi Kurdistan Region shares its eastern border with Iran.

Fouad Hussein, the head of the Iraqi Kurdistan Region presidential chamber, said that they do not intend to make judgments on what is going on between Washington and Tehran concerning Iran's nuclear question. "Kurdistan Region should not at all be part of the equation," Fouad said.

Fouad's statements were a confirmation of an earlier position declared by KRG President Masoud Barzani, who said that his region should not be made into a ground on which Tehran and Washington could fight.

The recent position of Kurdish authorities was preceded by threats from Iranian military officials who recently warned that they would trespass the borders of the Iraqi Kurdish region if KRG authorities did not evict the elements of the opposition to Tehran that are currently taking shelter in the region.

Clashes in mid February between members of an Iranian Kurdish opposition party and the Iranian troops on the northwestern borders of the country led to the crash of a military helicopter killing all 14 officers and soldiers on

board.

Following the liberation of the Iraqi Kurdistan Region in 1991 under the U.S. and UN jointly supervised no-fly zone against the former Iraqi regime, all the elements of the opposition to the Iranian government relocated to the Iraqi Kurdistan Region.

In response to the statements by Iranian military authorities, Fazil Mirani, head of the political bureau of Kurdistan Democratic Party—one of the two leading political parties in Iraqi Kurdistan region—said that they will protect the land and the security of their region to the last drop.

"Breaching the borders of the Iraqi Kurdistan Region by the Iranian military forces constitutes a major violation toward the integrity of the Iraqi federal government," Mirani said.

Meanwhile, supporting their opinions with the division seen among members of the U.S. Congress, political observers say that military action by Washington against Tehran is a mere possibility and nothing should be taken for granted.

Kurdish political observers, on the other hand, think that the collapse of the Iranian regime will be in the

interest of the Kurds in the country who could in turn get some kind of political recognition after being, for years, under the hands of the repressive Iranian government.

"The Kurdish political movement in Iran and the members of Mujahiddini Khalq opposition might and could always join the potential military action by Washington against Tehran, thereby enabling the Kurds to be one of the

players in the country's new political game and participate in the decision-making process," said Omar Nooraddin, a lecturer at the Department of Political Sciences at the University of Salahaddin in Erbil, the regional capital of the Iraqi Kurdistan Region. Washington, the international community, and all the people of Iran are for Tehran to be a democratic and federal state, Nooraddin believed.

International political observers do not think that the Iraqi scenario will repeat itself in Iran exactly. However, they say that Iran too has the potential to attract terrorist groups such as al-Qaeda that could plunge the country into turmoil for a while. The hard-line Shiite community in Iran could be another contributing factor toward disturbance.

Former Junta leader attacked for contemplating 'federation'

The leader of Turkey's September 1980 coup is under increasing pressure after suggesting that Turkey become a federation

The leader of Turkey's infamous September 1980 coup d'état, Kenan Evren, has been under increasing pressure after he stated that Turkey's administration should be federated. In an exclusive interview to the Turkish daily 'Sabah' he suggested that Turkey's current centralised administrative system was too unwieldy and proposed a new federative structure based on Ankara, Istanbul, İzmir, Adana, Erzurum, Diyarbakır, Eskişehir and Trabzon. He went even further and attacked the 10% threshold election law on the grounds that it "obstructs Kurds getting into Parliament."

What makes this ironic is that Evren was the leader of the bloodiest coup in Turkey's history and had once claimed that there were no Kurds in Turkey only 'mountain Turks.' This remarks come on top

of other remarks made by right wing figures in Turkish politics, which have seemed to hold out an olive branch to Turkey's Kurdish nationalist. Mehmet Ağar, leader of

the DYP (True Path Party) and former police chief of southern Turkey visited the region in October 2006 and stated that "They [the PKK] should be made to come down from the mountains. Everyone should overcome the fear of division [of the country]. ... They better make politics in plains rather than wandering around armed in the mountains." This was followed by similar statements made by a former leading light in Turkey's intelligence services, Cevat Onuş.

Sırrı Sakık, vice president of the pro-Kurdish Democratic Society Party (DTP), welcomed the comments, speaking to the English language daily, Turkish Daily News he stated

"We all know of his past sins, but we do not have the luxury of lingering on those."

However, other reactions have been hostile; Nationalist Action Party (MHP) İzmir head Musavvat Dervisoglu questioned the former President's mental health and Independence and Change Party leader Yasar Okuyan even compared Evren to the jailed Kurdish nationalist leader, Abdullah Öcalan. These statements were followed by the news, on Friday, that in the Southern Turkish resort town of Muğla, the Prosecutor's had initiated a criminal inquiry against Evren for saying that the country could become a federation, on the grounds that it threatened the unity structure of the state. However, it is unlikely that the charges will get far. Under article 15 of the Turkish constitution the leaders of the 1980 coup are immune from prosecution.

ISTANBUL



Djene Bajalan
djene@kurdishglobe.net

Kurdish citizens react to new security plan

Kurds believe all Iraqis must cooperate if plan is to succeed.

Kamaran Ali, 36, a Kurdish teacher, said Shiites and Sunnis should reconcile, solve their issues through dialogue, and stop shedding each other's blood.

The consensus among most Kurdish citizens in Iraqi Kurdistan Region is that the new Baghdad security plan will only be successful if all Iraqis cooperate with security forces to end the sectarian war between Shiites and Sunnis.

They are closely observing the developments of the new security plan to bring law and order because they believe that stable security in Baghdad is the key to stabilizing the rest of Iraq; they wish to see the plan punish all outlaws.

Kurdish Military General and Commander of the Zeravani Army (Peshmarga) Aziz Waysi, urged Iraqi security forces to gain people's trust and cooperation in order to be successful in their mission. Otherwise, if the plan fails, it will be a disaster for all Iraqi civilians, and only encourage terrorists and outlaws.

"Any security plan in Iraq without people's trust and cooperation will be just like an aspirin: It will only be a temporary achievement," said Commander Waysi.

American Army spokespersons say the major problem facing Iraq security forces is not their tactical skills, but their loyalties and integrity. Some policemen on sweeps exhibit Shiite sympathies. Infiltration by militias has always been a major problem for the Iraqi security forces, particularly the police, viewed by many Sunnis in the capital as de facto Shiite militia fighters.

And Shiite people in Baghdad's Shiite neighborhoods say only their militias can protect them from Sunni insurgents.

Kurdistan's politicians say the security deterioration in Iraq is based on the political crisis in the country.



Iraqi police commandos search a car at a checkpoint inside Baghdad's impoverished Shiite Muslim neighbourhood of Sadr City.

Abdul Hakim Khasro Jawzal, a political science teacher at Salahaddin University in Erbil city, explained that the political situation in Iraq mainly concerns three groups of people: Kurds, Sunnis, and Shiites. Each group has its own political elite. Jawzal said the Kurdish political elite is clear and stable, and it is based on Kurdish history in the region. Everybody knows what the demands of Kurdish leaders are, and Kurdish leaders feel that they have their people's support. As for Shiites, the political elite is not exactly stable; it is based on Shiite history in the region and Shiite religion referent (Marjhia). Shiite political groups do not have faith in their political programs, and that's why they sometimes rely on referent and fear rebellion.

"Look, among Shiite groups we have opposition groups like Muqtada al-Sadr's Mahdi Army and death-squad groups," said Jawzal.

But for Sunnis, the political elite is absolutely unstable and unclear. The reason is because the Baath Party (Saddam's

party) infiltrated Sunni society for 35 years, and then the Baath Party suddenly disappeared; nobody knows which political group is really representing Sunnis.

"The Sunnis' unclear political elite have created difficulties for the Kurdish political elite and America, because they don't know which groups are really representing them in order to have relations with them," said Jawzal.

Jawzal concluded that in spite of neighboring countries' interference in Iraq's

internal affairs, the Sunnis' and Shiites' unstable political elites are largely responsible for creating violence and instability in the country, and it will take several years to stabilize Iraq's security situation.

Jawzal said America should use political and diplomatic means to overcome Iraq's critical issues, not military technology. "America has made a crucial mistake in Iraq; it has used military technology to attempt success. But political and diplomatic

means are the only ways to stabilize Iraq," said Jawzal.

Ordinary citizens in Kurdistan are calling for neighboring countries to stop interfering in Iraq's and Kurdistan Region's internal affairs, and are calling for Iraqis in the middle and south to stop dividing themselves into Shiite and Sunni.

"Iraq's neighboring countries, especially Iran

and Syria, have played a major role in destabilizing this country; their

intervention has caused thousands of civilian deaths in Iraq," said Nawzad Kaka Meen, 26, a university graduate.

Kaka Meen said neighboring countries are not being sincere when they say they aren't now and won't ever interfere in Iraq's affairs; it is their actions that are more important.



En proie à des troubles à ses frontières, l'Iran accuse l'Occident de soutenir les rebelles

L'ORIENT LE JOUR , 1^{er} mars 2007 -Beyrouth

Téhéran menace de pourchasser les Kurdes jusqu'en Irak

Le commandant des Gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime islamique d'Iran, a menacé hier d'attaquer les rebelles kurdes iraniens en Irak si le gouvernement irakien ne les expulse pas des zones frontalières, alors que l'Iran accuse les États-Unis et la Grande-Bretagne de fomenter des troubles dans les régions frontalières pour affaiblir le pouvoir central.

« Si le gouvernement irakien n'expulse pas les rebelles armés iraniens liés aux étrangers de la zone (frontalière Irak-Iran), les Gardiens de la révolution se réservent le droit de les pourchasser au-delà des frontières » de l'Iran, a averti le général Yahya Rahim Safavi, cité par l'agence iranienne Mehr. Depuis vendredi dernier, de violents affrontements opposent l'armée et les Gardiens de la révolution aux rebelles kurdes du Pejak, un parti séparatiste kurde iranien proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebelles kurdes de Turquie), qui ont fait plus d'une quarantaine de morts dans le nord-ouest de l'Iran, non loin de la frontière avec la Turquie et l'Irak. Les membres du Pejak s'infiltrèrent en Iran depuis les frontières irakienne et turque. « Plus de trente rebelles ont été tués », a déclaré le général Yahya Rahim Safavi, commandant des Gardiens de la révolution, cité par l'agence IRNA.

Guet-apens à la frontière pakistanaise
Par ailleurs, deux policiers iraniens ont été tués et quatre pris en otages à la frontière pakistanaise mardi soir, à la suite d'un guet-apens tendu par des rebelles, a annoncé le chef de la police Esmail Ahmadi-Mogadam, cité hier par les médias officiels. « Les rebelles qui circulaient à bord de deux voitures se sont enfuis après l'affrontement vers le Pakistan », a-t-il ajouté. Il a dénoncé le « manque de coopération du Pakistan pour lutter contre les rebelles » le qualifiant de « position

inacceptable ». L'agence Mehr avait rapporté un peu plus tôt qu'un groupe « terroriste » avait tenté de s'infiltrer en Iran mardi matin depuis le Pakistan, mais avait été repoussé. « Les actions terroristes sont coordonnées de l'autre côté de nos frontières orientales et nous sommes vulnérables », a déclaré le ministre iranien de l'Intérieur, Mostapha Pour-Mohammadi, qui a ajouté que l'Iran allait tripler d'ici à deux ans le nombre de ses gardes-frontières qui atteindront les 40 000 hommes.

Les autorités de Téhéran accusent les États-Unis, la Grande-Bretagne et Israël d'aider les rebelles dans les provinces frontalières où il y a de fortes minorités ethniques et religieuses, notamment au Khouzistan (à la frontière de l'Irak) où il y a une minorité arabe sunnite, et au Sistan-Balouchistan, à la frontière du Pakistan, qui compte aussi une minorité sunnite. « Les États-Unis et les sionistes dépensent des millions de dollars pour créer des chaînes de télévision, acheter des armes et des munitions pour ces groupes contre-révolutionnaires afin de créer l'insécurité en Iran », a affirmé le général Safavi. Cette menace a été lancée alors qu'à l'autre bout du pays, au Sistan-Balouchistan, frontalière avec le Pakistan, quatre policiers ont été tués et un autre blessé lors d'une embuscade tendue par des rebelles, a déclaré le ministre de l'Intérieur, Mostapha Pour-Mohammadi. « Les rebelles qui circulaient à bord de deux voitures se sont enfuis après l'affrontement vers le

Pakistan », a déclaré le chef de la police Esmail Ahmadi-Mogadam, cité hier par les médias officiels. Il a dénoncé le « manque de coopération du Pakistan pour lutter contre les rebelles » le qualifiant de « position inacceptable ».

Quatorze militaires iraniens sont morts vendredi dans le crash de leur hélicoptère lors des opérations menées contre les rebelles. Le 14 février dernier, une voiture piégée avait explosé au passage d'un bus transportant des membres du corps d'élite des Gardiens de la révolution, faisant onze morts et 31 blessés dans la ville de Zahedan, chef-lieu de la province de Sistan-Balouchistan. L'Iran a accusé le groupe extrémiste sunnite, Joundallah, proche d'el-Qaëda, d'être à l'origine de cette attaque. « Pour nous donner des coups et compenser leurs échecs (dans la région), les États-Unis veulent faire croire qu'il y a l'insécurité en Iran et pour cela ils se sont fixé comme objectif de créer une vague d'insécurité dans le pays », a déclaré le préfet de Zahedan, Hassan Ali Nouri, cité par l'agence ISNA. « Ils ont choisi pour cela les provinces où il y a une pluralité ethnique et religieuse », a-t-il ajouté. Il a affirmé que « les menaces contre le gouvernement (du président Mahmoud Ahmadinejad) ont changé de nature parce qu'il refuse de céder à propos du programme nucléaire iranien et que nous défions l'existence d'Israël ».

Iran : 17 rebelles et 4 militaires tués lors d'affrontements

TEHERAN (AFP) – 1^{er} mars 2007 Dix-sept rebelles armés et quatre militaires iraniens ont été tués lors d'affrontements dans la province d'Azerbaïdjan occidentale, située à la frontière irakienne et turque, a déclaré jeudi un commandant des Gardiens de la révolution, selon l'agence officielle Irna.

"17 rebelles armés entrés en Iran pour mener des opérations de sabotage ont été tués", a déclaré le colonel Jalil Babazadeh, commandant du corps d'armée Hazrat Abbas des Gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime.

Il a ajouté que quatre militaires iraniens, dont le commandant Mir Behrouz Karimi, deux lieutenants et un gardien de la révolution, avaient été tués lors des affrontements dans la région frontalière entre l'Iran et la

Turquie.

Mercredi, le commandant en chef des Gardiens de la révolution, le général Yahya Rahim Safavi, avait affirmé que 30 rebelles avaient été tués depuis vendredi dans les affrontements entre les forces armées iraniennes et les militants du Pejak, un parti séparatiste kurde iranien proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebelles kurdes de Turquie).

Quatorze militaires iraniens sont morts vendredi dans le crash de leur hélicoptère lors des opérations menées contre les rebelles.

Diplomatie L'Irak et la Syrie conviés à une conférence internationale à Bagdad aux côtés des Etats-Unis

Irak : Paris circonspect face au tournant américain

Quatre ans après avoir mené la bataille à l'ONU contre le déclenchement de la guerre en Irak, la France assiste, avec circonspection, et d'une position quelque peu marginalisée, à ce que les diplomates perçoivent comme les prémices d'un plan américain de retrait militaire.

L'annonce de la tenue à Bagdad, le 10 mars, d'une conférence internationale sur l'Irak, à laquelle les Etats-Unis ont annoncé qu'ils participeraient, aux côtés de représentants de pays voisins de l'Irak (dont la Syrie et l'Iran) ainsi que de pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, est perçue à Paris comme une donnée nouvelle, mais qui laisse beaucoup de questions en suspens.

La France a accepté l'invitation, faite par le gouvernement irakien, et elle devrait y être représentée par son ambassadeur à Bagdad. L'organisation d'une telle conférence traduit, selon l'analyse faite par plusieurs sources diplomatiques à Paris, une volonté américaine de tenter une approche régionale et politique pour accompagner un éventuel retrait d'Irak, jugé inévitable par les responsables français.

Le tournant américain, qui consiste à accepter de s'asseoir autour d'une table avec un représentant irakien, ne fût-ce, officiellement que pour parler de l'Irak, est jugé de bon augure pour ce qui concerne le traitement de la crise autour des activités nucléaires de l'Iran. L'annonce par la secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice, d'une participation américaine à cette réunion fait en toute logique reculer, dans l'immédiat, le risque d'une escalade militaire contre l'Iran, jugent les diplomates. Sans pour autant que le danger d'un

tel scénario se soit évanoui. L'Iran n'a pas encore confirmé sa participation à la conférence de Bagdad, qui doit se tenir au niveau de hauts fonctionnaires ou d'ambassadeurs, mais le secrétaire de son conseil national de sécurité, Ali Larijani, qui est par ailleurs le négociateur sur le dossier nucléaire, a indiqué que son pays l'envisageait.

La France, qui appelle depuis des mois à des discussions directes entre les Etats-Unis et l'Iran, considère qu'il y a là un signe positif, susceptible de désamorcer des tensions au moment où Washington a envoyé un deuxième porte-avions dans le Golfe et élaboré, depuis l'automne 2006, une stratégie d'endigement et de lutte contre les groupes ou agents affiliés à l'Iran, que ce soit en Irak, en Afghanistan ou au Liban.

Les diplomates observent en outre que cela intervient au moment où Washington fait preuve d'une certaine modération dans la négociation d'une deuxième résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sanctionnant l'Iran pour la poursuite de ses travaux nucléaires. Les Etats-Unis favorisent une approche rapide et consensuelle, aux côtés des Européens et des Russes, sans pousser à la roue pour que le nouveau texte inclue des mesures fondamentalement nouvelles et sévères. Chacun guette un éventuel infléchissement de la position de l'Iran, régime agité de débats internes.

Mais la prudence est extrême, et aucune déclaration officielle saluant une percée quelconque n'a émané de Paris à propos de la conférence de Bagdad. Les Etats-Unis, craint-on, n'ont que l'Irak à l'esprit dans leur nouvelle initiative diplomatique à l'égard de l'Iran. L'administra-

tion Bush ne ferait qu'ouvrir une option politique qui servirait d'alibi commode au cas où son plan de stabilisation de la région de Bagdad par l'envoi de nouvelles troupes, annoncé en janvier, s'avèrerait un échec.

Surtout, les diplomates français se posent la question de la signification de la conférence de Bagdad vis-à-vis de la Syrie, un pays que l'Elysée a eu comme priorité depuis 2004 de maintenir dans un isolement diplomatique strict, lui reprochant ses ingérences au Liban. La Syrie a annoncé qu'elle serait à la table de la conférence sur l'Irak, y voyant l'occasion de se réinsérer comme interlocuteur nécessaire dans le jeu régional. Paris suit avec beaucoup d'intérêt l'intensification des contacts diplomatiques entre l'Arabie saoudite et l'Iran, en escomptant des retombées positives pour dénouer la crise au Liban. Mais en espérant que la pression sur Damas ne sera pas relâchée pour autant. ■

NATALIE NOUGAYRÈDE

A Paris, on s'interroge sur la signification de la conférence de Bagdad vis-à-vis de la Syrie

Le Monde
Samedi 3 mars 2007

M. Chareh, vice-président syrien, s'étonne du « comportement tribal » de M. Chirac sur le Liban

DAMAS
ENVOYÉ SPÉCIAL

Qu'attendez-vous de la conférence internationale de Bagdad sur l'Irak ?

Je suis optimiste, mais avec mesure. Beaucoup dépendra de ce que l'administration américaine a en tête. Pour l'instant, il n'est pas facile [de savoir] si leur participation [des Etats-Unis] signifie un véritable changement. Je dois dire que j'ai déjà noté des éléments positifs.

Espérez-vous toujours quelque chose de cette administration ?

Si vous interrogez l'écrasante majorité des analystes, des responsables politiques et des journalistes au Proche-Orient, ils vous diront qu'ils ne sont pas très optimistes. Pour autant, on ne doit pas laisser de côté la moindre possibilité de faire changer les choses, sinon ce n'est plus la peine de faire de la politique.

Quand la Syrie se présente comme le principal acteur en Irak, qu'est-ce que cela veut dire ?

La Syrie est un acteur important, mais pas le principal. Cela veut dire que nous sommes prêts



Farouk Al-Chareh AFP

à faire tout ce qui est en notre pouvoir si nous rencontrons une réponse positive de la part des autres acteurs. La Syrie est intéressée par la stabilité de l'Irak, car si l'Irak se retrouve dans une bonne situation, cela vaudra pour la Syrie et pour toute la région. **Pourriez-vous faire plus en Irak ?**

La situation y est chaotique, elle glisse entre les doigts. Il faut être très prudent, car d'importants sujets sont en jeu : la conférence de réconciliation nationale, un accord sur un calendrier de

retrait des troupes étrangères. La Syrie entretient des contacts avec la plupart des factions irakiennes du gouvernement ou de l'opposition. Nous gardons une égale distance vis-à-vis de chacune d'entre elles, car vous ne pouvez pas jouer un rôle de médiateur lorsque vous êtes partie prenante. Si l'environnement changeait, nous serions encouragés à faire plus d'efforts. La rencontre de Bagdad est une bonne chose, bien qu'elle arrive un peu trop tard. Elle aurait dû se tenir il y a deux ans.

Quel sera l'objectif des Saoudiens lors du prochain sommet de la Ligue arabe ?

Un consensus arabe à propos des sujets qui seront abordés. Le résultat devra être très équilibré et prendre en compte tous les points de vue. Cela pourrait être assez facile pour le dossier palestinien, car les Palestiniens sont unis. Mais, à propos du Liban, il y a différentes factions, religieuses et communautaires. Lors-

qu'il n'y a pas d'interférences étrangères, il est plus facile de parvenir au consensus. La pression au Liban vient d'éléments influencés par les Etats-Unis et la France.

Les Saoudiens seraient-ils tentés de peser sur l'alliance entre la Syrie et l'Iran ?

Il n'y a aucune volonté de cela dans la conscience saoudienne. La proximité entre la Syrie et l'Iran a toujours été mise au service de la relation entre les Arabes et les Iraniens. On ne doit pas ignorer qu'il y a aussi de bonnes relations entre l'Iran et certains pays du Golfe. Regardez les chiffres des échanges entre les Emirats arabes unis et l'Iran : il s'agit de milliards de dollars.

On dit souvent que la Syrie est très isolée...

On le dit dans le sens où elle est très attachée à son indépendance et qu'elle n'est prête à aucun compromis à cet égard.

Comment expliquez-vous la cri-

se entre la Syrie et la France depuis l'assassinat de Rafic Hariri, en février 2005 ?

Cette crise s'explique d'elle-même. Beaucoup de monde, en France, sait bien ce qu'il en est. La Syrie n'a jamais voulu de mauvaises relations avec la France. Si nous avions su que le président Chirac [proche de Rafic Hariri] avait au fond de lui les éléments d'un comportement tribal, nous l'aurions pris en compte.

Cette crise va-t-elle se terminer avec la prochaine élection présidentielle ?

Nous le souhaitons. Il n'y a pas de raison qu'elle continue après

un changement à l'Elysée. Les dossiers ont été tellement personnalisés... Il faudra restaurer une relation convenable, normale, dans l'intérêt des deux parties. Quel que soit le candidat élu.

Quelle initiative la Syrie pourrait-elle prendre ?

Cette question reste hypothétique. Une entente est possible,

même à propos du Liban. Ce que nous voulons est un Liban uni, indépendant, souverain, préservé de toute pression extérieure.

Et à propos du tribunal international sur l'assassinat de Rafic Hariri ?

Tout ce qui représente un facteur de division au Liban nous trouble. Nous avons dit que nous coopérerons totalement avec la commission d'enquête internationale des Nations unies. Mais la question du tribunal est hors sujet, parce que l'enquête n'est pas terminée et que les Nations unies ne nous ont pas communiqué le projet de tribunal, ni ne nous ont consultés. Il s'agit d'un sujet purement libanais.

Il n'y a pas actuellement d'ambassadeur syrien à Paris...

Il y aura un nouvel ambassadeur pour le nouveau président. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
GILLES PARIS

Le cœur culturel de Bagdad ravagé par un attentat

Neuf soldats américains ont été tués lors de deux attaques à l'explosif contre des convois militaires dans le « triangle sunnite »

Le cœur culturel du « vieux Bagdad » a été la cible d'un attentat sanglant, lundi 5 mars, soulignant une nouvelle fois les limites du « plan de sécurité » appliqué depuis près de trois semaines par les forces américaines et irakiennes.

Un kamikaze a fait exploser une voiture piégée, lundi en fin de matinée, dans l'étroite rue Moutanabi, dans le quartier historique de Bab Al-Mouadham, sur la rive est du Tigre. Moutanabi, du nom du célèbre poète arabe du X^e siècle, est la rue des libraires et des bouquinistes de la capitale irakienne, où les Bagdadis ont pour coutume de se retrouver pour discuter de culture et de politique. Intellectuels, artistes et journalistes ont leur lieu de rendez-vous au bout de la rue, au café Shahbandar. Les boutiques étant ces dernières années de plus en plus

tenues par des commerçants chiites, il est vraisemblable que l'attentat, non revendiqué, a été perpétré par la guérilla sunnite, qui mène une campagne visant à plonger l'Irak dans la guerre civile parallèlement à ses actions contre les forces américaines.

La rue Moutanabi a été ravagée par l'explosion qui, selon le ministère irakien de la santé, a tué au moins 38 personnes et en a blessé au moins 105 autres. Les générateurs des boutiques, ainsi équipées à cause des fréquentes coupures d'électricité à Bagdad, ont explosé les uns après les

Le Monde

Mercredi 7 mars 2007

autres. Les pompiers, dont les camions ne peuvent accéder au cœur du « vieux Bagdad » à cause de l'étroitesse des ruelles, ont combattu le feu durant une douzaine d'heures avant de venir à bout des incendies déclenchés par l'explosion.

Des centaines de pages de livres dispersés par la déflagration s'élevaient dans le ciel au milieu d'une importante colonne de fumée blanche alors que la rue était jonchée de restes humains, d'ouvrages calcinés ou couverts de sang et de débris de magasins.

« Détruire des livres, c'est encore pire que de tuer des gens », se lamentait Naïm Al-Shatry, un libraire convaincu que « les terroristes tentent d'anéantir le savoir ».

Par ailleurs, neuf soldats américains ont été tués, lundi, dans deux attaques contre des convois. La première de ces attaques a eu lieu dans la province de Salaheddine, au nord-ouest de Bagdad, tuant six soldats. Une attaque similaire s'est produite dans la province de Diyala, au nord-est de la capitale irakienne, tuant trois autres militaires.

Ces décès portent à 3 179 le nombre de soldats et personnels assimilés américains tués depuis l'invasion de l'Irak, en mars 2003. (AFP, AP.) ■



Vivre avec un Iran nucléaire ou frapper ?

Les Etats-Unis gardent deux fers au feu avec l'Iran. Ils explorent la voie de la diplomatie et des sanctions économiques, tout en envoyant des signaux forts de leur détermination à choisir l'option militaire : les deux porte-avions américains présents dans le golfe arabo-persique sont une illustration moderne de la « politique de la canonnière ». S'il faut stopper la fuite en avant nucléaire de Téhéran, qui, des Etats-Unis ou d'Israël, doit s'en charger ? Sachant qu'une campagne de bombardements ne parviendra pas à raser tous les sites balistiques et nucléaires de l'Iran, encore moins à éradiquer le savoir-faire de ses experts nucléaires, et qu'une telle offensive déclenchera des représailles iraniennes contre Israël et les intérêts américains dans la région, quelle peut être la finalité d'une telle opération ?

Si les risques d'une intervention militaire l'emportent sur ses avantages, Israël peut-il vivre avec un Iran nucléaire ? Ces incertitudes sont celles de la population et des responsables israéliens, pour qui la question iraniennne devient une obsession nationale. La démarche d'Ephraïm Kam, expert réputé des questions iraniennes à l'Institut des études stratégiques nationales (INSS) de Tel-Aviv, n'en est que plus originale : examinant tous les scénarios, il fait preuve d'une modération qui tranche avec les accents belliqueux de certains responsables américains et israéliens.

En présentant Téhéran comme l'un des auteurs de troubles en Irak, l'administration américaine s'efforce de désigner un bouc émissaire à son propre fiasco, tout en alourdissant son réquisitoire contre l'Iran. C'est une situation qui n'est pas sans

rappeler les prémices du déclenchement de l'opération américaine « Liberté pour l'Irak » de mars 2003. Washington se garde cependant de conclure. D'abord, parce que l'évolution de la situation politique à Téhéran pourrait ouvrir de nouvelles perspectives de négociations, et parce que l'efficacité des frappes militaires est aléatoire.

Si ce scénario devait s'imposer, la destruction des installations nucléaires de l'Iran devrait être

Analyse

Laurent Zecchini

envisagée en amont, avant que Téhéran ait atteint le seuil de production de l'arme atomique. Après, l'Iran disposera d'un puissant moyen de chantage, et il est probable que la communauté internationale admettra le fait nucléaire iranien, comme elle l'a fait pour l'Inde et le Pakistan, brièvement sanctionnés après leurs essais nucléaires de 1998.

Combien cela laisse-t-il de temps ? Les Israéliens estiment que l'Iran est à trois ou quatre années de la bombe (mais ils ajoutent que cette estimation ne tient pas compte d'un probable programme nucléaire secret), alors que les experts américains parlent de cinq à huit ans.

L'objectif d'une intervention militaire devra être modeste : au mieux, la communauté internationale gagnerait un répit, en pariant que la population iraniennne rendra le régime des mollahs responsable des souffrances et des destructions qu'elle aura subies. A contrario, le risque est bien de

favoriser un réflexe d'unité nationale face à l'« agresseur ». Les Israéliens préféreraient de beaucoup que les Américains se chargent d'une opération militaire complexe et risquée. Ils estiment que les Etats-Unis sont mieux équipés sur le plan opérationnel, et sans doute aussi pour affronter les conséquences diplomatiques d'une telle intervention. Pour l'Etat hébreu, il s'agirait d'un véritable défi stratégique : les sites nucléaires iraniens sont dispersés, souvent enterrés et situés à 1 200 ou 1 500 kilomètres de son territoire, une distance qui serait nettement accrue si les avions de Tsahal devaient contourner l'espace aérien jordanien, voire irakien.

Pour que l'opération ait un sens stratégique, il faudrait que les sites de conversion et d'enrichissement de l'uranium, et de production de plutonium, soient détruits. Ce qui revient à cibler, au minimum, les installations nucléaires d'Ispahan, de Natanz et d'Arak. Pour mettre toutes les chances de son côté, Israël devra disposer du soutien ou de l'accord tacite des Américains. Or si Washington concluait qu'un conflit risquerait d'entraîner l'Amérique dans une guerre au Proche-Orient, leur réponse ne va pas de soi.

Une coexistence possible

Reste que la « surprise stratégique » d'un Iran annonçant qu'il possède la bombe, ou se livrant à un essai nucléaire, ne peut être totalement écartée. Dans ce cas, l'Etat hébreu devra composer. Ephraïm Kam estime qu'une telle coexistence est possible, à certaines conditions. La première est que les services de renseignement israéliens soient convaincus que l'Iran n'utilisera pas ses armes nucléaires contre Israël. La seconde est d'obtenir un engagement explicite des Etats-Unis qu'ils répliqueront avec leurs armes nucléaires si Téhéran utilisait les siennes. La troisième est que l'Etat juif atteigne un niveau de capacités stratégiques – notamment en matière de défense antimissile – qui dissuade effectivement l'Iran d'utiliser sa bombe. L'élargissement significatif de la direction politique iranienne à des éléments modérés constituerait une autre garantie importante. In fine, la condition d'un tel compromis est l'existence de canaux de communication entre Téhéran et Tel-Aviv.

Le président Ahmadinejad ayant fait peser une menace existentielle sur l'Etat hébreu, l'hypothèse de la prise de pouvoir à Téhéran par un groupe fanatique mettant à exécution sa menace de « rayer Israël de la carte » ne peut être écartée. Pas plus sans doute que celle d'un Iran offrant sa protection nucléaire à la Syrie. Mais, contrairement à celui de Bagdad, le régime iranien n'a pas fait montre d'une propension à l'aventurisme militaire. Cette attitude peut changer, mais il n'est pas exclu que, une fois en possession de l'arme atomique, l'Iran considérerait sa bombe comme une arme de « dernière extrémité » à n'utiliser qu'en cas de « danger stratégique extrême et immédiat ». Cette thèse, celle de la « sagesse » que conférerait la possession de l'arme nucléaire, est nourrie de la retenue dont ont fait preuve, depuis Hiroshima, les huit pays dotés de l'arme atomique (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, l'Inde, le Pakistan et Israël) : aucun n'a franchi le Rubicon nucléaire.

Un semblable « équilibre de la terreur » pourrait-il s'instaurer au Proche-Orient ? Ephraïm Kam semble le croire, peut-être en sous-estimant le danger d'une prolifération qui risque de se propager dans la région si le traité de non-prolifération

L'Agence internationale de l'énergie atomique durcit le ton à l'égard de l'Iran

LE CONSEIL des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le bras technique de l'ONU chargé d'observer les agissements des pays en matière de prolifération nucléaire, réuni depuis lundi 5 mars à Vienne, accroît sa pression sur l'Iran.

L'organe exécutif de l'AIEA devrait confirmer cette semaine la suspension d'une grande partie de l'assistance technique apportée par cette agence à l'Iran, dans le cadre des sanctions décidées contre la République islamique par le Conseil de sécurité de l'ONU le 23 décembre 2006.

Cette réunion intervient au moment où, à New York, les représentants des six pays traitant le dossier nucléaire iranien (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Russie, Chine et Allemagne) ont tenu, lundi, une réunion visant à préparer une nouvelle résolution de l'ONU contre Téhéran, qui n'a pas, à ce jour, accepté de suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium, en dépit des demandes répétées de l'ONU et de l'AIEA.

Les ambassadeurs russe et chinois à l'ONU ont indiqué que le texte accorderait un nouveau délai de soixante jours à

l'Iran pour obtempérer, ainsi que l'avait fait la résolution 1737 votée en décembre.

Le représentant russe a commenté qu'il y avait « une très bonne chance » pour que le vote intervienne ce mois-ci. Le sous-secrétaire d'Etat américain, Nicholas Burns, a de son côté insisté pour que le délai soit « le plus court possible ».

« Dans une impasse »

A Vienne, le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Mohamed ElBaradei, a déclaré, lundi, que l'Agence se trouvait « quelque peu dans une impasse » avec l'Iran, évoquant la difficulté de faire toute la lumière sur le programme nucléaire iranien. Téhéran continue de refuser de fournir certaines informations demandées par l'AIEA, et a empêché que des caméras soient placées dans un hangar souterrain à Natanz, où se poursuivent des travaux l'installation de centrifugeuses.

M. ElBaradei a réitéré que l'AIEA n'était pas en mesure de déterminer si le programme iranien était de nature pacifique ou militaire. ■

NATALIE NOUGAYRÈDE

nucléaire (TNP) vole en éclats avec l'avènement de la « bombe iranienne ». Il n'empêche : en contrepoint de scénarios américains va-t'en-guerre, l'approche dépassionnée du principal institut stratégique israélien est plutôt rassurante. ■

ARABIE SAOUDITE VISITE DU PRÉSIDENT IRANIEN AHMADINEJAD

Téhéran et Riyad s'engagent à apaiser les tensions entre chiïtes et sunnites

L'Europe se rallie à une proposition de M. ElBaradei

L'Union européenne (UE) a proposé, mercredi 7 mars, à l'Iran une suspension simultanée de l'enrichissement d'uranium par les Iraniens et des sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies.

Cette proposition, formulée devant l'exécutif de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à Vienne, a été rejetée par l'Iran. Son ambassadeur, Ali Asghar Soltanieh, a rappelé que Téhéran était prêt à renouer le dialogue mais ne voyait « aucune raison » de suspendre préalablement l'enrichissement comme l'exige l'ONU.

Le directeur général de l'AIEA, Mohamed ElBaradei, avait avancé cette proposition en janvier, sans toutefois rallier de soutiens nets.

Par ailleurs, le Conseil des gouverneurs de l'AIEA devait ratifier, jeudi, une suspension de près de la moitié des projets d'aide technique avec la République islamique. Cette décision concerne 22 des 55 projets de coopération jusqu' alors menés dans ce pays et fait suite à la résolution 1737 du Conseil de sécurité de l'ONU du 23 décembre 2006, sanctionnant le refus de Téhéran de geler le développement de sa filière nucléaire. - (AFP.)

BEYROUTH
CORRESPONDANTE

L'Arabie saoudite et la République islamique d'Iran sont convenues, samedi 3 mars, de conjuguer leurs efforts pour mettre en échec toute tentative visant à semer la *fitna*, c'est-à-dire la discorde entre familles religieuses musulmanes (chiïte et sunnite). L'annonce a été faite à l'issue d'une visite de quelques heures du président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, à sa propre demande, en Arabie saoudite, où il a eu des entretiens avec le roi Abdallah Ben Abdel Aziz.

Bien qu'il ne soit pas le plus grand pays musulman, le royaume saoudien est le berceau de l'islam et le gardien de ses deux lieux les plus saints, La Mecque et Médine. Depuis l'avènement de la République islamique en 1979, l'Iran, de son côté, est le principal pôle chiïte du monde musulman. Les deux pays sont voisins de l'Irak, où la *fitna* est avérée et où l'Iran jouit d'une grande influence auprès des formations chiïtes. Compte tenu de leur influence au Liban - Téhéran auprès du Hezbollah, la plus grande formation de l'opposition, et Riyad auprès de la majorité politique -, ils sont engagés dans des pourparlers visant à régler la crise libanaise. Reste à savoir comment l'entente saoudo-iranienne se traduira dans les faits.

Le moment choisi pour la visite de M. Ahmadinejad à Riyad n'est pas dû au hasard. A l'heure où Washington n'ex-

clut pas l'option militaire si la diplomatie ne réussit pas à résoudre le problème du programme nucléaire iranien, Téhéran cherche à s'assurer la solidarité du monde musulman. La visite du président iranien précède deux sommets de pays sunnites prévus en Arabie saoudite : le premier est une rencontre des rois et des chefs d'Etat arabes les 28 et 29 mars ; le second, dont la date n'a pas encore été fixée, doit réunir les dirigeants de sept pays : Arabie saoudite, Pakistan, Egypte, Indonésie, Jordanie, Turquie, Malaisie. Il a été préparé par les ministres des affaires étrangères des « Sept » lors d'une rencontre à Islamabad, le 25 février. Les participants avaient souligné l'importance de la « solidarité entre Etats musulmans » et l'urgence d'une « désescalade dans la région du Golfe » pour « éviter tout recours à la force » contre l'Iran à cause de son programme nucléaire.

Dans le même ordre d'idées, *Al-Riyad*, le principal quotidien saoudien, affirme, dimanche, dans son éditorial, que « le royaume refuse que l'Iran soit le théâtre d'une guerre absurde qui entraînerait une détérioration [de la situation] dans toute la région ». L'Arabie saoudite a intérêt à faire office de médiateur entre l'Iran et les Etats-Unis, à condition que la République islamique « évite toute escalade et tout défi à des forces qui ont des intérêts stratégiques dans la région du Golfe et en Asie », ajoute l'éditorialiste. ■

MOUNA NAÏM

Disparition mystérieuse à Istanbul d'un diplomate iranien

Pour de nombreux médias arabes, cela ne fait aucun doute : c'est le Mossad ou la CIA qui se cachent derrière la disparition d'un diplomate iranien à la retraite, introuvable depuis un mois. Enlèvement ou fuite à l'étranger ? Ali Reza Asgari, 63 ans, s'est volatilisé le 7 février, à Istanbul, où il était de passage. Des photos de l'ancien diplomate, soupçonné par la presse d'être un espion, ont été placardées aux frontières de la Turquie.

Lundi 5 mars, au cours d'une conférence de presse à Téhéran, le ministre iranien des affaires

étrangères, Manouchehr Mottaki, a officiellement demandé « des explications à la Turquie », et une délégation diplomatique conduite par le directeur des affaires consulaires se trouvait, lundi après-midi, à Ankara pour tenter d'élucider cette affaire. L'ambassade iranienne en Turquie s'est refusée à faire tout commentaire. Et le chef de la diplomatie turque, Abdullah Gül, ne s'est guère montré plus bavard, estimant que « le sujet était très sensible et que les services de renseignement étaient à pied d'œuvre ».

D'après le quotidien turc *Hür-*

riyet, Ali Reza Asgari venait de débarquer en Turquie, en provenance de Damas, et devait descendre à l'hôtel Ceylan Intercontinental d'Istanbul. La veille de son arrivée, deux personnes avaient réservé et payé en liquide une chambre à son nom. Lundi, la direction de l'hôtel n'a ni confirmé ni infirmé l'information.

Le parcours de cet homme retient particulièrement l'attention. Ancien général du corps d'élite des Gardiens de la révolution islamique, il aurait été, selon le quotidien israélien *Haaretz*, en poste au Liban dans les années 1980, où il aurait été chargé des

relations entre le régime de Téhéran et le Hezbollah libanais. Il fut ensuite nommé vice-ministre de la défense, dans le gouvernement de l'ancien président Khatami. Selon un responsable de la police d'Istanbul cité par *Hürriyet*, le haut fonctionnaire iranien pourrait aussi avoir travaillé sur des dossiers sensibles en Iran. « Nous essayons de déterminer s'il a été enlevé ou s'il a fui. Et nous vérifions s'il a été impliqué ou non dans les activités nucléaires de son pays », a expliqué le policier. ■

GUILLAUME PERRIER
(ISTANBUL, CORRESPONDANCE)

Un groupe de rebelles kurdes menace d'attaquer des cibles touristiques

ANKARA, 4 mars 2007 (AFP) - Un groupe armé de rebelles kurdes responsable de plusieurs attentats à la bombe en Turquie a menacé d'attaquer des cibles touristiques dans le pays et conseillé aux touristes européens d'éviter de s'y rendre, indique dimanche l'agence pro-kurde Firat.

Le groupe des Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), dans un communiqué publié sur le site internet de Firat, fait état de l'arrestation le mois dernier de 15 kurdes soupçonnés d'être des rebelles en France et en Belgique et accuse les pays européens de s'en prendre aux Kurdes pour sauvegarder leurs intérêts économiques en Turquie.

"Le refus de la Turquie de renoncer à sa politique d'annihilation des

Kurdes et la participation des pays européens à cette politique

entraînera la prise pour cible de touristes et d'équipements touristiques en Turquie", indique le communiqué.

Nous prendrons spécialement pour cible les touristes européens c'est pourquoi nous leur déconseillons de venir en Turquie", ajoute le groupe.

La groupe TAK a revendiqué plusieurs attentats à la bombe dont l'un avait fait 5 morts en 2005, dont un Britannique et une Irlandaise, dans la ville touristique de Kusadasi, au bord de la mer Egée.

La Turquie accuse le TAK d'être une organisation de façade du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) tandis que le PKK affirme qu'il s'agit d'un groupe dissident sur lequel il n'exerce aucun contrôle

Irak : Attentat dans un café

AFP- 7 mar, 2007 -Au moins 30 Irakiens d'origine kurde sont morts à la suite d'un attentat-suicide survenu à Baladruz, à 100 kilomètres de Bagdad. La plupart des victimes sont des jeunes qui fréquentaient un café de quartier.

Selon un militaire américain, l'explosion a également blessé une quarantaine de personnes qui déambulaient dans le marché avoisinant.

Cette attaque survient au moment où la violence se fait particulièrement virulente en Irak. De nombreux insurgés ont attaqué, mercredi, des pèlerins qui se dirigeaient vers la ville sainte de Kerbala. Douze policiers et 10 civils ont péri.

Par ailleurs, mardi après-midi, deux hommes se sont fait exploser dans une foule, dans la ville de Hilla, à 120 kilomètres au sud de Bagdad. On compte déjà 117 morts, mais les autorités s'attendent à ce que le bilan augmente encore, puisque 173 personnes sont soignées à l'hôpital de la ville.

Plusieurs proches des victimes de ce dernier attentat ont demandé à l'Armée du Mahdi, du chef radical Moqtada Sadr, de protéger les pèlerins chiites. Redoutée, cette milice est maintenant interdite en Irak, comme toutes les milices religieuses. Avant qu'on ne les rendent illégales, les milices assuraient la protection des pèlerins qui se rendaient vers les lieux de culte.

Tarek Aziz chante les louanges du "héros Saddam Hussein" au procès Anfal

BAGDAD, 5 mars 2007 (AFP) - L'ancien vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz a rendu un vibrant hommage lundi au "héros Saddam Hussein", alors qu'il témoignait en faveur d'un accusé du procès Anfal, où six anciens responsables sont jugés pour la mort de 182.000 Kurdes en 1987-1988.

"J'ai eu l'honneur de travailler avec le héros Saddam Hussein, responsable de l'unité de l'Irak et de sa souveraineté", a déclaré Tarek Aziz.

Le juge Mohammed al-Oreibi al-Khalifa a tenté de réduire Tarek Aziz au silence, en le menaçant de poursuites, en vain.

"Je suis déjà prisonnier. Qu'est-ce que vous pouvez me faire de plus", a ironisé Tarek Aziz, qui témoignait en faveur de Sultan Hachim, l'ancien ministre de la Défense de Saddam Hussein.

"Le gouvernement dont j'ai fait partie n'a pas commis de génocide contre le peuple kurde", a assuré Tarek Aziz.

"D'ailleurs, quand j'ai rencontré les responsables kurdes Jalal Talabani et

Massoud Barzani au cours d'une série d'entretiens d'avril à août 1991, ils n'ont jamais soulevé cette question", a-t-il ajouté.

Anciens dirigeants de la rébellion kurde, Jalal Talabani est aujourd'hui président de l'Irak et Massoud Barzani président de la région autonome du Kurdistan.

Les six accusés risquent la peine de mort si leur responsabilité est prouvée dans les opérations Anfal, menées en 1987 et 1988 au Kurdistan (nord), au cours desquelles 180.000 personnes ont été tuées dans des exécutions de masse ou des bombardements chimiques, selon l'accusation.

Parmi eux, le cousin de Saddam Hussein Hassan al-Majid, dit "Ali le chimique", est accusé de génocide. L'ancien président irakien était aussi jugé dans ce procès, avant son exécution dans le cadre d'une autre affaire, le 30 décembre 2006.

Pour leur défense, les accusés assurent que les opérations Anfal constituaient une campagne classique de contre-insurrection, dans le cadre de la guerre contre l'Iran (1980-1988).

Turquie: sept rebelles kurdes retrouvés morts, un autre abattu par l'armée

DIYARBAKIR (Turquie), 11 mars 2007 (AFP) - L'armée turque a découvert dimanche dans le sud-est anatolien à la population en majorité kurde les cadavres de sept rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et en a abattu un huitième, ont affirmé des sources locales de sécurité.

Les corps des rebelles, qui portaient encore leurs armes, ont été trouvés au cours d'une opération de ratissage dans une zone rurale de la province de Diyarbakir, ont indiqué ces sources, ajoutant que les militants n'avaient pas été tués lors de combats avec les forces de sécurité.

Précisant qu'une enquête avait été lancée, elles ont émis l'hypothèse d'un règlement de comptes ou d'une exécution au sein du groupe séparatiste

armé.

Un rebelle a par ailleurs été abattu par l'armée dans la province voisine de Mardin lors de combats dans une zone rurale proche de la localité de Nûsaybin, riveraine de la Syrie, ont déclaré d'autres sources sécuritaires.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne, a annoncé un cessez-le-feu unilatéral le 1er octobre dernier, mais les autorités turques l'ont rejeté

Les combats ont cependant sensiblement diminué en intensité depuis.

Plus de 37.000 personnes ont trouvé la mort depuis que le PKK a entamé sa lutte armée en 1984.

LE FIGARO 8 mars 2007

Irak : al-Qaida veut contrôler le pays sunnite

GOLFE

L'organisation progresse grâce à la terreur, mais des tribus sunnites l'affrontent armes à la main.

Le chef du contingent militaire américain en Irak a demandé 2 200 policiers militaires supplémentaires pour garder les personnes détenues dans le cadre des opérations de sécurité à Bagdad, a déclaré hier soir le secrétaire à la Défense, Robert Gates. Ces effectifs s'ajouteraient aux 21 500 soldats américains qui ont commencé à être envoyés en renfort.

« ILS SONT puissants parce qu'ils font peur », dit d'al-Qaida un député sunnite. De Faloudja à la frontière syrienne, des combats ont lieu pour le contrôle des villes et des villages le long de l'Euphrate. Le

28 février, des djihadistes arabes et afghans ont tenté de chasser de chez eux les habitants d'Amiriyat, un hameau proche de Faloudja, où des tribus sunnites sont hostiles à al-Qaida. 80 moudjahidins ont été tués. Quatre jours plus tôt, non loin de là, à Habaniyah, des kamikazes avaient lancé un camion piégé contre une mosquée sunnite, tuant 52 personnes. Pourquoi ? Parce qu'Habaniyah est le fief d'une tribu du Front du salut d'al-Anbar, une alliance tribale opposée à al-Qaida, et suscitée par les Américains et les Jordaniens.

Le spectre d'un éclatement de l'Irak durcit le bras de fer pour le contrôle des régions sunnites, fief de l'insurrection antiaméricaine. « Al-Qaida est le seul protagoniste de la scène irakienne à vouloir une guerre civile totale, qui découlerait d'une telle partition », explique l'universitaire

Jean-Pierre Filiu, spécialiste du mouvement terroriste, car c'est la seule façon pour eux de récupérer un territoire. » La branche irakienne a pris les devants. Le 15 octobre, elle a décrété « l'État islamique d'Irak ». Propagande ? Pas seulement. « Nous redoutons que les métastases du cancer al-Qaida se répandent dans tout le pays sunnite, et que personne ne puisse les arrêter », affirme à Amman un diplomate arabe, familier de l'Irak.

Les fonds du réseau Ben Laden

Al-Qaida contrôle déjà plusieurs villes du « Triangle sunnite », comme Ramadi, Hit, Rawa, Qaem, Haditha, où ses tribunaux islamiques font la loi. Les affidés de Ben Laden sont aussi puissants à Mossoul et Samarra. Leurs atouts ? L'argent, d'abord. « Al-Qaida en a beaucoup », ajoute le député précité, proche de la gué-

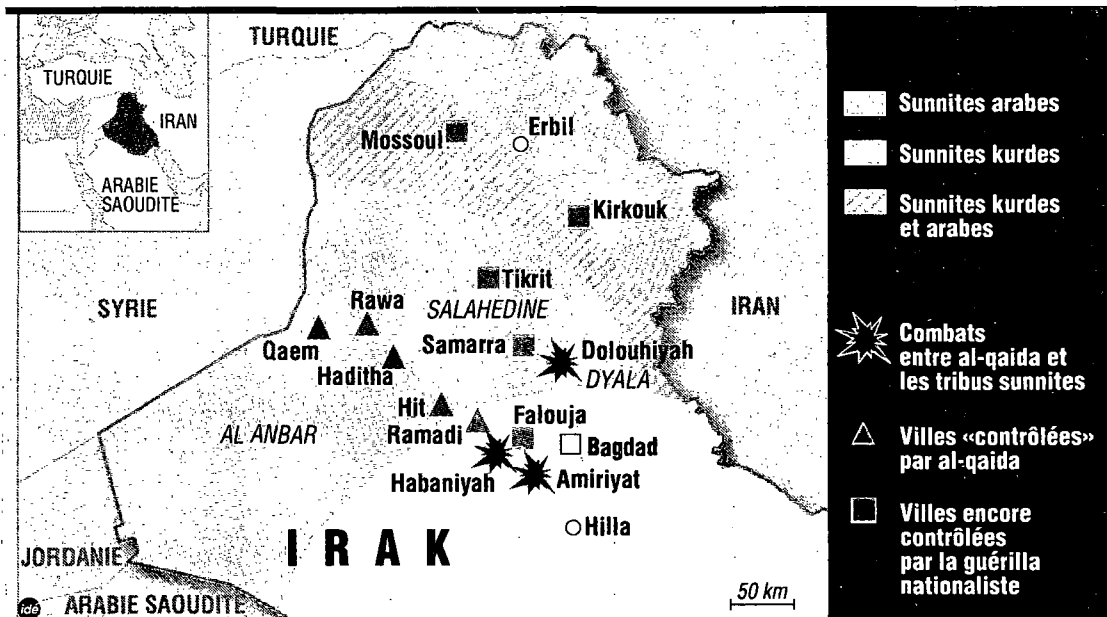
rilla nationaliste. Grâce aux fonds du réseau Ben Laden, aux subsides privés saoudiens, pakistanais ou des Émirats arabes unis, la branche irakienne peut payer ses combattants, acheter des allégeances, et acquérir des armes. À l'exception des anciens « saddamistes », qui puisent encore sur le trésor de guerre du dictateur, les autres groupes armés sont à court de liquidités. « Cela pourrait conduire à une prise de contrôle par al-Qaida des factions les plus faibles de la guérilla », ajoute le diplomate arabe. Déjà, certains membres de l'Armée islamique en Irak seraient passés aux côtés d'al-Qaida, tandis que des scissions seraient apparues chez d'autres, accréditant la thèse d'un « essoufflement » d'une partie de la guérilla nationaliste.

Les tribus divisées

La manne financière facilite le recrutement. Surtout localement. En 2006, alors que les infiltrations des « étrangers » étaient freinées par un renforcement de la sécurité, de nombreux jeunes Irakiens ont pris les armes avec al-Qaida. « Des adolescents qui ne comprennent pas grand-chose à la politique », regrette le député sunnite. Al-Qaida leur lave le cerveau. Et puis des prisonniers qui ont eu accès à la littérature d'al-Qaida pendant leur détention. Al-Qaida utilise ces « petites mains » du terrorisme comme kamikazes. Mais réalise aussi un effort de recrutement « sur des gens formés », ajoute un expert antiterroriste français. D'anciens experts militaires de Saddam Hussein auraient ainsi été débauchés.

Au total, 10 000 à 15 000 hommes combattraient en Irak sous la bannière al-Qaida. Dont 5 000 « étrangers » (Algériens, Yéménites, Saoudiens, Égyptiens...), spécialisés dans les attaques les plus spectaculaires et les plus meurtrières, contre les troupes américaines et les « hérétiques chiites », comme avant-hier à Hilla (117 tués), au sud de Bagdad. Les « internationalistes » ne se battent d'ailleurs pas tous aux côtés d'al-Qaida. Une proportion non négligeable de Saoudiens, par exemple, vient « islamiser » les franges de l'insurrection laïque (baasiste).

Comme le montre l'attentat d'Hilla, al-Qaida dispose d'appuis logistiques en pays chiite, où la minorité sunnite subit le nettoyage ethnique des milices chiites. Ailleurs, les djihadistes « bougent » en fonction des menaces. Quand les cheikhs d'Habaniyah ont formé leur alliance tribale, ils ont réussi à



Nucléaire : l'Iran dit vouloir négocier sans perdre la face

REPORTAGE

TÉHÉRAN

ENVOYÉE SPÉCIALE

Sur la place Qazvin, dans le sud populaire de Téhéran, un grand panneau proclame : « Allez, adoptez-les, vos sanctions, on se débrouillera tout seuls ! » « Bravade » ou appel déguisé ? C'est à peu de chose près l'impression mitigée qui se dégage de l'avalanche de déclarations, parfois contradictoires, faites en continu par les dirigeants iraniens sur le dossier nucléaire.

« Le régime, pris au piège de la "mobilisation nationale" qu'il a lancée sur le nucléaire, se rend compte que de nouvelles sanctions seraient lourdes de conséquences. Il envoie des signaux pour négocier, mais ne sait comment le faire sans perdre la face. Il ne peut plus accepter sans contrepartie la précondition de la suspension de l'enrichissement d'uranium », résume un ancien responsable du ministère de l'intérieur, « remercié » il y a deux ans, lors de l'arrivée au pouvoir du président conservateur Mahmoud Ahmadinejad. « De plus, dit-il, les rivalités entre factions conservatrices et modérées sont telles que personne n'ose sortir à découvert tant que le Guide suprême, Ali Khamenei, à qui revient la décision finale, n'a pas tranché. »

Une guérilla interne qui avait pourtant trouvé un point d'équilibre au printemps 2003, après l'invasion de l'Irak. Les « durs », soutenus par les pasdarans, l'armée idéologique du régime, qui a tissé une nébuleuse d'intérêts dans la fabrication et la vente d'armements et voulait la technologie militaire, et les partisans d'une « realpolitik », intellectuels et entrepreneurs, distants de l'idéologie, s'étaient accordés sur l'analyse qu'avoir la bombe était plus dangereux que le contraire.

Il s'agissait de se mettre comme le Japon sur le « seuil du nucléaire », en maîtrisant la technologie civile pour pouvoir, le cas échéant, arriver rapidement à la technologie militaire. Ce sera la politique du président réformateur Mohammad Khatami : ouverture envers les Européens et gel de l'enrichissement pendant deux ans et demi, dans l'espoir d'une reconnaissance du rôle régional de l'Iran.

Mais, confie un diplomate occidental, « les Européens ont laissé passer une chance, faute d'un assez gros bâton, ni d'une assez grosse carotte ». D'où l'attitude de rancœur déçue des conservateurs qui s'estiment floués. « Les Européens vous êtes 27, mois vous n'avez pas le poids politique qui vous correspond, confie Aladeddin Bouroujerdi, l'influent président de la commission des affai-



Ari Larjani, négociateur iranien sur le nucléaire. HERWIG PRAMMER/REUTERS

res étrangères du Parlement. En 2003, on a tout gelé, on a accepté les inspections, y compris celle d'une vingtaine de bases militaires, mais vous n'avez pas joué le jeu. Sur le nucléaire, vous peinez à vous démarquer des Etats-Unis. Au Moyen-Orient, c'est pareil, en Irak vous n'avez même pas défendu les intérêts de vos entrepreneurs dans la reconstruction. »

Une attitude de blocage renforcée par l'élection de M. Ahmadinejad. Dès son arrivée au pouvoir en août 2005, le Guide Khamenei tient une réunion secrète. Selon les confidences d'un participant, le Guide dit : « Les Américains veulent nous détruire. Il y a quatre dossiers difficiles : le Proche-Orient, l'aide qu'ils nous accusent de fournir aux terroristes, les droits de l'homme et le nucléaire. Il n'y a que sur le nucléaire que l'on peut mobiliser les Iraniens. » Et il ajouta : « Les Américains n'ont aucune limite. Si nous lâchons sur le nucléaire, ils exigeront plus de démocratie. Si nous lâchons, ils vont perdre les droits de l'homme. A la fin tout peut s'écrouler. »

« En fait, le régime joue toutes les cartes à la fois, poursuit un ancien haut dirigeant iranien : celle de l'Europe, en sachant qu'elle est limitée, celle de la Russie qui, depuis que Moscou a suspendu la construction de la centrale atomique de Bushchr, ne lui paraît plus aussi solide. » Mais, conclut-il, « ce qu'il cherche avant tout, sans le dire, c'est une négociation globale assortie d'une assurance américaine que le régime ne sera pas visé. Et dans le même temps, il n'a aucune confiance. Après tout, en 2003, Khatami a même tenté des négociations secrètes avec Washington, avortées par les néoconservateurs. »

D'où la récente valse-hésitation qui a suivi l'annonce de la conférence de Bagdad sur l'Irak, à laquelle Américains et Iraniens participeront côte à côte, samedi 10 mars. L'Iran n'a confirmé sa venue que mercredi. Une occasion pour parler directement, depuis que les liens bilatéraux ont

été rompus après la prise d'otage de l'ambassade américaine en Iran en 1980 ? « Si Washington veut une négociation directe avec nous, qu'il le fasse savoir en nous l'écrivant, pas par voie de presse », a commenté Ali Larjani, négociateur en chef sur le nucléaire. « Il a raison, explique encore M. Bouroujerdi, restaurer la confiance doit se faire à deux. Or, des Américains nous n'avons que des signaux négatifs : Cheney dit que toutes les options sont sur la table ; ils enlèvent nos diplomates à Erbil au Kurdistan, et ils nous demandent d'aider à consolider le gouvernement Maliki en Irak, mais tout en cherchant à nous détruire... »

En attendant, l'attitude « incontrôlable » de M. Ahmadinejad, critiquée par les réformateurs, gêne aussi son propre camp. « Croyez-vous que Chavez et Ortega sont des alliés stratégiques de l'Iran ? », interrogeait le quotidien réformateur Etemad-E-melli à propos de ses tournées en Amérique latine.

Et un député conservateur répondait : « Le président devra s'expliquer sur ce voyage au moment où les Américains consultent nos voisins, dossier nucléaire en main. »

Quant à ses diatribes belliqueuses, « au niveau des canaux diplomatiques le message est clair et il n'y en a qu'un », se croit obligé de préciser M. Bouroujerdi. Hamidreza Taraghi, chargé des affaires internationales au Parti de la coalition islamique, explique, lui, que M. Ahmadinejad pêche par « excès de franchise » : « Il se moque des codes diplomatiques imposés par les puissances arrogantes et dit ce qu'il pense. » Et de louer le succès de « cette politique agressive qui a fait augmenter dans le monde la haine pour Bush et à renvoyer, à travers le Hezbollah, Israël dans les cordes ».

Pourtant il ajoute que M. Ahmadinejad, « très personnel, aurait pu choisir de meilleurs ministres et n'écoute pas les partis politiques ». Quant au député Emad Afroug, animateur d'un courant critique dans la majorité, il concède que « le discours du président exacerbe les tensions » et avoue en avoir discuté en tête à tête avec lui. Mais il soupire, gêné : « Il ne comprend pas. On ne refait pas les personnalités ! » ■

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Ankara dément tout empoisonnement du chef kurde Abdullah Öcalan

Le Monde
Vendredi 9 mars 2007



Des manifestants brandissent des portraits d'Abdullah Öcalan lors d'un rassemblement près d'Istanbul, le 18 février. Le chef séparatiste kurde est détenu depuis 1999 dans une prison militaire, où il purge une peine d'emprisonnement à vie. AHMET ADA/REUTERS

Les avocats du fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) affirment que des traces de métaux toxiques ont été trouvées dans l'organisme de leur client, détenu depuis 1999 dans une prison militaire

ISTANBUL
CORRESPONDANCE

LES autorités turques se sont lancées dans une « opération transparente » pour faire taire les rumeurs concernant la santé d'Abdullah Öcalan. Les avocats du chef séparatiste kurde et fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), détenu et isolé depuis 1999 dans une prison militaire située sur l'île d'Imrali (nord-ouest), ont affirmé récemment, à Rome, que leur client, condamné à la prison à vie, pourrait avoir été empoisonné. Une analyse d'échantillons capillaires réalisée par un laboratoire indépendant de Strasbourg montrerait, selon eux, la présence de métaux toxiques – du chrome et du strontium – dans l'organisme de M. Öcalan, laissant penser à un empoisonnement lent. Une version très vite rejetée par le gouvernement : « C'est un mensonge. Si la Turquie était un pays de cette sorte, elle l'aurait fait depuis longtemps », a réagi le ministre de la justice, Cemil Çiçek.

Une enquête a tout de même été ordon-

née et une équipe de trois médecins a procédé, mardi, à des prélèvements de sang, d'urine et de cheveux. Les résultats des analyses doivent être rendus publics d'ici la fin de la semaine à Istanbul. Mais pour Alaeddin Erdogan, membre du comité central du parti pro-kurde légal DTP (Parti de la Turquie démocratique), « le fait que le ministre ait déclaré par avance que les tests seront négatifs montrent que les résultats ne peuvent pas être crédibles. Il faut envoyer des médecins indépendants ». La vice-présidente du parti, Aysel Tugluk, réputée proche d'Abdullah Öcalan, a mis en garde la Turquie, assurant que « ceux qui ont des sympathies pour Öcalan vont réagir ».

La santé d'« Apo », âgé de 58 ans, est l'objet de rumeurs récurrentes. Pour Cemil Çiçek, les partisans du PKK essayent de médiatiser la cause de leur chef, alors que le Conseil de l'Europe vient de décider, le 21 février, de clore le dossier Öcalan, qui demandait à être rejugé. Un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme, en mai 2005, avait réclamé un nouveau procès.

« C'est une tentative de ramener le sujet dans le débat politique », a ajouté Mehmet Agar, dirigeant du Parti de la juste voie (DYP, droite), partisan d'un changement de politique d'Ankara sur la question kurde et d'une amnistie « pour permettre aux membres du PKK de descendre des montagnes et de faire de la politique dans la vallée ».

Mais à l'approche de la fête kurde de Newruz, le 21 mars, les élus kurdes sont « sous la pression de l'Etat », affirme Alaeddin Erdogan. « Vingt-deux responsables du parti sont actuellement en prison. Toutes ces arrestations ont pour but de décourager les adhésions en nous montrant comme un parti hors-la-loi à l'approche des élections législatives qui auront lieu à l'automne », ajoute-t-il.

Des dizaines d'autres élus du Sud-Est, à majorité kurde, sont sous la menace de la justice. Un responsable du DTP, Sedat Yurttas, a été condamné, mercredi, à

« La Turquie est en train de faire marche arrière en matière de liberté d'expression et de droits de l'homme »

Ali Fuat Bucak
avocat

Diyarbakir, à six mois de prison ferme pour avoir fait l'apologie du séparatisme kurde. Il avait évoqué « Monsieur Öcalan » en utilisant le mot « sayin », une marque particulière de respect, dans un entretien à la chaîne kurde Roj TV, proche du PKK, qui émet depuis le Danemark. La même peine, pour les mêmes motifs, a été prononcée, mardi, à l'encontre du président du DTP,

Ahmet Türk. « Cette accusation est presque comique, constate l'avocat Ali Fuat Bucak. Cela montre que la Turquie est en train de faire marche arrière en matière de liberté d'expression et de droits de l'homme, notamment sur la question kurde. »

Le 26 février, Ahmet Türk et Aysel Tugluk avaient déjà écopé de dix-huit mois de prison parce que des tracts de leur parti, rédigés en langue kurde, évoquaient Abdullah Öcalan. ■

GUILAUME PERRIER

Sadr City officials see a bright future

By Damien Cave

BAGHDAD: When Raheem al-Darraji looks at the dusty lots just east of Sadr City where scores of bodies have been dumped since last year, he visualizes a Ferris wheel, a roller coaster and perhaps a merry-go-round.

"We should have an amusement park," said Darraji, one of two elected mayors in Sadr City, the sprawling Shiite neighborhood where U.S. and Iraqi troops have been peacefully clearing homes since March 4. "We want to rehabilitate the area so that families can have fun."

In an interview at his office, Darraji said the amusement park was one of several projects that community leaders are pushing U.S. officials to fund in negotiations about how to handle the Mahdi Army, the Shiite militia that has controlled the neighborhood for years.

A concentrated makeover of Sadr City, he said, would support the plan's goals in two important ways: by giving young Mahdi militants an alternative to a life of violence and by providing residents with proof of the government's ability to improve their daily lives, diluting support for the militia.

Darraji's requests, however, also reflect a broader effort by Iraqi leaders to dart past "clear and hold" to the more lucrative phase of the new security plan known as "build."

Even as bombings and killings continue, Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki has already labeled the plan a success. His Shiite-led government has allotted \$10 billion this year for reconstruction throughout the country and with billions more expected from the Americans, Iraqi leaders at all levels are scrambling for control of how the wind-fall might be spent.

Ahmad Chalabi, who has re-emerged as an intermediary between Baghdad residents and the Iraqi and U.S. security forces, now regularly holds meetings with leaders from all over Baghdad as they compete for roles in managing the expected infusion of projects and jobs. At one recent gathering in the Green Zone, representatives from 15 neighborhoods in eastern Baghdad stood one after another to explain why they should be chosen to lead.

For U.S. officials, Sadr City's calls for an amusement park and other projects raise a particularly thorny question of trust. In 2004, U.S. troops battled Mahdi militants here for days. More recently, U.S. military officials have accused the militia of using deadlier roadside bombs, possibly provided by Iran, that have killed at least 170 U.S. service members.

At the same time, the negotiations

over the Mahdi militia along with the arrest or flight of several commanders appear to have led to a temporary truce. U.S. soldiers were welcomed into people's homes this week on streets where they had once been shot at.

General David Petraeus, at his first news conference as the top U.S. commander in Iraq, acknowledged Thursday that the Mahdi militia included a mix of both violent extremists and those with more benign motivations.

Darraji stressed that Sadr City as a whole "wants to open a new page in its story." He said Mahdi fighters had laid down their weapons to give the government a chance and that the opportunity should not be missed.

He emphasized that the prime minister's office was already seizing the moment with an expanded job recruitment drive for neighborhood residents. As proof, Darraji — a chain-smoking tribal sheik partial to tailored suits — opened a door near his office and pointed to a pile of red, green and yellow folders that he said were job applications for every part of the government from the Oil Ministry to the police.

"We've collected more than 2,000 applications," he said. "We're classifying them according to whether people have college degrees, whether they are men or women."

He and other Baghdad government leaders said that the U.S. military would be smart to add hundreds of additional jobs in the neighborhood because it holds at least 1.5 million people, or about a third of the city, and has just begun to revive after decades of neglect. They said the neighborhood deserves to become a model of what might be possible elsewhere.

"The plan is not only about security," said Naeem al-Kabbi, Baghdad's deputy mayor in charge of municipal services. "It's about security, services and reconstruction."

Darraji said he specifically pressed U.S. officials for money to build playgrounds with tennis courts that would appear every few blocks. He said he pressed the Americans for money to rehabilitate a handful of lakes on the neighborhood's western edge and for more control over the contracts so they could be assigned more quickly.

"We need to engage people as soon as possible, get them working, make them busy," he said. "These are quick projects. After these we will move on to medium and larger plans."

"The security process," he added, "accelerates the economic possibilities."

Khalid al-Ansary contributed reporting.

Atom aid to Iranians suspended

UN agency supports a halt on 22 projects

The Associated Press

VIENNA: A 35-nation meeting of the International Atomic Energy Agency approved the suspension of 22 nuclear technical aid projects to Iran on Thursday as part of United Nations sanctions. Tehran said the move would not stop it from enriching uranium.

The decision by the agency, an arm of the United Nations, was by consensus and expected. Even nations on the agency board normally supportive of Iran backed the suspension because it was recommended by the director general, Mohamed ElBaradei, on authority of the UN Security Council.

Egypt's chief representative, Ramzy Ezzeidin Ramzy, said before the decision that "I have not heard anyone express dissatisfaction" with ElBaradei's recommendations, reflecting the meeting's consensus on the issue.

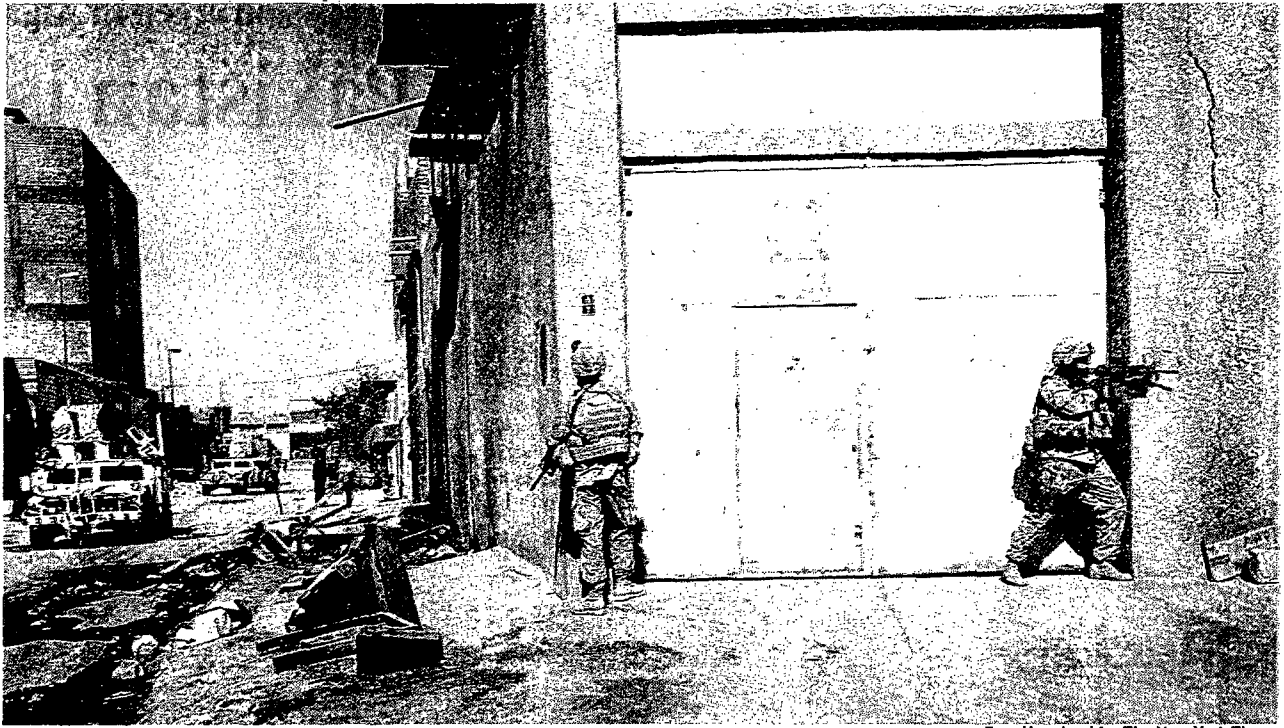
Iran's chief representative, Ali Ashgar Soltanieh, dismissed the decision, along with other international moves to pressure his government to suspend uranium enrichment, as the work of a few countries seeking "to deprive Iran from its inalienable rights for peaceful use of nuclear energy."

"None of these projects are related to enrichment," he said of the suspensions. "The enrichment program will continue as planned."

The projects aid the peaceful use of nuclear energy in medicine, agriculture, waste management, management training or power generation. They are provided to dozens of countries, most of them developing nations.

The suspensions of technical cooperation fell under the provision of Security Council sanctions agreed on Dec. 23 to punish Iran for defying a council demand that it freeze its uranium enrichment activities. The five permanent council members are consulting on additional sanctions after Tehran ignored a new ultimatum to stop enrichment last month. Council diplomats in New York said these could include a travel ban, an expanded list of people and companies subject to an asset freeze, an arms embargo and trade restrictions.

Iran notes that it has the legal right to develop an enrichment program to generate nuclear power, but the Security Council has called on Tehran to end such activities because of fears that it could misuse the process to produce fissile material for warheads.



Eros Hoagland for The New York Times

U.S. soldiers patrolling for illegal weapons in Sadr City. Officials there say the future of the Baghdad neighborhood is hopeful.

General sees long road ahead in Iraq

By Richard A. Ooppel Jr.
and Alissa J. Rubin

BAGHDAD: The new U.S. commander in Iraq, General David Petraeus, warned Thursday that U.S. troops here faced a long road ahead and left open the possibility that even more soldiers would be called to serve, as he described the difficult task of bringing peace to the country.

Among the most vexing problems he described were how to deal with rising violence outside Baghdad and what to do about the large Shiite militia loyal to the anti-American cleric Moktada al-Sadr.

Petraeus repeatedly stressed the long-term nature of the "surge," as the current buildup of troops and operations has been called, and he was careful not to put a ceiling on the number of troops that may eventually be needed or how long they may need to stay in Iraq.

He said that there were no "looming" requests for additional troops and that he had not yet endorsed an assessment by the second-ranking commander in Iraq, Lieutenant General Ray Odierno, that the greatly enlarged U.S. force should remain undiminished for at least a full year. But Petraeus added, "If you're going to achieve the kinds of effects that we probably need, then it would need to be sustained certainly for some time well beyond the summer."

In his first public comments since taking over command a month ago, the general cited a handful of favorable indicators that have been seen since U.S. and Iraqi forces began sweeping

Petraeus also says he may need more GIs

through neighborhoods in Baghdad dominated by militias and insurgents and building new outposts there, part of a security plan that is widely seen as a last-ditch effort to stave off civil war.

"While too early to discern significant trends, there have been a few encouraging signs," said Petraeus, who is on his third tour in Iraq. "Sectarian killings, for example, have been lower in Baghdad over the past several weeks than in the previous month."

He also said that fewer families were being forced out of their homes by sectarian gangs and that troops had uncovered significant illegal stashes of bombs and weapons.

But he emphasized that along with the small successes had come devastating setbacks. "Schools, health clinics and marketplaces have all been attacked," he said. "Car bombs have targeted hundreds of innocent Iraqis," including worshipers in Habbaniya and college students in Baghdad.

He also underscored how important it was to prevent the insurgents and death-squad members who are believed to have temporarily fled Baghdad from exporting their violence to nearby areas like Hilla, where attacks on Shiite religious pilgrims on Tuesday killed more than 100 people.

Petraeus also repeated the observation made by previous commanders that there was "no military solution" to

Iraq's grave problems. Lasting success can come, he said, only after "reconciling differences with some of those who have felt that the new Iraq did not have a place for them."

■ U.S. emphasizes its openness

The United States sent its clearest signal to date Thursday that it was open to bilateral talks with Iran and Syria, saying it would not "walk away" if either country approached it to discuss stabilizing Iraq at a neighbors' conference this weekend, Reuters reported from Washington.

David Satterfield, the State Department's Iraq coordinator, said, "If we are approached over orange juice by the Syrians or the Iranians to discuss an Iraq-related issue that is germane to this topic — stable, secure, peaceful, democratic Iraq — we are not going to turn and walk away."

But he said that whether or not such talks were held would depend in part on the Syrian and Iranian stance at the conference, which will gather representatives of Iraq's neighbors in Baghdad, as well as the five permanent members of the UN Security Council: Britain, China, France, Russia and the United States.

The United States has accused both Iran and Syria of aiding the insurgencies in Iraq.

The United States, which has no diplomatic relations with Iran, has had contacts with Iran in multilateral discussions but has resisted bilateral talks.

Democrats seek to end combat in Iraq by '08

By David Stout

WASHINGTON: Democratic leaders in the House of Representatives intensified their debate over Iraq with President George W. Bush on Thursday when they announced legislation that would pull U.S. combat troops out of the country before the autumn of 2008.

"Only then can we refocus our military efforts on Afghanistan to the extent that we must," said Nancy Pelosi, the speaker of the House.

She said the withdrawal deadline would be attached to legislation providing nearly \$100 billion requested by the Bush administration for the Iraq and Afghanistan campaigns.

Representative David Obey, chairman of the House Appropriations Committee, said the leadership's proposal "will essentially redirect more of our resources to the war against Al Qaeda

American troops would have no combat role in Iraq after Sept. 1, 2008.

and the Taliban in Afghanistan, fighting the right war in the right place against the people who attacked us and who are giving Al Qaeda sanctuary."

But despite the Democrats' advantage in the House — 233 seats to 201 for the Republicans — the leadership's proposal seems to have very little chance of advancing, since Republicans are nearly united against it and Democrats are split, with some conservatives saying it goes too far in aiming to wind down the war in Iraq and liberals saying it does not go far enough.

Indeed, the Republican minority leader, Representative John Boehner, virtually invited his Democratic colleagues to bring the measure to the floor, where he predicted it would be defeated easily. He said the Democratic leadership's idea would be self-defeating for the United States, "telegraphing to our enemy" a timetable for pulling out. Bush has repeatedly made the same argument.

Setting a schedule would be fine for Obey, who said the Democratic leadership's plan "will set a timeline for bringing the United States' participation in Iraq's civil war to an orderly and responsible close."

Pelosi and Obey, who appeared be-

fore reporters with Representatives Ike Skelton, chairman of the Armed Services Committee, and Jack Murtha, head of the Appropriation Committee's defense subcommittee, said their plan would require Bush to certify by July 1 and again by Oct. 1 that Iraq is making progress toward defending itself and building a new nation.

Assuming that the Iraqi government does meet those "benchmarks," American troops would have no combat role in Iraq by Sept. 1, 2008. If Iraq does not meet either of the deadlines, troop withdrawals would begin immediately and be completed in six months.

Pelosi declined to concede that the proposal's chances are dim.

"We will come together and find our common ground," she said.

Even if the proposal has little chance

of being approved, it will certainly fan the heated debate over Iraq. It will call on lawmakers in the House to go beyond the symbolic resolution they passed three weeks ago opposing the Bush administration's move to increase forces in Iraq by about 21,000 combat troops. That resolution passed 246 to 182, with 17 Republicans voting in favor and only 2 Democrats voting against.

The Senate, meanwhile, has not voted on an Iraq resolution. Republicans, who have 49 seats in the Senate to 51 for the Democrats, including 2 independents, were able to thwart the Democratic leaders' move for a vote by using Senate rules that allow a minority to block votes under many circumstances.

But the debate over Iraq is sure to be revived.

Arabs get warning on dealing with Iran

The Associated Press

DUBAI: A top U.S. Treasury Department official warned Arab executives and bankers Wednesday that even innocuous trade with Iran could help bankroll the disputed Iranian nuclear program.

Stuart Levey, the U.S. undersecretary for terrorism and financial intelligence, said the long arm of U.S. sanctions could come down on Arab companies trading with some government-linked companies in Iran.

"Those who are tempted to deal with targeted high-risk actors are put on notice: If they continue this relationship, they may be next to be targeted for action," Levey told about 200 bankers at the Eurofinance conference in Dubai.

Levey said companies linked to the Iranian government were disguising nuclear procurements as innocent business transactions. The U.S. government believes the Iranian nuclear program is aimed at building a nuclear weapon, but Iran says it is for electricity.

In a stark contrast to Levey's bluntness, Prince Turki al-Faisal, the former Saudi ambassador to Washington, called Wednesday for "rapprochement and cooperation" between Arabs and Iran and urged Gulf leaders to deepen economic and cultural ties with Tehran.

"Iran is a friend," Turki said at a Gulf security conference in the nearby Emirates capital of Abu Dhabi. "Relations between Iran and Saudi Arabia are as strong as the carpets woven in Tabriz."

In Riyadh last week, King Abdullah of Saudi Arabia and the Iranian president, Mahmoud Ahmadinejad, discussed Saudi-Iranian cooperation on several issues, including Iraq, Lebanon

and the standoff with Washington.

Since Ahmadinejad visited, Saudi Arabia has begun to try to defuse tensions between Washington and Tehran, said Mahmood Sariolghalam, an expert in international relations at the National University of Iran who spoke on the sidelines of the Abu Dhabi conference.

Tehran and Riyadh have also begun cooperating to calm Sunni-Shiite tensions in Lebanon and Iraq, he said.

"Saudi is playing a very important role in restraining both Iran and the U.S. in their standoff," Sariolghalam said. "Saudi and Iran have influential connections inside Iraq, they're cooperating to bring about a compromise."

Turki said direct Saudi investments in Iran — as well as in Iraq and the Palestinian territories — would improve relations and solve economic problems. Turki, a former Saudi intelligence chief and envoy to Britain, was ambassador to the United States until resigning abruptly in December after just 15 months on the job. He heads the King Faisal Center for Research and Islamic Studies in Riyadh.

In Dubai, Levey said U.S. and UN sanctions on Iran were persuading international companies to pull out of the Islamic republic. He told Arab investors to think twice before moving into the void being left by departing companies.

"The world's top financial institutions and corporations are re-evaluating their business with Iran because they are worried about the risk and their reputations," Levey said. "You should worry too and be especially cautious when it comes to doing business with Iran."

The major powers are discussing possible new sanctions against Iran.

The Economist March 10th 2007



Turkish nationalism

Waving Ataturk's flag

ISTANBUL AND WASHINGTON, DC

There has been a lethal upsurge in ultra-nationalist feeling in Turkey

SITTING in an office plastered with Ottoman pennants, portraits of Ataturk and the Turkish flag, Kemal Kerincsiz, a lawyer, says his mission in life is to protect the Turkish nation from "Western imperialism and global forces that want to dismember and destroy us". In the past two years Mr Kerincsiz and his Turkish Jurists' Union have launched a slew of cases against Turkish intellectuals under article 301 of the penal code, which makes "insulting Turkishness" a criminal offence.

Mr Kerincsiz has confined his nationalism to the courts. But elsewhere new ultra-nationalist groups, some of them led by retired army officers, have been vowing over guns and copies of the Koran to make Turks "the masters of the world" and even "to die and kill" in the process. In January one of Mr Kerincsiz's targets, a Turkish-Armenian newspaper editor, Hrant Dink, was shot dead by a 17-year-old, Ogun Samast, because he had "insulted the Turks". The murder, in broad daylight on one of Istanbul's busiest streets, was a chilling manifestation of a resurgence of xenophobic nationalism aimed at Turkey's non-Muslim minorities and the Kurds—plus their defenders in the liberal elite.

The upsurge threatens to undo the good of four years of reforms by the mildly Islamist government led by Recep Tayyip Erdogan. Indeed, it is partly in response to these reforms—more freedom for the Kurds, a trimming of the army's powers,

concessions on Cyprus—that nationalist passions have been roused. The knowledge that many members of the European Union do not want Turkey to join has inflamed them further (the EU partially suspended membership talks with Turkey in December because of its refusal to open its ports and airspace to Greek-Cypriots).

Another factor is America's refusal to move against separatist PKK guerrillas who are based in northern Iraq. If the United States Congress delivers its pledge to adopt a resolution calling the mass slaughter of the Ottoman Armenians in 1915 genocide, Turkey's relationship with its ally would suffer "lasting damage", says the foreign minister, Abdullah Gul.

Murat Belge, a leftist intellectual who is being hounded by Mr Kerincsiz, sees disturbing similarities between the racist nationalism espoused by the "Young Turks" in the dying days of the Ottoman empire (who ordered the mass slaughter of its Armenian subjects), and the siege mentality gripping Turkey today. The perception, now as then, is that Western powers are pressing for changes to empower their local collaborators (ie, Kurds and non-Muslims), with the aim of breaking up the country. "This social Darwinist mindset that implies it's OK to kill your enemies in order to survive" has been perpetuated through an education system that tells young Turks that "they have no other friend than the Turks," says Mr Belge. And

it has been cynically exploited by politicians and generals alike.

Mr Erdogan and Deniz Baykal, the leader of the opposition Republican People's Party, have proved no exception. When more than 100,000 Turks gathered at Mr Dink's funeral chanting "We are all Armenians", Mr Erdogan opined that they had gone "too far". Both he and Mr Baykal have resisted calls to scrap article 301, though there have been hints that it will be amended.

The politicians are keen to court nationalist votes in the run-up to November's parliamentary election. Mr Erdogan also hopes that burnishing his nationalist credentials will help him to coax a blessing from Turkey's hawkish generals for his hopes of succeeding the fiercely secular Ahmet Necdet Sezer as president in May.

Yet a recent outburst by the chief of the general staff, Yasar Buyukanit, suggests otherwise. He declared that Turkey faced more threats to its national security than at any time in its modern history and added that only its "dynamic forces" (ie, the army) could prevent efforts to "partition the country". These words, uttered during an official trip to America, were widely seen as a direct warning to Mr Erdogan to shelve his presidential ambitions.

Others do not rule out possible collusion between nationalist elements within the army and retired officers who are organising new ultra-nationalist groups (one is said to be training nationalist youths in Trabzon, where Dink's alleged murderers came from). "The real purpose is to sow chaos, to polarise society so they can regain ground [lost with the EU reforms]," argues Belma Akcura, an investigative journalist whose recent book about rogue security forces known as the "deep state" earned her a three-month jail sentence. It would not be surprising if their next target

were a nationalist, she adds.

Meanwhile prominent writers and academics, including Mr Belge, continue to be bombarded with death threats. Some are under police protection. Orhan Pamuk, the Nobel prize-winning author whom Mr Kerincsiz took to court over his comments about the persecution of the Armenians and the Kurds, has fled to New York.

Where will matters go from here? This week one court banned access to YouTube after clips calling Ataturk gay appeared on it; and another sentenced a Kurdish politician to six months' jail for giving the PKK leader, Abdullah Ocalan, an honorific Mr. But a private television station also withdrew a popular series, "The Valley of the Wolves", that glorifies gun-toting nationalists who mow down their mainly Kurdish enemies, after the channel was inundated with calls for the show's axing. The battle for Turkey's soul is not over yet. ■

IRAK

Libération

SAMEDI 10 ET DIMANCHE 11 MARS 2007

Un Etat fantoche miné par les sécessions

La question kurde, le contrôle de l'énergie et l'exercice du pouvoir hypothèquent l'avenir de l'Irak.

C'est sur un pays menacé d'éclatement, dévasté par la guerre civile, livré aux milices et groupes armés que se penche ce samedi la conférence internationale de Bagdad.

Que contrôle le gouvernement irakien de Nouri al-Maliki?

La «zone verte», c'est-à-dire un camp retranché de quelques kilomètres carré au centre de Bagdad auquel la population n'a pas accès, et sa périphérie. Les autres quartiers sont sous le contrôle des milices chiites et des groupes armés sunnites. L'épuration intercommunautaire y est devenue la règle, provoquant la mort de milliers de citoyens et la fuite de dizaines de milliers d'autres. Le reste de l'Irak se divise aussi en régions chiites et sunnites. A Bassora, la seconde ville de l'Irak et la capitale du Sud, naguère l'une des cités les plus ouvertes du pays, la part sunnite de la population est tombée de 40% en 2003 à moins de 14%. La plupart des villes du Sud sont sous le contrôle de milices chiites, certaines totalement fanatiques comme l'Armée du Mehdi, qui se laissent les unes les autres et se font parfois la guerre. Dans le pays sunnite, l'armée américaine tient les villes et les groupes armés la campagne. En encourageant les milices à intégrer la police et l'armée, les Américains ont commis une lourde erreur. Celles-ci sont devenues une force dans la force. Des ministères de l'Intérieur et de la Défense partent à présent des escadrons de la mort, qui sèment la terreur dans les quartiers

sunnites. Rivalités et conflits opposent également les groupes sunnites, notamment les «nationaux» aux «transnationaux», liés à Al-Qaeda.

JEAN-PIERRE PERRIN

L'exploitation du pétrole peut-elle garantir l'unité du pays?

Le projet de loi sur le pétrole, approuvé par le gouvernement et qui doit être adopté prochainement par le Parlement, a provoqué la colère de l'Assemblée des oulémas, influente chez les sunnites. «Les forces d'occupation se sont hâtées de faire adopter cette loi afin que les droits de générations d'Irakiens soient vendus», a-t-elle dénoncé. Les sunnites, déjà écartés du pouvoir, craignent de faire les frais des nouvelles règles de partage de la manne pétrolière. Les réserves d'or noir irakien, les troisièmes au monde, sont concentrées dans le Sud chiite et le Nord kurde. La nouvelle loi devrait permettre une répartition équitable entre les 18 provinces du pays. Les revenus du pétrole seront versés sur un compte fédéral puis redistribués aux provinces, au prorata de leur population. La loi favorisera ainsi l'«unification» du pays, se sont félicités le gouvernement Al-Maliki et l'administration américaine. Le texte permet aussi à des compagnies étrangères d'exploiter, en exclusivité, des gisements pétroliers. Une première depuis la nationalisation de 1972. Une disposition qui devrait profiter, dans un premier temps, à la région kurde, la seule épargnée par les violences et où d'importants gisements ont été mis au jour.

D'autant que les régions pourront directement négocier des contrats pétroliers, même si l'ensemble du secteur pétrolier est censé être supervisé par un organisme fédéral et une entreprise nationale indépendante. La production actuelle dans le reste du pays demeure désespérément faible, à cause de l'insécurité et de la corruption: l'Irak exporte actuellement 1,5 à 2 millions de barils par jour, près d'un million de moins qu'avant la guerre. Les majors américaines et britanniques hésitent à investir dans le pays, laissant le champ libre aux entreprises d'Etat russes et chinoises.

CHRISTOPHE AYAD

La question kurde risque-t-elle de précipiter l'éclatement du pays?

La crainte d'un éclatement de l'Irak inquiète tous ses voisins et se focalise d'abord sur la région kurde. Indépendant de facto, ce territoire de 4 millions d'habitants échappe à la tutelle de Bagdad depuis 1991. Les combattants kurdes assurent le contrôle des frontières et aucun soldat ou policier irakien n'est déployé dans cette région où ne flottent plus les couleurs irakiennes. La nouvelle Constitution votée à l'automne 2005 affirme que «le gouvernement du Kurdistan est le seul gouvernement officiel dans le territoire qu'il administre». «Si à un moment précis le peuple kurde estime qu'il est de son intérêt de proclamer l'indépendance, il le fera sans craindre personne», met en garde Massoud Barzani, le président régional, qui comme les

autres dirigeants kurdes est un fidèle allié de Washington. Ce fragile statu quo risque de voler en éclats à cause de la question de Kirkouk, la riche ville pétrolière et multiethnique que le régime de Saddam Hussein avait placée administrativement hors de la région kurde. Le régime y a ensuite mené une politique d'arabisation systématique. Les Kurdes revendiquent la ville comme leur capitale et exigent la tenue d'un référendum dont le résultat ne fait guère de doute. Aux dernières élections, en janvier 2006, les Kurdes ont obtenu quelque 300 000 voix sur 560 000 inscrits. Depuis la chute du régime baasiste, ils ont «rekurdisé» la ville, au grand dam des Arabes de souche ou installés par Saddam, mais aussi d'une bonne partie des Turkmènes, minorité turcophone. Les autorités irakiennes craignent que, en institutionnalisant leur contrôle sur Kirkouk et ses réserves d'or noir, les Kurdes ne soient encore plus tentés par la sécession. ◆

MARC SEMO

Lourd bilan de quatre ans de guerre

► **3179 soldats et personnels assimilés américains sont morts** depuis le début de la guerre en Irak, en mars 2003. Près de **22800 ont été blessés**. Selon les estimations, le nombre de morts irakiens varie de 50 000 à 650 000, bilan avancé par

la revue scientifique *The Lancet*. Le ministre irakien de la Santé estime que **150 000 Irakiens sont morts** depuis 2003. Selon l'ONU, **120 civils en moyenne sont tués chaque jour**. ► **132 000 soldats américains** sont

déployés en Irak (un renfort de 21 500 militaires supplémentaires a été décidé en janvier). La coalition compte également 16 000 autres soldats de 27 pays différents. ► **Le coût mensuel de la guerre** est évalué à 8,4 milliards de dollars.

IRAK Le quotidien ordinaire d'une semaine meurtrière

Retour, jour par jour, sur une semaine ordinaire de violences dans un pays en proie au chaos, aux enlèvements et aux attentats qui frappent les Irakiens et les troupes étrangères.

Vendredi 2 mars. Un communiqué publié sur Internet par l'Etat islamique en Irak, alliance de groupes armés sunnites chapeauté par Al-Qaeda, annonce l'enlèvement de «18 membres du ministère de l'Intérieur» en riposte au viol présumé d'une femme sunnite. Deux soldats américains et leur interprète sont tués par une bombe, et une voiture piégée explose dans un marché de voitures d'occasion à Sadr City, le grand faubourg chiite de la capitale, faisant onze morts. En fin de journée, la police irakienne annonce la découverte de corps de leurs quatorze collègues près du lieu de leur enlèvement. Tous ont été tués d'une balle dans la nuque.

Samedi 3 mars. L'armée américaine lance une attaque aérienne au nord de Bagdad contre un «réseau responsable d'attaques contre l'aviation de la coalition». Le raid aurait détruit un véhicule équipé de matériel de tir sol-air. Depuis janvier, les insurgés ont abattu huit hélicoptères américains. En fin de matinée, trois GI sont tués dans le centre de la capitale. Un attentat à la voiture piégée, devant un poste de police de Ramadi (une centaine de kilomètres à l'ouest de Bagdad), tue onze civils et un policier.

Dimanche 4 mars. A Bassora, le grand port du sud, les forces spéciales irakiennes, aidées par des soldats britanniques lancent une opération contre un centre de renseignements du gouvernement irakien «y découvrant des preuves supplémentaires d'activités criminelles graves, comme la torture». Là, comme dans d'autres régions chiïtes, des bandes ont infiltré les organes de l'Etat. Au même moment, des centaines de soldats américains fouillent maison par maison Sadr City, bastion du chef radical chiïte Moqtada al-Sadr et de sa milice, l'Armée du Mehdi. Une dizaine de civils sont tués à Bagdad au cours de divers incidents armés et de tirs croisés.

Lundi 5 mars. Une voiture piégée explose dans le grand marché de livres d'occasion au centre de la capitale faisant 30 morts. «Des centaines de pages volaient dans le ciel au milieu de la fumée», raconte un témoin. Au sud de la ville, deux pèlerins chiïtes sont tués alors qu'ils se rendaient à pied à Kerbela pour commémorer le 40^e jour de la mort en l'an 680 de l'iman Hussein, figure révéralée de l'islam chiïte; 25 cadavres ont été trouvés cette seule journée dans la capitale.

Mardi 6 mars. Six GI sont tués dans l'explosion de leur véhicule de patrouille près de Tikrit, bastion du défunt Saddam Hussein, à une centaine de kilomètres au nord de la capitale. Les attaques se multiplient contre les chiïtes: la plus grave, près d'Hilla, à une cinquantaine de

kilomètres au sud de Bagdad, fait 117 morts et plus de 160 blessés après que deux kamikazes sunnites ont fait exploser leurs charges dans une tente servant au repos des pèlerins. En fin de journée, trois autres soldats américains sont tués près de Baaqouba.

Mercredi 7 mars. Une vingtaine de pèlerins sont tués dans plusieurs quartiers sunnites qu'ils traversent pour se rendre à Kerbela. Au nord du pays, à Mossoul, des insurgés sunnites attaquent la prison de la ville libérant 140 détenus. Seule l'arrivée des GI appuyés par des hélicoptères de combat permet de reprendre le contrôle de la situation. En fin de journée, un attentat fait plus de trente morts dans un café de Balad Ruz, à 100 kilomètres à l'est de Bagdad, dans un quartier de Kurdes chiïtes.

Jeudi 8 mars. «Je souligne que la priorité c'est Bagdad», annonce le général américain David Petraeus, nouveau commandant des forces de la coalition, dans sa première conférence de presse. Une demi-douzaine de personnes sont tuées dans la capitale. Près de 2,5 millions de pèlerins chiïtes sont arrivés dans la ville sainte de Kerbela, et autant sont encore sur les routes. ◆

M.S. avec AFP



SAMEDI 10 ET DIMANCHE 11 MARS 2007

Nouri al-Maliki : « La France devrait soutenir le processus politique à Bagdad »

Dans un entretien accordé au « Figaro », à la veille de la conférence internationale qui s'ouvre aujourd'hui, le premier ministre appelle les pays arabes à renvoyer leurs ambassadeurs à Bagdad.

LE FIGARO. - Qu'attendez-vous de la conférence internationale qui s'ouvre aujourd'hui à Bagdad ?

Nouri AL-MALIKI. - Il est important que les pays participants soutiennent le processus politique et la réconciliation nationale que nous avons engagés. Si les pays arabes sont sérieux dans l'aide qu'ils prétendent nous apporter, ils doivent envoyer des ambassadeurs à Bagdad, c'est un paramètre important pour développer nos relations. Mais le succès de cette

conférence dépend aussi de la nature du soutien que les pays participants sont prêts à offrir à l'Irak, en matière de sécurité. Dans ce domaine, j'espère que nous serons capables de dégager une vision nouvelle dans les relations à venir entre nos voisins et l'Irak.

L'Irak et la Syrie continuent-ils de déstabiliser l'Irak ?

Notre relation avec l'Irak est fondée sur le bon voisinage et la non-intervention dans les affaires intérieures. Nous avons dit à l'Irak, comme à nos autres voisins, que sécuriser l'Irak profiterait à tous les pays de la région. L'inverse est vrai également. Une atteinte contre la sécurité de l'Irak nous déstabiliserait. Avec la Syrie, nos relations se sont améliorées de manière remarquable. Nos frères syriens nous ont promis d'imposer

une surveillance à leur frontière avec l'Irak pour empêcher les infiltrations terroristes. Nous attendons que les Syriens tiennent leurs promesses.

Quel bilan tirez-vous un mois après l'adoption du plan de sécurité à Bagdad ?

Un mois, c'est court pour faire un bilan. Mais les modalités du plan « ordre et loi » fonctionnent bien, elles sont révisées continuellement par les commandants sur le terrain. En trente jours, mille trente familles ont pu revenir dans leurs maisons. La violence confessionnelle a chuté de 80 %. La question qui nous préoccupe aujourd'hui, ce sont les voitures piégées lancées par les terroristes contre les marchés, les universités et d'autres lieux publics. Malgré ce problème, la réussite de nos forces armées en coopération avec la



« Le succès de la conférence dépend du soutien que les pays sont prêts à offrir en matière de sécurité », souligne Nouri al-Maliki. Haider/Sipa.

population de Bagdad rend désormais improbable une guerre civile. D'autre part, la coopération entre les forces irakiennes et les troupes américaines est entrée dans une nouvelle phase. Cela ne veut pas dire que nous n'ayons plus de divergences de vues avec les responsables américains, mais lorsqu'il y en a, ces différences sont réglées grâce à une coopération immédiate. Les forces irakiennes s'approprient à assumer la responsabilité de la sécurité dans d'autres gouvernorats.

Certes, mais les milices continuent de tuer ou d'alimenter la peur ?

L'attitude de mon gouvernement est claire vis-à-vis des milices : les armes doivent être entre les mains de l'État, et de l'État seul. C'est le but stratégique que nous

cherchons à atteindre. Pour cela, le gouvernement ne considère pas les milices du seul point de vue religieux ou ethnique. Il est prêt à recourir à toutes les options pour mettre fin au terrorisme, la force, mais aussi le dialogue.

Vous vous apprêtez à remanier votre gouvernement, qui est souvent critiqué pour son incompétence ?

Ce remaniement est nécessaire pour dynamiser l'action gouvernementale. Le cabinet actuel a été formé rapidement et dans des conditions contraignantes. Neuf mois après, nous avons besoin d'une force supplémentaire, le nouveau gouvernement tiendra compte du mérite de chacun des ministres.

Vos collaborateurs reprochent à la France de boudier les responsables chiïtes, par nostalgie du passé. Qu'attendez-vous de la France ?

Pionnière en matière d'avancées démocratiques, la France devrait soutenir l'expérience politique en Irak. Elle devrait s'opposer aux régimes dictatoriaux qui ne peuvent, en aucun cas, fournir la sécurité et la prospérité économique, d'autant que, dans le passé, la France a, elle aussi, souffert du terrorisme. Si la France a de bons rapports avec l'une des composantes du peuple irakien (la minorité sunnite, NDLR), elle peut l'inciter à soutenir le processus politique en cours. Cela servirait la sécurité et la stabilité de l'Irak. J'espère que

le gouvernement français ne nous juge pas, d'après ses divergences passées avec les États-Unis, ou d'après les relations que Paris entretient avec certains pays de la région.

Propos recueillis par courriel par GEORGES MALBRUNOT

LE FIGARO
samedi 10 - dimanche 11 mars 2007

Les États-Unis tendent la main à l'Iran et la Syrie pour pacifier l'Irak

MOYEN-ORIENT

La conférence organisée aujourd'hui à Bagdad offre l'occasion d'un premier dialogue direct. Mais Washington reste sur la défensive.

De notre correspondant à Washington

LA DÉLÉGATION américaine arrive ce matin à Bagdad la main tendue. David Satterfield, le coordinateur pour l'Irak au département d'État, qui sera accompagné de l'ambassadeur Zalmay Khalilzad, a clairement invité ses homologues iraniens et syriens à saisir l'opportunité offerte par la conférence régionale qui se tient aujourd'hui dans la capitale irakienne. « Si les Syriens ou les Iraniens nous approchent autour d'un verre de jus d'orange pour discuter d'une question liée

à l'Irak qui soit pertinente avec le sujet – c'est-à-dire un Irak stable, en sécurité, pacifique et démocratique –, nous n'allons pas leur tourner le dos », a-t-il déclaré avant de quitter Washington.

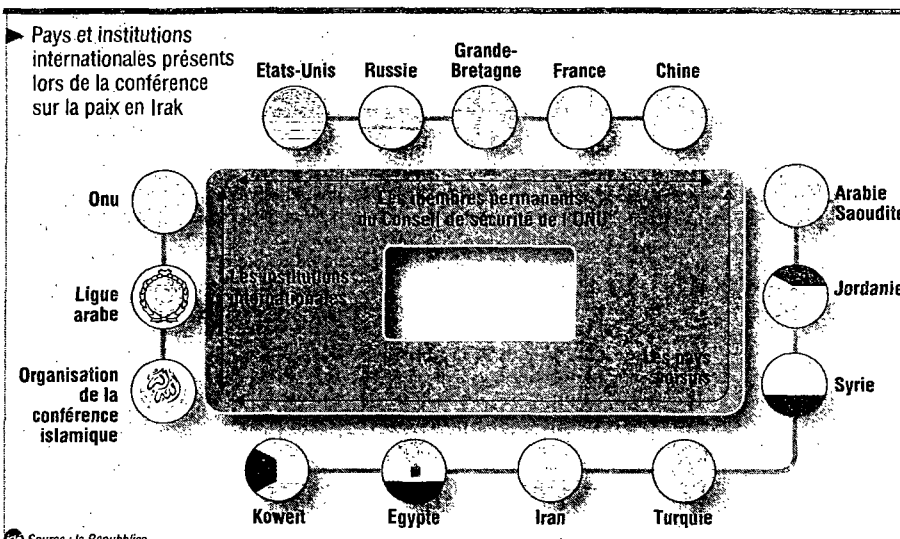
Soigneusement calibrée, l'ouverture représente la première offre de dialogue direct avec Téhéran et Damas depuis près de quatre ans. Elle pourrait se concrétiser par des apartés, voire des discussions bilatérales plus approfondies, avant une autre réunion prévue en avril au niveau des ministres des Affaires étrangères, à laquelle Condoleezza Rice a annoncé sa participation. Cinq ans après que George W. Bush eut inclus l'Iran dans « l'axe du mal », l'évolution est en soi remarquable. Mais les analystes mettent en garde contre des attentes exagérées.

Le mandat de M. Satterfield est limité à l'Irak, et Washington maintient comme condition à l'ouverture

de négociations directes avec Téhéran la suspension de son programme d'enrichissement d'uranium. En outre, les Américains comptent présenter leurs griefs au sujet de l'interventionnisme iranien et syrien en Irak, accusés de soutenir les insurgés et d'introduire des explosifs mortels pour leurs troupes. « C'est le genre de choses qu'il vaut mieux soulever en bilatéral et en privé, souligne Steven Simon du Council on Foreign Relations. Il me semble que si vous protestez, c'est pour obtenir une réaction, pas pour faire perdre la face au camp adverse. Cela suppose une stratégie diplomatique, à laquelle l'Administration Bush n'a pas sérieusement réfléchi. »

Bataille pour un retrait en 2008

Le calcul de Washington consistait à faire monter les enchères avant de donner une chance à la diplomatie. L'envoi de renforts en Irak, la chasse aux agents iraniens infiltrés dans le pays, le déploiement de deux groupes navals de combat dans le golfe Persique, la surveillance aérienne des frontières, le renforcement



Source : la Repubblica

des sanctions à l'ONU et les pressions sur le système bancaire devaient tous concourir à cet objectif. « *Les États-Unis sont maintenant dans une position beaucoup plus forte pour se rendre à une conférence des voisins de l'Irak*, a estimé Condi Rice mercredi sur Fox News. *La décision du président d'envoyer deux porte-avions dans le Golfe, l'arrestation d'agents menant des activités contre nos troupes et la fermeture du système financier international envoient un message très fort aux Iraniens.* »

Mais la Maison-Blanche accumule aussi les revers de son côté. Le plan de « pacification » de Bagdad tarde à faire baisser le nombre d'attentats, multipliant au

contraire les victimes américaines (neuf soldats tués en une seule journée cette semaine). Le verdict de culpabilité contre Lewis Libby, ancien chef de cabinet du vice-président Dick Cheney, a ressuscité les accusations de manipulations pour justifier la guerre. Le scandale sur le traitement des soldats blessés a encore terni l'image de l'Administration. Et le nouveau chef du renseignement, Mike McConnell, a dû reconnaître l'incertitude de ses renseignements sur l'état d'avancement du programme nucléaire iranien, évoquant

une fourchette de trois à dix ans avant que Téhéran possède la bombe.

Désormais, une bataille féroce sur le retrait des troupes s'annonce entre l'Administration et le Congrès, d'où les deux camps risquent de sortir encore plus affaiblis. Les démocrates veulent assortir la loi de financement de la guerre de « jalons » pour le gou-

vernement irakien et de dates-butoirs pour le président américain, afin de forcer un retrait d'Irak en 2008. George Bush a promis d'utiliser son veto contre une législation qui « *lierait les mains des généraux* », même si l'adoption du texte par la Chambre et le Sénat est loin d'être assurée.

En tout état de cause, c'est une Administration sur la défensive et divisée qui s'assoit aujourd'hui devant ses ennemis. Pour ouvrir le jeu avec l'Irak comme la Corée du Nord, Condi Rice a dû manœuvrer dans le dos de Cheney, qui tente de contrecarrer ses plans. Le résultat est une absence de stratégie claire, où l'option militaire coexiste à côté de la diplomatie sans qu'on sache vraiment où sont les lignes rouges.

PHILIPPE GÉLIE

LE FIGARO samedi 10 - dimanche 11 mars 2007

Téhéran se rend à la conférence internationale à reculons

L'Irak veut à la fois s'imposer comme acteur régional et accélérer le départ des troupes américaines d'Irak.

Téhéran

DIFFICILE de dire non à l'invitation irakienne. C'est pour Téhéran, en quête de reconnaissance internationale, une occasion idéale de s'imposer comme un acteur régional incontournable. Et pourtant, la République islamique aura longtemps laissé planer le doute sur sa participation à la Conférence de Bagdad, par crainte de se retrouver à nouveau sous le feu des critiques américaines. « *L'aide de Téhéran est indispensable à la résolution de la crise irakienne* », insiste, sans détour, Hamid Reza Naghashian, le directeur du quotidien iranien *Iran News*. L'objectif annoncé par Manouchehr Mottaki, le ministre iranien des Affaires étrangères, est double : aider au rétablissement de la sécurité en Irak et œuvrer en faveur du retrait des troupes de la coalition multinationale dirigée par les États-Unis.

C'est la première fois depuis 2004 que des émissaires iraniens et américains se rencontrent

publiquement. Mais le contexte ne semble pas propice au dialogue prôné récemment, à Washington, par le rapport Baker-Hamilton. Les relations entre les États-Unis et l'Irak ont

rarement été aussi tendues. Les États-Unis accusent l'Irak de soutenir des groupes armés chiites en Irak. L'armée américaine a récemment arrêté des Iraniens sur le territoire irakien et renforcé sa présence navale dans le golfe Persique. Le tout sur fond de bras de fer autour du nucléai-

re, où Washington espère renforcer les sanctions contre la République islamique et n'exclut pas une frappe militaire directe. « *Nous avons des doutes sur cette conférence que nous appréhendons avec pessimisme* », confiait en fin de semaine Aladdin Boroudjerdi, le chef de la commission

parlementaire en charge de la sécurité nationale, à l'agence de presse ILNA.

« Influence naturelle »

La République islamique n'a jamais caché son soutien à l'Irak de l'après-Saddam Hussein. Mais elle nie toute forme d'aide armée

aux milices. « *L'Irak chiite a bien sûr une influence naturelle en Irak, où la population est majoritairement chiite*, confie l'éditeur Hamid Reza Naghashian, qui est un ancien membre des Gardiens de la révolution. *Téhéran se sent également proche des principales figures politiques de l'actuel gouvernement. Abdel Aziz Hakim, le chef du CSRII (Conseil suprême de la révolution islamique en Irak, NDLR) a vécu ses années d'exil en Iran. À l'époque, les Gardiens de la révolution participèrent à la formation des brigades Badr, le bras armé du CSRII. Et le chef du pouvoir judiciaire iranien, Mahmoud Hachémi Shahrودي, un Irakien d'origine, fut le fondateur du CSRII.* » Pour lui, les accusations américaines visant la force spéciale Qods sont infondées. « *Cette branche n'a jamais reçu aucun ordre pour fournir des munitions à la guérilla irakienne. En revanche, il n'est pas exclu que certains de ses membres, à titre personnel, et sans consulter leur hiérarchie, aient vendu des armes à des groupes irakiens* », dit-il.

DELPHINE MINOUI

Conférence de Bagdad : un « premier pas » salué à la fois par les Etats-Unis et l'Irak

BEYROUTH

CORRESPONDANTE

Américains, Iraniens, Syriens et Irakiens sont d'accord pour dire que le seul fait que la conférence internationale sur l'Irak à laquelle ils ont participé, le samedi 10 mars, à Bagdad ait pu se tenir est un « premier pas » en avant « constructif ». Les autorités irakiennes se félicitent aussi d'avoir réussi à tenir un tel forum malgré l'état d'insécurité ambiant. Les participants espèrent que cette première rencontre du genre sera suivie d'autres. L'idée d'une conférence au niveau ministériel est déjà dans l'air. La Turquie et l'Égypte ainsi que l'Irak se sont portés candidats pour l'accueillir.

L'objectif des autorités irakiennes est d'obtenir que leur pays ne soit plus « le théâtre de règlements de comptes interrégionaux ou entre des parties régionales et internationales, ni le champ d'influence ou de partage d'influence entre des Etats de la région ou du monde », comme l'a déclaré dans son discours d'ouverture le premier ministre, Nouri Al-Malki. Les principaux protagonistes de ces guerres sont les Etats-Unis, la République islamique d'Iran et la Syrie.

Pour des raisons différentes, ces trois pays ont pour leur part besoin d'une désescalade régionale, dont l'Irak pourrait constituer le préambule. Les Etats-Unis veulent se désengager de l'ancienne Mésopotamie dans les meilleures conditions. L'Iran redoute à la fois une aggravation non maîtrisable de son conflit avec l'ONU à propos de son programme nucléaire et l'extension à l'échelle du monde musulman de la discorde entre chiïtes et sunnites à laquelle a viré le conflit inter-irakien. Cette dernière crainte est partagée par la Syrie qui a, elle aussi, maille à partir avec l'ONU à cause du Liban. Les représentants américains, iraniens et syriens à la conférence de Bagdad, qui n'ont eu aucun appar-

te, n'en ont pas moins échangé de vive voix leurs griefs réciproques à propos de l'Irak, sans pour autant changer de position.

« Transport d'armes »

Selon l'ambassadeur américain en Irak Zalmay Khalilzad, les pays voisins « qui veulent fournir un soutien sincère (...) à la stabilité de l'Irak ne peuvent le faire qu'en agissant de manière décisive pour mettre un terme à l'infiltration de combattants et au transport d'armes » pour les milices, et « en s'abstenant de tout discours ou propagande qui incite aux violences ». L'Irak, par la voix de son délégué, Abbas Araghthi, a nié toute implication de cet ordre et estimé à l'inverse qu'un calendrier de retrait américain « contribuera à résoudre le problème de la violence ».

Paradoxalement, ce sont les mêmes motifs de crainte des uns et des autres qui constituent pour l'heure leurs moyens de pressions sur l'adversaire. Les Etats-Unis ont augmenté leurs effectifs militaires en Irak et dans le Golfe; entretenant ainsi le spectre d'une éventuelle action militaire contre l'Irak, parallèlement à la pression exercée via l'ONU à propos de son programme nucléaire. Ils maintiennent par ailleurs la Syrie en quarantaine. La République islamique continue pour sa part d'armer des formations chiïtes en Irak - Washington affirme en avoir les preuves et Bagdad un faisceau de renseignements concluants - et au Liban. Téhéran a, en outre, court-circuité Washington en jetant des ponts avec un pays supposé hostile, l'Arabie saoudite, en vue de parvenir à un *modus vivendi* régional.

Accusée de laisser entrer en Irak les djihadistes sunnites, la Syrie de son côté dispose également de la carte du Liban. Directement et par formations autochtones interposées, elle continue de poser des obstacles à la création d'un tribunal à caractère international chargé de juger les présumés coupables de l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri et apporte son soutien à l'opposition libanaise dont le Hezbollah est le moteur. Damas et Téhéran viennent enfin de consolider leurs liens privilégiés presque trentenai-

res avec l'annonce de la disposition de l'Irak à renforcer les capacités militaires de son allié.

Outre les voisins de l'Irak, la conférence a réuni des hauts fonctionnaires ou ambassadeurs de l'Égypte et du Bahreïn, ainsi que des cinq membres permanents du Conseil de sécurité et de l'Organisation de la conférence islamique. Les participants ont décidé de constituer trois comités conjoints chargés des questions de sécurité, des réfugiés et du pétrole, sans que l'on sache encore comment ces comités seront constitués. ■

MOUNA NAÏM

Près de cent morts en Irak en deux jours

Au moins 59 personnes ont été tuées, dimanche 11 mars, dans des violences en Irak, au lendemain de la conférence internationale organisée à Bagdad. Le plus meurtrier des attentats a visé des pèlerins chiïtes de retour de la ville sainte irakienne de Kerbala. Une voiture piégée a explosé au passage de leur convoi, dans le quartier de Karada, dans le centre de Bagdad, faisant 31 morts et 25 blessés. Samedi, au moins 26 personnes, dont six soldats irakiens, avaient été tuées lors d'un attentat-suicide à la voiture piégée dans Sadr City, également à Bagdad, alors que le centre qui hébergeait la conférence était la cible de tirs d'obus. Enfin, cinq soldats américains sont morts dimanche en Irak, dont trois dans des opérations de combat, selon un communiqué de l'armée américaine. - (AFP.)

PROCÈS « DISCRIMINATION RACIALE »

La Suisse condamne un Turc pour négation du génocide arménien

GENÈVE

CORRESPONDANCE

Vendredi 9 mars, le tribunal de police de Lausanne a reconnu coupable de « discrimination raciale pour négationnisme » Dogu Perinçek, le président du Parti des travailleurs turcs, à l'issue d'un procès qui s'est ouvert mardi. Cet homme de 65 ans, leader d'un groupuscule d'extrême gauche avait en 2005, durant un déplacement en Suisse, affirmé que le génocide arménien de 1915 était un « mensonge international ».

Qualifié par le juge Pierre-Henri Winzap de « provocateur arrogant » et de « raciste », M. Perinçek a été condamné à 90 jours-amendes avec sursis à 100 francs suisses par jour (62 euros) et 3 000 francs d'amende, pour avoir violé la norme antiraciste helvétique qui interdit de nier ou minimiser un génocide. Il devra verser 1 000 francs suisses à l'Association Suisse-Arménie qui s'était constituée partie civile, et s'acquitter de 15 800 francs suisses de frais de justice.

Au cours de deux jours d'audience, Dogu Perinçek a expliqué que si « des massacres » contre des Arméniens ont bien eu lieu en 1915, on ne peut parler de génocide. A l'appui de cette thèse, deux historiens se sont succédé à la barre, dont un Français, Jean-Michel Thibaux, invité par le ministère turc des affaires étrangères. Dans le camp de l'accusation, une sociologue allemande et un chercheur français, Yves Ternon, ont rappelé que le génocide contre les Arméniens était incontestable.

Par ce verdict la justice helvétique fait preuve d'indépendance. En visite en Turquie en octobre 2006, le ministre de la justice, Christoph Blocher (nationaliste), avait critiqué la norme suisse, l'accusant de restreindre la liberté d'expression. Il regrettrait qu'une enquête ait été ouverte contre l'historien Yusuf Halacoglu, autre négationniste turc poursuivi en Suisse. Le département de M. Blocher travaille à un projet de révision du code pénal sur ce point. ■

AGATHE DUPARC

IRAN-IRAK

Washington, l'ennemi commun

En voulant à la fois intervenir en Irak et mettre l'Iran au pas, les Américains se sont mis tout le monde à dos. Conclusion : ils devront décider si la priorité est de stabiliser l'Irak ou de contenir l'Iran.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE
Paris

Les Etats-Unis se sont mis dans une situation où la plupart des chiites, des sunnites, des Arabes et des Iraniens les regardent comme leurs ennemis. De fait, l'opposition à l'Amérique est l'une des rares choses que tous ces gens ont en commun. Les forces américaines stationnées en Irak sont en effet la cible des insurgés sunnites, des anciens baasistes et des agents d'Al-Qaïda, dont l'hostilité envers les Etats-Unis ne donne aucun signe d'apaisement. Or ces groupes sont également opposés à l'Iran, qui soutient l'autre camp dans la guerre civile : les chiites, qui dominent le gouvernement irakien en place, et leurs milices armées.

Comment les Etats-Unis se sont-ils débrouillés pour se mettre tout le monde à dos ? Et pourquoi Washington soutient-il un gouvernement irakien dominé par les chiites tout en cherchant à isoler, à contraindre et à déstabiliser le seul allié régional de ce dernier, l'Iran ? "Les ennemis de mes ennemis sont mes amis" : cette maxime, qui a toujours été le principe de base d'une politique réaliste, a sous-tendu la stratégie moyen-orientale des Etats-Unis tout au long de la guerre froide. Dans les années 1950, quand des régimes de gauche comme le gouvernement de Nasser, en Egypte, se sont rapprochés de l'Union soviétique, les Etats-Unis ont organisé un coup d'Etat en Iran [pour faire tomber le gouvernement de Mossadegh] et remettre en place le régime conservateur du chah Mohammad Reza Pahlavi. Dès que ce dernier a été chassé du pouvoir par les forces révolutionnaires islamiques, en 1979, les Etats-Unis ont cessé d'apporter leur soutien à l'Iran pour

■ **Assad, un moindre mal**
La Syrie de Bachar El-Assad se renforce, selon les services de renseignements israéliens, et "serait prête à une confrontation dans le Golan". Et, si Israël continue de dire au président syrien que des négociations de paix ne sont pas à l'ordre du jour, "une guerre sera bientôt inévitable". Dans le cas des relations Israélo-syriennes, les contacts secrets restent le bon choix, même si la Syrie est une menace. De plus, "il est préférable d'avoir Bachar El-Assad comme interlocuteur à Damas que d'avoir à traiter avec les Frères musulmans, qui sont la seule alternative au régime en place", souligne Ha'Aretz.

se tourner vers l'Irak, dirigé par le gouvernement baasiste de Saddam Hussein, de gauche mais laïc.

Avec la fin de la guerre froide [à partir des années 1990], les dirigeants américains ont commencé à ne plus se sentir liés par les traditionnelles contraintes de la réalpolitik. Unique superpuissance mondiale, les Etats-Unis pouvaient désormais se passer d'une politique de compromis au Moyen-Orient. Plus sûrs d'eux-mêmes, ils se sentaient capables d'affronter simultanément l'Iran et l'Irak. Cette stratégie du double endiguement, comme on l'a appelée, n'est pas une invention des néoconservateurs. Elle a été formulée par le gouvernement Clinton, qui cherchait à isoler et à déstabiliser aussi bien l'Iran que l'Irak. Cette politique a bien fonctionné tant que les régimes irakien et irakien se vouaient une

haine encore plus féroce que celle qu'ils éprouvaient pour les Etats-Unis. Chacun des deux contenait l'autre, si bien que, pendant plus d'une décennie, les Etats-Unis n'ont guère eu d'efforts à fournir pour maintenir le statu quo.

LE MOYEN-ORIENT THÉÂTRE D'UNE INSTABILITÉ CROISSANTE

Mais, en envahissant l'Afghanistan en 2001 et l'Irak en 2003, les Américains ont privé la stratégie du double endiguement de ses principaux soutiens. A partir du moment où le gouvernement Bush a installé un régime pro-iranien à Kaboul, puis un autre à Bagdad, il n'y a plus eu de contrepoids à l'Iran dans la région. L'Alliance du Nord afghane et les groupes chiites irakiens bénéficiaient de l'appui iranien bien avant que les Etats-Unis ne s'intéressent à leur cause. Et les deux régimes reconnaissent qu'ils resteront tributaires du soutien de leur voisin

iranien bien après le retrait des troupes américaines de la région.

Il s'ensuit que ni le gouvernement afghan ni le gouvernement irakien ne collaboreront à un effort américain pour isoler l'Iran, limiter son influence ou déstabiliser son régime. Cela ne signifie pas que Kaboul ou Bagdad vont devenir des marionnettes de Téhéran, mais simplement qu'ils ne s'allieront jamais avec les Etats-Unis contre leur puissant voisin et ami.

A l'heure actuelle, les efforts des Américains au Moyen-Orient ne parviennent ni à contenir l'Iran ni à stabiliser l'Irak. Ils ont peu de chances d'aboutir tant que les Etats-Unis tenteront de mener les deux tâches de front. Même l'unique superpuissance mondiale doit parfois se résoudre à faire des choix.

Si la priorité des Etats-Unis est de stabiliser l'Irak, comme le pensent la plupart des Américains, un arrangement avec l'Iran va s'avérer nécessaire, car c'est le seul pays de la région susceptible de soutenir un régime irakien appuyé par les Américains. C'était la solution préconisée par le Groupe d'étude bipartite sur l'Irak, mais le président Bush a choisi de l'ignorer. Cependant, s'ils veulent déstabiliser l'Iran, les Etats-Unis vont devoir abandonner le régime pro-iranien qu'ils ont instauré en Irak. Tant que Washington se refusera à faire ce pénible choix, les troupes américaines resteront la cible des activistes sunnites et chiites en Irak, l'Iran continuera à imposer sa domination, et le Moyen-Orient sera le théâtre d'une violence et d'une instabilité croissantes.

Les Etats-Unis sont peut-être encore assez influents pour faire certaines choses, mais pas toutes. A vouloir trop gagner, ils risquent de tout perdre.

James Dobbins

REVUE DE PRESSE

Téhéran demeure incontournable

■ La conférence régionale sur l'Irak prévue le 10 mars à Bagdad, en présence des Etats-Unis, de l'Iran et de la Syrie, va-t-elle relancer le dialogue américano-iranien sur le nucléaire ?

"La conférence de Bagdad est une occasion unique pour les représentants de l'Iran et des Etats-Unis de se rencontrer afin de sortir de l'impasse diplomatique dans laquelle

se trouvent Téhéran et Washington et de discuter ensemble de la manière de restaurer la paix et la sécurité en Irak", se réjouit *Etemad-e Melli*. Le quotidien réformateur considère que, "pour ramener la paix en Irak, la grande influence morale et politique dont jouit l'Iran fait de lui un acteur incontournable. Le retour de la stabilité dans la région ne

peut se faire sans l'aide des grandes puissances. Mais celles-ci ont aussi compris que, si les puissances voisines ne s'impliquent pas, elles peuvent dire adieu au rêve d'un Irak en paix." "Cette rencontre a lieu à un moment où la plupart des participants sont dans la crainte d'une autre intervention militaire [américaine] dans la région. Tous voient la nécessité de résoudre rapidement le pro-

blème du dossier nucléaire iranien et de parvenir à une bonne entente entre Téhéran et Washington. Si une nouvelle intervention a lieu dans la région, ce sera une apocalypse sans fin", prévient le journal de Téhéran. "Car l'Irak d'aujourd'hui montre clairement ce que sera l'avenir de toute la région si on continue à utiliser la force pour résoudre les problèmes diplomatiques. Etant donné la position géostratégique et géopolitique de l'Iran, la moindre action militaire engendrerait un incendie total de la région."
 "La décision des Etats-Unis de se rendre à la conférence de Bagdad, où se rendront aussi

l'Iran et la Syrie, constitue le chaînon manquant de la politique extérieure américaine", analyse la *BBC Persian*. "Après avoir rejeté la proposition du rapport Baker de discuter avec l'Iran, l'administration Bush a ouvert la voie vers ce qui sera le contact le plus étroit entre l'Iran et les Etats-Unis depuis longtemps. Pourquoi ce revirement ? La stratégie américaine récente consistait à mettre la pression sur le régime iranien. Les Etats-Unis se trouvent donc en position de force et ont le sentiment qu'ils peuvent faire ce geste diplomatique comme une offre, et non comme une demande. Les Etats-Unis ont besoin de l'Iran

pour renforcer le gouvernement en place en Irak. Ils utilisent pour cela la carotte et le bâton : d'un côté, ils tendent la main aux Iraniens, de l'autre, ils augmentent la pression sur le dossier du nucléaire iranien avec les autres membres du Conseil de sécurité des Nations unies. Ainsi, au moment où Condoleezza Rice déclarait que, en plus de la rencontre de Bagdad, les ministres des Affaires étrangères des deux pays se rencontreraient 'dès la mi-avril', le vice-président Dick Cheney faisait le tour de la planète en rappelant qu'une intervention militaire contre l'Iran continuait d'être 'à l'ordre du jour'."

Hussein al-Falloudji, député de Falloudja, cœur du «triangle sunnite» :

«En Irak, la résistance est d'abord islamique»

12 MARS 2007



Amman envoyé spécial

Proche de la guérilla islamiste, l'avocat Hussein al-Falloudji est député de Fallouja, le cœur de ce qu'on appelle le «triangle sunnite». La ville, extrêmement religieuse – elle compte 83 mosquées –, fut le quartier général de toutes les organisations islamistes les plus radicales, dont des groupes liés à Al-Qaeda, et elle est baptisée par Washington «centre du terrorisme en Irak». Cela lui valut de subir deux sièges de l'armée américaine, le dernier en octobre et novembre 2004, après avoir refusé de livrer le terroriste jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui, et d'être en partie détruite lors des combats. De passage à Amman, Hussein al-Falloudji explique.

Dans quelle situation se trouve aujourd'hui Fallouja ?

Dans une situation de quasi-blocus. On ne peut en sortir que par trois ou quatre issues contrôlées par les forces américaines, ce qui fait que le sentiment d'hostilité de la population à leur égard ne cesse de croître. A l'intérieur, tout est calme, hormis quelques opérations américaines ponctuelles. Les forces irakiennes sont aussi présentes à leurs côtés, mais de façon concrète c'est l'armée américaine qui fait tout.

Vous êtes parlementaire et vous soutenez ouvertement la guérilla, est-ce compatible ?

Oui, je suis député pour contribuer à resserrer l'étau sur les Américains et aussi prendre des décisions qui profiteront à mon peuple. En même temps, je suis pour la révolution.

Quelle révolution ?

Islamique. Nous voulons un

Etat islamique en Irak. Nous ne sommes pas gênés de dire que la résistance brandit le drapeau de l'islam. Au contraire, on en est très fier. C'est grâce à ces musulmans religieux qu'on a mis en échec cette armée américaine que l'on disait invincible. Mais je suis pour un rapprochement idéologique de toutes les forces. On peut avoir des divergences avec des résistants qui ne sont pas religieux, mais je rends hommage à tous nos combattants, religieux ou non. Mais la résistance est d'abord islamique. Le problème qu'ont les Occidentaux, ce n'est pas avec la résistance elle-même, c'est qu'elle soit islamique, ce qu'ils ont du mal à accepter.

Pas d'anciens officiers baasistes dans l'insurrection ?

Le Baas a déserté les combats. Mais nous acceptons qu'il revienne en Irak, qu'il puisse se réorganiser, à la condition de changer de non.

Mais la cible principale de cette «résistance», on dirait que ce sont surtout les chiïtes.

Laproprie numéro 1, ce sont les Américains.

Mais ceux qui aident l'ennemi deviennent des ennemis. La guerre n'est pas une promenade.

Selon le Premier ministre Nouri al-Maliki, le plan américain pour sécuriser Bagdad vise à démanteler aussi bien les groupes sunnites que les milices chiïtes.

On peut en douter. C'est un gouvernement fanatique, qui n'a donc que des comportements fanatiques.

Pourquoi accepter les combattants d'Al-Qaeda sur le sol irakien, ce qui contribue à donner une très mauvaise image de l'insurrection ?

L'Irak est le pays du pétrole et de la naissance de la civilisation. C'est donc un pays très convoité. Il a ouvert ses portes à tout le monde. Cela dit, ce sont les Américains qui font des opérations négatives qu'ils mettent ensuite sur le dos de la résistance.

Existe-t-il une coordination entre les groupes liés à Al-Qaeda et ceux plus spécifiquement irakiens ?

Il y a deux résistances. L'une nationale et l'autre transnationale. C'est la première

qui est majoritaire. Mais, comme le travail militaire a précédé le travail politique, il n'y a donc pas de commandement unifié. Une certaine coordination, oui, sinon on n'aurait pas enregistré tous ces succès militaires, mais elle ne va pas jusqu'à édifier un commandement unifié.

Allez-vous vous réjouir si demain les Américains attaquent l'Iran ?

Je me réjouirais que l'Iran se remette sur la bonne voie. Pas d'une telle attaque. ◀

Recueilli par JEAN-PIERRE PERRIN

Des contacts Iran-Etats-Unis

La conférence internationale sur l'Irak, qui s'est tenue samedi à Bagdad, n'aura sans doute aucun effet sur la situation intérieure de ce pays, mais elle a été marquée par des contacts directs entre délégués américains et iraniens, deux pays qui n'ont plus de relations diplomatiques depuis 1980. Même si les Etats-Unis ont parlé de discussions «constructives et efficaces» et s'il y a eu un engagement commun à «combattre le terrorisme», les divergences sont demeurées nombreuses, les Américains soulignant que les déclarations iraniennes en faveur de la paix ne «suffisaient pas» et l'Iran réclamant un calendrier de retrait des troupes étrangères. Bagdad, pour sa part, a exhorté ses voisins, dont la Syrie et l'Iran, à cesser leurs ingérences. (D'après AFP)

TIME

MARCH 12, 2007

Why They Hate Each Other

The war between Iraq's Sunnis and Shi'ites has left the U.S.'s hopes of building a stable Iraq in ruins. Now it is threatening to spread throughout the Middle East and beyond. A look at the roots of the struggle within Islam—and whether anything can be done to stop it

By **BOBBY GHOSH** BAGHDAD

IT HAS COME TO THIS: THE HATRED BETWEEN IRAQ'S warring sects is now so toxic, it contaminates even the memory of a shining moment of goodwill. On Aug. 31, 2005, a stampede among Shi'ite pilgrims on a bridge over the Tigris River in Baghdad led to hundreds jumping into the water in panic. Several young men in Adhamiya, the Sunni neighborhood on the eastern bank, dived in to help. One of them, Othman al-Obeidi, 25, rescued six people before his limbs gave out from exhaustion and he himself drowned. Nearly 1,000 pilgrims died that afternoon, but community leaders in the Shi'ite district of Khadamiya, on the western bank, lauded the "martyrdom" of al-Obeidi and the bravery of his friends. Adhamiya residents, for their part, held up al-Obeidi's sacrifice as proof that Sunnis bore no ill will toward their Shi'ite neighbors across the river.

Eighteen months on, one of the men who jumped into the river to help the Shi'ites says al-Obeidi "wasted his life for those animals." Hamza Muslawi refuses to talk about how many he himself saved, saying it fills him with shame. "If I see a Shi'ite child about to drown in the Tigris now," says the carpenter, "I will not reach my hand out to save him." In Khadamiya, too, the narrative about Aug. 31 has



changed. Karrar Hussein, 28, was crossing the bridge when the stampede began. Ask him about al-Obeidi, and his cheerful demeanor quickly turns sour. "That is a myth," hisses the cell-phone salesman. "That person never existed at all. He was invented by the Sunnis to make them look good." Rather than jumping in to help, he claims, the people of Adhamiya laughed and cheered as Shi'ites drowned.

The bridge connecting the two neighborhoods is now closed for security reasons—just as well, since the chasm between them is too wide for any man-made span. Mortars fired from the cemetery behind Abu Hanifa, a Sunni shrine in

Adhamiya, have caused carnage in the bustling markets of the western bank. There are more mortars going in the opposite direction; on a recent afternoon, the sound of an explosion on the Sunni side of the river was greeted with cheers by worshippers at a Shi'ite shrine in Khadamiya.

Those cheers are just one sign of how much venom has seeped into Sunni-Shi'ite relations in the year since their simmering conflict was brought to a boil by the bombing of Samarra's golden-domed shrine. The bloodlust is no longer limited to extremists on both sides. Hatred has gone mainstream, spreading first to victims of the violence and their families—the hundreds

of thousands of Iraqis who have lost loved ones, jobs, homes, occasionally entire neighborhoods—and then into the wider society. Now it permeates not only the rancorous political discourse of Baghdad's Green Zone but also ordinary conversations in homes and marketplaces, arousing a fury even in those who have no obvious, pressing grievance. Neither Muslawi nor Hussein has suffered personal loss, but they are relatively able to tap into the same loathing that motivates the Shi'ite militias and Sunni jihadis. "The air has become poisoned [by sectarianism], and we have all been breathing it," says Abbas Fadhil, a Baghdad physician. "And so now everybody

is talking the same language, whether they are educated or illiterate, secular or religious, violent or not.”

Worse, there are clear signs that Iraq’s malice has an echo in other parts of the Middle East, exacerbating existing tensions between Sunnis and Shi’ites and reanimating long-dormant ones. In Lebanon, some Hizballah supporters seeking to topple the government in Beirut chant the name of radical Iraqi cleric Muqtada al-Sadr, whose militia is blamed for thousands of Sunni deaths. In Sunni Arab countries like Saudi Arabia, Kuwait and Egypt, sympathy for Sunnis in Iraq is spiked with the fear, notably in official circles, of a Shi’ite tide rising

across the Middle East, instigated and underwritten by an ancient enemy of the Arabs: Iran.

For those who follow Iraq from afar, the daily stories of sectarian slaughter are perplexing. Why are the Shi’ites and Sunnis fighting? Why now? There are several explanations for the timing of the outbreak of hostilities, each tied to a particular interpretation of how events unfolded after the fall of Saddam Hussein: flawed American post-war policies, provocation by foreign jihadis, retaliation by militias like al-Sadr’s Mahdi Army, the ineptitude of Iraqi politicians and, lately, Iranian interference. But the rage burning in people like Muslawi and Hussein

has much deeper and older roots. It is the product of centuries of social, political and economic inequality, imposed by repression and prejudice and frequently reinforced by bloodshed. The hatred is not principally about religion. Sunnis and Shi’ites may disagree on some matters of dogma and some details of Islam’s early history, but these differences are small—they agree on most of

the important tenets of the faith, like the infallibility of the Koran, and they venerate the Prophet Muhammad. Despite the claims by some Arab commentators, there is no evidence that Iraq’s Shi’ite extremists are trying to convert Sunnis, or vice versa. For Iraqi fighters on both sides, “their sect is nothing

more than a uniform, a convenient way to tell friend from enemy,” says Ghanim Hashem Kudhir, who teaches modern Islamic history at Baghdad’s Mustansiriya University. “What binds them is not religion but common historical experience: Shi’ites see themselves as the oppressed, and they see Sunnis as the oppressors.”

Sunnis and Shi’ites are fighting for a secular prize: political domination. The warring sects, says a U.S. official in Baghdad, “are simply communities ... striving to gain or regain power.” Without an understanding of the roots of the rage that drives people like Muslawi and Hussein, any plan—American or Iraqi, military or political—to stabilize Iraq is doomed to failure. And that power struggle in Iraq, whether it draws neighboring countries into a wider sectarian conflict or forces a realignment of alliances, has the potential to radically alter the Middle East.

I. ORIGINS

ISLAM’S SCHISM BEGAN IN A.D. 632, IMMEDIATELY after the Prophet Muhammad died without naming a successor as leader of the new Muslim flock. Some of his followers believed the role of Caliph, or viceroy of God, should be passed down Muhammad’s bloodline, starting with his cousin and son-in-law, Ali ibn Abi Talib. But the majority backed the Prophet’s friend Abu Bakr, who

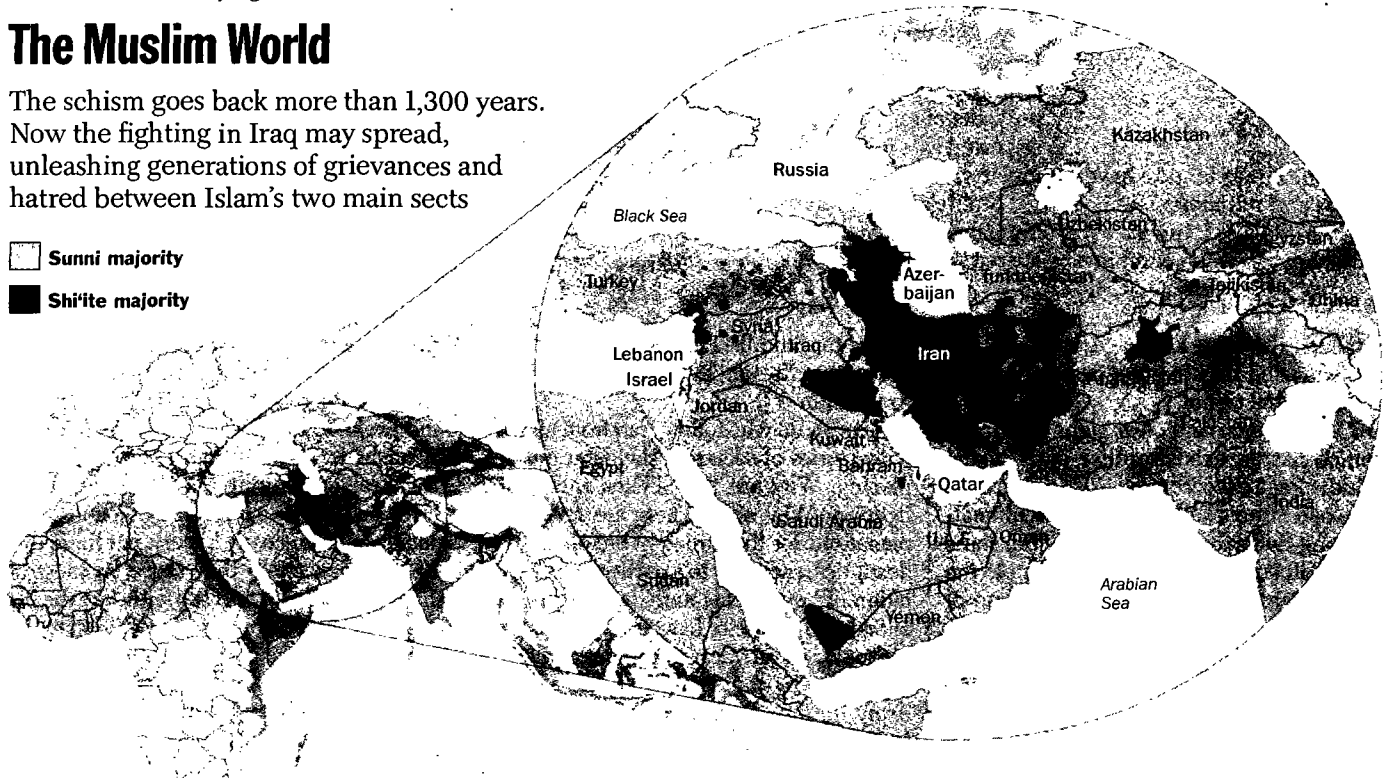
duly became Caliph. Ali would eventually become the fourth Caliph before being murdered in A.D. 661 by a heretic near Kufa, now in Iraq. The succession was once again disputed, and this time it led to a formal split. The majority backed the claim of Mu’awiyah, Governor of Syria, and his son Yazid. Ali’s supporters, who would eventually be known collectively as Shi’at Ali, or partisans of Ali, agitated for his son Hussein. When the two sides met on a battlefield near modern Karbala on Oct. 10, 680, Hussein was killed and decapitated. But rather than nipping the Shi’ite movement in the bud, his death gave it a martyr. In Shi’ite eyes, Hussein is a just and humane figure who stood up to a mighty oppressor. The annual mourning of Hussein’s death, known as Ashura, is the most poignant and spectacular of Shi’ite ceremonies: the faithful march in the streets, beating their chests and crying in sorrow. The extremely devout flagellate themselves with swords and whips.

Those loyal to Mu’awiyah and his successors as Caliph would eventually be known as Sunnis, meaning followers of the Sunnah, or Way, of the Prophet. Since the Caliph was often the political head of the Islamic empire as well as its religious leader, imperial patronage helped make Sunni Islam the dominant sect. Today about 90% of Muslims worldwide are Sunnis. But Shi’ism would always attract some of those who felt oppressed by the empire. Shi’ites continued to venerate the Imams, or the descendants of the Prophet, until the 12th Imam, Mohammed al-Malidi (the Guided One), who disappeared in the 9th century at the location of the Samarra shrine in Iraq. Mainstream Shi’ites believe that al-Malidi is mystically hidden and will

The Muslim World

The schism goes back more than 1,300 years. Now the fighting in Iraq may spread, unleashing generations of grievances and hatred between Islam’s two main sects

- Sunni majority
- Shi’ite majority



emerge on an unspecified date to usher in a reign of justice.

Shi'ites soon formed the majority in the areas that would become the modern states of Iraq, Iran, Bahrain and Azerbaijan. There are also significant Shi'ite minorities in other Muslim states, including Saudi Arabia, Lebanon and Pakistan. Crucially, Shi'ites outnumber Sunnis in the Middle East's major oil-producing regions—not only Iran and Iraq but also eastern Saudi Arabia. But outside Iran, Sunnis have historically had a lock on political power, even where Shi'ites have the numerical advantage. (The one place where the opposite holds true is modern Syria, which is mostly Sunni but since 1970 has been ruled by a small Shi'ite sub-sect known as the Alawites.) Sunni rulers maintained their monopoly on power by excluding Shi'ites from the military and bureaucracy; for much of Islamic history, a ruling Sunni elite treated Shi'ites as an underclass, limited to manual labor and denied a fair share of state resources.

The rulers used religious arguments to justify oppression. Shi'ites, they said, were not genuine Muslims but heretics. Devised for political convenience, this view of Shi'ites solidified into institutionalized prejudice. Sunnis likened reverence for the Prophet's bloodline and the Shi'ites' fondness for portraits of some of the Imams to the sin of idolatry. Shi'ite rituals, especially the self-flagellation during Ashura, were derided as pagan. Many rulers forbade such ceremonies, fearing that large gatherings would quickly turn into political uprisings. (Ashura was banned during most of Saddam Hussein's rule and resumed only after his downfall in 2003.) "For Shi'ites, Sunni rule has been like living under apartheid," says Vali Nasr, senior fellow at the Council on Foreign Relations and author of *The Shia Revival: How Conflicts Within Islam Will Shape the Future*.

But religious repression was uneven. Sunni Caliphs in Baghdad tolerated and sometimes contributed to the development of Najaf and Karbala as the most important centers of Shi'ite learning. Shi'ite ayatullahs, as long as they refrained from open defiance of the ruling elite, could run seminaries and collect tithes from their followers. The shrines of Shi'ite Imams in Najaf, Karbala, Samarra and Khadamiya were allowed to become magnets for pilgrimage.

Sectarian relations worsened in the 16th century. By then the seat of Sunni power had moved to Istanbul. When the Turkish Sunni Ottomans fought a series of wars with the Shi'ite Safavids of Persia, the Arabs caught in between were sometimes obliged to take sides. Sectarian suspicions planted then have never fully subsided, and Sunni Arabs still pejoratively label Shi'ites as "Persians" or "Safavis." The Ottomans eventually won control of the Arab territories and cemented Sunni dominance. The British, the next power in the Middle East,

did nothing to change the equation. In the settlement after World War I, they handed the newly created states of Iraq and Bahrain, both with Shi'ite majorities, to Sunni monarchs.

II. SADDAM'S LEGACY

WHEN SADDAM HUSSEIN ASSUMED POWER IN Baghdad in 1979, Iraq's Shi'ites had enjoyed a couple of decades of respite under leaders who allowed them some measure of equality with the Sunnis. Then came Ayatollah Ruhollah Khomeini's 1979 Islamic revolution in Iran. Fearing a similar uprising in Iraq, Saddam revived some old repressions and ordered the murder of Iraq's most popular ayatullah, Mohammed Bakr al-Sadr,

uncle of Muqtada. Shi'ites made up a majority of those killed in Iraq's war with Iran, which lasted from 1980 to 1988, but after it ended they were once again shut out of most senior government and military positions. With the defeat of Saddam's army in the 1991 Gulf War, Shi'ites saw a chance to rise against the dictator. But they received no protection from the allied forces, and Saddam was able to smash the revolt. By some estimates, more than 300,000 Shi'ites were killed; many were buried in mass graves. For the rest of his reign, Saddam kept the Shi'ites firmly under his thumb. Several popular clerics were killed, including Muqtada's father. Saddam ordered the murder of Sunnis too, but there was a crucial difference. "When Saddam killed a Sunni, it was personal—because of something that person had done," says author Nasr. "But when it came to killing Shi'ites, he was indiscriminate.

He didn't need a specific reason. Their being Shi'ite was enough."

Remarkably, despite the profound imbalance in political power and the legacy of repression, many individual Iraqis forged business, social and personal relationships between the sects. In Baghdad and other cities, most neighborhoods built in the modern era were mixed. Residents of Adhamiya and Khadamiya were able to reach across the Tigris and socialize. Mohammed al-Shammari, an Arabic-literature professor, fondly remembers evenings with friends in Khadamiya, followed by dinner and late-night revelry in Adhamiya, where shops and restaurants stayed open later. "Nobody asked us if we were Shi'ite or Sunni," says

al-Shammari. "And we never thought to ask each other. I have friends I didn't know were Shi'ite until quite recently." Among the urban educated classes, it was considered unsophisticated and politically incorrect to ask people their sect, though there are other ways to find out (*see box*). Some of the people mentioned in this article agreed to be interviewed only if their names were changed. Many of Iraq's tribes have always included clans from both sects. Sunni-Shi'ite marriages were commonplace, es-

pecially among the educated urban population. In the winter of 2002, when Fattah, a Shi'ite computer technician, asked the father of his Sunni girlfriend Zahra for permission to marry her, there was no hesitation. The couple was married a few days before the start of the war, and Zahra says, "Many of the guests were themselves mixed couples."

III. THE IMPLOSION

FOR TWO YEARS AFTER SADDAM'S FALL, such ties were strong enough to keep widespread sectarian violence at bay. There were provocations: Sunni jihadi groups, such as Abu Mousab al-Zarqawi's al-Qaeda, began a bombing campaign against Shi'ite targets. But many Shi'ite extremists, rather than lashing out at Sunnis, sometimes joined them in the insurgency against the Americans and their allies. When Muqtada al-Sadr's Mahdi Army rose against the U.S. in the summer of 2004, it was supported by the Sunni insurgency. That fall some of al-Sadr's fighters joined Sunnis in the battle of Fallujah. Al-Sadr portrayed himself as a defender of Arabs, not Shi'ites alone. Even the hard-line Sunni clerics' group, the Association of Muslim Scholars, hailed him as an Iraqi hero; Sunni politicians spoke of a political alliance with the Mahdi Army.

Inter-sect relations, political and personal, began to fray with the approach of Iraq's first post-Saddam election in January 2005. Sunni parties boycotted the poll, allowing a Shi'ite coalition to sweep to power. With an assertiveness that at times bordered on arrogance, the Shi'ite-led government inflamed Sunni resentment. An especially sore point was the mass recruitment into the police and the military of Shi'ite militiamen, some of whom used the immunity of their uniforms to avenge old grudges against Sunnis. Sunni terrorism groups stepped up their bombing campaign, which convinced Shi'ites that the former ruling class was never going to accept its reduced status. By the time U.S. Ambassador Zalmay Khalilzad persuaded Sunni parties to take part in a second

general election in December 2005, the two sects were some distance apart.

Then came Samarra. The operation carried the Jordanian-born al-Zarqawi's fingerprints, but Iraqi Sunnis were the ones who would endure the bloody fallout. For many Shi'ites, this was an atrocity too far. They

turned to militias such as the Mahdi Army to avenge the desecration of the site, and those militias ran amuck, slaughtering Sunnis and attacking many of their mosques. After the first, furious convulsion of violence, the militias began a more systematic campaign of kidnap and execution. The bodies of their victims, bearing signs of bestial torture, were often tossed into sewers or garbage dumps. Jihadi groups responded in kind. The U.S. military had passed on most secu-



TENSIONS: Clockwise from top left, a Shi'ite family waits for U.S. troops to search its home; a van bears scars from a mortar in a Sunni area of Baghdad; a Shi'ite woman peers out at a U.S.-Iraqi patrol; a Sunni family packs up to leave

rity responsibilities to Iraqi forces, but they proved unable to halt the killings. Worse, they were frequently accused of joining in the fighting, usually on the side of the militias. Last fall two U.S.-Iraqi joint security operations failed to stanch the bloodletting.

Saddam's execution became another flash point. Even Sunnis who had little

sympathy for Saddam were incensed that the government chose to hang him at the hour of morning prayers on one of the most sacred Muslim holidays (Iraqi Sunnis celebrated the holiday one day before the Shi'ites). The choice seemed to confirm suspicions that Shi'ite political dominance would be a constant humiliation. "It was their way of telling us, 'We're in charge now, and you are so weak that even your holy days have no meaning anymore,'" says media analyst Kadhim al-Mukhdadi. "That morning I gave up hoping that things would get better."

He is not alone in that hopelessness. Sectarian lines have been drawn through mixed neighborhoods. Where Shi'ites are in the majority, Sunni families have been forced to leave for fear of death. Sunnis have responded with their own sectarian

cleansing. A large portion of the mostly Sunni middle and upper classes has fled the country; Jordan and Syria together now have nearly 2 million Iraqi expatriates. Inter-sect marriages have become less and less common. Zahra's father has refused to give his younger daughter permission to follow in her sister's footsteps and marry a Shi'ite. "He is the same man," Zahra says in her father's defense. "But the situation around him has changed. Now if he allows a daughter to marry a Shi'ite, people will ask questions."

IV. A WIDER WAR

IN IRAQ, THE SUNNI-SHI'ITE WAR CAN sometimes seem no more than a series of concurrent battles between neighborhoods such as Adhamiya and Khadamiya. The

people fighting may have no conception of any greater plan. The wider Muslim world, however, tends to focus on the big picture. Shi'ites are now politically dominant in Iraq, and Iran is the leading Shi'ite power. So in most Arab capitals, the sectarian war in Iraq is increasingly blamed on Iran. Taken along with President Mahmoud Ahmadinejad's nuclear ambitions, Iran's sponsorship of the Shi'ite Hezbollah militia in Lebanon and its backing of Hamas, Iran's supposed meddling in Iraq is proof to Arab leaders that their old Persian rivals are determined to reshape the Middle East to suit their own interest.

As early as 2004, Jordan's King Abdullah warned of a rising Shi'ite "crescent" running from Iran through Iraq and Syria to Lebanon. Although the Shi'ite-led government in Baghdad had the backing of the U.S., in many Arab eyes it represented the expansion of Iran's influence. Sunni Arab leaders have begun to ratchet up their rhetoric against Shi'ites in general and Iran in particular. Egyptian President Hosni Mubarak in 2006 said, "Most of the Shi'ites are loyal to Iran and not to the countries they are living in." After a storm of protest from Iraq and elsewhere, Mubarak claimed he had been referring only to matters of religion. In the predominantly Sunni Palestinian territories, supporters of Fatah have taken to branding their Hamas rivals as a Shi'ite organization. In January, Saudi Arabia's King Abdullah informed a Kuwaiti newspaper that he had told an Iranian envoy that Iran was interfering in Iraq and endangering the region. King Abdullah also accused Iran of wanting to spread Shi'ism in Sunni countries.

But both sides are responsible for stoking tensions. Religious leaders of the Wahhabi sect, often backed and bankrolled by members of the Saudi royal family, contribute to the spread of sectarian violence by preaching a hard-line form of Sunni Islam that condemns all other strains as heresy. In Pakistan, moderate Muslims blame Wahhabi madrasahs as well as Iranian-funded Shi'ite seminaries for the escalation of Sunni-Shi'ite violence that has claimed more than 4,000 lives in the past two decades. In the latest attacks, three separate suicide bombings killed 21 during the Ashura rituals in January. In Lebanon, sectarian tensions have risen after years of relative calm. Hezbollah, the Shi'ite militia, won praise from Sunnis when Israeli forces left Lebanon in 2000. But after the assassination in February 2005 of former Prime Minister Rafiq Hariri, a Sunni, intra-Muslim antagonism began to harden. Sunnis

blamed Hizballah's patron, the Syrian government, for the killing. While faulting Hizballah for provoking last summer's war, many Lebanese Sunnis stood with Hizballah in the face of Israel's onslaught against the country. But any residual Sunni admiration for Hizballah vanished by the end of the year, when Hizballah led a campaign to bring down the government of Hariri's longtime friend Fouad Siniora.

Iraq's Sunnis, for their part, have grown adept at playing to wider Middle Eastern concerns about Iran's influence in the region. Sunni politicians stoke these anxieties in the hope that Arab pressure on the Iraqi government will force it to give Sunnis a greater share of power. "If the Arab states don't come to our help, they will find [Iran] at their gate," says Mohammed Bashar al-Faidi, a spokesman for the Association of Muslim Scholars. "For the sake of the entire Muslim community worldwide, the beast has to be destroyed in Iraq." For leaders of the terrorist groups, the fear of a regionwide Shi'ite ascendancy serves as a useful fundraising tool as well as recruiting propaganda. Radical Sunni preachers and TV talk-show hosts across the Arab world are inflaming sentiments by accusing Iraq's "Persians" of ethnic cleansing. In January, an editorial in *al-Ahram*, a newspaper widely seen as the voice of the Egyptian state, declared, "Iran is working actively toward spreading the Shi'ite doctrine even in countries that do not have a Shi'ite minority." Iran, in turn, has accused Sunnis of issuing fatwas authorizing the killing of Shi'ites.

V. THE UNBRIDGEABLE CHASM

MOST IRAQIS, CAUGHT UP IN THEIR OWN terrors, have little time for the angst of the wider Islamic world. Those who can look past the daily horrors see an even more frightening future, in which their children carry today's hatreds into the next generation. With thousands being killed on either side, the nationalist, secular slogans that were long taught in Iraq's schools have lost much of their meaning. And children do not get too many lessons in secularism at home. "When we were kids, my parents taught us that Shi'ites had the wrong idea about Islam but were just misguided, not bad people," says Ayesha Ubaid, 26, a Sunni doctor's assistant whose late husband was a Shi'ite. "But now I hear my brothers and sisters-in-law telling their children, 'Those people killed our uncle and two cousins and stole our ancestral home.'" Her son Mohammed, 8, returned from school one afternoon and angrily asked, "Why did you marry an infidel?"

Ubaid lives with three brothers and their families. In November, they all moved to Adhamiya from Shulla, a mostly Shi'ite neighborhood where she was born. "I knew every brick of every house on my street," she says. "When we left, some of our neighbors cried and promised they would protect our house with their lives. But the next day, a Shi'ite family took the place, and nobody stopped them." Ubaid says she had considered raising Mohammed as a Shi'ite, out of respect for her husband. But now, she says, "that would be inviting disaster." Still, Ubaid says that in her new neighborhood, she feels as safe as it is possible to be in Baghdad.

“There are more ways in which this could go wrong than go right. We have seen too many plans fail to have any faith in this one.”

TAHSEEN AL-SHEKHLI, political analyst, on the U.S.'s latest bid to stop sectarian violence in Baghdad

Will she stay that way? With a large supply of luck, Operation Imposing Law, the new security operation enabled by President George W. Bush's "surge" of U.S. troops, may halt the sectarian fighting in Baghdad long enough for Shi'ites and Sunnis to start mending fences. If all goes according to plan, the Iraqi government will use the respite from violence to launch a massive economic program that will create jobs and improve civic services like electricity and water supply. If the government can do that, says veteran Shi'ite politician Abu Firas al-Saedi, "people won't immediately start hugging each other and become best friends again—but at least if they are busy working and making money, they will have time to forget the past." In this optimistic view, the militias won't take their fight from Baghdad to other Iraqi cities, where the U.S. presence is minimal, and any security gains in Baghdad will quickly spread elsewhere.

Conceivably, all that might happen. As Operation Imposing Law got under way on Feb. 14, there were some signs that Shi'ite militias might be reducing their attacks

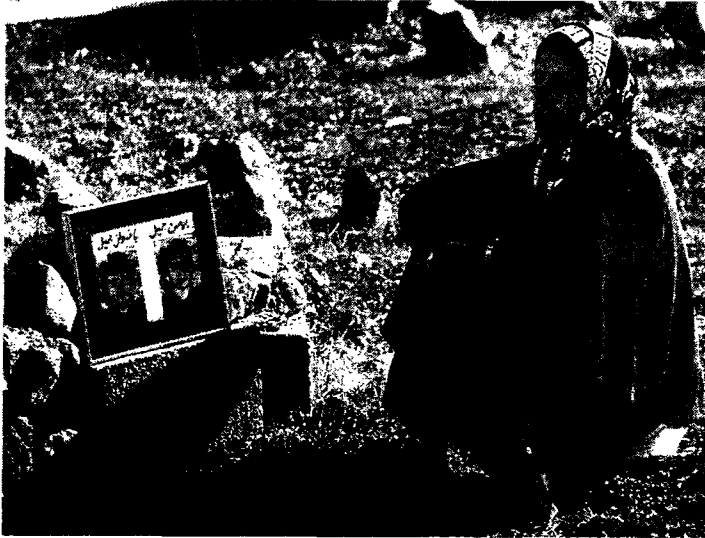
on Sunnis. Al-Sadr has ordered his Mahdi Army to lie low and avoid direct confrontation with American troops. Al-Sadr himself and several of his top commanders are believed to have left for Iran. But few in Baghdad doubt that he will be back. "He is just bending to the wind because he knows his fighters can't face the Americans," says Hussain al-Moed, a rival Shi'ite cleric. "But he also knows that the Americans will leave. The Mahdi Army can afford to wait." Sunni jihadis have kept up their bombing campaign despite the security operation—and if they continue to strike against Shi'ite neighborhoods, the Mahdi Army may return to the fight.

It's too early to tell if the new operation will damp down sectarian tensions. "There are more ways in which this could go wrong than go right," says political analyst Tahseen al-Shekhl. "We have seen too many plans fail to have any faith in this one." Prime Minister Nouri al-Mahki, a lifelong Shi'ite partisan, has shown little patience for Sunni grievances and has failed to start an oft-promised national reconciliation process. So despite his professed conviction that the security operation is working, chances remain high that it will eventually falter, brought down by the inability of Sunnis and Shi'ites to find a political settlement or the reduction of U.S. forces that is bound to happen one day.

And then all hell would be let loose. Iraq is a country where almost every household has at least one AK-47. If there is no Sunni-Shi'ite rapprochement, a full-blown civil war would raise the daily death toll from the scores to the hundreds—to say nothing of the escalation that would come if neighboring countries became involved, Iran backing the Shi'ite militias, Arab states sponsoring the Sunnis. Such a war could continue for years, with each sectarian community splitting into smaller factions led by rival warlords. In Baghdad, the ethnic cleansing would continue to its logical conclusion, with the city split into a Shi'ite east and a Sunni west.

If it came to that, no bridge, no crossing, would convince the residents of Adhamiya and Khadamiya that they had dreams in common. Just as Muslawi and Hussein look back at the stampede over the bridge in 2005 and see different pasts, so Iraq's Sunnis and Shi'ites may now be contemplating a future that they cannot share. There could be no more bitter legacy of the Bush Administration's fateful decision to go to war in Iraq. —*With reporting by Charles Crain/Baghdad, Scott MacLeod/Beirut, Aryn Baker/Kabul and Ghulam Hasnain/Karachi*

Retour à Halabja, symbole du martyre kurde en Irak



Une femme kurde devant les photos de ses enfants gazés en 1988 à Halabja. SLAHALDEEN RASHEED/REUTERS

HALABJA (Kurdistan irakien)
ENVOYÉE SPÉCIALE

Pour les Kurdes d'Irak et d'ailleurs, la ville d'Halabja demeure, presque vingt ans après le gazage de ses habitants à l'arme chimique et sa destruction, en 1988, le symbole du martyre kurde et des crimes commis par le régime de Saddam Hussein. Pourtant, le procès, à Bagdad, des responsables des campagnes militai-

res menées contre le Kurdistan irakien entre 1987 et 1988 ne suscite qu'un faible intérêt chez les survivants. « L'exécution du dictateur était un événement joyeux, résumé, laconique, Omar Moustafa, professeur d'anglais. Et nous savons que, quelles que soient les charges retenues contre lui, ce sera bientôt le tour d'« Ali le Chimique ». »

A peine avoue-t-il ressentir « une certaine émotion » en voyant à la barre Ali Hassan Al-Majid, l'ex-commandant suprême du Kurdistan, rebaptisé « Ali le Chimique », qui avait les pleins pouvoirs pour « tuer tout être humain ou animal présent » dans la région, selon le décret 160 signé par Saddam Hussein, le 28 février 1987. « Ce procès n'intéresse personne », poursuit-il devant quelques survivants de l'attaque chimique qui approuvent en silence. Tous ont en mémoire ce « jour maudit » du 16 mars 1988 qui a fait, en quelques heures, 5 000 morts civils, des milliers de blessés et d'invalides.

La guerre Iran-Irak touchait à sa fin. Avec l'aide des combattants kurdes, la région frontalière d'Halabja, à 250 km au nord-est de Bagdad, était brièvement passée sous contrôle iranien. Les bombardements irakiens avaient redoublé.

Salem Abdelrahman Abdelwahab, aujourd'hui professeur d'éco-

le le matin et tailleur l'après-midi, avait alors 12 ans. « Nous nous étions réfugiés dans des abris quand nous avons senti cette odeur étrange, raconte-t-il. Très vite, la rumeur a couru d'une attaque chimique. Tout le monde est sorti pour fuir la ville. Certains sont tombés raides morts, d'autres au volant de leurs voitures, bloquant l'accès des routes. J'ai couru à travers champs vers la frontière [iranienne]. Le sol était jonché de cadavres. J'ai vu des gens secoués de convulsions ou de rires hystériques. Je me suis évanoui. J'ai repris connaissance dans les bras d'un soldat iranien. On m'a dit que ma famille était vivante, dans un autre hôpital. C'était pour me remonter le moral : je ne l'ai jamais revue. »

Sentiment de culpabilité

En 2001, la municipalité a dressé, dans le cimetière, des milliers de pierres blanches portant le nom des disparus. Un panneau prévient que l'entrée en est « interdite aux Baasistes ». Les charniers, creusés en catastrophe, ont été laissés intacts. Pour Sarkhell Gafar, directeur du mémorial de la ville, pas

question de les rouvrir : « Les pierres, c'est symbolique ; les charniers, c'est ça, la réalité. »

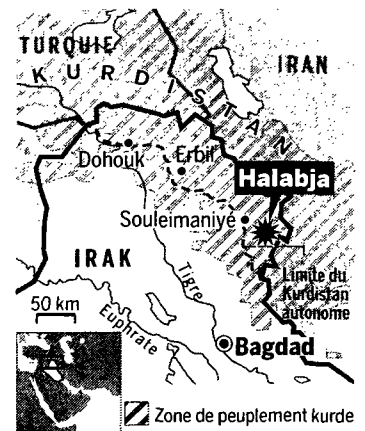
Le plus large est situé sur une colline voisine d'Anab, premier village vers la frontière iranienne. On y entre par un portail en forme d'obus indiquant la date et l'heure fatidiques – 16 mars 1988, 10 h 45 – et une poignée en forme de point d'interrogation. « Pourquoi le monde est-il resté silencieux ? » C'est la question qui hante les habitants d'Halabja, explique M. Gafar : « Ceux qui ont conservé un corps sain restent malades dans leur tête. »

Derrière ses explications, un sentiment de culpabilité : « Dans la panique, les familles ont été obligées de se séparer. C'est cela le plus affreux. Chacun a essayé de sauver sa peau. Les survivants ne savent pas où se trouvent les corps de ceux qu'ils ont abandonnés derrière. Ici, dans les charniers ? Dans les cimetières iraniens ? Vingt ans après, comment peut-on déterrer les restes, s'infliger l'effort de les reconnaître ? Moi, je ne peux pas... » Il avait 10 ans quand son père et son frère sont morts. « Le gaz les avait rendus aveugles, murmure-t-il. Du liquide coulait de leurs yeux. Ils n'ont pas pu s'enfuir... » Il ajoute : « A Halabja, nous sommes devenus "différents". Nous n'arrivons pas à être heureux, nous sommes parfois agressifs. Moi, par exemple, je m'énerve facilement. »

Les habitants d'Halabja sont en colère. Le gouvernement régional avait promis qu'au moins l'un des procès concernant les campagnes d'Anfal se tiendrait dans leur ville.

Saddam Hussein a été pendu pour avoir fait exécuter 148 chiites du village de Doujaïl. « Ali le Chimique » connaîtra sans doute le même sort, avant que le tribunal n'aborde le cas d'Halabja, qui aurait dû faire l'objet d'un procès particulier. La « vraie justice », selon les habitants, serait une compensation financière.

Au cours des deux années qui ont suivi l'attaque, Halabja, en ruines, a été déclarée « zone interdite ». Les rescapés ont vécu en exil ou dans des camps, plus au nord, avant de rentrer peu à peu chez eux. Aujourd'hui, on voit encore les stigmates des bombardements au napalm sur les collines. Avec ses 90 000 habitants, Halabja n'a rien d'un village. Le contraste est saisissant avec les autres villes kurdes, Erbil, Dohouk ou Souleimaniyé, où hôtels et centres commerciaux



ont proliféré. Halabja n'a pas de routes asphaltées, pas d'infrastructures. Parmi les rares constructions, le monument aux morts.

Noms effacés

C'est là, le 16 mars 2006, journée de commémoration de l'attaque, qu'une manifestation pour demander des routes, des bus, des égouts, a tourné à l'émeute. On ne sait pas si la police a d'abord tiré sur la foule ; ou si les manifestants ont d'abord pris d'assaut le monument. Bilan : un mort et une dizaine de blessés. Le mémorial a été mis à sac. Sur les murs, les noms des victimes ont été effacés par les flammes. Omar, le professeur d'anglais, explique que les habitants d'Halabja « en avaient assez de voir leurs morts utilisés par leurs dirigeants pour obtenir des fonds étrangers qui n'ont jamais profité à la ville ». Salem ajoute qu'il était « humiliant de voir les officiels s'arrêter devant ce monument tout neuf, tandis que l'intérieur de la ville est une poubelle pleine de boue dans laquelle ils ne daignent pas tremper leurs orteils ». Leur seule satisfaction a été le remplacement du fonctionnaire en charge du mémorial par l'un des « survivants », Sarkhell Gafar. Pour ne pas raviver les tensions, le monument aux morts n'a pas été reconstruit. ■

CÉCILE HENNON

TURQUIE

L'irrésistible montée de l'antiaméricanisme

Seulement 7 % des Turcs disent apprécier les Etats-Unis : jamais le rejet de l'Amérique n'a été aussi fort dans un pays de la région. L'universitaire turc Soner Cagaptay* explique les raisons de ce phénomène.

BITTER LEMONS

Tel-Aviv

Comment va se dérouler l'élection [présidentielle d'avril-mai 2007] en Turquie ? De quelle façon les gens vont-ils réagir à la situation dans laquelle se trouve la Turquie au niveau régional, par rapport à l'Europe et sur le plan intérieur ?

SONER CAGAPTAY L'élection présidentielle turque de ce printemps suivra de peu l'adoption probable d'une loi sur le génocide des Arméniens par le Congrès américain. Et, si cette loi venait à être adoptée, nous assisterions par contrecoup à Ankara à un positionnement nationaliste très marqué de la part de l'ensemble des candidats, qui ne pourraient faire autrement que réagir. En second lieu, sur le plan des relations avec l'Irak, je pense que nous allons voir émerger différentes initiatives contre la présence du PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan] dans le nord de l'Irak. Cet élément pourrait être crucial. Si le gouvernement turc de l'AKP [Parti

de la justice et du développement] prenait des mesures contre le PKK et en assumait la responsabilité, cela lui apporterait un crédit considérable à la veille de l'élection présidentielle. Le calendrier est important, parce que la neige est en train de fondre dans le nord de l'Irak et que d'éventuelles opérations militaires devraient se dérouler dans la courte période entre la fonte des neiges et le moment où les arbres se couvrent de feuilles, masquant ainsi la présence et les déplacements des combattants. C'est pourquoi ce mois de mars va être crucial. Si l'AKP prend des mesures et les assume, cela déterminera le choix du prochain président de la Turquie.

Une action contre le PKK serait extrêmement populaire, mais, d'un autre côté, les Etats-Unis sont des alliés très importants de la Turquie. Le gouvernement ne devrait-il pas faire preuve d'une extrême prudence s'il ne veut pas rompre l'équilibre ?

■ **Israël-Palestine**

Quelle que soit l'évolution de la situation politique en Turquie, "la position d'Ankara à l'égard du conflit israélo-palestinien restera inchangée", estime Bitter Lemons. Pour plaire à "l'opinion publique, fortement mobilisée en faveur des Palestiniens", le gouvernement islamique de l'AKP ne ménagera pas ses critiques à Israël, alors que "les institutions kémalistes - militaires, économiques et dans le domaine du renseignement - continueront à collaborer comme d'habitude avec l'Etat hébreu".

En effet, l'action doit être mesurée. Mais la Turquie, plutôt que d'engager une vaste offensive en Irak, lancera probablement des opérations ciblées. Dans ce cas, certains estiment que les Etats-Unis ne les approuveront ni ne les condamneront.

En quoi la Turquie est-elle importante pour les Etats-Unis en Irak ?

La Turquie est en fait plus importante que ce que nous estimons généralement, car, en tant que seul membre de l'OTAN ayant une frontière commune avec l'Irak, elle constitue une base arrière vitale pour toutes sortes d'opérations américaines. Exemple : les trois quarts du matériel à destination des troupes américaines en Irak passent par le sud-est de la Turquie. Même si la Turquie ne fait pas partie de la coalition, je dirais que son soutien est crucial pour la stratégie américaine en Irak, que cette stratégie consiste à procéder à une augmentation du nombre de troupes ou à leur retrait.

La Turquie reste un allié important des Etats-Unis, mais son gouvernement est dirigé par un parti islamiste. Quelles leçons est-il possible de tirer de cette situation en ce qui concerne la façon dont les partis islamistes peuvent continuer à avoir des relations avec les Etats-Unis tout en poursuivant leurs propres intérêts ?

Je retournerai la question et vous dirai que même dans cette société - qui est pro-occidentale tout en étant majoritairement musulmane - l'expérience de la Turquie, qui vit depuis 2002 sous un gouvernement AKP, montre que les partis islamistes peuvent initier des changements de façon assez inattendue. Lorsque l'AKP est parvenu au pouvoir, la cote de popularité des Etats-Unis en Turquie était incroyablement forte puisqu'elle atteignait 52 % en 2002. Aujourd'hui, elle se situe entre 7 % et 12 %, selon les sondages. Ce qui a changé, ce n'est pas que l'AKP ait rendu la société turque moins laïque sur le plan institutionnel, mais qu'il ait amorcé un virage dans la politique étrangère du pays. La Turquie est majoritairement musulmane, mais elle a toujours été dirigée par des partis laïcs qui regardaient vers l'Occident. C'est la première fois qu'un gouvernement fait s'orienter les têtes turques vers le Moyen-Orient musulman, et, en par-

ÉCLAIRAGE

La question kurde

■ L'antiaméricanisme qui se développe en Turquie peut être relié au syndrome de la partition du pays, communément appelé "syndrome de Sèvres" - du nom du traité signé en 1920 qui prévoyait la partition de la Turquie ottomane et que Mustapha Kemal Atatürk a rendu caduc en imposant ses conditions lors du traité de Lausanne, signé trois ans plus tard. Dans le contexte de l'intervention américaine en Irak, l'expérience autonomiste dans le Kurdistan irakien, soutenue par les Etats-Unis, est perçue comme une sérieuse menace pour l'intégrité territoriale de la Turquie. Une partie des nombreux citoyens turcs d'origine kurde pourraient s'inspirer de cette expérience pour tenter d'assouvir leurs rêves autonomistes. Le ressentiment à l'égard des Etats-Unis est d'autant plus grand que Washington n'a en outre rien fait, trop occupé ailleurs, pour déloger le PKK de ses bases dans le nord de l'Irak, pense Zaman. Alors que le sentiment croissant de rejet de la part de l'Union européenne favorise le repli nationaliste, la question kurde cristallise cette crainte de la partition, d'autant plus présente que l'identité turque - redéfinie, sur un mode jacobin, avec l'instauration de la république en 1923 - présente parfois des signes de fragilité du fait de sa relative jeunesse. L'antiaméricanisme se nourrit donc de cette phobie.

ticulier, vers un certain nombre de problèmes liés au Hamas et au Hezbollah. De ce fait, je crois qu'aujourd'hui les sympathies turques vont plus vers l'Iran que vers les Etats-Unis. La cote de popularité de l'Iran [en Turquie] est actuellement de 43 %.

Il ne fait guère de doute que la politique américaine au Moyen-Orient, en particulier en Irak, ait également joué un rôle...

C'est incontestable. Je pense que la politique étrangère américaine et le problème du PKK sont des facteurs essentiels qui expliquent la chute de la cote de popularité des Etats-Unis en Turquie. Mais il y a un aspect spécifique dans le changement d'attitude des Turcs à l'égard de l'Occident. Cette

chute de popularité est plus importante que dans les autres pays à majorité musulmane. En Jordanie, par exemple, la popularité des Etats-Unis était d'environ 23 % en 2002, elle est tombée aujourd'hui à 12 %. En Turquie, elle a chuté de 52 % à 7 %, soit une baisse deux à trois fois plus importante. Il se passe quelque chose de particulier en Turquie, qui ne s'explique pas simplement par la politique de George

Bush ou par la question du PKK.

Quelle est la part des problèmes liés à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ?

Ces problèmes ne jouent peut-être pas un rôle direct, mais ils y participent. Lorsque le processus d'adhésion a été lancé, celui-ci bénéficiait en Turquie d'un soutien dans la population de l'ordre de 80 % à 90 %. Aujourd'hui, ce soutien est de 30 % ou 40 %. Les Turcs ont réalisé que le train de l'Union européenne n'avancé pas. Les pourparlers ont été suspendus, essentiellement pour des raisons politiques. La plupart des Turcs estiment qu'on traite leur pays différemment des autres pays candidats, et ils pensent que c'est parce que leur pays est musulman.

Quelle part de ce changement d'attitude peut-elle être imputée à la résurgence de la fierté islamique ?

Je pense que cet élément joue un rôle très significatif. Sous la forte identité nationale turque, on assiste à un renforcement de la fierté islamique. Le contexte y est pour beaucoup. D'une part, la guerre en Irak constitue un puissant levier du renforcement de la fierté islamique partout dans le monde.

D'autre part, la question du PKK reste une cause spécifiquement turque alimentant le sentiment antiaméricain. Enfin, ce contexte est complété par le fait que la Turquie a un gouvernement islamique. Si la Turquie avait eu un gouvernement laïc, on aurait quand même assisté à la montée du sentiment antiaméricain, mais l'attitude de la population envers les Etats-Unis ne serait pas passée de chaude à glaciale comme c'est le cas aujourd'hui.

Vous attendez-vous à des changements après l'élection ?

L'attitude de la Turquie à l'égard de l'Occident changera si l'opposition parvient au pouvoir. Tout en étant majoritairement musulmane, la Turquie est essentiellement un pays où, durant des décennies, les élites ont convaincu la population que l'avenir se situait du côté de l'Occident. C'est la première fois que les Turcs ont un gouvernement qui ne développe pas cet argumentaire. Si un parti venait à avancer un discours pro-occidental convaincant, il pourrait être en mesure de l'emporter.

* Soner Cagaptay est membre du Washington Institute for Near East Policy ; il enseigne à Princeton et préside le Turkey Program du Foreign Service Institute du département d'Etat.

SYRIE L'EUROPE REPREND CONTACT AVEC DAMAS SANS RENONCER A SES EXIGENCES

Le Monde

Vendredi 16 mars 2007

Javier Solana demande à Bachar Al-Assad un changement de comportement

DAMAS
ENVOYÉE SPÉCIALE

Plus de deux ans après avoir gelé ses relations avec la Syrie en raison de l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri, l'Union européenne (UE) a repris contact à haut niveau avec le régime de Bachar Al-Assad. Mais ce geste d'ouverture s'est accompagné de multiples mises en garde, que le chef de la diplomatie européenne, Javier Solana, était chargé de formuler lors de son entrevue, mercredi 15 mars, avec le président syrien - leur première rencontre depuis plus de trois ans.

Les deux hommes se sont entretenus en tête-à-tête pendant une heure en anglais, dans un salon du Palais du peuple, vaste bâtiment juché sur les hauteurs dominant la capitale syrienne. Bachar Al-Assad était souriant et apparemment détendu en accueillant l'émissaire européen. La Syrie a le sentiment de sortir de son isolement diplomatique. Sa participation, le 10 mars, à la conférence de Bagdad, ainsi que la visite, lundi à Damas, d'une secrétaire d'Etat adjointe américaine

chargée des questions humanitaires, ont conforté cette impression. Les médias syriens officiels parlent abondamment d'un revirement des Occidentaux à l'égard de leur pays.

Qu'en est-il vraiment ? Les Européens sont parvenus à la conclusion que s'ils voulaient assurer le bon déroulé de leur mission militaire au Liban sud, où ils ont déployé des milliers de soldats dans le cadre de la Finul (Force intérimaire des Nations unies pour le Liban), et développer une diplomatie cohérente pour un règlement au Proche-Orient, il leur fallait reprendre langue avec Damas de façon concertée. Jacques Chirac, proche ami de feu Rafic Hariri, était le plus réticent à dégelé la situation, mais il n'était pas le seul. Les Britanniques avaient leurs doutes, irrités par le soutien apporté en sous-main par la Syrie à la rébellion en Irak.

En revanche, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie - ce dernier pays ayant le plus gros contingent au sein de la Finul, dont elle assure le commandement - poussaient depuis plusieurs mois pour que

l'UE noue un dialogue. Courant février, un consensus s'est dégagé, basé sur le constat que la stratégie d'isolement de la Syrie avait atteint ses limites. Sur l'insistance de la France, la mission de M. Solana a été encadrée de consignes précises.

L'émissaire européen a demandé que la Syrie fasse « le maximum d'efforts pour une pleine mise en œuvre de la résolution 1701 » de l'ONU, qui avait mis fin en août 2006 à la guerre au Liban entre le Hezbollah et Israël. Il a insisté pour que cessent les transferts clandestins d'armes vers le Liban. Il a répété que seul un changement de comportement de la Syrie sur plusieurs dossiers, le Liban, le processus de paix au Proche-Orient (où elle peut peser par ses liens avec le Hamas), l'Irak, et aussi le programme nucléaire irakien, permettrait la poursuite des contacts avec l'UE.

Un geste de soutien

Javier Solana a assorti ces exigences d'un geste de soutien sur la question du plateau du Golan, occupé par Israël. Il a déclaré que l'Europe voulait « travailler le plus possible pour que la Syrie récupère le territoire qui a été saisi en 1967 ». Il

a aussi évoqué l'accord d'association initié en 2004 entre l'UE et la Syrie, mais qui est à ce stade gelé.

La réponse faite par les responsables syriens à propos du Liban n'a pas laissé entrevoir de changement, que ce soit sur la question du tribunal à caractère international qui doit juger les responsables de l'assassinat de Rafic Hariri, ou sur celle de la frontière avec le Liban. Mais les Syriens ont formulé leur position avec une certaine retenue. Le ministre des affaires étrangères, Walid Al-Mouallem, a ainsi déclaré que son pays n'était « pas opposé » à la création du tribunal. M. Solana avait glissé, lors des entretiens, que ce tribunal n'avait pas pour objectif caché le renversement du régime.

L'émissaire européen était arrivé à Damas en provenance de Riyad, où il avait eu mardi un entretien avec le roi Abdallah d'Arabie saoudite. Les pays sunnites de la région sont fortement irrités par l'alliance nouée entre la Syrie et l'Iran. Ils penchent pour une ligne dure à l'égard de Bachar Al-Assad. M. Solana a répété à Damas que la Syrie appartenait à « la famille arabe et euro-méditerranéenne », et non perse. ■

NATALIE NOUGAYRÈDE

Al-Maliki gets cold feet on Kirkuk issue

By Hawar Kirkuki
The Globe - Erbil

Political officials observing the normalization process in the oil-rich Iraqi city of Kirkuk believe that outside factors have affected Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki regarding the implementation of Article 140 of the country's permanent constitution.

Article 140 embraces the process of normalizing the situation in Kirkuk and other similar areas that suffered as a result of the Arabization campaign conducted by the former Iraqi regime, a process that aimed to bring about politically driven demographic changes in the affected areas.

The much-controversial city of Kirkuk is rich with natural resources such as petroleum, and is home to a mosaic of ethnicities including Kurds, Arabs, Turcomans, and Chaldo-Assyrians.

Referencing indirect statements from al-Maliki, Qader Aziz, a Kurdish official who represents Iraqi Kurdistan Region President Masoud Barzani on the Article 140 Committee, said a

number of outside factors have negatively affected the pace of the normalization process of Kirkuk.

The situation in the city is supposed to be completely normalized by the end of 2007, following a referendum by the people of Kirkuk to decide whether to stay administratively run by the central Iraqi government in Baghdad or be returned to within the geographical boundaries of Iraqi Kurdistan Region for subsequent administration by Iraqi Kurdistan Region authorities. By December 31, all imported Arab families currently residing in Kirkuk should be returned to their places of origin and the displaced Kurds returned to Kirkuk, according to the article.

Starting from the third decade of the 20th century, subsequent Iraqi governments tried to change the true demography of Kirkuk. As a result of those policies, tens of thousands of Kurds were evicted from Kirkuk and replaced by Arab families brought from southern Iraq.

Regarding al-Maliki's recent position toward the issue of Kirkuk, Aziz said, "This is a gross violation

of the Iraqi permanent constitution. Iraqi Kurdish authorities ought to come up and spare no effort in pressuring al-Maliki's government to immediately and fully implement all the items of Article 140."

For his part, the KRG minister responsible for areas outside Kurdistan Region, Mohammed Ihsan, voiced his optimism regarding the implementation of Article 140 and said, "There is no better alternative that could resolve the question of Kirkuk than the approach we have taken on, which is using Article 140 to resolve the issue of Kirkuk. Our approach seeks to normalize disputed areas as per the permanent constitution of the Iraqi federal government."

In its initial step, the committee tasked with the implementation of Article 140 decided to return all Arab families that were brought to Kirkuk after August 17, 1958. Families affected by the resolution would receive 20 million Iraqi dinars for those from within Kirkuk and 5 million for those from outside the city, in addition to receiving a plot of land as part of the compensation.

On the other hand, Kamal Kirkuki, deputy speaker of the KRG National Assembly who also chairs the Article 140 Committee within the KRG parliament, said that resolutions by the committee have upset al-Maliki. He added, however, that there was still time for the resolutions to be discussed and ratified by the Iraqi Council of Representatives in its upcoming session. Kirkuki added that the situation had not yet reached the point where al-Maliki changed his mind regarding the implementation of Article 140.

Al-Maliki was to honor the resolutions by the committee right after their issuance for subsequent implementation, something that he has so far failed to do.

Political observers attributed al-Maliki's cold feet to the fact that the committee had already made its resolutions public before being approved by him.

The Kurdish street has expressed concerns at the recent attitude of the Iraqi government and Article 140 Committee, fearing the postponement of the whole process by one more year.

Ankara Targets PKK

Threats remain to counter PKK by crossing over the border

The Ankara coordinator of a tri-committee formed to resolve the question of Kurdistan Workers Party (PKK) said that his government's key objective was to prevent the establishment of an independent Kurdish state in the Iraqi Kurdistan Region.

A joint committee, including representatives of Washington, Ankara, and the Iraqi Kurdistan Regional Government (KRG), was recently formed to address the issue of PKK, the Kurdish political party opposing Ankara in Turkey.

For three decades, PKK has been involved in a po-

litical struggle to achieve rights for the 5 million Kurds in the Turkish part of Kurdistan.

"Any move by the KRG authorities toward an independent Kurdish state in the north of Iraq would prompt Ankara to determine its counter-effect policies," said Adeb Bashar, the Turkish representative on the tri-committee, in a special address to the Turkish satellite television channel of CNN.

Ankara has recently stated frequent threats to trespass on the Iraqi Kurdistan Region border under the pretext of confronting PKK members and protecting the rights

of the Turkoman minority in the much-controversial, oil-rich city of Kirkuk.

Turkish officials believe that the implementation of Article 140 of the Iraqi permanent constitution, which embraces the normalization of Kirkuk and other similar areas that underwent a campaign for demographic changes by the former Iraqi regime, and the subsequent returning of Kirkuk to the boundary of Iraqi Kurdistan Region, would provide KRG with a solid economic stand that in turn could prompt Kurdish officials to opt for an independent Kurdish state in the north of Iraq.

"In response to the po-

tential move by the KRG officials, Ankara should consult its neighbors regarding this issue prior to making its official policies public," Bashar added. Bashar, who believes that the division of Iraq would not only affect Turkey but also other regional countries, added, "Ankara must seek allies in the region."

Iraqi Kurdistan Region President Masoud Barzani has reiterated that, although an independent Kurdish nation is the long-sought dream of every Kurdish individual, the region would rather stay as part of a unified Iraqi federal government at the current time.

For Iraq and Iran, ties that bind

Economies of the ex-enemies are increasingly intertwined

By Edward Wong

NAJAF, Iraq: While the Bush administration works to stop Iran from meddling in Iraq, Iranian air conditioners fill Iraqi appliance stores, Iranian tomatoes ripen on the window sills of kitchens here and white Iranian-made Peugeots sit in Iraqi driveways.

Some Iraqi cities, including the oil-producing enclave of Basra, buy electricity from Iran. The Iraqi government is relying on Iranian companies to bring gasoline from Turkmenistan to alleviate a severe shortage. Iraqi officials are reviewing an application by Iran to open a branch of an Iranian national bank in Baghdad, and Iran has offered Iraq \$1 billion in soft loans.

The economies of Iraq and Iran, the largest Shiite countries in the world, are becoming closely intertwined, with Iranian goods flooding Iraqi markets and Iraqi cities looking to Iran for basic services.

After the two countries fought a bitter war from 1980 to 1988, Saddam Hussein maintained tight control over cross-border trade, but commerce has

exploded since the American invasion. Much of the money is heading in one direction, though: Iraq is becoming dependent on imports from Iran and elsewhere because industries here have been gutted by the economic sanctions of the 1990s and the current turmoil.

"What is happening in Iraq at the moment is a lot of trade, but it's almost all one-way trade," Barham Salih, the Iraqi deputy prime minister of finance, said of Iraq's economic ties with Iran and other neighbors. "If you take oil away, there's a lot of imbalance in this."

Iraqi leaders from the ruling Shiite bloc say that political and economic ties with Iran, which is governed by Shiite Persians, will inevitably strengthen. As driving factors they cite the hostility of Sunni Arab nations to a Shiite-run Iraq and the ambivalence of the White House toward the devout Shiite parties here.

"If the Shiites do not feel protected, if they feel what they've achieved can't be maintained, much of the leadership will have to work with Iran," said Sami al-Askari, a Shiite legislator who advises Prime Minister Nuri Kamal al-

Maliki, himself a religious Shiite with close ties to Iran. "The Arabs and the Americans are saying Iran is bad, but it's the only recourse."

According to one commonly cited statistic, trade between Iraq and Iran has grown by 30 percent a year since the American invasion in 2003. But American officials here say there are no accurate numbers because Iran refuses to release figures.

Statistics from the U.S. Embassy's economic section show that Syria accoun-



Robert Nickelsberg for The New York Times

Iranian coolers are considered the poor man's air conditioner in Baghdad. With chaos crippling the economy, Iraq is relying more on trade with its longtime enemy.

ted for 22 percent of Iraqi imports in 2005 and Turkey 21 percent. Iran, which has the longest border with Iraq of any neighboring country, would likely fall in that range, officials said. The CIA World Factbook estimates Iraq's total imports in 2006 at \$20.8 billion.

Iran has divulged a few trade numbers. Tehran told the regional government of the Kurdish north that trade with Iraqi Kurdistan amounted to more than \$1 billion in 2006, said Hassan Baqi, president of the chamber of commerce in the Kurdish city of Sulaimaniya.

Hoshyar Zebari, the Iraqi foreign minister and a Kurd, said provincial governments have been making their own commercial deals with Iranian interests, but that lately he has started ordering them to go through the Foreign Ministry.

"We have a number of agreements with Iran on energy, on trade, on oil, on visitors — that is pilgrims, which is very important to them," he said. "And this is building and really on the border provinces they've been very helpful. It's a whole network."

"Soon we're going to have a conference of all the border provinces and Iran to discuss economic ties and our interest," he added.

Here in the Shiite religious heartland of the south, Iraqis have profited handsomely off the new economic ties with Iran, most notably in the holy cities of Najaf and Karbala, whose shrines draw Iranian pilgrims by the thousands each month. The headquarters here of revered Shiite clerics like Grand Ayatollah Ali al-Sistani also collect enormous dues from their satellite offices in Iran. That money ends up in the local economy.

The Iranian government gives the Najaf government \$20 million a year to

build and improve tourist facilities for pilgrims, said Asaad Abu Galal, the governor of Najaf and a member of the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, an influential Iraqi political party founded in Iran. Karbala gets roughly \$3 million a year, Abu Galal said. In addition, each Iranian pilgrim spends up to \$1,000 on hotels, food and souvenirs.

Provincial tourism officials estimate that at least 22,000 Iranian pilgrims visit Najaf each month and at least 10,000 travel to Karbala. Most come on package tours.

"We must increase the number of pilgrims," Abu Galal said.

The close ties with Iran in the south have drawn scrutiny from the American government, Iraqi officials say. Najaf province had come close to contracting an Iranian company to build an airport, but the deal was scuttled at the last minute by the Transportation Ministry in Baghdad, said Shiite officials with the Supreme Council. They suspect the Americans of putting pressure on the ministry; the Najaf government is still trying to find a contractor.

"The Americans don't want to bring Iranians to Najaf," Abu Galal said. "The Americans want to control the sky."

— A senior American official in Baghdad declined to comment specifically on the Najaf airport project, but said the Americans do look carefully at major business exchanges with Iran.

"We pay a lot of attention," he said. "We don't want people working for the intelligence services to get contracts for projects here in Iraq."

Tensions between the United States and Iran have risen tremendously in recent months. The White House says Iran has ambitions to develop nuclear

March 14, 2007

INTERNATIONAL
Herald Tribune

weapons and has been urging the United Nations to impose harsh sanctions. It has also accused Iranian groups of exporting deadly explosives to Shiite militias here.

But the senior American official said the growth in trade between Iraq and Iran was generally a positive thing.

"I wouldn't link the rise in trade with Iran with Iranian political influence," he said. "As long as this is normal economic activity that doesn't have security implications, it's a good step."

Cities near the Iranian border have turned to Iran to help alleviate Iraq's chronic electricity shortage.

Iranian goods have proliferated throughout Iraq. White Peugeot sedans that began rolling out of Iranian factories in 2005 are sold everywhere in Iraq — Iranian companies offer attractive financing packages to Iraqi sellers. In the far south, Basra imports \$45 million of goods from Iran each year, from carpets to construction materials to fish and spices, said Muhammad al-Waeli, the governor of Basra. Each day, 100 to 150 commercial trucks drive from Iran to Iraq at the nearby Shalamcha border crossing.

In the rugged north, Kurdish officials

say trade has boomed. "I think 2006 was the biggest year," Baqi said. "But at the same time, export to Iran from Kurdistan is zero. Agriculture and industry in Kurdistan are messed up."

In central Baghdad, piles of Iranian air conditioners with brand names like Sona, Jayan and Aysan Khazar sit next to Chinese television sets on sidewalks outside appliance stores. The blue-and-white air conditioners use a water-cooling technology and can run on generator power, making them popular with electricity-starved Iraqis.

Iraq asserts drop in Baghdad attacks

By Damien Cave

BAGHDAD: With the first full month of the Baghdad security plan completed, Iraqi military officials said Wednesday that the level of violence in the capital had decreased substantially.

Brigadier Qassim Moussawi, an Iraqi military spokesman, said civilian deaths since the start of the plan on Feb. 14 fell to 265, down from 1,440 the month before. He said 36 car bombings struck the capital over the past four weeks, down from 56 in the previous period.

The actual degree of the decline in violence remained unclear; an analysis by The New York Times found that more than 470 Iraqi civilians had been killed or found dead during the same 28-day period, based on initial daily reports from Interior Ministry and hospital officials. These daily counts have historically underestimated the death toll by 40 percent or more.

Major General William Caldwell, the top spokesman for the U.S. military here, sounded more cautious in his own assessment of the security plan's first month. At a separate briefing Wednesday afternoon, he said: "We know that there has been a decrease in violence, but things still need to get better. We

still need to be patient."

Caldwell did not provide counts of deaths, but he said assassinations were down 50 percent while February "was an all-time high" for car bombs. According to U.S. military figures, 44 car bombs struck Baghdad in February, and there were 77 nationwide. The second-worse month was January, with 73 car bombs in Iraq, 40 of them in the capital.

Caldwell said that stopping these high-profile attacks was now the primary goal of American troops across Baghdad. In the latest sign of a shift in the military's focus from Shiite to Sunni extremists, he also praised the cooperation of Shiite officials and negotiators for the Mahdi Army, the Shiite militia loyal to the cleric Moktada al-Sadr.

For months, American officials have been identifying Shiite militias as Iraq's largest threat, but on Wednesday, Caldwell declined to answer a question about whether any recent attacks could be attributed to the Mahdi militia, and declared that car bombs from radical Sunnis had become the country's most sinister source of sectarian violence.

"When we see casualties occur, it's occurring mostly against civilians, it's occurring mostly as a result of high-profile car bombs," he said. "That's a

fact. If the high-profile car bombs can be stopped or brought down to a much lower level, we'll just see an incredible difference in the city over all."

"The high-profile car bombs are what we're really focused on," he added, "because that's what will start that whole cycle of violence."

As Sunnis continue to attack, Iraqis in Shiite neighborhoods have exercised restraint, Caldwell said. He provided two examples: the decline in assassinations typically conducted by Shiite groups as a form of vengeance; and the joint Iraqi-American talks involving Sadr City, which he said had laid the groundwork for a clearing operation that has faced little resistance from residents.

He said Sadr had still not returned to Iraq, despite claims from Iraqi media. But in his absence, 12 reconstruction projects for Sadr City, worth \$3.5 million, have been approved and will soon get started, Caldwell said. The biggest-ticket item: a major amusement park on the neighborhood's eastern edge.

Caldwell acknowledged that attacks on civilians had gone up over the past seven days as dozens of Shiites were shot or killed by bombs on their way to and from a religious festival in the southern holy city of Karbala.



Ali Yussef/Agence France-Presse

Ten people died Sunday when a bomber blew himself up on a minibus in Baghdad.

Herald INTERNATIONAL Tribune

March 15, 2007

Clinton's Iraq vision: A sizable, restrained force

By Michael R. Gordon
and Patrick Healy

WASHINGTON: Senator Hillary Rodham Clinton says that, if elected president, she foresees a "remaining military as well as political mission" in Iraq and would keep a reduced but significant military force there to fight Al Qaeda, deter Iranian aggression, protect the Kurds and possibly support the Iraqi military.

In a half-hour interview Tuesday in her Senate office, the New York senator said the scaled-down American military presence that she would maintain in Iraq after taking office would stay off the streets in Baghdad and would no longer try to protect Iraqis from sectarian violence, even if it reached the

level of ethnic cleansing. She declined to estimate the number of American troops that she would keep in Iraq.

In outlining how she would handle Iraq as commander in chief, Clinton articulated a more nuanced position than the one she provides at her campaign events, where she has backed the goal of "bringing the troops home," a stance that pleases many of the Democratic voters she needs to win her party's nomination.

Rather, she said there were "remaining vital national security interests in Iraq" that would require an ongoing deployment of troops.

"So I think it will be up to me to try to figure out how to protect those national security interests and continue to take our troops out of this urban warfare,

which I think is a loser, and I do not believe it can be successful," Clinton said.

She said it would matter to the United States if Iraq became a failed state that "serves as a Petri dish for insurgents or Al Qaeda."

"It is right in the heart of the oil region," she said. "It is directly in opposition to our interests, to the interests of regimes, to Israel's interests."

While Clinton criticized President George W. Bush's current troop reinforcements as an escalation of war, she also said of the plan, "We're doing it, and it's unlikely we can stop it."

"I'm going to root for it if it has any chance of success," she said of the Bush plan, "but I think it's more likely that the anti-American violence and sectarian violence just moves from place

to place, like the old Whac-A-Mole. Clear some neighborhoods in Baghdad, then face Ramadi. Clear Ramadi, then it's back in Falluja."

The interview with Clinton is the first in a series that The New York Times is conducting with presidential candidates on Iraq. She was conversant with the issues and alluded to conversations she had held with policy experts.

With many Democratic primary voters favoring a total withdrawal from Iraq, Clinton and her rivals for the party's nomination are trying to balance their own short-term political interests with the need to retain some flexibility to deal with the complexities of the turmoil in the Middle East in the event one of them moves into the Oval Office on Jan. 20, 2009.

Like other Democratic candidates, Clinton has called for engaging Iran and Syria in discussions about stabilizing Iraq and has called on Bush to reverse his troop buildup.

But it was clear during the interview that she believes the next president is likely to inherit an Iraq still plagued by sectarian fighting and occupied by a sizable number of American troops.

Some of her Democratic rivals, including former Senator John Edwards of North Carolina and Senator Barack Obama of Illinois, are calling for a quick exit of all troops, although Obama said in a speech Wednesday that the withdrawal should be "gradual" and not "careless" and that some troops would remain in the region.

Clinton said the likely problems for troops would include continued political disagreements in Baghdad, diehard Sunni insurgents, Qaeda operatives, Turkish anxiety over the Kurds and the effort to "prevent Iran from crossing the border and trying to have too much influence in Iraq."

On the campaign trail, Clinton has repeatedly vowed to bring the war to a close if the fighting is still going on if she takes office as president. "If we in Congress don't end this war before January 2009, as president, I will," she has said.

But in the interview she suggested that it was likely that the fighting among the Iraqis would continue for some time, as would an American military presence. In broad terms, her strategy is to abandon the American military effort to stop the sectarian violence in Iraq and to focus instead on trying to prevent the strife from spreading throughout the region by rearranging American troop deployments within Iraq.

The idea of repositioning American forces to minimize American casualties, discourage Iranian, Syrian and Turkish intervention and forestall a declaration of independence by the Kurds is not a new one. It has been advocated by Dov Zakheim, who served as the Pentagon's comptroller under then-Defense Secretary Donald Rumsfeld.

Zakheim has estimated that no more than 75,000 troops would be required, compared with the approximately 160,000 troops the United States will have in Iraq when the additional brigades in Bush's plan are deployed.

In declining to estimate the size of a residual American troop presence in Iraq, Clinton said she would draw on the advice of military officers who would have to carry out the strategy. But she did identify a potential location where some of the remaining forces might be based: an area that extends north of the Iraqi capital toward Kirkuk.

"It would be fewer troops," she said. "But what we can do is to almost take a line north of, between Baghdad and Kirkuk, and basically put our troops into that region: the ones that are going to remain for our anti-terrorism mission; for our northern support mission; for our ability to respond to the Iraqis; and to continue to provide support, if called for, for the Iraqis."

Clinton described a mission with serious constraints.

"We would not be doing patrols," she added. "We would not be kicking in doors. We would not be trying to insert ourselves in the middle between the various Shiite and Sunni factions. I do not think that's a smart or achievable mission for American forces."

One question raised by counterinsurgency experts is whether the sort of pullback Clinton is advocating would lead to a major escalation in the sectarian fighting. The National Intelligence Estimate, which was issued in January, said that the Iraqi's security forces were not yet capable of protecting the Iraqi population against sectarian attacks.

Clinton acknowledged that under her strategy American troops would remain virtual bystanders if Shiites and Sunnis killed one another in sectarian attacks that resembled the ethnic cleansing campaigns in the Balkans.

"That may be inevitable — it certainly may be the only way to concentrate the attention of the parties," Clinton said.

Asked whether Americans would endure having troops in Iraq who do nothing to stop ethnic cleansing there, Clinton replied: "Look, I think the American people are done with Iraq. I think they're at a point where, whether they thought it was a good idea or not, they have seen misjudgment and blunder after blunder, and their attitude is, what is this getting us? What is this doing for us?"

"No one wants to sit by and see mass killing. It's going on every day. Thousands of people are dying every month in Iraq. Our presence there is not stopping it. And there is no potential opportunity I can imagine where it could.

"This is an Iraqi problem — we cannot save the Iraqis from themselves. If we had a different attitude going in there, if we had stopped the looting immediately, if we had asserted our authority — you can go down the lines, if, if, if."

INTERNATIONAL
Herald Tribune
March 16, 2007

U.S. troops to fan out into 100 garrisons to secure Baghdad

By Edward Wong and Damien Cave

BAGHDAD: American forces here plan to operate out of a total of 100 neighborhood garrisons across the capital in the next month as part of the new offensive to secure the city, the American commander in charge of Baghdad said Thursday.

Nearly 80 such garrisons are already in operation, he said. The increase in the number of outposts is part of the plan to put American troops back on the streets and in the neighborhoods of Baghdad, living among the Iraqis and making their presence felt. Thousands of additional American troops are expected to enter the Baghdad area by May, to bolster the forces already here.

"So far, the indicators are they'll do real well," the American commander, Major General Joseph Fil Jr., said of the garrisons at a luncheon with reporters inside the fortified Green Zone. "But we do expect them to be challenged."

The expansion of the garrisons is essentially a repudiation of the military policy of the last two years, in which American troops spent more time on bases and less doing patrols or interacting with Iraqis. Critics of the White House and American military say that the emphasis on minimizing American casualties, called force protection, allowed the capital and other parts of Iraq to spin out of control and descend into a maelstrom of sectarian bloodletting.

Now, U.S. soldiers in the garrisons are expected to do what they did in 2003 — meet with local leaders to discuss social and economic issues, shake hands with residents and walk the markets.

Fil acknowledged that the American

soldiers would be at greater risk, but said they would be ready to defend themselves against any attacks. There are 4,300 American soldiers now in the Baghdad area, and many are still expected to operate out of large bases rather than the garrisons.

The establishment of the garrisons may already have contributed to a rise in the percentage of American deaths that occur in Baghdad. The overall number of American soldiers killed in Iraq from hostilities since Feb. 14, the start of the new Baghdad security plan, fell to 66 from 87 in the monthlong period prior.

But with more soldiers in the capital on patrol and in the neighborhood garrisons, a higher proportion of the American deaths have been in Baghdad — 36 percent after Feb. 14 compared with 24 percent in the previous month. Also over the past four weeks, a higher proportion of deaths from roadside bombs have occurred in the capital — 45 percent compared with 39 percent.

Yet, many Iraqis, especially ones in predominantly Sunni Arab neighborhoods, say they welcome the Americans in their streets. Moderate Sunni Arabs say they have been targets of Shiite militias, like the Mahdi army, and radical Sunni groups. Sunni neighborhoods in Baghdad are increasingly the scene of fighting between moderate armed Sunni Arabs and hard-line militants.

The U.S. garrisons are of two kinds: joint security stations in which company-size units (about 120 to 150 troops) operate with Iraqi forces, and combat outposts that serve as temporary forts.

The units at the combat outposts vary widely, from a platoon to a battalion. The joint security stations are expected to be

permanent, perhaps transformed into Iraqi police stations in the long-term. As of Thursday, there were 23 joint stations in Baghdad and 54 combat outposts.

Fil said the American and Iraqi forces regularly based in Baghdad were being supplemented by nine Iraqi Army battalions coming in from outside the city. Each battalion has 700 officers or soldiers, he said.

In the first month of the security plan, the kind of murders usually attributed to Shiite militias or death squads dropped by a third, Fil said. Shiite militia commanders say Moktada al-Sadr, the firebrand Shiite cleric, has told his Mahdi militia to lie low for now. Suicide car bombs remain a problem, and American and Iraqi forces have made it a priority to root out car bomb factories, he added.

Gunmen tried to derail a crucial aspect of the security plan on Thursday by ambushing a convoy carrying Rahim al-Daraji, the mayor of the sprawling Shiite district known as Sadr City. Daraji was seriously wounded and a man with him was killed. Sadr City is home to the Mahdi militia, and American troops are delicately setting up a garrison there. Daraji has been leading negotiations with the Americans over what to do about the Mahdi army.

A suicide car bomb at an Iraqi security checkpoint in downtown Baghdad killed at least eight soldiers and policemen and wounded at least 25 civilians, an Interior Ministry official said. A homemade bomb in Sadr City killed one person and wounded four others. A car bomb by a factory in the area around Iskandariya, south of Baghdad, killed at least four workers on a bus and wounded at least 24.

Meanwhile, inside the Green Zone, an Iraqi appeals court ruled Thursday that Saddam Hussein's former vice president, Taha Yassin Ramadan, would be hanged in the next 30 days.

The decision, which is final, completes a reversal of fortune for Ramadan, who was sentenced last November to life in prison for his role in the killing of 148 men and boys from the Shiite town of Dujail in the 1980s. A series of appeals later increased the sentence to death — pushing Ramadan to the gallows, where Saddam was executed in December for masterminding the massacre and two former aides have also already been hanged.

Saddam's execution stirred up discontent across the Middle East after he, a Sunni Arab, was greeted with sectarian taunts by Shiite attendees at his execution. Iraq's judicial efforts took another macabre turn a month later when Saddam Hussein's half brother, Barzan Ibrahim al-Tikriti, was decapitated by the hangman's noose.

In Ramadan's case, international human rights groups have argued that the evidence of his involvement in the crimes fails to justify the sentence of death. But the nine-judge appeals panel ruled unanimously for execution on Thursday, said Munir Hadat, one of the judges.



Namir Noor-Eldien/Reuters

Les Frères musulmans de Syrie réclament le départ d'Assad

LONDRES (Reuters) – 16 mars 2007, 14h55 Le chef en exil des Frères musulmans syriens a invité vendredi le président Bachar al Assad à démissionner et à organiser des élections libres, sous peine de voir l'opposition lancer une campagne de désobéissance civile.

"Sept ans de présidence suffisent pour que Bachar présente à présent sa démission, renonce au pouvoir et ouvre un espace pour que d'autres accèdent à la présidence à l'issue d'une véritable compétition, pas d'un référendum", a déclaré Ali Bayanouni, installé à Londres, dans une interview accordée à Reuters.

Bayanouni est l'un des fondateurs du Front de salut national, organisation créée en 2006 et rassemblant des partis laïcs, nationalistes, libéraux et

kurdes partageant l'objectif d'un renversement d'Assad et de l'instauration de la démocratie en Syrie. L'ancien vice-président Abdel-Halim Khaddam, qui a pris ses distances avec le régime en 2005, participe à ce mouvement d'opposition.

"Les forces d'opposition s'apprêtent à exercer des pressions sur le régime, d'abord par des manifestations puis des actes de désobéissance civile", a poursuivi Bayanouni, qui a quitté la Syrie avant la répression par Hafez al Assad d'une révolte islamique en 1982 à Hama, qui s'était soldée par la mort d'au moins 10.000 personnes.

"Il pourrait y avoir des protestations, le non-paiement des impôts et des manifestations. Ces mesures seront décidées en temps voulu lors de consultations au sein de la direction unifiée de l'opposition", a-t-il ajouté.

Plusieurs attentats au chlore en Irak

FALLOUDJA, Irak (Reuters) 17 mars 2007, 13h41 - Deux camions piégés contenant du chlore ont explosé vendredi dans la ville irakienne de Falloudja, faisant au moins huit morts, a-t-on appris samedi auprès de sources médicales, et l'armée américaine a fait état de 350 personnes intoxiquées.

Un autre attentat à la bombe de moindre envergure perpétré près de Ramadi, à l'ouest de Bagdad, a quant à lui également dispersé du chlore. A Falloudja (Ouest), dans les deux cas, les chauffeurs des camions se sont fait exploser avec leur charge.

Le premier attentat suicide visait l'entrée d'un complexe d'habitation au sud de la ville. L'explosion a fait six morts, dont des policiers. Le second visait un chef tribal hostile à Al Qaïda. L'attentat, perpétré devant son domicile, a fait deux morts, a-t-on appris de sources médicales.

Le nombre total de personnes intoxiquées est de 350, selon l'armée

américaine. Ce n'est pas la première fois que des insurgés irakiens utilisent des bombes au chlore. Le mois dernier, l'armée américaine a annoncé avoir découvert près de Falloudja un atelier de préparation de voitures piégées avec ce gaz toxique.

En février, l'explosion de deux bombes au chlore, l'une à Bagdad et l'autre au nord de la capitale, avait fait huit morts et intoxiqué des dizaines de personnes. Quand il est inhalé, le chlore provoque de graves brûlures et peut causer la mort.

Il a été utilisé comme arme de guerre pendant la Première Guerre mondiale mais sa réapparition en Irak entre les mains des insurgés a une portée symbolique, l'ancien président Saddam Hussein l'ayant utilisé dans des attaques chimiques contre des communautés kurdes, dans les années 1980, pendant la guerre Iran-Irak.

Paris a perdu de l'influence en voulant isoler Damas, dit Assad

PARIS (Reuters) - 20 mars 2007, 21h13 - Bachar al Assad juge que la France a perdu de l'influence au Proche-Orient par sa volonté d'isoler la Syrie après l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri.

"Isoler la Syrie ne peut avoir de résultat positif", a déclaré le président syrien dans une interview diffusée mardi par France 2. "Qui veut isoler la Syrie s'isole lui-même de la région."

L'enquête de l'Onu sur la mort de Hariri dans un attentat commis en février 2005 à Beyrouth a mis en cause des responsables syriens. Damas dément toute implication et Assad accuse Jacques Chirac de se laisser dicter sa politique étrangère par des considérations personnelles, en allusion aux relations amicales qu'entretenaient Hariri et le chef de l'Etat français.

"Personne ne peut accuser sans preuve. Celui qui veut accuser la Syrie doit donner des preuves. On ne peut bâtir des relations entre deux pays sur des émotions personnelles", a affirmé le président syrien. "Cette accusation est totalement inadmissible."

"NOUS NE CÉDERONS PAS NOTRE SOUVERAINETÉ"

Selon lui, cette volonté d'isoler la Syrie a réduit l'influence de la France dans la région. "La France dirigeait la politique européenne dans la région et maintenant on n'entend plus parler de la politique étrangère de la France au Moyen-Orient", a poursuivi Assad.

Après deux ans de gel des relations entre l'UE et la Syrie, la France a levé son objection à une reprise des contacts et le représentant de la diplomatie européenne, Javier Solana, s'est rendu mercredi à Damas. A cette occasion, il a invité le régime syrien à contribuer à l'apaisement des tensions au Liban et en Irak. Dans son interview à France 2, Assad a répété son refus de livrer à un éventuel tribunal international tout suspect syrien dans l'assassinat de Hariri.

"J'ai déjà dit à plusieurs reprises que toute personne impliquée dans cette affaire (serait) considérée comme un traître. Elle sera jugée par un tribunal syrien et condamnée bien plus sévèrement que par tout autre tribunal", a-t-il déclaré.

"Nous ne céderons pas notre souveraineté." Assad a en outre rejeté les soupçons américains sur le rôle de la Syrie dans les violences en Irak. "Il n'est pas dans notre intérêt d'avoir le chaos dans un pays voisin ou de le maintenir parce que nous allons directement payer la facture tôt ou tard", a-t-il dit.

Un rebelle kurde abattu lors de combats dans le sud-est de la Turquie

DIYARBAKIR (Turquie), 16 mars 2007 (AFP) - 16h39 - Un rebelle séparatiste kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a été abattu vendredi lors de combats avec l'armée turque dans le sud-est anatolien à la population en majorité kurde, ont affirmé des sources locales de sécurité. L'affrontement a eu lieu dans une zone montagneuse de la province de Sirnak (voisine de l'Irak), où les forces de sécurité ont lancé une opération contre les rebelles, ont ajouté ces sources.

Des sources judiciaires ont par ailleurs indiqué qu'un rebelle qui s'était rendu quelques jours plus tôt aux autorités dans la province de Diyarbakir avait avoué lors d'interrogatoires avoir abattu sept de ses compagnons, dont les corps ont été découverts dimanche dernier par l'armée.

L'individu, qui a été placé en détention provisoire, a expliqué qu'il se sentait menacé par ses coéquipiers depuis une première tentative de défection et qu'il avait mitraillé les sept hommes dans leur sommeil avant de blesser le rebelle de faction et de prendre la fuite, selon ces sources.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne, a annoncé un cessez-le-feu unilatéral le 1er octobre dernier, mais les autorités turques l'ont rejeté.

Les combats ont cependant sensiblement diminué en intensité depuis. Plus de 37.000 personnes ont trouvé la mort depuis que le PKK a entamé sa lutte armée en 1984.

PKK open to peace deal with Turkey

By **YAHYA BARZANJI** *Associated Press Writer* **March 16, 2007**

IN THE QANDIL MOUNTAINS, Iraq (AP) -- Kurdish rebels say they have enough weapons to defend themselves against Turkish raids on their bases in northern Iraq but remain open to a political settlement with Turkey that recognizes Kurdish national identity.

Turkey is pressing Iraq and its American ally to crack down on rebels of the Kurdistan Workers Party, or PKK, who launch attacks on Turkey from bases in northern Iraq. The group has been waging a bloody war in southeast Turkey since 1984 in a conflict that has claimed 37,000 lives.

The Turks have not ruled out military incursions into Iraq to hunt PKK fighters, despite U.S. fears that such a move could lead to tensions with Iraqi Kurdish groups, important allies of the U.S. in Iraq.

During an interview last week with the a PKK mountain stronghold, a spokesman for the PKK insisted that the rebels have the weapons to resist any Turkish incursion.

"Our fighters are training very hard since we heard the Turkish threats," Rustam Jawdat said. "We have enough fighters to defend ourselves."

He added that the PKK was open to a deal - but on its terms.

"We want to solve the problem with Turkey peacefully. We have simple weapons. If we have guarantees to recognize Kurdish national identity, we would not need to carry weapons," he said.

The interview occurred in a PKK base in the rugged mountains of northern Iraq. Access to the camp was on foot, and the fighters would not

allow photographs of the area for security.

Jawdat indicated the rebels are more confident now because they believed Kurdish politicians would put pressure on the United States, and by extension Turkey, to avoid any armed incursion.

"Now the Iraqi Kurdish leaders are against any Turkish interference to the Iraqi territories," Jawdat said. He noted that both Iraqi President Jalal Talabani, a Kurd, and the leader of the Kurdish self-ruled administration in Iraq, Massoud Barzani, had spoken out strongly against any Turkish move into Iraq.

On Thursday, Retired U.S. Air Force Gen. Joseph Ralston, a special envoy tasked with countering the PKK, said in Washington that the U.S. is addressing Turkish complaints about PKK activity and that reducing the PKK threat to Turkey would go a long way toward improving U.S.-Turkish relations.

"As the snows melt in the mountain passes along the Turkish-Iraqi border in several weeks, we will see if the PKK renews its attacks and how the Turkish government chooses to respond," Ralston said.

Jawdat said the PKK was willing to work with the Americans and Europeans to resolve the conflict with Turkey.

"America and the European Union should know that we will not give up our weapons as long as (the Turks) do not accept our rights and do not recognize our national identity," Jawdat said. "It is impossible to get the right of self-determination in the Middle East without using armed struggle."

Irak: "la patience des Kurdes n'est pas illimitée" à propos de Kirkouk

ERBIL (Irak), 22 mars 2007 (AFP) - 12h26 - Le Premier ministre de la région autonome du Kurdistan irakien (nord), Nichirvan Barzani, a de nouveau soulevé jeudi la question du référendum sur l'avenir de la ville pétrolière de Kirkouk, en rappelant que "la patience des Kurdes n'est pas illimitée".

"Notre peuple se sent engagé envers l'Irak, mais notre patience n'est pas illimitée. En tant que dirigeants, nous avons de plus en plus de mal à expliquer à notre peuple pourquoi nos demandes ne sont toujours pas satisfaites", a déclaré M. Barzani.

Pour le Premier ministre kurde, qui s'exprimait à l'occasion de l'inauguration d'une usine de traitement des eaux, Bagdad n'a pas satisfait aux quatre demandes du peuple kurde.

"Nous voulons un partage équitable des ressources du pays, une solution démocratique pour la question de Kirkouk, la possibilité de partager les fonds de la reconstruction et le respect des droits politiques et démocratiques", a-t-il énuméré.

"Ce qui a été pris par la force doit être rendu pacifiquement et démocratiquement", a souhaité M. Barzani, à propos de la ville disputée de Kirkouk.

Ville pétrolière où cohabitent des Arabes, sunnites, chiites et chrétiens, des Kurdes et des Turcomans de souche turque, Kirkouk est revendiquée par les Kurdes qui veulent la rattacher à leur région autonome du Kurdistan dans le nord irakien.

Kirkouk a été victime d'une politique d'arabisation forcée sous le régime de Saddam Hussein, mais les Kurdes sont de nouveau majoritaires dans la ville, selon les observateurs. L'article 140 de la constitution irakienne prévoit la tenue d'un référendum controversé avant le 31 décembre 2007, pour décider de l'avenir de la région.

Depuis la chute du régime de Saddam Hussein en 2003, les violences interethniques y sont fréquentes.

Le Kurdistan pour l'augmentation des compagnies pétrolières étrangères sur son sol

LONDRES, 23 mars 2007 (AFP) - 05h19 - La région autonome du Kurdistan irakien veut augmenter fortement la présence des compagnies pétrolières étrangères sur son sol d'ici la fin de l'année, a affirmé le ministre kurde de l'énergie, Ashti Hawrami, dans une interview au Financial Times de vendredi.

"Nous sommes en pourparlers avec de nouvelles compagnies", a affirmé le ministre. "Nous espérons que les opérateurs préféreront venir (au Kurdistan) pour s'y établir que d'investir dans le reste de l'Irak", a poursuivi le ministre.

Selon le ministre, "il existe 15 compagnies avec lesquels nous

voulons aboutir". "Si nous en obtenons 10 autres, je serais très satisfait", a-t-il poursuivi.

Une loi pétrolière qui doit être étudiée par le parlement irakien dans les deux mois à venir prévoit que l'industrie de ce secteur soit gérée par un Conseil fédéral du pétrole et une entreprise pétrolière nationale indépendante.

Les revenus devraient être reversés dans un fonds fédéral et redistribués aux différentes provinces sur la base de leur population, soit environ 18% à 20% pour les Kurdes.

Les Turcs mitigés pour accorder plus de droits aux Kurdes (sondage)

ANKARA, 24 mars 2007 (AFP) - 11h54 - Un tiers des Turcs environ souhaite que les Kurdes aient le droit d'étudier dans leur langue maternelle tandis qu'une majorité d'entre eux considèrent que la lutte armée contre les séparatistes kurdes est la seule issue au conflit, selon une enquête publiée samedi.

34,9% des Turcs pensent que garantir le droit des Kurdes à étudier dans leur langue maternelle serait "la bonne" solution pour mettre un terme au conflit, entre le gouvernement turc et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et qui a fait plus de 37.000 victimes en 20 ans, selon le sondage publié par le journal Milliyet.

36,3% d'entre eux soutiennent l'idée de programmes de radio et de télévision en langue kurde.

39% des personnes interrogées sont favorables à ce que l'on abandonne le seuil de 10%, nécessaire aux partis politiques pour avoir une représentation parlementaire et qui a, jusqu'à présent, interdit toute représentation des partis kurdes au Parlement.

Toutefois, une grande majorité des personnes sondées, 80,3%, ont indiqué que "l'éradication du terrorisme" est selon eux la seule solution pour mettre un terme au conflit.

Sous la pression de l'Union européenne, la Turquie a, ces dernières années, autorisé l'enseignement de la langue kurde dans des écoles privées ainsi que certains programmes de télévision en kurde, des réformes jugées insuffisantes par les activistes kurdes.

Ce sondage a été réalisé depuis octobre par l'institut Konda auprès de 48.000 personnes sur l'ensemble du territoire turc

Irak: Plus de 150 personnes tuées en moins de 24h à Tal Afar

BAGDAD (AFP) - 31 mars 2007 | 08H22 L'attentat le plus meurtrier, perpétré avec une voiture piégée, a eu lieu vers 09H45 (06H45 GMT) près de l'hôpital al-Sadr à Sadr City, le grand quartier chiite de la capitale, faisant cinq morts et 15 blessés. A al-Soueira, un quartier mixte de Bagdad à forte majorité chiite, l'explosion d'un engin artisanal sur un marché a tué trois personnes et en a blessé sept.

A Hilla, une ville à majorité chiite au sud de Bagdad, une voiture piégée placée près d'un poste de police a fait quatre morts, dont deux policiers, et 23 blessés dont dix policiers. Une dizaine de voitures ont été détruites par l'explosion.

Au nord de la capitale, à Touz Khormatou, près de la ville pétrolière de Kirkouk, où cohabitent sunnites, chiites, Kurdes et Turcomans, deux personnes ont été tuées et onze blessées dans l'explosion d'une voiture piégée vers 06H00 (03H00 GMT). Cette semaine est particulièrement sanglante en Irak, où plus de 400 personnes ont péri dans des violences.

Par ailleurs, dix-huit policiers, brièvement appréhendés mercredi dans le cadre du massacre de 70 sunnites en représailles à un attentat antichiite sanglant à Tal Afar, au nord de Bagdad, ont à nouveau été arrêtés vendredi, a-t-on appris samedi auprès de la police.

"Nous avons arrêté 18 policiers de Tal Afar soupçonnés d'avoir joué un rôle dans les meurtres confessionnels en représailles aux attentats. Ils avaient été libérés et nous les avons arrêtés à nouveau. Ils sont sous le contrôle de la police de Ninive et l'enquête se poursuit", a affirmé Watik al-Hamdanin, chef de la police de cette province, où se trouve Tal Afar et dont la capitale est Mossoul.

Des sources policières avaient fait état mercredi de la brève arrestation d'un groupe de policiers qui seraient impliqués dans les massacres. Les policiers arrêtés avaient été libérés pour pouvoir assister à l'enterrement de leurs proches, victimes des attentats anti-chiites de mardi, qui avaient fait 85 morts.

Peu après ces attentats, des dizaines d'hommes armés ont pénétré dans un quartier sunnite de la ville, traîné les hommes hors de leurs maisons et les ont abattus d'une balle dans la tête.

Soixante-dix sunnites ont ainsi été massacrés. Selon un médecin, la plupart des victimes, dont des vieillards et des adolescents, avaient les mains attachées et ont été tués d'une balle dans la tête. Quelque 40 personnes sont encore portées disparues et 30 ont été blessées, parmi lesquelles beaucoup de femmes.

John Vinocur

Politicus

INTERNATIONAL
Herald Tribune
THE WORLD'S DAILY NEWSPAPER

March 20, 2007

A very different take on France's role in Iraq

PARIS

When Jacques Chirac leaves office in May, he hopes to take with him into history the notion of having made France the most active international opponent of the American march into Iraq.

At a distance of four years, and with the United States' grief as a measure, Chirac and his grandiloquent prime minister and former foreign minister, Dominique de Villepin, who will leave office with him, have been working hard at chiseling memorials to their Iraq positions.

This is an easier job here than finding reverent recollections of how they ran France. These days, deep in a re-crematory presidential election campaign, the French are called on daily by nearly a dozen candidates to lift the country from what they insist is its decline and neglect.

Villepin, who wanted to succeed Chirac but ran aground as a clumsy domestic political manager, nonetheless felt qualified recently to issue a timetable for how the Americans should get out of Iraq. Chirac sat down and talked extensively to a writer for a valedictory book.

But in trying to transmute the fog of the runup to the war into glory, the book may provide more clarity than intended: "L'Inconnu de l'Élysée," the country's top nonfiction best seller, while idealizing Chirac's role, brings unexpected new support to a thesis that France's government was not so much struggling to save humanity as looking out for Numéro Un.

It credits the idea that France maneuvered for months while considering whether to participate in an American-led invasion of Iraq. And it suggests that Villepin, after summoning the United Nations Security Council to rise in opposition against America, actually thought that France could not sustain its position and would "link up with the United States" before the war began in March 2003.

Its author, Pierre Péan, seems to be trying hard to establish that the president — not Villepin, as some say — was the motor of the French position

on Iraq. All those around Chirac, Péan intimates, were not the convinced crusaders they might have seemed.

In stressing this theme, Péan cites, without challenge or elaboration, research by Henri Vernet, a French journalist, and by James Rubin, a U.S. assistant secretary of state for public affairs under Bill Clinton.

Parts of their individual reporting — concerning a French general's dispatch to Washington in December 2002 to explore a joint invasion plan (four months after Germany told the United States it would not join the war), or French conversations with the Bush administration about a method to accept an American justification for it — obviously contradict the consecrated vision of the French role.

Writing in 2004, Vernet told of General Jean-Patrick Gaviard's "offer of services" to the Americans, perhaps 10,000 to 15,000 troops in total, if the UN gave its green light to an intervention.

Péan's book points further to a 2003 article by Rubin that tells of Villepin assuring the Americans that, under certain circumstances, France would participate in the military coalition even if Russia and China vetoed the war's authorization.

(Separately, but not mentioned by Péan, Rubin describes a France that

later in February, after forming an opposition front with Germany and Russia, was "suddenly scrambling to avoid a showdown with the United States." According to Rubin, the French, in high-level communications, advised "the Americans to bypass the Security Council entirely. 'Your interpretation [of Resolution 1441] is sufficient [to justify war],' they counseled Washington, and 'you should rely on your interpretation.'")

By Péan's own account, French intelligence services actually "agreed in part with the American analysis on Iraq's will to acquire a nuclear weapon" but had no proof.

Péan goes on to directly assert Villepin's "wavering," singling out an incident on Feb. 17, 2003, three days after the foreign minister's theatrical call in New York for the world to stop the Americans. He writes that Villepin, "pushed by his administration," confided that France could not hold its stance beyond mid-March "and would then link up with the United States."

At a news conference in Brussels, when a reporter asked Chirac about

Villepin's view, the president replied angrily that the question was "lacking the slightest basis in fact."

Taking up the issue recently with Chirac, Péan described him as having "to be reminded of Villepin's hesitation and his own brutal reaction to it. He contested that, and laid the responsibility for the wavering on the Quai d'Orsay administration's influence on the minister."

I asked Péan last week about Villepin's wobbling. He replied, "It's an ultra-sensitive subject, an essential subject, but one I didn't sort out. No one wants to talk about it today. It's a place where there was a problem."

How did the event, if Péan's account is right, blip off history's scope? One explanation could be that it was lost in

A book suggests that the opposition to war was far from consistent.

the storm over Chirac's remarks at the same news conference that countries from the former Soviet bloc would have done better to shut up than announce their support for the United States.

In the end, riding his great poll numbers in March, Chirac threatened a veto if the United States pressed for a UN vote to authorize military action. The Arab regimes he hoped to please considered this an excessive overplay, and Chirac's action further widened Europe's internal split.

If it caused nothing like the awful repercussions of America's failure to win the war, France's lurching pursuit of the best yield for itself in the runup left it totally short of what its leaders hoped their opposition would bring.

As Chirac and Villepin depart, the country's role in the Middle East has shriveled to a bystander's, and what was its dwindling primacy in the European Union — which they hoped to reassert by massing European opposition to the United States — has basically vanished.

Péan's book, with its in-spite-of-itself insights, acknowledges none of this failure. Last week, the newspaper *Le Parisien* reported that Chirac adored reading it. All the same, it quoted the president as saying, "You can't accuse the author of trying to please."

E-mail: pagetwo@iht.com



Michel Euler/Reuters

Jacques Chirac

Turkey arrests scores during Kurds' fete

March 22, 2007

INTERNATIONAL
Herald Tribune
THE WORLD'S DAILY NEWSPAPER

The Associated Press

DIYARBAKIR, Turkey: Tens of thousands of Kurds celebrated a spring festival Wednesday traditionally used to assert separatist demands, raising rebel flags and images of an imprisoned insurgent leader in violation of Turkish laws.

The authorities increased security around the country for the Nowruz festival and detained more than 200 people nationwide.

At festival sites across the country, Kurds carried pictures of Abdullah Ocalan, a rebel leader who remains a source of political inspiration for many Kurds, and flags of his banned separatist Kurdistan Workers Party, or PKK, despite laws barring rebel propaganda.

The PKK has been fighting for more than two decades for autonomy in Turkey's southeast in a campaign that has left 37,000 people dead. The United States and the European Union list the group as a terrorist organization.

Nowruz is celebrated largely by the country's Kurdish population, and past celebrations have ended in riots that claimed dozens of lives. Although the event was relatively peaceful this year, tensions were high because of the arrests and prosecutions of dozens of pro-Kurdish politicians on charges of ties to PKK rebels.

Kurdish rebel activity tapered off in the late 1990s under heavy pressure from Turkish security forces, and particularly after the capture of Ocalan in 1999 and his subsequent call for a peace initiative.

Since then, many Kurds have increasingly tried to win more rights through politics, with limited success.

This year, however, Kurdish leaders plan to field independent candidates to circumvent a new law that requires political parties to win a minimum 10 percent of votes to be represented in Parliament. They claim arrests and prosecutions in past weeks are part of government efforts to undermine their election plans.

Tens of thousands of Kurds gathered in front of a giant stage set up along a highway on the outskirts of Diyarbakir, the largest city in the Kurdish-dominated southeast and the focus of Nowruz celebrations.

A couple of dozen men threw stones at the police who seized a banner with images of slain rebels. An organizer with a loudspeaker appealed for calm. Efkan Ala, the governor of Diyarbakir, put the number of people at the gathering at 50,000, and said 32 people were detained.



Murad Sezer/The Associated Press

Riot police hauling away a reveler in Istanbul on Wednesday during the Kurdish Nowruz festival. Turkish law forbids Kurds from raising rebel flags and photos.

In Istanbul, police officers fired tear gas to disperse a group throwing stones at the police at the end of festivities and detained 80 people, the governor's office said.

The police also broke up a demonstration by Kurds chanting pro-Ocalan slogans in the Mediterranean port city of Mersin, where 50 people were detained and some Turks unfurled Turkish flags out of their windows to protest the Kurdish rally.

In Izmir, six people were arrested in brief scuffles between Kurdish youths and the police. The authorities also detained a total of more than 50 people in the southeastern city of Sanliurfa and the central city of Konya.

In Diyarbakir, some Kurdish officials praised Ocalan and used an honorific title — which can be translated as “esteemed Ocalan” — while speaking of the rebel chief. Several Kurdish politicians have been charged with “praising crime or criminals” for referring to

Ocalan in that way.

Ocalan, whose lawyers recently claimed was being poisoned, sent a message from prison calling for an independent team of doctors to assess his health. The authorities said last week that tests on samples of his hair, urine and skin showed no signs of poisoning.

Security at Diyarbakir was tight. People lined up to be searched, while

agents filmed the crowd and one surveyed the scene with high-powered binoculars from a nearby rooftop.

Kurds celebrate Nowruz — the Farsi word for new year — on March 21, along with Iran and former Soviet Central Asian nations. For Kurds, the festival is

an occasion to highlight their cultural identity. They sing, dance and jump over the flames of burning car tires, symbolically burning away past impurities.

Similar festivities were held in other mainly Kurdish cities in southeast Turkey and in cities with large immigrant Kurdish populations, like Istanbul and Izmir.

In Ankara, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan called for peace and unity between Turks and Kurds. He lit a small fire and three of his ministers hopped over the flames.

“May the seeds of hatred that aim at our brotherhood burn and disappear in the fires that are being lit,” he said.

9 decapitated Iraqi police officers found in Anbar Province

From news reports

BAGHDAD: The police found the decapitated and bound bodies of nine police officers in Anbar Province on Sunday, as U.S. commanders blamed the militant group Al Qaeda in Mesopotamia for chlorine gas bombs that poisoned hundreds in the same province on Friday.

Anbar, a Sunni Arab province west of Baghdad, has long been among the most troublesome areas of Iraq for the U.S. military, which is sending additional combat troops there to fight insurgents and Qaeda militants engaged in an escalating power struggle with local Sunni tribesmen.

Colonel Tareq al-Theybani of the Iraqi police said the bodies, which bore signs of torture, were discovered in an abandoned post office in the town of Juwayba, near the city of Ramadi, the capital of Anbar Province.

A U.S. military spokesman, meanwhile, said Al Qaeda was behind the chlorine gas car bomb attacks last week that killed at least two and made hundreds ill in villages near the city of Fal-

luja. Police and hospital officials said that as many as eight people had been killed.

Insurgents began combining explosives with chlorine gas and other chemicals in January in an effort to sow more fear and havoc among civilians, military officials say.

Some local officials said the attacks Friday were part of a campaign by Al Qaeda in Mesopotamia to intimidate moderate tribes that have declared their opposition to fundamentalist insurgent groups.

"The escalation in attacks by Al Qaeda against the tribes is a reaction to the organization of the tribes against them," said Muhammad Hussein, a businessman in Anbar and a leader of the Albu Issa tribe.

U.S. commanders have warned that although the number of murders and executions has fallen sharply in Baghdad since a U.S.-backed security crackdown was begun in mid-February, car bomb attacks by suspected Sunni Arab insurgents remain a serious concern.

On Sunday, a car bomb at a crowded market in a mainly Shiite neighborhood

of northern Baghdad killed 6 people and wounded 30, the police said. Five bodies were also found in different parts of Baghdad on Sunday, a police source said.

The U.S. military also announced two more U.S. combat deaths after five were killed in two roadside bombings on Saturday. Another U.S. soldier died on Saturday in a non-combat incident, the U.S. military said.

Also on Sunday, an Iraqi military spokesman said that during a raid earlier this month on the home of a prominent Sunni Arab legislator, Iraqi security forces seized a large cache of weapons, detained a man with a sniper rifle and found four cars with traces of explosives.

The Iraqi soldiers carrying out the raid on March 8 or 9 arrested a total of seven men, but let six of them go within 48 hours, the spokesman, Brigadier General Qassim Moussawi, said at a news conference. One man was held in prison because he had a sniper rifle, the general said. The soldiers found at least 65 Kalashnikov rifles and other weapons, he added.

The legislator, Dhafir al-Ani, a prominent member of the main Sunni Arab bloc in Parliament, said the raid had been politically motivated, though he stopped short of saying there was a direct link to the Shiite-dominated government. He said in a telephone interview that the men arrested were all his personal guards and were tortured by the Iraqi Army soldiers. All but one,

Ani's nephew, were released, he said.

Ani is a hard-line member of the Sunni-dominated Iraqi Consensus Front, which has 44 seats in the 275-member Parliament and often opposes the main Shiite bloc on political issues. Ani is considered more conservative than some other leaders in his bloc and has criticized Shiite militias and the Shiite chauvinism that is viewed as widespread in Iraq's security forces.

Members of Parliament have immunity from arrest and criminal charges, though that immunity can be lifted through a legal process. Other Sunni Arab politicians have complained of being harassed by Iraqi security forces because of their sect. Adnan al-Dulaimi, a senior leader of the Iraqi

Consensus Front, expressed outrage after his home was raided last October and one bodyguard was arrested on accusations of being an insurgent.

Ani's home is in the Sunni enclave of Yarmouk, and Dulaimi's home is in the Adil neighborhood, also a Sunni bastion. Both areas are in western Baghdad, where violence is raging. Residents of those neighborhoods say people are being abducted and killed by Shiite militias, radical Sunni militias and criminal gangs motivated more by money than politics.

Moussawi, the military spokesman, said that the four cars seized from Ani's compound had traces of TNT and were being held for investigation. Ani rejected that accusation, saying that he had often driven the cars into the fortified Green Zone, the area that houses the American Embassy and top offices of the Iraqi government, and that he had had no problems with security checks there.

"They were driven inside the Green Zone and crossed several checkpoints," Ani said. "Why weren't the traces of explosives discovered then by security devices and dogs?" (Reuters, NYT)

By Michael R. Gordon

WASHINGTON: In January, when President George W. Bush announced his plans to reinforce American troops in Baghdad, Shiite militias were seen as the main worry. Some analysts predicted that bloody clashes with Shiite militants in the Sadr City district in northeastern Baghdad were inevitable.

Instead, during the early weeks of the operation, deadly bombings by Sunni Arab militants have emerged as a greater danger. In particular, the threat posed by the Sunni group Al Qaeda in Mesopotamia was underscored when American troops seized a laptop com-

puter from a senior operative in the group who was reported killed in late December.

Information from captured materials indicates that the group's leadership sees "the sectarian war for Baghdad as the necessary main focus of its operations," according to an intelligence report that was described by American officials.

At the same time, the group has continued waging attacks in Anbar Province on American troops and on Sunni Arab tribal leaders who have defied it. On Saturday, a triple truck bombing there involving chlorine gas made hundreds of people ill near Falluja.

Reflecting concern over the group's

INTERNATIONAL
Herald Tribune
March 19, 2007

Sunnis emerge as the greater Iraq threat

bomb attacks, especially car bombings, American military officials have begun to emphasize that bringing security to the Iraqi capital will involve not only the protection of Baghdad neighborhoods but also the use of raids to shut down bomb factories and uncover arms caches in the largely Sunni areas on the outskirts of the city.

"The Baghdad belts are increasingly seen as the key to security in Baghdad," Lieutenant General Raymond Odierno, the American officer in charge of day-to-day operations in Iraq, said in an e-mail message. "I believe this is where you can stop the accelerants to Baghdad violence. We have already found a large number of significant caches in these areas related to car bombs and IEDs," or improvised explosive devices, commonly known as roadside bombs.

"The Shia have gone to ground for the

most part, but there are still rogue elements of Shia extremists that are still a threat and conducting operations against the coalition, but more importantly against the government of Iraq," he added.

The threat has shifted on the eve of the fourth anniversary of the war in Iraq, in which American forces toppled Saddam Hussein only to face a growing insurgency and find themselves involved in an arduous effort to head off growing sectarian strife. In its efforts to stabilize Iraq, American commanders have had to contend with Al Qaeda in Mesopotamia, other Sunni Arab insurgent groups, a variety of Shiite militias, criminals, and, they say, Iranian operatives.

According to American intelligence analysts, Al Qaeda in Mesopotamia's Baghdad strategy has gone through sev-

eral changes. The overwhelming majority of the group's members are believed to be Iraqi.

But some of its senior commanders are foreigners, including Abu Ayyub al-Masri, an Egyptian who became the leader of the organization last year after the death of Abu Musab al-Zarqawi, the Jordanian terrorist who founded the organization.

The group has been active in Sunni-dominated Anbar Province in western Iraq. But it has also long operated in the Sunni areas on the outskirts of the capital. Saddam encouraged the settlement of Sunnis in these areas in the hope that it would protect his government, and some towns and rural communities there have emerged as havens for Sunni militants.

Iran religious leader warns of 'illegal' actions

The Associated Press

TEHRAN: Iran's supreme religious leader warned Wednesday that his country would pursue "illegal actions" — an apparent reference to nuclear activities outside international regulations — if the UN Security Council pressed forward with its insistence that Iran halt uranium enrichment.

"Until today, what we have done has been in accordance with international regulations," Ayatollah Ali Khamenei said.

"But if they take illegal actions, we too can take illegal actions and will do so."

He did not say what "illegal actions" might be, but Iran is a signatory to the Nuclear Nonproliferation Treaty — the agreement under which the UN inspections are held.

The five permanent members of the Security Council have drawn up new

sanctions meant to punish Iran for rejecting UN demands that it halt its enrichment of uranium — a process that can produce fuel for a reactor or the material for a nuclear warhead.

"If they want to treat us with threats and enforcement of coercion and violence, undoubtedly they must know that the Iranian nation and authorities will use all their capacities to strike enemies that attack," Khamenei said in a national address marking the first day of Nowruz, the Persian New Year.

President Mahmoud Ahmadinejad has said that he will visit the United Nations to plead Iran's case should the Se-

curity Council decide to vote on sanctions. The United States has said it will not prevent such a visit.

In his own holiday address, Ahmadinejad accused world powers of waging a "psychological war," and said the U.S.-led campaign against Iran would fail.

Earlier Wednesday, Khamenei named the new Iranian calendar year one of "national unity," and told his people that "the enemies try to sow dis-

cord" and "create economic problems."

Khamenei said sanctions would backfire and only spur Iran to develop domestic nuclear power without outside assistance.

Iran developed nuclear technology under sanctions, he said, and "sanctions may even, under circumstances, come to our benefit since they create more motivation for us."

He added: "Western governments don't agree with Iran possessing nuclear power. Let them. Did we ask anybody permission to achieve nuclear power?"

Iranian officials have argued that they will need alternate energy sources when oil reserves run out and say they see no reason why advanced nuclear technology should be off limits.

"Nuclear energy is a must, a necessity in the long term," Khamenei said, adding: "One day oil will dry up."

Iran produces 4.2 million barrels of oil per day and is the second-largest exporter of crude among the Organization of Petroleum Exporting Countries. It also has the world's second-largest natural gas reserves.

Russia and Iran

Let's hear it for the profit motive. Russia has apparently decided that it can do even better financially if it starts pressuring its longtime client Iran to curtail its nuclear appetites.

Elaine Sciolino reported in The New York Times and International Herald Tribune on Tuesday that Moscow told Tehran privately that it would not deliver nuclear fuel for Iran's Russian-built Bushehr power plant unless Iran stops enriching uranium. There were also reports that Moscow was pulling experts from the nearly finished reactor site. The pressure is welcome and long overdue, considering that the UN Security Council ordered Iran to suspend enrichment by the end of last August.

As for why Moscow — which has

been working since before August to deflect any serious sanctions against Iran — may be doing the right thing, that is something of a puzzle. Russia's leaders may have finally figured out that a nuclear-armed Iran poses a genuine danger. But we suspect profits may have brought that threat into sharper focus.

Russia has accused Iran of falling behind on payments for the Bushehr project, which Tchrn hotly denies. Meanwhile, Russia is very eager to be-

come a leader in the global business of nuclear fuel production and spent fuel storage. Being the chief protector and enabler of Iran's nuclear efforts is not the best advertising for such an enterprise. Moscow will have another chance to put its mouth where its money is in coming days when the Security Council votes on another series of sanctions against Iran.

The Bush administration also de-

serves credit if it helped Moscow to see where its larger interests lie. We are far less enthusiastic about recent threats — from Capitol Hill and some in the administration — to impose unilateral sanctions on foreign energy companies that do business with Iran. The administration needs all the friends it can get, and this is another case where quiet persuasion can go a lot further than bludgeoning.

The administration might also draw a lesson from Russia's improved behavior and consider coupling a new round of sanctions on Iran with more persuasive incentives. It should drop fantasies of regime change and pledge to re-establish diplomatic and economic ties if Iran abandons its nuclear ambitions. We know the default position is more threats. But sometimes the prospect of profit — and not just loss — works better.

March 22, 2007

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Thousands of Iraqis Who Flee to Kurdish Region to Escape War Face Harsh Living Conditions

By EDWARD WONG

BAGHDAD, March 21 — About 160,000 Iraqis from outside the mountainous Kurdish north have moved there to flee a growing civil war, according to a draft of a report by an international group that tracks refugees and displaced people.

That number is the first comprehensive figure for internal flight to Iraqi Kurdistan that has been released by any organization. It is also far higher than partial estimates previously disclosed by Kurdish officials.

The draft report, by Refugees International, which is based in Washington, says the Iraqis who have fled north face harsh living conditions. Inflation is rampant, and outsiders have few decent job opportunities.

Little aid is available for those or other internally displaced Iraqis, because the Iraqi and United States governments, as well as the United Nations, have failed to acknowledge the extent of the crisis, the report said.

The report's number of 160,000 displaced Iraqis in Kurdistan is based on estimates by the Iraqi Red Crescent Society.

Government statistics have been difficult to come by. Last August, the chief security officer for Sulaimaniya, the largest city in eastern Kurdistan, said that about 1,000 Arab families had moved into the Sulaimaniya area and that thousands more families had settled in other parts of the Kurdish north. The officer, Sarkawt Hassan Jalal, said most of the migrants were Sunni Arabs.

Two researchers for Refugees International recently conducted a two-week survey of conditions in



Atef Hassan/Reuters

Children had fun yesterday at an amusement park in the southern Iraqi port of Basra during the celebration of Nowruz, a new year and start-of-spring holiday celebrated by many Kurds, Iraqis, Iranians and Afghans.

The movement of Iraqis within and outside their homeland has produced the world's fastest-growing populations of refugees and internally displaced people. The United Nations estimates that two million Iraqis have fled the country, which has a population of 26 million.

According to United Nations figures, 727,000 have been displaced within the country since the bombing of a revered Shiite shrine in February 2006 set off waves of sectarian violence. The Iraqi Ministry of Displacement and Migration says about 470,000 displaced people have been officially registered with the government since the fall of Saddam Hussein, though that figure is almost certainly an undercount.

The movement is mostly driven by sectarian killings and intimidation taking place in mixed Sunni Arab and Shiite Arab areas.

Many Iraqis have fled to the Kurdish north because of the relative safety there. Iraqi Kurdistan maintains a formidable militia that guards its borders. Also, the economy of Iraqi Kurdistan is believed to be growing faster than that of the rest of Iraq.

Iraqis moving to the north must pass through security checkpoints and provide the name of a Kurdish

guarantor. Arab Muslims generally have a tougher time getting in than Kurds or Christians. Single Arab men have an especially hard time.

Iraqi Kurdistan has enjoyed de facto independence since 1991, when the American military established a no-flight zone over the area to prevent incursions by Mr. Hussein's forces. Kurds are generally suspicious of or hostile toward Arabs because of attempts by Mr. Hussein, a Sunni Arab, to wipe out entire swaths of Kurdistan.

Many Kurds favor secession from the Arab part of Iraq, but Kurdish leaders are wary of the international outcry that the move would provoke, especially from Turkey, Iran and Syria, which fear that it could encourage separatism among their own significant Kurdish populations.

The Refugees International report said Kurds from outside Kurdistan did not necessarily have an easy time moving into the region. Kurdish officials prefer that Kurds living in mixed areas like Kirkuk and Khanaqin remain there, so that the Kurdish regional government will later be able to make a legitimate claim on those places, the report said.

The Iraqi Constitution says the province of Kirkuk, which is rich in oil reserves, must hold a popular ref-

A new study finds that 160,000 have gone to Kurdistan, where little aid is available.

Iraqi Kurdistan and found that "many of the internally displaced are struggling to survive, the victims of inattention, inadequate resources, regional politics and bureaucratic obstacles," the report said.

erendum by the end of 2007 to determine whether it will be governed by Kurdistan.

Christians have had an easier time moving into Iraqi Kurdistan than Muslims, the report said. "Christians going to Dohuk receive financial assistance from the Kurdistan regional government of \$85 per month, as well as land in their villages of origin and assistance to build houses," the report said. The region's finance minister is a Christian.

Over all, displaced people "who reach the Kurdish provinces must surmount difficulties in finding housing, shelter, employment and education for their children," the report said. That conclusion was reached based on interviews conducted by the two researchers, Kristele Younes and Nir Rosen.

Families that have moved from their original residences cannot get monthly food rations from the government, under a system started in the 1990s during the United Nations oil-for-food program. The children of displaced families often cannot enroll in schools, and few schools have classes taught in Arabic. Rents in urban areas have skyrocketed.

The report recommends several

ways to help alleviate the problems. It said that the United States and the international community should take urgent steps to ease the lives of the displaced and that the Iraqi government should devise a new ration card system that would allow people to receive food and fuel in their new locations.

In Mosul, where Arab-Kurd tensions are high, a car bomb exploded Wednesday at the headquarters of a Kurdish political party, killing and wounding at least 25 people, officials said.

The police in Baghdad found 33 bodies across the capital, and at least two civilians were killed in separate incidents. A mortar attack in Salman Pak, southeast of Baghdad, killed at least four Iraqi civilians and wounded seven, the American military said. In Ramadi, west of Baghdad, a concealed bomb killed a civilian and wounded five, the military said. In Diyala Province, an Iraqi soldier was killed outside his house.

Earlier this week, members of the Mahdi Army, a powerful Shiite militia, killed the mayor of Wasit, a town south of Baghdad, bringing reprisals by the mayor's tribe, police officials

said. Tribesmen killed three of the militia's gunmen, and the Mahdi Army on Wednesday threatened attacks in the provincial capital of Kut, the police said.

Lt. Col. Christopher Garver, an American military spokesman in Baghdad, confirmed a report by the Pentagon on Tuesday that insurgents had put two children in the back seat of a car loaded with explosives to get the car through a checkpoint in Baghdad. An unknown number of Iraqi civilians were hurt or killed when the car exploded, including the children, Colonel Garver said.

Ahmed al-Shaibani, a top aide to the Shiite cleric Moktada al-Sadr, was released Wednesday by the American military, at the urging of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki. Mr. Shaibani was arrested in the summer of 2004 during a Sadr-led uprising in Najaf.

Meanwhile, beneath a bright sky, thousands of residents of Baghdad celebrated the first day of spring, a holiday called Nowruz, by going to the zoo.



Safin Hamed/Agence France-Presse — Getty Images

Kurds' Haven Is Destination for Many Iraqis Fleeing War

Kurds in the northern Iraqi town of Akri lighted torches yesterday to celebrate Nowruz, a spring new year holiday with some Zoroastrian links that dates back thousands of years. Iraqis have been fleeing to the Kurdish region in the north to escape the war, but little aid is available.

Le Monde
Mardi 20 mars 2007

Etats-Unis Quatrième anniversaire du déclenchement de l'offensive militaire contre le régime de Saddam Hussein

Irak : les républicains veulent croire au succès de la nouvelle stratégie américaine

WASHINGTON
CORRESPONDANTE

Un mois après la mise en place de la nouvelle stratégie du président George Bush en Irak, existe-t-il quelques raisons d'être optimiste ? C'est la question qui est posée à Washington, alors que le conflit entre dans sa cinquième année. Les républicains assurent voir des signes de progrès.

Comme si les élections de novembre 2006 ne leur avaient pas infligé une défaite cinglante, les partisans du président se sont remis à parier sur l'avenir. Selon eux, il faut donner du temps au général David Petraeus, le nouveau commandant des forces en Irak. « Donner sa chance à l'escalade » est devenu le mot d'ordre du camp présidentiel.

A l'appui de leur optimisme, les républicains citent le fait qu'une loi sur la répartition des richesses pétrolières a enfin fait l'objet d'un accord entre les partis irakiens. Ils évoquent « l'évaporation » de l'armée du Mahdi de Moqtada Al-Sadr alors qu'avant l'escalade (le *surge*), l'idée de faire entrer des unités américaines dans Sadr City, le bastion du chef radical chiite, laissait craindre des affrontements meurtriers.

Selon le général William Caldwell, le porte-parole militaire en Irak, les exécutions, qui sont le signe des escadrons de la mort, ont diminué de moitié depuis le début du plan de sécurisation de Bagdad, le 13 février. Dans un premier bilan après un mois d'opérations, le général irakien Abboud Qanbar a aussi fait état d'une amélioration : six fois moins de civils tués (265 contre 1 440 le mois précédent). Les attentats à la voiture piégée ont en revanche été plus nombreux en février qu'ils ne l'avaient jamais été, montrant, selon les Américains, que les forces d'Al-Qaida espèrent relancer les violences interconfessionnelles.

Le baromètre mensuel de la Brookings Institution, publié par le *New York Times*, est également moins sombre que d'habitude : « Il y a une véritable lueur d'espoir, mais pas de preuve de progrès, jusqu'à présent. » Seule une moitié des renforts prévus est pour l'instant arrivée à Bagdad



Un militant antiguerre fait face aux forces de la police, samedi 17 mars à Washington, lors de la manifestation réclamant la fin de l'intervention américaine en Irak. Des heurts se sont produits lors d'une contre-manifestation. BRENDAN SMIALOWSKI/AFP

mais 25 unités conjointes américano-irakiennes sont à pied d'œuvre. Deux ateliers de préparation de voitures piégées et 100 caches d'armes ont été démantelés.

Républicains regroupés

« Nous n'en sommes qu'au tout début, a déclaré, dimanche, le ministre de la défense, Robert Gates. Mais, jusqu'à présent, les engagements pris ont été tenus. » Selon lui, il faudra attendre l'été pour pouvoir juger.

Au Congrès, les républicains se sont regroupés. La semaine dernière, ils ont accepté un débat au Sénat sur la guerre, alors qu'ils l'avaient bloqué depuis janvier. Finalement, le vote s'est retourné en leur faveur, ceux d'entre eux qui avaient eu des états d'âme, comme John Warner, ayant renoncé à faire défection. L'unique républicain opposé à l'escalade, le sénateur Chuck Hagel, a même renoncé, la semaine dernière, à annoncer s'il était candidat à l'élection présidentielle, jugeant probablement le moment peu favorable.

Les conservateurs sont aussi venus porter dans la rue la contradiction aux militants antiguerre. Pour la première fois, la grande manifestation des partisans du retrait, samedi à Washington, a été prise à partie par un contre-rassemblement hostile. Le ton a monté, la police s'est interposée. Cinq personnes ont été arrêtées.

Dimanche, on a même revu sur les écrans, lors des émissions politiques, des figures qui avaient disparu telles que le faucon Richard Perle, l'un des principaux architectes de la guerre, ou l'ancien représentant du Texas poursuivi pour corruption, Tom Delay. Oubliant un instant les « bonnes » nouvelles en provenance de Bagdad, celui-ci a justifié a posteriori le renversement de Saddam Hussein : « Regardez les attaques à la chlorine dans la province d'Al-Anbar. Vous ne croyez pas que Saddam Hussein en aurait utilisé ? »

Si les sénateurs démocrates ont échoué

à rallier les centristes républicains, le président Bush ne désespère pas de faire

entendre ses arguments aux démocrates modérés à la Chambre. Celle-ci doit voter, cette semaine, le supplément budgétaire pour l'Irak et l'Afghanistan. Nancy Pelosi, chef de file démocrate, n'a pas ménagé sa peine pour consolider son groupe, divisé entre les partisans d'un retrait immédiat et ceux qui ne veulent pas hier les mains des généraux en Irak en leur imposant des délais.

M^{me} Pelosi a assorti le projet de loi de crédits spéciaux et supprimé la clause qui interdisait au président toute action militaire contre l'Iran, certains de ses collègues y étant opposés. Le président Bush a redit, samedi, qu'il mettra son veto à ce texte qui prévoit un retrait des troupes de combat avant le 1^{er} septembre 2008. ■

CORINE LESNES

CHIFFRES

Sondage. Enquête publiée le 19 mars et effectuée auprès de 2 000 Irakiens dans 18 provinces, entre le 25 février et le 5 mars, pour la BBC et la télévision américaine ABC News.

Politique. 53 % des sondés sont mécontents de la gestion du gouvernement irakien. Seuls 18 % font confiance aux troupes américaines et de la coalition. 78 % sont opposés à leur présence.

Sécurité. 26 % disent se sentir en sécurité dans leur quartier.

Guerre civile. 56 % ne croient pas que l'Irak soit en guerre civile.

Conditions de vie. 88 % estiment que l'alimentation en électricité est « tout à fait mauvaise » ou « très mauvaise ». Près de 69 % affirment qu'il est difficile d'être alimenté en eau.

Les Nations unies alertent sur l'exode de 4 millions d'Irakiens

La moitié des réfugiés irakiens ont fui en Syrie et en Jordanie. Dans le pays en guerre, les déplacés font partie d'une population en état d'« extrême vulnérabilité »

NEW YORK (Nations unies)

CORRESPONDANT

Ils sont les victimes oubliées du conflit irakien. Selon l'ONU, près de 4 millions d'Irakiens – sur une population estimée à 24 millions en 2003, année de l'invasion américano-britannique – ont été chassés de chez eux par les violences, et contraints, pour la moitié d'entre eux, de trouver refuge en Jordanie et en Syrie. Peu visibles, car ils se sont fondus dans les populations locales, « beaucoup de réfugiés irakiens font face à d'énormes besoins » dans les domaines de la santé, de l'éducation ou de l'alimentation, explique Peter Kessler, porte-parole à Londres du Haut commissariat pour les réfugiés (HCR) de l'ONU.

Leur détresse est occultée par l'anpleur des violences en Irak. « Les pays européens vivent dans un déni lamentable du danger posé par la guerre en Irak », explique M. Kessler.

« Cette guerre ne prendra pas fin demain et elle va créer plus de réfugiés. » L'ONU estime que « des dizaines de milliers » d'Irakiens s'exilent chaque mois.

« Les pays devraient, par tous les moyens possibles, tenter de calmer les combats en Irak, poursuit le fonctionnaire onusien. Car si la situation perdure, les gens fuiront vers l'Europe, comme l'ont fait les Kurdes sous Saddam Hussein. » La Syrie accueille déjà près d'un million de réfugiés Irakiens, la Jordanie 750 000, l'Égypte 80 000, le Liban 40 000 et la Turquie 5 000.

70 % n'ont pas accès à l'eau

« Certains de ces réfugiés n'ont pas d'argent pour payer l'école. Leurs enfants doivent travailler et certaines femmes ont dû se livrer à la prostitution pour nourrir leur famille », explique le porte-parole du HCR. Ces personnes déplacées qui s'ajoutent, en Syrie et en Jordanie, à une importante population de réfugiés palestiniens, constituent, selon l'ONU, « un fardeau énorme » pour Damas et Amman.

« Ces gouvernements sont très fiers et n'ont jamais rien demandé pour les Palestiniens », mais « il est vital d'aider leurs ministères de la santé et de l'éducation », affectés par l'afflux de réfugiés, poursuit-il. Le

HCR n'a pour l'heure reçu des donateurs que la moitié des 60 millions de dollars dont il a besoin – une « goutte d'eau dans la mer », selon l'agence. « Nous n'avons de budget que pour trois écoles en Syrie alors qu'il nous en faudrait des centaines. »

En Irak se trouvent aussi près de 1,9 million de personnes déplacées par les violences intercommunautaires. Elles s'intègrent tant bien que mal dans un tissu social fragilisé, avec 15 millions d'Irakiens considérés comme « extrêmement vulnérables » par l'ONU. Près de 4 millions dépendent de l'aide alimentaire. Environ 50 % des Irakiens sont au chômage ; 70 % n'ont pas accès à l'eau ; 80 % manquent de sanitaires adaptés et 23 % des enfants souffrent de malnutrition chronique.

Selon l'ONU, en 2006, les violences ont forcé 730 000 Irakiens à trouver refuge ailleurs dans le pays et ont rendu très difficile l'action du HCR, présent dans sept localités. Pour attirer l'attention de la communauté internationale sur les problèmes des réfugiés irakiens, le HCR a invité à Genève, les 17 et 18 avril, les ministres de 192 pays, ainsi que 65 organisations internationales et une soixantaine d'organisations non gouvernementales. ■

PHILIPPE BOLOPION

IRAK

L'ex-vice-président irakien Ramadan a été exécuté par pendaison à Bagdad

L'ANCIEN vice-président irakien Taha Yassine Ramadan a été pendu, mardi 20 mars avant l'aube, le jour du 4^e anni-

versaire de l'invasion américaine du pays. Son fils, Ahmad Ramadan, interrogé du Yémen, où il réside, par la chaîne de télévision Al-Jazira, a confirmé l'exécution, précisant que son père serait inhumé dans la région de Tikrit, non loin de l'endroit où l'ancien président Saddam Hussein a été enterré. « Ce n'est pas une exécution, c'est un assassinat politique », a dénoncé Ahmad Ramadan. « M. Ramadan a été pendu à 3 h 05 », a précisé un responsable gouvernemental ayant

requis l'anonymat.

Condamné en première instance par le Haut Tribunal irakien à la prison à vie pour l'assassinat de 148 villageois chiites à Doujaïl en 1982, Talia Yassine Ramadan, un Kurde sunnite, a vu la sentence modifiée en condamnation à mort par la cour d'appel. Depuis l'exécution de Saddam Hussein le 30 décembre 2006, M. Ramadan est le quatrième haut dirigeant de l'ancien régime baasiste irakien à être exécuté. – (AFP, Reuters.) ■

Attentats à Bagdad et à Kirkouk

Dans la ville pétrolière de Kirkouk, à 250 km au nord de Bagdad, au moins 15 personnes ont été tuées et 37 blessées dans quatre attentats perpétrés, lundi 19 mars, en l'espace de vingt-cinq minutes. A Bagdad, deux attentats à la voiture piégée dans deux endroits différents ont tué cinq personnes et en ont blessé une trentaine mardi 20 mars, jour

du quatrième anniversaire de l'invasion américaine. Quatre personnes ont été tuées et 21 blessées lors de l'explosion d'une voiture piégée dans la zone industrielle Sheikh Omar, dans le centre de la

capitale. Trois heures plus tôt, un premier attentat à la voiture piégée avait fait un mort et six blessés. L'explosion s'est produite, dans le sud de la capitale,

sur le marché Mujamma Al-Misham, spécialisé dans les pièces détachées pour voitures. Dans la ville de Hilla, au sud de la capitale, trois personnes ont été tuées et quatre blessées par des hommes qui ont ouvert le feu au hasard. A l'est de Ramadi, dans la province d'Al-Anbar, foyer de l'insurrection sunnite, la police a découvert au moins 25 corps décomposés, certains décapités. – (AFP.)

TURQUIE « RÉNOVATION URBAINE »

La colère monte au bidonville kurde d'Ayazma, à Istanbul

ISTANBUL

CORRESPONDANCE

Dans le sillage des bulldozers, une nuée d'enfants crasseux cherche des débris récupérables dans les gravats qui s'entassent depuis que la mairie d'Istanbul a entrepris la destruction du bidonville d'Ayazma, peuplé majoritairement de Kurdes. Soit un millier de maisons construites illégalement, étalées sur une colline à la périphérie de l'agglomération, coincées entre l'autoroute et l'immense stade olympique. Pour justifier sa politique de « rénovation urbaine », la mairie a expliqué vouloir « nettoyer un foyer terroriste ».

Les mieux lotis sont recasés dans des tours de douze étages à 10 kilomètres de là. Des ghettos urbains et sociaux, avec une dimension ethnique. « Ils sont en train de créer la future révolte sociale », constate l'urbaniste français Jean-François Pérouse, professeur à l'université Galatasaray.

Le cimetière pour enfants d'Ayazma est saturé, signe de la misère de ce quartier où tous les indicateurs sociaux sont au rouge. « Ce sont essentiellement des réfugiés du Sud-

Est qui ont fui la guerre » (entre l'armée et la guérilla du Parti des travailleurs kurdes, PKK), raconte Bernard Granjon, responsable de la mission Turquie de Médecins du monde. Ayazma illustre cette « *harlémission d'Istanbul* » pressentie par l'ex-chef de la police de la ville, Necdet Menzir, lundi 19 mars, dans les colonnes du journal *Radikal* : « *Des gangs politiques et criminels créent des zones où la police ne peut plus venir.* » Les bus, non plus, ne vont plus à Ayazma. Mer-

credi, pour la fête de Nawrouz, ils ont été détournés des quartiers sensibles. En un mois, une douzaine de bus ont été attaqués aux cocktails Molotov.

Peu à peu, Ayazma se vide. Ceux qui étaient locataires iront reconstruire plus loin. Les propriétaires se sont résolus à être relogés. Masallah emménage dans la tour B8. « *Ils nous dispersés comme des moutons, râlent le vieux paysan. Bien sûr, ici c'est plus luxueux, mais c'est comme une prison, ce n'est pas ma façon de vivre.* » A Ayazma, les villageois avaient amené leur mode de vie. Les poules ont été victimes de

la grippe aviaire, mais vaches et chèvres paissent au milieu du bidonville. « *Je suis triste pour mes arbres fruitiers, dit Masallah. Ils étaient comme mes enfants.* »

« Des milliers d'Öcalan »

Les ex-propriétaires du bidonville sont installés dans trois des 52 tours d'un ensemble urbain flambant neuf où on leur demande de payer pendant 15 ans, l'équivalent de 135 euros par mois de mensualités. Un tarif préférentiel en compensation de leur expulsion. « *On ne sait pas comment on va payer* », s'inquiète Oğün, père de cinq enfants et ouvrier textile. La mairie va dispenser des cours à ces déracinés, pour leur apprendre à vivre en milieu urbain.

Mais la surpopulation est déjà ingérable. Après quelques semaines, les salles de bain fuient, les enfants démontent les ampoules des cages d'escalier, arrachent les fleurs des plates-bandes pour les revendre. « *Ils utilisent l'ascenseur comme toilettes, rigole Kezban au 11^e étage de la tour B9, en préparant le déjeuner sur la moquette du salon. Moi, je jette mes ordures par la fenêtre. On est de vrais pay-sans !* »

La violence sociale se mêle à des revendications identitaires. « *Tous les jeunes sont au chômage, tempête le vieux Muzafer. Pour l'Etat, on est moins que des*

chiens ». « *Si je dis que je suis kurde, je ne trouverai pas de travail* », se persuade un gamin. A Ayazma, on a brûlé quelques pneus et peint des slogans sur les murs. Dans d'autres quartiers, la réaction plus vive des habitants a fait reculer les bulldozers. Une révolte qui prend un tour de plus en plus radical sous la forme de manifestations de soutien au PKK et à son leader emprisonné Abdullah Öcalan. « *Il y a ici des milliers d'autres Öcalan* », clame Masallah. ■

GUILLAUME PERRIER

Heurts et arrestations lors du Nouvel An kurde

Des heurts ont marqué la fête du Nouvel An kurde (Nawrouz) en Turquie, mercredi 21 mars. A Mersin, au sud du pays, un millier de manifestants se sont heurtés aux forces de l'ordre. Une vingtaine ont été interpellés, certains ont été blessés. La police a opéré une trentaine d'interpellations dans d'autres villes du sud-est, peuplé en majorité de Kurdes.

A Diyarbakir, où 100 000 personnes s'étaient retrouvées pour danser, des pierres ont été lancées contre des agents qui arrêtaient des jeunes scandant des slogans en faveur d'Abdullah Öcalan, le chef kurde emprisonné. La police est aussi intervenue à Istanbul, où étaient réunies 50 000 personnes. - (AFP.)

Le Monde 23 mars 2007

Le Monde 27 mars 2007

L'Iran durcit le ton sur le nucléaire après le vote des sanctions

NEW YORK (Nations unies)

CORRESPONDANT

L'Iran a choisi l'escalade, dimanche 25 mars, en répliquant à de nouvelles sanctions adoptées, samedi, au Conseil de sécurité de l'ONU, par une décision de « limiter » sa coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). « *Après cette résolution illégale du Conseil de sécurité, il n'y aura même pas une seconde d'arrêt dans la marche nucléaire pacifique et légale du peuple iranien* », a prévenu le président de la République islamique, Mahmoud Ahmadinejad.

Le Conseil de sécurité a unanimement adopté la résolution 1747 qui interdit à l'Iran d'exporter des armes et ordonne le gel des avoirs de 28 personnes et entités liées aux programmes nucléaires et bahistiques suspects. Le texte renforce des sanctions adoptées le 23 décembre 2006 et vise

notamment les Gardiens de la révolution, un pilier du régime. La résolution donne à l'Iran 60 jours pour geler son programme d'enrichissement d'uranium, soupçonné de servir à la mise au point d'une arme nucléaire, avant de faire face à de nouvelles sanctions.

« *Téhéran a décidé de limiter (sa) coopération (avec l'AIEA) jusqu'à ce que le dossier nucléaire iranien soit transféré du Conseil de sécurité vers cette agence* », a déclaré le porte-parole du gouvernement, Gholamhossein Elham. Au lieu d'annoncer par avance à l'agence atomique toute décision de construire de nouvelles installations nucléaires, comme il s'y était volontairement engagé, l'Iran se contenterait désormais de les déclarer six mois avant leur mise en service, a-t-il expliqué, qualifiant de « mineurs » les arrangements modifiés.

Mais, selon un ancien inspecteur de l'ONU spécialiste du dossier, David Albright, cité par l'agence Associated Press, la décision pourrait ouvrir la voie à la construction par l'Iran d'« une installation de secours » pour enrichir de l'uranium dans un lieu clandestin, à l'abri d'éventuelles frappes américaines ou israéliennes connues.

Reprendre contact

A New York, le ministre des affaires étrangères iranien a prévenu le Conseil de sécurité que son action aurait « *ses propres conséquences* ». « *La nation iranienne n'oubliera pas ceux qui ont soutenu et ceux qui ont rejeté (cette résolution) et va revoir ses relations internationales* », a pour sa part annoncé, sur son site Internet, le président Ahmadinejad.

La Chine et la Russie, d'impor-

tants partenaires commerciaux de l'Iran, ont, comme de nombreux autres pays, soutenu les sanctions, auxquelles ils s'étaient opposés jusqu'en décembre.

Le président vénézuélien Hugo Chavez est un des seuls chefs d'Etat à s'être rangé au côté de l'Iran face, a-t-il dit, à « *la folie de l'empire américain* ». M. Chavez a accusé Washington de préparer une action militaire contre Téhéran.

Les ministres des affaires étrangères des cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie) et de l'Allemagne, à l'origine de la nouvelle vague de sanctions, se sont engagés, dans un communiqué, à « *chercher une solution négociée* » avec l'Iran en proposant de « *nouvelles discussions* ».

Le chef de la diplomatie européenne, Javier Solana, a annoncé, dimanche, qu'il allait chercher à

reprendre contact avec le négociateur iranien chargé du nucléaire, Ali Larijani.

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est pour sa part fé-

licité de l'unanimité du Conseil de sécurité et a appelé l'Iran à « *appliquer pleinement* » la résolution 1747 pour « *restaurer la confiance de la communauté internationale*

dans la nature pacifique de son programme nucléaire ». « *Une solution négociée renforcerait le régime international de non-prolifération* », a ajouté M. Ban, qui a dit « *espérer*

que le dialogue reprenne ». ■

PHILIPPE BOLOPION

Des plaintes contre M. Erdogan pour avoir dit « M. Öcalan »

Un obstacle de taille se dresse sur la route présidentielle de Recep Tayyip Erdogan. A quelques semaines de l'élection à la magistrature suprême, le chef du gouvernement, qui n'a toujours pas annoncé officiellement s'il était candidat, fait l'objet d'une enquête, ouverte lundi 26 mars par le parquet d'Ankara. Plus de dix plaintes ont été déposées contre lui, dont une par le Parti républicain du peuple (CHP, gauche nationaliste), principal parti d'opposition, pour infraction à l'article 215 du code pénal qui sanctionne l'« *éloge du crime et des criminels* ». Le « *criminel* » en Turquie, c'est Abdullah Öcalan, le leader emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement séparatiste kurde considéré comme terroriste par la communauté internationale.

Ce qui est reproché à M. Erdogan,

c'est d'avoir parlé à deux reprises de « *sayin Öcalan* », au cours d'une interview donnée, en 2000, à la radio australienne SBS. *Sayin*, qui signifie « *monsieur* » en turc, est une marque d'estime. Donner du « *sayin* » pour Abdullah Öcalan qui, même détenu depuis huit ans, reste l'ennemi public numéro 1 en Turquie, est considéré comme un outrage. Le ministre des affaires étrangères, Abdullah Gül, a démenti cette accusation mais, depuis plus d'une semaine déjà, l'interview circule sur Internet.

La course à la présidence

Après étude des enregistrements de l'interview incriminée, le procureur décidera si le premier ministre, qui jouit d'une immunité parlementaire, doit être poursuivi. Mais l'opposition n'a pas attendu pour monter au créneau. « *Ceux*

qui utilisent le terme "monsieur" pour désigner un chef terroriste ne peuvent pas prétendre à la présidence, a vitupéré Zeki Sezer, le chef du Parti de la gauche démocratique (DSP). *Le premier ministre ne peut pas échapper à ce débat. Ses déclarations le poursuivront.* »

Depuis quelques semaines, plusieurs condamnations pour des faits similaires ont frappé des représentants du Parti pour une société démocratique – prokurde, soupçonné d'être la vitrine légale du PKK. Son président Ahmet Türk a ainsi été condamné, le 6 mars, à six mois de prison. M. Erdogan avait, quant à lui, passé quatre mois en prison en 1998, pour avoir récité quelques vers d'un poème, considérés à l'époque comme une « *incitation à la haine religieuse* ». ■

GUILLAUME PERRIER

(ISTANBUL, CORRESPONDANCE)

Le Congrès fait front pour un retrait d'Irak

THE WASHINGTON POST
Washington

C'est une Chambre des représentants fortement divisée qui a voté, le vendredi 23 mars, le retrait des troupes américaines d'Irak à la fin de l'été 2008, retrait assorti d'un calendrier lié au versement de la centaine de milliards de dollars de fonds demandés par le président Bush pour poursuivre une guerre de plus en plus impopulaire.

Quelques minutes après le vote, le président George W. Bush a dénoncé ce projet de loi comme étant « *un acte politique théâtral* », répétant fermement son intention d'y opposer son veto. « *Les démocrates imaginent que plus ils pourront retarder le financement de la guerre, plus ils pourront me forcer à accepter des restrictions pour nos troupes et m'imposer un calendrier de retrait artificiel. Cela n'arrivera pas*, a déclaré le président. *Les démocrates ont envoyé leur message. Qu'ils envoient leur argent maintenant.* »

Mais les démocrates n'étaient pas d'humeur à accepter un compromis après un vote obtenu à l'arraché, 218 voix contre 212. Seuls deux représentants républicains, Wayne Gilchrest du Maryland et Walter B. Jones de la Caroline du Nord, ont approuvé le projet de loi, et quatorze démocrates – parmi les plus conservateurs et les plus marqués à gauche – ont voté non.

Ce projet de loi contient des normes strictes en matière de repos, à hauteur de 124 milliards de dollars, dont 100 milliards directement alloués à l'effort de guerre en Irak et en Afghanistan ainsi que plusieurs milliards supplémentaires demandés par Bush pour l'équipement de combat, la formation, le logement et les soins de santé pour les troupes américaines.

Des deux côtés de l'échiquier politique, ce vote a été qualifié d'historique, mais pour différentes raisons. Les démocrates l'ont salué comme sonnante l'heure de la révolte du Congrès après quatre ans de guerre pour demander la fin d'un conflit qui a déjà coûté la vie à plus de 3 240 soldats américains et à d'innombrables de formation et d'équipement des troupes américaines et fixe des obligations au gouvernement irakien en matière de contrôle des opérations de sécurité, de répression des violences sectaires et d'une redistribution plus équitable des revenus du pétrole. Si aucun progrès n'était accompli en ce sens, une partie des troupes américaines pourrait être retirée d'Irak dès le mois de juillet prochain. Quoi qu'il arrive, le rapatriement général devrait de toute façon commencer en mars 2008 et être totalement achevé le 31 août de la même année.

L'autre volet de ce projet de loi concerne le financement de la guerre Irakiens. Les républicains, quant à eux, y ont vu un terrible appel à la

capitulation.

Toutefois, le résultat de cette bataille législative est loin d'être évident. Cette semaine, le Sénat doit voter son propre projet de loi sur le financement de la guerre à hauteur de 122 milliards de dollars qui prévoit de commencer le retrait des troupes américaines dans les quatre mois suivant le vote de la loi et qui fixerait – de manière non contraignante – la date du retrait des unités de combat au 31 mars 2008.

Indépendamment du vote du Sénat, les véritables décisions seront prises en petit comité, lorsque les négociateurs de la Chambre des représentants et ceux du Sénat décideront de la version finale à adresser au président, lequel a déjà promis d'y opposer son veto.

Nancy Pelosi, la présidente de la Chambre des représentants, exigera certainement que la version finale du projet envoyée au président comporte une date butoir pour le retrait des troupes, car elle dispose d'une faible marge de manœuvre. Bon nombre de démocrates se sentiraient en effet trahis si elle transigeait davantage, explique Maurice Hinchey, représentant démocrate de New York et farouche opposant à la guerre. Il ajoute : « *Tel qu'il se présente, le projet de loi est déjà un compromis, et nous n'obtiendrons rien du tout si nous n'adressons pas une véritable sommation à Bush.* »

Jonathan Weisman

US struggles to avert Turkish intervention in northern Iraq

The Guardian

March 23 2007

Ankara claims Kurdish rebels preparing attacks

Operations could wreck American peace strategy

Simon Tisdall Ankara

The US is scrambling to head off a “disastrous” Turkish military intervention in Kurdish-controlled northern Iraq that threatens to derail the Baghdad security surge and open up a third front in the battle to save Iraq from disintegration.

Senior Bush administration officials have assured Turkey in recent days that US forces will increase efforts to root out Kurdistan Workers’ party (PKK) guerrillas enjoying safe haven in the Qandil mountains, on the Iraq-Iran-Turkey border.

But Abdullah Gul, Turkey’s foreign minister, MPs, military chiefs and diplomats say up to 3,800 PKK fighters are preparing for attacks in south-east Turkey – and Turkey is ready to hit back if the Americans fail to act. “We will do what we have to do, we will do what is necessary. Nothing is ruled out,” Mr Gul said. “I have said to the Americans many times: suppose there is a terrorist organisation in Mexico attacking America. What would you do?... We are hopeful. We have high expectations. But we cannot just wait forever.”

Turkish sources said “hot pursuit” special forces operations in Khaftanin and Qanimasi, northern Iraq, were already under way. Murat Karayilan, a PKK leader, said this week that a “mad war” was in prospect unless Ankara backed off.

Fighting between security forces and Kurdish fighters seeking autonomy or independence for Kurdish-dominated

areas of south-east Turkey has claimed 37,000 lives since 1984. The last big Turkish operation occurred 10 years ago, when 40,000 troops pushed deep into Iraq. But intervention in the coming weeks would be the first since the US took control of Iraq in 2003 and would risk direct confrontation between Turkish troops and Iraqi Kurdish forces and their US allies.

Several other factors are adding to the tension between the Nato partners:

- The firm Turkish belief that the US is playing a double game in northern Iraq. Officials say the CIA is covertly funding and arming the PKK’s sister organisation, the Iran-based Kurdistan Free Life party, to destabilise the Iranian government.

- US acquiescence in plans to hold a referendum in oil-rich Kirkuk in northern Iraq.

Turkey suspects Iraqi Kurds are seeking control of Kirkuk as a prelude to the creation of an independent Kurdistan.

- Plans by the US Congress to vote on a resolution blaming Turkey for genocide against the Armenians in 1915. Faruk Logoglu, a former ambassador to Washington, said that if the resolution passed, relations “could take generations to recover”.

- Record levels of Turkish anti-Americanism dating back to 2003, when Turkey refused to let US combat forces cross the Iraq border.

The US is already fighting Sunni insurgents and Shia militias. Analysts say a surge in violence in northern Iraq, previously the most stable region, could capsize the entire US plan. But pressure on the Turkish prime minister, Recep Tayyip Erdogan, is also growing as a result of forthcoming elections. Military intervention was narrowly avoided last summer when he said that “patience was at an end” over US prevarication. Now conservatives and nationalists are again accusing him of not standing up to Washington.

“If they are killing our soldiers ... and if public pressure on the government increases, of course we will have to intervene,” said Ali Riza Alaboyun, an MP for Mr Erdogan’s Justice and Development party. “It is the legal right of any country to protect its people and its borders.”

US support for Iranian Kurds opposed to the Tehran government is adding to the agitation. “The US is trying to undermine the Iran regime, using the Kurds like it is using the MEK [the anti-Tehran People’s Mujahideen],” said Dr Logoglu. “Once you begin to differentiate between ‘good’ and ‘bad’ terrorist organisations, then you lose the war on terror.” But he warned that military intervention might be ineffective and could be “disastrous” in destabilising the region. A recent national security council assessment also suggested that senior Turkish commanders were cautious about the prospects of success.

Daniel Fried, assistant secretary of state, said last week that the US was acting to assuage Turkish concerns. “We are committed to eliminating the threat of PKK terrorism in northern Iraq,” he said.

General Joseph Ralston, the US special envoy dealing with the PKK issue, was less upbeat, admitting that “the potential for Turkish cross-border action” was growing. “We have reached a critical point in which the pressure of continued [PKK] attacks has placed immense public pressure upon the government of Turkey to take some military action. As the snows melt in the mountain passes, we will see if the PKK renews its attacks and how the Turkish government responds ... I hope the Turks will continue to stand by us.”

But a Milliyet journalist, Kadri Gursel, said: “The US attitude has really pissed off the government and the army. The US really doesn’t understand how exhausted and fed up they are.”



A Kurd is arrested at an Istanbul rally on Wednesday. Turkey’s leaders are under pressure to crack down on Kurdish militants

U.S. envoy to Baghdad held talks with rebels

On eve of departure, Khalilzad discusses approach to Sunnis

By Edward Wong

BAGHDAD: In a drive to bring militant Sunni Arabs into politics, the senior American envoy in Iraq, Ambassador Zalmay Khalilzad, held talks last year with men he believed represented major insurgent groups.

"There were discussions with the representatives of various groups in the aftermath of the elections, and during the formation of the government before the Samarra incident, and some discussions afterwards as well," Khalilzad said in a farewell interview at his home inside the fortified Green Zone, the first American official to publicly acknowledge that he has held such talks.

The meetings, which began in early 2006, were the first attempts at sustained contact between senior American officials here and the Sunni Arab insurgency. Khalilzad flew to Jordan for some of the talks, which included self-identified representatives of the Islamic Army of Iraq and the 1920 Revolution Brigades, two leading nationalist factions, the American and Iraqi officials say. But the efforts had foundered by the summer, after the bombing of the revered Shiite shrine in Samarra set off waves of sectarian violence.

Khalilzad's willingness to approach rebel groups defied the public pronouncements of Bush administration officials that the United States does not negotiate with insurgents. But it reflected the practical view of Iraqi politics that the ambassador adopted throughout his nearly two-year tenure here.

In another sign of pragmatism, the ambassador reiterated in the interview Friday his position that the American and Iraqi governments have to consider the option of granting amnesty to insurgents as a means to end the war:

As Khalilzad, 56, leaves Iraq this week to fill the role of President George W. Bush's nominee for ambassador to the United Nations, it is clear that his time here will be remembered most for one thing — his attempts to bring disenfranchised Sunni Arabs into the political process, both through em-

powering Sunni Arab political parties and trying to reach out to insurgents.

But that came at the cost of increasing tensions between the Americans and Iraq's Shiite leaders. And the efforts have failed so far to defuse the Sunni-led insurgency. Violence skyrocketed during Khalilzad's tenure, prompting Bush this winter to announce the deployment of 30,000 additional troops to Iraq.

"I think that it has not gone as well as

one would have clearly liked," Khalilzad said of his attempts to find a political solution to the war. "And I think the complicating factor was the intensification of sectarian violence, particularly in the aftermath of Samarra."

More than his two predecessors, L. Paul Bremer 3rd and John Negroponte, Khalilzad engaged in backroom deal-making. Most notably, he persuaded Sunni Arab leaders to take part in elections for a full-term government even after he pushed through a Constitution that the Sunni Arabs abhor and that has significantly raised sectarian tensions.

"I think he did fine, actually, considering the circumstances," said Ayad al-Samarraie, a prominent Sunni Arab legislator. "He tried his best to be a moderator between different political leaders."

Samarraie is from the Iraqi Consensus Front, the main Sunni Arab bloc that holds 44 of 275 parliamentary seats and 7 of 38 cabinet positions. Khalilzad had hoped the bloc's entry into politics would dampen the violence. Yet, a Pentagon assessment released to Congress on May 14 said the period of October to December 2006 was the most violent three-month stretch since the American invasion.

Khalilzad's efforts to woo the Sunni Arabs have infuriated many politicians in the ruling Shiite bloc, including Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki. Those leaders increasingly see the Americans as trying to check the power of the majority Shiites. That could push them closer to Iran, which is ruled by Shiite Persians.

After the Samarra shrine bombing of early 2006, Khalilzad began saying that killings largely attributed to Shiite militias were more destabilizing than violence by Sunni insurgents. Displeased with the militant Shiite attitude of Ibrahim al-Jaafari, then the prime minister, Khalilzad helped engineer Jaafari's ouster, only to have Jaafari replaced by one of his party's deputies, Maliki, who is beholden to the radical Shiite cleric Moktada al-Sadr.

Some Shiite leaders accuse Khalilzad, a Sunni born in Afghanistan, of sectarian bias, calling him by the Sunni nickname of "Abu Omar."

"He didn't transfer real power to the Iraqis," said Hassan al-Sineid, a Shiite legislator and adviser to Maliki. "He wasn't cooperative enough with the Iraqi government in any field."

Iraqi politicians are divided more than ever along ethnic and sectarian lines, with no viable moderate center. An American official said it has been

difficult to determine whether the people Khalilzad met with really were influential representatives of the insurgent groups, as they claimed. In addition, the groups have no umbrella leadership; even productive discussions with any one or two might have no broader impact. And anti-Western Islamist groups that are large drivers of the violence, particularly Al Qaeda in Mesopotamia, have no interest in being brought into the government.

To draw in recalcitrant Sunni Arabs, Khalilzad has said, the Shiites and Kurds will have to revise the Constitution and roll back the purging of Sunni Arabs from government, a process called de-Baathification. Those efforts remain grindingly slow: A parliamentary committee is only now starting to review the Constitution, and there has been no serious consideration of four competing proposals to overhaul de-Baathification.

All that leads critics of Khalilzad, a neoconservative who served as ambassador to Afghanistan until his arrival here in June 2005, to say that he never brokered any lasting solutions to this country's sectarian squabbles.

"Khalilzad's policy is based on compromise," Sineid said. "He's like an Arab sheik — he wants to make different groups sit down and compromise. That usually means putting off the hard decisions until the future."

The most complex legacy of Khalilzad — and arguably the most divisive — is the Iraqi Constitution, passed in a national referendum in October 2005. Though Sunni Arab voters overwhelmingly rejected it, the support of Shiites and Kurds, who make up 80 percent of the population, was enough to get it passed, which paved the way for full-term elections in December 2005.

"He was instrumental in the passage of the Constitution," Ahmad Chalabi, the former Iraqi exile and Pentagon favorite, said just hours after throwing a lunch for Khalilzad on Saturday. "He helped the parties negotiate the final compromises for the Constitution. That's his single biggest contribution."

Khalilzad said that of all his achievements here, he is most proud of a complicated deal he worked out during the drafting of the Constitution that allows for any part of the document to be revised, appeasing some Sunni Arab leaders. Without that, he and other American officials said, the Constitution might have been defeated by a narrow margin, in the popular vote, or Sunni Arabs might not have taken part in the full-term elections.

But critics of Khalilzad say that the painstaking and potentially rancorous review of the Constitution, which is under way now, would not be needed if the Americans had taken the time to shepherd a real Constitution, not one that ignored the needs of the Sunni Arabs in order to win the quick approval of the Kurds and Shiites.

Abdul Razzaq al-Saiedi contributed reporting from Baghdad.

Shattered lives of Baghdad's Sunnis

Iraq's once powerful are laid low by war and revenge

By Alissa J. Rubin

BAGHDAD: The cityscape of this capital tells a stark story of the toll the past four years have taken on Iraq's once powerful Sunni Arabs.

Theirs is a world of ruined buildings, damaged mosques, streets pitted by mortar shells, uncollected trash and so little electricity that many people have abandoned using refrigerators altogether.

The contrast with Shiite neighborhoods is sharp. Markets there are in full swing, community projects are under way and, while electricity is scarce throughout the city, there is less trouble finding fuel for generators in those areas.

When the government cannot provide services, civilian arms of the Shiite militias step in to try to fill the gap.

But in Adhamiya, a community with a Sunni majority, any semblance of normal life vanished more than a year ago. Its only hospital, Al Numan, is so short of basic items like gauze and cotton pads that when mortar attacks hit the community last autumn, the doctors broadcast appeals for supplies over local mosque loudspeakers.

Here, as in so much of Baghdad, the sectarian divide makes itself felt in its own deadly and destructive ways. Far more than in Shiite areas, sectarian hatred has shredded whatever remained of community life and created a cycle of violence that pits Sunni against Sunni as well as Sunni against Shiite.

Anyone who works with the government, whether Shiite or Sunni, is an enemy in the eyes of the Sunni insurgents, who carry out attack after attack against people they view as collaborators. While that chiefly makes targets of the Shiite-dominated Iraqi Army and the police, the militants also kill fellow Sunnis from government ministries who come to repair water and electrical lines in Sunni neighborhoods.

The result of such attacks is that government workers of either sect refuse to deliver services to most Sunni areas. For ordinary Sunnis, all this deepens the sense of political impotence and estrangement. U.S. military leaders and Western diplomats are unsure the cycle can be stopped.

"The Sunnis outside the political process say, 'What's the point of coming in when those involved in the government can do nothing for their own community?'" said a Western diplomat who was not authorized to speak publicly.

Militant religious groups, known as takfiris, "have taken these Sunni neighborhoods as bases, which made these areas of military operation," which

stopped the delivery of services, said Nasir al-Ani, a Sunni member of Parliament who works on a committee that is hoping to win popular acceptance of the Baghdad security plan.

"Now the ministries are trying to make services available," Ani said, "but the security situation prevents it. Part of the aim of the takfiris is to keep people disliking the government."

It adds up to a bleak prognosis for Sunnis. Until the violence is under control, there is unlikely to be any progress. But it is hard to persuade Sunnis to take a stand against the violence when they receive so little in return.

"We want to highlight that when the government is denying services to Sunnis, they are pushing them toward the Sunni extremists who attack the Shiite-dominated security forces," said Major Guy Parmeter, an operations officer for the 1st Battalion, 5th Cavalry, of the U.S. military, which operates in the Sunni areas on the west side of Baghdad. "And

In Adhamiya, any semblance of normal life vanished more than a year ago.

when that happens, it makes it harder to deliver services to those areas."

Government leaders admit that there has been outright obstruction on the part of some Shiite ministries. The Health Ministry, dominated by Shiites loyal to the militant cleric Moktada al-Sadr, has failed to deliver needed services to Sunni areas, said Ali al-Dabbagh, a government spokesman.

"This is part of the lack of efficiency in the ministry, which didn't improve this year," Dabbagh said. He added, however, that he did not see any remedy in the near term.

But government officials also emphasized that many of the skilled Sunnis who used to keep the ministries going have fled, so the ministries are not delivering services to anyone. Again, security has to come first, they said.

Ahmad Chalabi, a secular Shiite whose most recent role is to lead the committee working to win popular acceptance of the security plan, said he saw four problems particularly plaguing Sunni areas: food distribution, electricity, fuel and health services.

Chalabi said he might have found a solution for the first by ensuring that food agents have members of the Iraqi Army escort them to warehouses.

The other problems are deeper and

the solutions will take far longer to find, he said.

Day-to-day life for most Sunnis has become a nightmare of frustration, punctuated by the terror of being caught in the crossfire.

Sunni Baghdad is now made up of block after block of shuttered storefronts, broken glass and piles of rubble. By mid-afternoon in these neighborhoods, hardly a person is on the street.

Many residents will not leave their neighborhoods to go to jobs or see a doctor for fear they will be kidnapped at a checkpoint.

Sunni areas, mostly on the west side, were once roughly 70 percent Sunni and 30 percent Shiite, but those ratios have become more lopsided as Shiites have fled. Each neighborhood has its own sad tale.

In Amiriya, one of the western neighborhoods that was taken over early on by hard-line Sunni insurgents, the Americans and the militants have fought for more than three years.

More recently, Shiite militiamen joined the fray, kidnapping and killing those they believed were collaborating with the insurgents.

Now they have fled and been replaced by cells of Al Qaeda in Mesopotamia, who threaten Sunnis who refuse to cooperate with them.

They take over houses that families have fled and use them as bases to attack Iraqi Army and police checkpoints in the neighborhood.

Small wonder that the streets are empty, that the shops are shuttered and that neighbors view every foray for life's essentials as a dangerous journey.

For Um Hint, who did not give her full name for fear of retaliation, the past four years have been a downhill slide. She learned to recognize the different insurgents by what they wear.

"The ones we see now are different from the ones before because those wore masks," she said. "The merchants no longer sell their goods from their stores. We must go to their houses when we want something like shampoo or clothes. Anyone trying to open his shop, the insurgents will threaten him. Sometimes they leave a note, but sometimes they put a bomb in front of the shop."

The hazards on the streets have forced women to take over many of the activities often taken care of by men: food shopping, making inquiries at government agencies and taking household belongings for repairs.

The militants "only kill men," Hint, 40, said. "So we go out alone."

Ahmad Fadam and Mohammed Obaidi contributed from Baghdad.

Britanniques capturés : l'Iran reste inflexible

GOLFE
Certains à Téhéran suggèrent d'échanger les marins contre des diplomates iraniens arrêtés en Irak.

Téhéran

LE TON est monté d'un cran, hier, entre Téhéran et Londres, au sujet des quinze marins anglais appréhendés vendredi dans le Golfe persique. Tandis que le premier ministre britannique, Tony Blair, a condamné sévèrement leur arrestation « dans les eaux irakiennes », Téhéran continue à accuser les membres de la Royal Navy d'avoir pénétré délibérément du côté iranien.

Convoqué au ministère iranien des Affaires étrangères, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Téhéran, Geoffrey Adams, s'est vu reprocher « l'entrée illégale » de ses compatriotes. Il a saisi, pour sa part, l'occasion pour exiger leur libération immédiate. Il n'est, en revanche, pas parvenu à obtenir de précisions sur le lieu de leur détention. L'agence de presse semi-officielle iranienne Fars a annoncé leur transfert à Téhéran, mais l'information n'a pas été confirmée de source officielle.

Les quinze marins venaient d'achever une mission d'inspection de routine, sous mandat de l'ONU, à bord d'un navire marchand soupçonné de contrebande, lorsqu'ils ont été capturés, vendredi, avec leurs deux canots dans les eaux territoriales irakiennes, selon Londres. De son côté, un général iranien, Ali Reza Afshar, a déclaré, avant-hier, que les personnes arrêtées « ont avoué être entrées illégalement dans les eaux iraniennes ».

Pour Tony Blair, qui a qualifié la situation de « très grave », la détention des quinze marins est

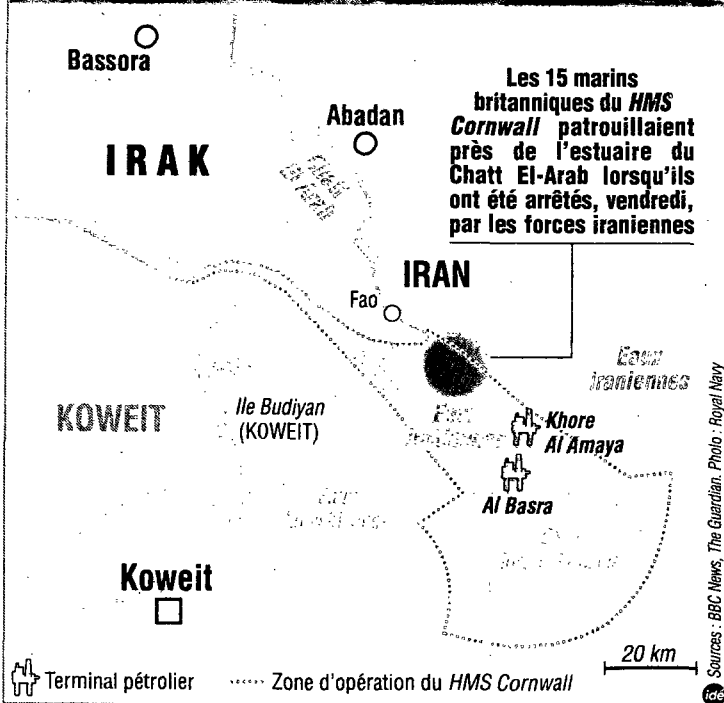
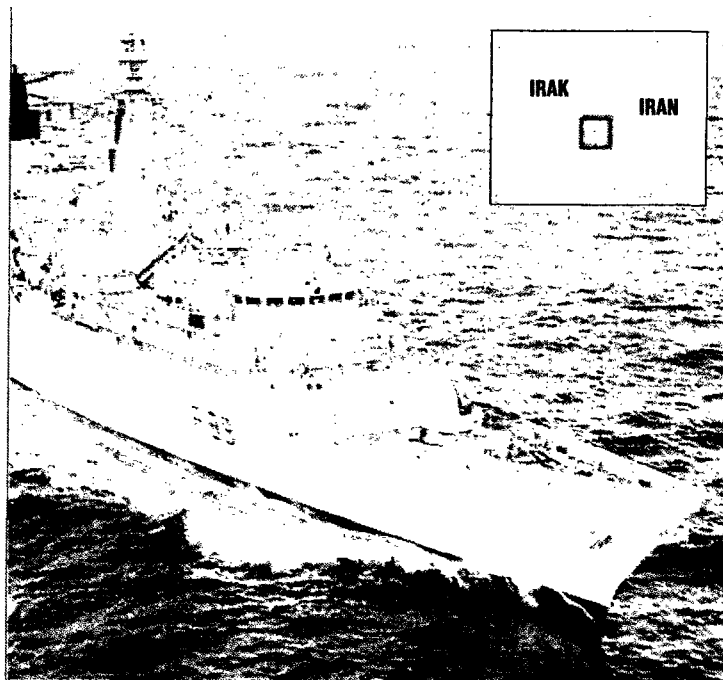
« injustifiée et inacceptable ». Solidaire, l'Union européenne a appelé à la libération des ressortissants britanniques. « Il apparaît évident que ces soldats ne se trouvaient pas en zone iranienne au moment des faits », a déclaré, hier à Berlin, le président Jacques Chirac, dans le cadre du sommet européen.

Ce n'est pas la première fois qu'un tel incident se produit. En juin 2004, huit soldats britanniques avaient été capturés dans les eaux du Chatt el-Arab, le fleuve frontalier entre l'Iran et l'Irak. Après avoir été contraints de présenter des excuses télévisées, ils avaient été libérés au bout de trois jours. Mais au moment où Téhéran se trouve sous une pression croissante de l'Occident, notamment à cause de son dossier nucléaire, l'affaire prend une autre tournure.

« Violation de notre intégrité »

Certains hommes politiques iraniens laissent entendre que les quinze marins pourraient être utilisés comme une monnaie d'échange contre la libération des cinq diplomates iraniens détenus en Irak par les forces américaines. « Tant que nos hommes ne seront pas en sécurité en Irak, il n'y a pas de raison de pardonner la violation (par les marins britanniques) de notre intégrité territoriale », a déclaré un influent député conservateur, sous couvert de l'anonymat, au site d'information Baztab. Mohammad Nabi Rouudaki, vice-président de la commission parlementaire chargée de la sécurité nationale, a précisé au Figaro que « les députés envisagent de débattre d'un projet de loi visant à troquer ces marins contre les diplomates iraniens enlevés en Irak par les Américains ».

DELPHINE MINOUI



Le Conseil de sécurité alourdit les sanctions

Téhéran s'est empressé de réagir au second volet de sanctions, voté ce week-end à l'ONU, en le qualifiant d'« inacceptable ». La nouvelle résolution 1747, qui alourdit les mesures de rétorsion infligées à l'Iran en décembre 2006, prévoit un embargo sur les exportations d'armes par l'Iran et des restrictions volontaires aux ventes d'armements à ce pays. Elle contient également des pénalisations financières et commerciales et pose des obstacles aux voyages de certaines person-

nalités iraniennes liées au programme nucléaire. Selon le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, qui a condamné cette résolution, l'Iran reste « prêt à mener des négociations sans conditions préalables avec un calendrier précis ». Mais les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne exigent de la République islamique qu'elle suspende son enrichissement d'uranium avant de reprendre les négociations.

D. M.

MOYEN-ORIENT

Le dangereux poker de l'Iran

La capture de quinze soldats britanniques et le refus d'obtempérer aux résolutions de l'Onu sur le nucléaire illustrent la volonté de Téhéran de faire monter les enchères. Explications.

PAR OLIVIER WEBER (AVEC FRÉDÉRIQUE ANDRÉANI À LONDRES ET KIANOUC DORRANI)

En capturant des soldats britanniques, l'Iran veut-il déclencher une nouvelle épreuve de force avec les pays occidentaux ?

Les quinze Britanniques capturés dans le golfe Persique (8 marins et 7 commandos marine) représentent incontestablement une monnaie d'échange pour Téhéran. Mais cette stratégie de la tension, coutumière de l'Iran en période de confrontation, reste dangereuse pour Ahmadinejad. Il n'est pas exclu que l'enlèvement des marins soit aussi une provocation issue des milieux radicaux ou des services secrets. D'autant que Londres est considéré par les Iraniens comme étant à l'origine de la dernière résolution de l'Onu, aggra-

vant les sanctions contre Téhéran. Cette opération est peut-être aussi une riposte à l'arrestation en janvier par les forces américaines de cinq Iraniens au Kurdistan irakien. Londres maintient sa version : les marins ont été faits prisonniers dans les eaux irakiennes, thèse que soutient aussi le ministre irakien des Affaires étrangères. Cette affaire correspond par ailleurs à une vieille tradition du régime des mollahs de négocier le sort d'otages, comme lors de l'occupation de l'ambassade à Téhéran en 1979 ou comme au cours des années 80 au Liban.

Les sanctions de l'Onu sont-elles efficaces ?

L'Onu vient de voter une résolution qui relève d'un cran les sanctions contre l'Iran. Cette fois, la 1747 a été adoptée à l'unanimité au Conseil de sécurité, y compris par les traditionnels alliés de Téhéran, la Russie et la Chine, inquiètes des envolées d'Ahmadinejad. Le président iranien a répondu en déclarant qu'*« il n'y aura pas une seconde d'arrêt dans la marche nucléaire pacifique et légale du peuple iranien »*. La résolution, qui vise notamment

les Gardiens de la Révolution, interdit à l'Iran d'exporter des armes et gèle les avoirs de 28 personnes et entités impliquées dans le dossier nucléaire. Des mesures qui s'ajoutent aux sanctions unilatérales mises en œuvre par les Etats-Unis depuis la rupture des relations entre les deux pays en 1979. Or l'Iran a un besoin vital, pour sa croissance, de pièces détachées et d'échanges économiques. Ces sanctions – du moins si elles sont strictement appliquées – peuvent être efficaces à terme. Les pays occidentaux les considèrent comme *« progressives »*, mais aussi comme *« réversibles »* en cas de coopération de la part de Téhéran.

L'Iran est-il en passe de se doter de l'arme nucléaire ?

Grâce à un programme clandestin mené depuis deux décennies, l'Iran est techniquement en mesure de posséder l'arme nucléaire dans un délai de cinq à dix ans, selon les experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Pour ce programme, l'enrichissement de l'uranium est vital, notamment dans l'usine de Natanz, où les Iraniens envisagent d'as-



Des soldats britanniques patrouillent dans l'estuaire du Chatt al-Arab, non loin de l'endroit où, le 23 mars, les quinze hommes ont été kidnappés

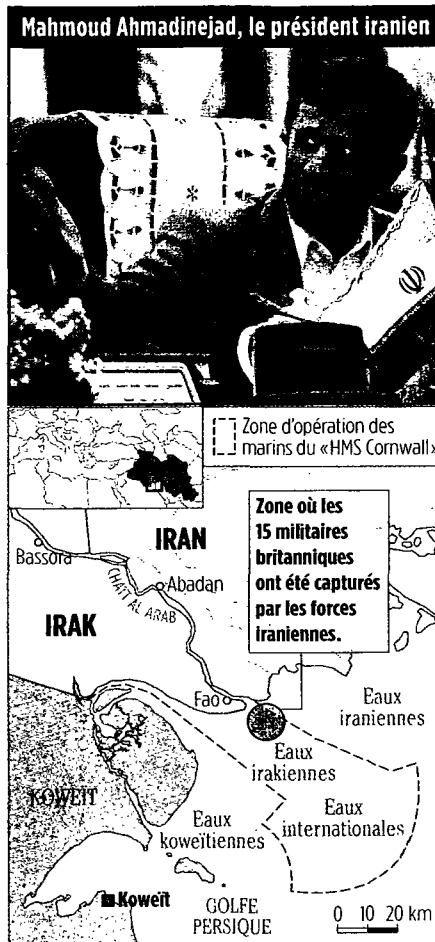
sembler 3 000 centrifugeuses. Au total, l'Iran vise 50 000 centrifugeuses pour produire de 400 à 500 kilos d'uranium enrichi par an. De quoi confectionner en théorie entre 15 et 20 bombes nucléaires.

La crise peut-elle déraper et déboucher sur un affrontement militaire ?

On est encore loin d'un scénario militaire malgré les menaces américaines et un front diplomatique désormais uni, depuis la résolution de l'Onu. La résolution 1747 s'inscrit dans le cadre de l'article 41 du chapitre 7 de la charte de l'Onu, qui exclut explicitement tout recours à la force. Dana Perino, porte-parole de la Maison-Blanche, a d'ailleurs précisé lundi que les Etats-Unis n'avaient « aucune intention de partir en guerre contre l'Iran ». « L'ancienne Perse n'est pas l'Irak, avec ses 70 millions d'habitants, un nationalisme fort et 3 500 ans d'Histoire », commente l'expert en géopolitique Gérard Chaliand, auteur de « L'Amérique en guerre » (Le Rocher). On se situe plutôt dans une logique de négociation, avec une surenchère de la part de Téhéran dans un cheminement pas toujours maîtrisé, en raison notamment des luttes d'influence au sein du pouvoir iranien.

Le président Ahmadinejad a-t-il les pleins pouvoirs en Iran ?

Le président de la République, sous le régime islamique en Iran, est officiellement le deuxième personnage de l'Etat iranien. La Constitution accorde pratiquement tous les pouvoirs au Guide suprême du régime, actuellement l'ayatollah Ali Khamenei. Mahmoud Ahmadinejad est donc obligé de composer non seulement avec le Guide suprême, mais aussi avec les autres centres de pouvoir au sein du régime islamique. Ainsi, le clergé, véritable institution à part entière du régime, le Parlement, l'Assemblée des experts, le Conseil de discernement, instance d'arbitrage dirigée par l'ancien président Rafsandjani, interviennent sans cesse, et à tous les niveaux, comme de véritables acteurs politiques indépendants. Cette particularité réduit considérablement la marge de manœuvre du chef de l'exécutif au détriment des multiples centres de décision du régime. L'ancien président réformateur Khatami, lui, est partisan d'une approche plus souple. Certains milieux de l'armée estiment par ailleurs qu'Ahmadinejad est allé trop loin dans la



provocation, notamment en demandant la destruction d'Israël.

Téhéran pratique-t-il une stratégie délibérée de fuite en avant ?

Les milieux politiques indépendants à Téhéran estiment que le régime, notamment depuis l'arrivée au pouvoir du président Ahmadinejad, perd progressivement de sa marge de manœuvre à l'intérieur de l'Iran et sur la scène internationale. Les mouvements de protestation se multiplient en Iran même en raison de l'aggravation quotidienne de la crise économique et de la baisse très sensible du pouvoir d'achat des classes moyennes. Le pays va entrer dans une période particulièrement difficile à partir du 20 mai, après la hausse attendue du prix de l'essence et son rationnement en raison des problèmes de raffinage. Une radicalisation politique croissante à l'intérieur et un isolement régional et international de l'Iran au cours des mois à venir sont à redouter.

Quelle est l'attitude des pays occidentaux face au fait nucléaire iranien ?

L'Iran est autorisé à se doter d'une industrie électronucléaire. Il est signataire du Traité de non-prolifération, qui prévoit des contrôles afin que le nucléaire civil ne débouche pas sur un usage militaire. Téhéran avait aussi signé le protocole additionnel instaurant des inspections renforcées, mais ne l'avait pas ratifié. Jusqu'en février, l'Iran en a respecté les dispositions. Téhéran affirme vouloir s'équiper de centrales nucléaires afin de préserver ses réserves pétrolières. L'exportation d'or noir constitue l'essentiel des rentrées en devises du pays. Or la consommation intérieure ne cesse de croître, diminuant les exportations de brut. L'Iran dit aussi vouloir maîtriser la totalité de sa filière, y compris l'enrichissement de l'uranium. La communauté internationale s'y oppose.

Quelle est la politique de l'Iran dans la région, notamment en Irak, au Liban et dans les territoires palestiniens ?

Officiellement, Téhéran a renoncé à exporter la révolution iranienne. Il n'en demeure pas moins que les Pasdaran et diverses Fondations (les Bonyad) s'avèrent très actifs dans le domaine étranger. Fidèle à sa pratique d'être présent sur plusieurs fronts à la fois, le régime soutient divers groupes en Irak, non seulement l'Armée du Mehdi de Moqtada Al-Sadr et l'Asri, milice chiite, mais aussi des groupes extrémistes sunnites. Une aide qui concerne des envois d'agents, de matériels (dont des explosifs), de la technologie et des sommes importantes en dollars. Idem en Afghanistan, le but étant d'affaiblir la présence américaine dans la région pour mieux négocier ensuite. Au Liban, l'Iran appuie activement le Hezbollah, dont l'aura a grandi depuis la guerre de l'été 2006 contre Israël. Les armes et équipements affluent alors que les fonds envoyés de Téhéran permettent au Parti de Dieu d'octroyer des aides substantielles aux victimes (10 000 dollars d'aide d'urgence, par exemple, au lendemain des combats et 250 000 dollars pour les familles des « martyrs » morts en opération). En Palestine, Téhéran soutient le Hamas via la Syrie. Cette stratégie de la dissémination permet à Téhéran d'être présent sur les principaux théâtres du Moyen-Orient. De garder plusieurs fers au feu et, éventuellement, de conduire une négociation globale ■

Syrie et Iran, une alliance stratégique

L'un, le régime syrien, est baasiste laïque et tient les mouvements islamistes pour des ennemis dangereux. L'autre, le pouvoir iranien, est le seul détenant par les religieux au sein du monde musulman. Le premier, limitrophe d'Israël, affirme vouloir conclure la paix avec lui. Le second, séparé de l'Etat juif par des milliers de kilomètres, exclut toute paix avec ce pays, voire souhaite le détruire si l'on en croit une partie de ses dirigeants. Membre de la Ligue arabe, la Syrie est supposée vibrer, pour le moins dans une large mesure, à l'unisson des autres pays arabes. L'appétit de puissance de la République islamique d'Iran effraie, au contraire, l'ensemble des pays arabes.

Et pourtant, depuis le début des années 1980, Damas et Téhéran ont noué une alliance stratégique, dont l'Irak et le Liban ont constitué à la fois les catalyseurs et les théâtres privilégiés de mise en pratique. En dépit de différences de vues ponctuelles, passées et présentes, les deux pays ne sont pas sur le point d'emprunter des chemins divergents. Les conjonctures régionale et internationale plaident en faveur du maintien de leur solidarité réciproque.

Damas et Téhéran sont largement redevables de leur rapprochement au régime déchu baasiste irakien, rival de celui qui gouverne encore la Syrie et qui, en 1980, les a jetés dans les bras l'un de l'autre, en lançant ses troupes à l'assaut d'une République islamique d'Iran encore balbutiante. Syriens et Iraniens se retrouvaient ainsi face à un adversaire commun, avide de devenir une puissance régionale, situation dont ils auraient fait en partie les frais. Les deux pays avaient également un autre ennemi proche-oriental, Israël, désigné comme tel par la République islamique dès son avènement.

Cette double affinité syro-iranienne s'est traduite au Liban par la mise en place des conditions favorables à la gestation du fils idéologique de la République islamique, le Hezbollah, dont l'épanouissement a également bénéficié d'un renversement d'alliances local. Les milices chrétiennes qui, dans les années 1970, avaient joué la carte de l'armée syrienne contre les Palestiniens et leurs alliés libanais avaient en effet retourné leur veste en faveur d'Israël.

La Syrie devint d'abord le passage obligé vers le pays du Cèdre des instructeurs militaires, des combattants, des « valises » et de responsables iraniens et hezbollahis en tout genre, avant de nouer, vers la fin des années 1980, des liens politiques avec le Parti de Dieu.

Les relations entre les trois partenaires ont connu des grippages. Cela a été le cas en 1987, entre la Syrie et le Hezbollah, lorsque 27 combattants de ce parti ont été tués dans une de ses permanences à Beyrouth par l'armée syrienne. Puis, dans la première moitié des années 1990 ensuite, lorsque Damas s'était engagé dans le processus de paix israélo-arabe lancé à Madrid, au grand

dam de Téhéran pour qui Israël demeurerait un Etat illégitime. L'alliance n'a pas été rompue. Elle semblait néanmoins mise en veilleuse.

Elle a connu un début de réactivation à la faveur du ralentissement du processus de paix israélo-syrien depuis l'assassinat de l'ancien

Analyse

Mouna Naim

Le Monde

Vendredi 30 mars 2007

premier ministre israélien Itzhak Rabin, en 1995, puis une véritable redynamisation, cinq ans plus tard, avec l'interruption totale des négociations de paix en l'an 2000 et le retrait, sous les coups de boutoir du Hezbollah, de l'armée israélienne de la bande frontalière qu'elle occupait au Liban sud depuis vingt-deux ans. La politique résolument pro-israélienne et va-t-en-guerre des Etats-Unis, sous la présidence de George W. Bush, lui a donné un nouveau souffle.

Des priorités différentes

Damas et Téhéran ne déplorent assurément pas la chute du régime de Saddam Hussein en Irak, mais l'occupation américaine de ce pays est perçue comme une menace directe à leur propre existence. Leurs appréhensions sont confortées par les projets de « *changement de régime* » ici et là, évoqués épisodiquement par des responsables américains. Syriens et Iraniens considèrent également que la soudaine sollicitude de Washington et de ses alliés pour le Liban est au moins en partie dirigée contre eux. C'est vrai en particulier depuis l'adoption, en septembre 2004, de la résolution 1559 de l'ONU exigeant à la fois le retrait de l'armée syrienne du Liban et le désarmement du Hezbollah.

Dans la crise libanaise, les deux pays n'ont pas les mêmes priorités. Soucieux, face aux pressions occidentales et aux menaces israéliennes, de gagner l'ensemble du monde musulman, sunnite dans son écrasante majorité, à la cause de son programme nucléaire, l'Iran est désireux de calmer le jeu au pays du Cèdre, notamment pour éviter les risques réels d'un conflit entre sunnites et chiïtes. Téhéran craint aussi de voir dilapider, dans un conflit interne libanais, le prestige que le Hezbollah libanais a acquis au sein des pays musulmans, en résistant pendant trente-trois jours, à l'été 2006, à l'armée israélienne.

La Syrie a une autre priorité en tête : maintenir les tensions internes pour éloigner le spectre de l'adoption des statuts du tribunal à caractère international qui devra juger les présumés coupables de l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri. Des responsables syriens risqueraient d'être inculpés.

Les deux capitales ne partagent pas non plus une vision identique quant à l'avenir de l'Irak. Un Irak gouverné par ses coreligionnaires chiïtes ne déplairait assurément pas à Téhéran, alors que Damas souhaite y associer la minorité sunnite.

Compte tenu toutefois d'une conjoncture régionale et internationale bloquée et qui leur est plutôt défavorable, l'Iran et la Syrie ont tout intérêt à ne pas se dissocier et à oublier leurs antagonismes idéologiques originels. Ceux-ci sont-ils d'ailleurs vraiment inconciliables ? Le Baas syrien est certes en principe laïque mais, à l'extérieur de ses frontières, il n'a jamais hésité à jouer des cartes islamistes, du type Hamas palestinien (sunnite) et Hezbollah libanais (chiïte), tandis qu'il utilise depuis peu, intra muros, la carte des islamistes modérés.

Le régime religieux irakien sait lui aussi faire preuve de pragmatisme lorsque ses intérêts sont en jeu : il n'a pas cillé lorsque Saddam Hussein a réprimé dans le sang, en 1991, ses coreligionnaires chiïtes, ni ne s'est insurgé contre l'intervention américaine en Irak l'année précédente ou contre les talibans en 2002. ■

ÉTATS-UNIS RAPATRIEMENT DES TROUPES

Le Sénat vote en faveur d'un calendrier de retrait en Irak

LES DÉMOCRATES américains ont remporté, mardi 27 mars, une nouvelle victoire contre la politique de George Bush en Irak avec le vote du Sénat en faveur d'un objectif de retrait des troupes de combat américaines à la date du 31 mars 2008. Par 50 voix contre 48, les sénateurs ont rejeté un amendement républicain qui visait à retrancher le calendrier de retrait d'un projet de loi de financement de la guerre. Deux républicains ont joint leurs voix à celles des démocrates.

La Chambre des représentants avait adopté, vendredi, sa propre version du collectif budgétaire finançant les opérations militaires en Irak et en Afghanistan pour 2007, avec un calendrier de retrait

légèrement différent de celui élaboré au Sénat. Réagissant après le vote, le président Bush a fait connaître sa « déception » dans un communiqué et réaffirmé qu'il mettrait son veto à toute tentative de fixer une date butoir à l'engagement américain.

Le texte du Sénat demande que le retrait commence au cours des quatre prochains mois. L'objectif étant que l'essentiel des troupes de combat ait quitté l'Irak d'ici au 31 mars 2008. Les textes du Sénat et de la Chambre devront être harmonisés avant qu'une version de compromis soit soumise au président.

Avant le vote, l'influent républicain John McCain, candidat à l'élection présidentielle de 2008

et favorable à l'envoi de renforts en Irak, avait fait valoir que tout calendrier de retrait revenait à « fixer une date certaine pour la reddition, avec d'énormes conséquences pour l'avenir de l'Irak, la sécurité du Moyen-Orient et celle de l'Amérique ». « Nous ne pouvons pas abandonner maintenant », avait-il ajouté.

Menace de veto présidentiel

« Cette guerre ne mérite pas qu'on verse la moindre goutte supplémentaire de sang américain », a répliqué, après le résultat du vote, le chef de la majorité démocrate au Sénat, Harry Reid. Répondant à la menace de veto de George Bush, il a souligné : « Nous aurions espéré que le président com-

prenne à quel point nous sommes sérieux au lieu de formuler toutes ces menaces, et que nous puissions travailler avec lui. » Pour le sénateur démocrate Richard Durbin, « le peuple américain s'est exprimé sur l'Irak. La Chambre et le Sénat se sont exprimés à leur tour ». « Aujourd'hui, nous espérons que le président écoute », a-t-il ajouté.

Deux sondages publiés en début de semaine montrent que 59 % à 60 % des Américains souhaitent que les troupes quittent l'Irak d'ici au 31 août 2008. Le débat sur le collectif budgétaire pour l'Irak et l'Afghanistan doit se terminer d'ici à la fin de la semaine. M. Reid souhaite que le Congrès puisse adopter le texte définitif dès le mois d'avril. - (AFP, Reuters.) ■

ENTRETIEN AVEC FLYNT LEVERETT, EXPERT DU MOYEN-ORIENT À LA NEW AMERICA FOUNDATION

Bush veut « préparer l'opinion à une riposte directe » contre l'Iran

FLYNT LEVERETT a successivement travaillé à la CIA, au département d'Etat puis au Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche, où il était chargé des affaires du Moyen-Orient jusqu'à mars 2003, date à laquelle il a démissionné pour désaccord politique. Il a ensuite rejoint la Brookings Institution. Il est aujourd'hui chercheur à la New America Foundation et enseignant à l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT).

Vous considérez que l'administration Bush a perdu plusieurs occasions de négocier avec l'Iran, en particulier au printemps 2003. Les choses s'en trouvent-elles plus compliquées aujourd'hui ?

Cette proposition de Téhéran, transmise par les Suisses au printemps 2003, était assez remarquable : les Iraniens se disaient prêts à parler de tous les problèmes bilatéraux avec Washington, y compris de leur programme nucléaire. Nous n'avons même pas pris la peine de répondre.

On m'a expliqué que le vice-président [Dick Cheney] était résolument opposé à un dialogue avec l'Iran. J'ai vu Colin Powell [alors

secrétaire d'Etat] un mois après mon départ de l'administration et il m'a dit qu'il n'avait pas réussi à « vendre » cette proposition à la Maison Blanche.

Par la suite, son directeur de cabinet a déclaré que le secrétaire d'Etat et le vice-président avaient fait un deal : si Colin Powell ne poussait pas la proposition iranienne, il aurait plus de marge de manœuvre sur la Corée du Nord. Rétrospectivement, on constate en effet que le dossier nucléaire nord-coréen a évolué.

Quatre ans plus tard, la fenêtre d'opportunité pour une percée diplomatique avec l'Iran est plus étroite : les capacités de l'Iran en matière de cycle de combustible nucléaire ont progressé et la structure du pouvoir à Téhéran, avec de multiples centres de pouvoir et [le président iranien] Ahmadinejad aux commandes, ne facilite pas les choses.

Aujourd'hui, je ne pense pas qu'il soit possible de parvenir à un accord avec les Iraniens sans accepter une installation pilote d'enrichissement d'uranium, régulièrement inspectée, et sans leur fournir des « garanties de sécurité », c'est-à-dire un engage-

ment des Etats-Unis à ne pas recourir à la force pour modifier leurs frontières ou leur régime.

Quel est le fondement de l'opposition de l'administration Bush à un dialogue avec l'Iran ?

Le président considère que la République islamique est un régime fondamentalement illégitime, et il résiste donc très fortement à l'idée de traiter avec ce régime. Le vice-président a toujours considéré l'Iran comme une menace plus grave que la Corée du Nord : cela concerne le pétrole, Israël, l'équilibre des pouvoirs et le rôle des Etats-Unis dans la région.

Dans le contexte de la guerre contre le terrorisme aussi, l'administration Bush voit le terrorisme comme un phénomène porté par des Etats, plutôt que par des individus. Donc, pour Dick Cheney, l'Iran est une force du mal.

Mais le vice-président est perçu comme moins influent aujourd'hui... La secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice, partage-t-elle sa position sur l'Iran ?

Je ne crois pas. Si elle ne parvient pas à obtenir une solution

diplomatique à la crise du nucléaire iranien, elle va chercher à gagner du temps, pour éviter que le président n'ait à affronter une décision grave.

Le plus intéressant dans le discours du président Bush sur l'état de l'Union en janvier ne concernait pas l'Irak mais l'Iran : en accusant Téhéran de fournir « un soutien matériel » aux attaques contre les troupes américaines, il cherchait à préparer l'opinion à une riposte directe sans avoir à passer par le Congrès ni l'ONU, en présentant l'Iran comme « le méchant », qui tue nos soldats.

Comment jugez-vous l'attitude de la Russie ?

Il semble que les Russes soient eux aussi en train d'essayer de gagner du temps, en retardant leur livraison de combustible à la centrale de Bouchehr.

La Russie et la Chine constatent qu'elles n'obtiennent pas grand-chose de l'Iran et commencent à perdre patience, mais elles veulent que cette affaire trouve une solution diplomatique et pacifique. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR SYLVIE KAUFFMANN

U.S.-Turkey relations would face test in vote

Bill labels Armenia killings genocide

By Sebnem Arsu and Brian Knowlton

ISTANBUL: A planned vote in the U.S. Congress that would classify the widespread killings of Armenians by the Ottoman Army as a genocide is threatening to make relations with Turkey unusually tense.

The speaker of the House, Nancy Pelosi, backs the resolution and at first wanted a vote in April. But under Turkish pressure, Bush administration figures have lobbied for the Democrats in charge of Congress to drop the measure.

Secretary of State Condoleezza Rice and Defense Secretary Robert Gates sent strong letters of protest to her and to Representative Tom Lantos, the chairman of the Foreign Affairs Committee, which has not set a date for the vote.

"That's had an impact," said Lynne Weil, a Lantos spokeswoman, referring to the letters.

Turkey vehemently denies that the deaths of some 1.5 million Armenians from 1915 to 1923 constituted genocide. It contends that they occurred in the chaos of war, as the Ottoman Empire was falling apart, and that many Turks were also killed when Armenians sided with Russian forces in the hope of claiming territory in eastern Turkey.

But many Armenians have made it a point of honor to secure an acknowledgment from nations around the world that the deaths amounted to systematic genocide at Ottoman hands. So far, parliaments of more than 15 countries have done so. France and Switzerland went further and called for criminal charges against those who deny it.

A vote in Congress would be purely symbolic, but Turks have warned that it would be felt as a bitter slap and could cause enormous public pressure on the government in Ankara to chill its cooperation with Washington. The United States has strong military ties to Turkey, a NATO member.

In an effort to highlight Turkey's opposition to a congressional resolution, many high-ranking Turkish officials visited Washington in recent months. One of them, Foreign Minister Abdullah Gul, believes that the damage would be very deep if the resolution passed — an option, he said, that he did not even want to think about.

"It is only natural that the Turkish public who closely follow the issue would also react to this strongly," Gul said. "As the elected government of democratic Turkey we would not be able to remain indifferent. However, I am confident that common sense would prevail at the Congress."

Gates and Rice, in identical letters, spoke sympathetically of "the horrendous suffering that ethnic Armenians endured" and called for more study of the events. But they also noted that when the French National Assembly voted last year, the Turkish military responded by deciding to "cut all contacts with the French military and terminated defense contracts under negotiation."

A similar reaction now by the Turkish government, Gates and Rice warned, "could harm American troops in the field" and constrain the U.S. military in any number of ways.

Gates chose a meeting of the American-Turkish Council in Washington to make a major policy speech on Tuesday. Not only did he describe Turkey as an ally that "I have long believed to be undervalued and underappreciated," but he also made a point of arguing against the genocide resolution.

"Our two nations should oppose measures and rhetoric that needlessly and destructively antagonize each other," Gates said Tuesday.

Asked about the warnings from Rice and Gates, Representative Adam Schiff, Democrat of California and a lead sponsor of the House resolution, said, "I don't see how we can have the moral authority that we need to condemn the genocide going in Darfur if we're unwilling to recognize other genocides that have taken place."

Similar congressional votes have been deferred in the past after intense lobbying. But with strong support for the resolution from Pelosi, and lingering resentments in Congress over Turkey's refusal to let U.S. forces use Turkish soil for the invasion of Iraq, the bill's prospects may have grown.

"It has 183 sponsors," Elizabeth Chouldjian of the Armenian National Committee of America said. "It is very likely that if it came up for a vote right now it would pass."

But Turks say they have taken steps to

face their past. Last year, after court challenges to a law that made it a criminal offense to discuss the Armenian killings, Turkish intellectuals finally managed to gather to discuss the events. The conference was considered a breakthrough.

Fueled partly by anger over the Iraq war, American popularity in Turkey plunged from 52 percent in 2000 to a historic low of 12 percent last year, according to a Pew Global Attitudes survey published this month.

In Istanbul, Etyen Mahcupyan, an intellectual of Armenian descent who succeeded the assassinated editor Hrant Dink at the weekly *Agos*, said that foreign pressure on Turkey would only fuel extreme nationalism.

"Turkish people are just beginning to realize that there are things they were not taught in schools, so we are curious and willing to talk about not only the Armenian issue but also other things freely," Mahcupyan said. "It is not fair to expect a society to accept the truths of other societies without having the chance to discuss them first."

Other Turkish Armenians said they agreed.

"None of these resolutions," said Hosyar Koletavitoglu, a business consultant, "would bring back our grandparents."

Brian Knowlton reported from Washington.

Iraq's agony: 'Don't go out, they'll kill you'

By Edward Wong

BAGHDAD: The two men showed up in the afternoon to evict Suaada Saadoun's family. One was carrying a shiny black pistol.

Saadoun was a Sunni Arab living in a Shiite enclave of western Baghdad. A widowed mother of seven, she and her family had been chased out once before. This time, she called the American and Kurdish soldiers at a base less than a mile to the east.

The men tried driving away, but the soldiers had blocked the street. They handcuffed the men.

"If anything happens to us, they're the ones responsible," said Saadoun, 49, a burly, boisterous woman in a black robe and lavender-blue head scarf.

The Americans shoved the men into a Humvee. Neighbors clapped as if their home soccer team had just won a season title.

The next morning, on Wednesday, Saadoun was shot and killed while walking by a bakery in the local market.

After the police took the body away, all that remained was a pool of blood, a bullet casing and one-half of Saadoun's set of false teeth.

The final hours of Saadoun's life reveal the ferocity with which Shiite militiamen are driving Sunni Arabs from Baghdad house by house, block by block, in an effort to homogenize the capital. It is happening even as thousands of additional American troops and Iraqi soldiers have entered Baghdad as part of President George W. Bush's "surge" strategy.

The United Nations estimates that at least 727,000 people have been displaced within Iraq since the bombing of a revered Shiite shrine in February 2006 set off waves of sectarian violence, and that two million people have fled the country.

After the new security plan began on Feb. 14, Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, a conservative Shiite, said the government would crack down on sectarian evictions and help families return to their homes, but the displacement is continuing.

"The forced evictions started up again this month," said Captain Benjamin Morales, 28, commander of a company of the 82nd Airborne Division that oversees a swath of western Baghdad taken over by Shiite militias last year. "In my area, that's the biggest thing that's going on."

Bravo Company of the 1st Battalion, 325th Infantry Regiment was among the first additional American units to enter Baghdad. It moved into the Ali Salah neighborhood at the start of February to work alongside Kurdish soldiers brought in from northern Iraq.

The first month was quiet. A couple of explosions, some shooting here and



A soldier questioning a Shiite man in Baghdad as soldiers tried to protect a Sunni family while family members watched outside their home. The family's mother was later shot.

there.

But in the last few weeks, the eight remaining Sunni Arab families living near the American and Iraqi base had begun getting serious threats again, Morales said.

Four families lived to the north. The Shiites marked those homes with big X's, splashed red paint across their front doors and shot at the buildings with Kalashnikovs. Two families moved out. Last week, the other two woke up one morning to find that the militants had wrapped chains with locks around their doors.

The other four Sunni homes, including that of Saadoun, lay west of the base. Dozens of Sunni families fled that area last year when Shiite militias began moving in. Saadoun and her family were among the refugees — they left for Syria in late 2006 after someone threw a grenade in their backyard.

Saadoun returned in February with four daughters, a son-in-law and her grandchildren, after she heard that American soldiers had moved into the neighborhood.

Determined not to be driven out a second time, Saadoun was the only person in any of the four remaining Sunni households in her neighborhood to complain to the Americans and Kurds when militant Shiites began issuing warnings this month.

"She started calling us, then she started calling the Kurds a lot more than us," Morales said. "She even visited the base a few times."

She received her final threat on Tuesday afternoon, when the two Shiite men drove up in a gray sedan.

One of them, Zuhair Naama, had a pistol with a wrist chain tucked into his waistband. They pulled out papers. They said they were guards from the Ministry of Finance, which is run by a hard-line Shiite political party with an Iranian-trained militia called the Badr Organization.

The men told Saadoun that they had been authorized by the ministry to repossess the home on behalf of the Iraqi government.

Saadoun's home was one of 80 or so in the area that belonged to the government before the American invasion of March 2003. That summer, Saadoun paid \$10,000 to buy the house from looters squatting there. Then she sold two rooms to Abu Bariq, a Sunni Arab who moved in with his wife and two daughters.

"Imagine a person who doesn't possess any property finally being able to have a home for his family," said Abu Bariq, a soldier in the new Iraqi Army.

About 15 people from three families were living in the house by early March.

Saadoun said she knew that the papers the two Shiite men carried were fake. They had tried the same thing the previous week. Saadoun invited the men into her home, then quietly called Morales and a Kurdish officer, Major Zirak

Nuri Salah, on her cellphone.

Blocks away, inside the Kurdish barracks of the old Muthana air base, Salah's phone rang at 2:46 p.m.

"The men are here," Saadoun said.

The major rounded up a dozen of his soldiers and piled into three armored

vehicles. Morales did the same with his men.

Someone called the two Shiites on their cellphones and warned them that the Americans and the Iraqi Army were coming. The men jumped in their car and drove down the street. Salah had ordered some of his Kurdish soldiers to set up a checkpoint on the street, and they stopped the car.

All Salah saw was chaos when he showed up.

The soldiers already on the scene had forced the two Shiites to stand against a wall outside Saadoun's home. Residents of the house crowded around the front gate. Neighbors milled about.

Saadoun was screaming at the Shiite men and they were screaming back.

"Everybody shut the hell up right now," an American officer yelled. "Everybody shut the hell up, O.K.?"

**'I don't care if
they're Sunni or Shia.
I just want to get
to the truth.'**

Saadoun spoke up. "Those two guys are both from the Mahdi Army," she said, reflexively invoking the name of the country's most feared Shiite militia. "They're trying to kick us out because we're Sunnis."

"We've been threatened for almost a year, a full year," she continued. "I'll go to the Green Zone if you don't solve my problems."

The two Shiite men were made to kneel on the ground. The Americans took the pistol off Naama and tied their hands behind their backs with plastic cuffs.

"We didn't do anything illegal," said Naama's friend, Abbas Radhi. "We have an order from the government, from the courts. The homes in this area belong to the government."

Morales stared at the documents the two men had been carrying. They had Ministry of Finance letterhead. But the captain's Iraqi interpreter said the papers referred to homes in another neighborhood entirely. They had nothing to do with this area.

Morales ordered his men to take the detainees back to the base.

A neighbor in a gray Manchester United tracksuit looked on from across the street. His name was Zade Hamoud. He was 22 and a Sunni Arab.

"I've been threatened, too," he told this reporter. "They called my cellphone and said, 'You have two days to leave your home or we'll blow your head off.'"

The Americans drove off in their Humvees, and the Kurds walked down the street to their own vehicles. The neighbors clapped. The day had yielded a minor victory in a very long war.

"I don't understand why they kill each other," Salah said. "I don't care if they're Sunni or Shia. I just want to get to the truth."

That night, Morales had a convoy take the two Shiite men to a detention center at a much larger American base. He also ordered a patrol of Americans and Kurds to scour a neighborhood for a man nicknamed Abu Hazem. Saadoun had said Abu Hazem worked with the two Shiites.

The soldiers walked down a series of dark streets looking for the right house. They pulled a man dressed in white robes from his home, thinking he had information. He pointed the patrol to an ice cream shop. The owners of the ice cream shop pointed down the block.

Someone had told the soldiers to look for a house, No. 33, but no one could find it. The patrol ended the night by kicking in the door of the wrong house.

Morales heard the news about Saadoun the next day at around noon. She had been shot dead in the market earlier that morning, a mile or so from the base. He walked around the hallway inside his command center with an ashen face.

"What can you do?" a sergeant said to him. "It's their problem. This is their country, and they need to work it out among themselves. There's nothing we can do about it."

An American patrol rolled out to Saadoun's home at 2 p.m. More than a dozen women dressed in black were wailing in the backyard, awaiting the arrival of Saadoun's body from the hospital.

"I told you, 'Don't go out. They'll kill you,'" one daughter cried out. "I told you, my lovely mother, 'Don't go out. They'll kill you.'"

By the next morning, everyone had left the house.

Abu Bariq, the Iraqi Army soldier, said he had moved his family to the home of a relative.

"The neighbors were upset," he said when reached by telephone. "They said, 'No, stay here, we'll protect you. We'll look after you.' I said, 'No thanks.'"

"I'll probably move in with another relative next week," he said. "This is a life like those of cats, moving from home to home."

Now there were three households of Sunni Arabs left in the neighborhood.

*Warzër Jaff and Wisam A. Habeeb
contributed reporting.*

Shiite neighborhoods struck hard in Baghdad

By Kirk Semple

BAGHDAD: A flurry of suicide bombings Thursday, including two that struck crowded markets during the busiest shopping hours of the week, killed at least 88 people and wounded at least 78, the authorities said.

The bombings, which were directed against predominantly Shiite neighborhoods in central Iraq, appeared to be the latest attacks in a fierce campaign by Sunni insurgents to undermine the latest government security plan for Baghdad.

American commanders have said that as the Shiite militias have largely receded from view during the early stages of the plan's implementation, their biggest military challenge has become the need to stop such large-scale insur-

gent attacks against Shiite populations.

In the deadliest attack Thursday, a man wrapped in an explosives belt wandered into a crowded street market in the Shaab neighborhood of eastern Baghdad and detonated himself, killing at least 60 people, mostly women and children, and wounding 25, an Interior Ministry official said.

The attack was apparently timed to inflict the greatest number of casualties: It came after sundown on the eve of the Muslim day of rest, when markets are usually packed with shoppers trying to gather what they need for their day off.

Two hours earlier, a coordinated attack involving three suicide car bombers killed at least 28 people and wounded 53 in the predominantly Shiite town of Khalis, about 6 miles, or 10 kilometers, north of Baquba, the cap-

ital of Diyala Province, according to the authorities.

As people rushed to help victims of the first car bombing, a second suicide bomber detonated his car, killing and wounding rescuers and security forces, an official said. The third suicide bomber, who was driving a stolen ambulance, apparently had engine problems about 500 yards, or 450 meters, away from the central hospital, his apparent target, the police official said. When several people approached the man to help, the official said, he detonated his explosives.

The attacks came on the heels of an extraordinary two-day spate of sectarian bloodshed in the northern town of Tal Afar, during which a double suicide bombing in a Shiite neighborhood was answered by a Shiite massacre of Sunni residents. The violence killed more than 140 people, wounded at least 210 and resulted in the detentions of at least 12 police officers suspected of involvement in the killings.

An officer from the 3rd Division of the Iraqi Army in Mosul, who ques-

ted anonymity because he was not authorized to speak on the record, said that the police officers were released on Thursday.

In Baghdad, Ryan Crocker was sworn in as the new American ambassador to Iraq. At his swearing-in ceremony, in the Green Zone, Crocker said

he was taking over the "most critical foreign policy mission" facing the United States.

U.S. Senate passes bill setting Iraq deadline

Partisan lines drawn as Democrats defy Bush's threat of veto

By David Stout,
Sheryl Gay Stolberg and Carl Hulse

WASHINGTON: The Senate narrowly approved a war-spending bill Thursday that calls for most American combat troops to be out of Iraq by March 31, 2008, thereby defying a veto threat by President George W. Bush and setting up a new confrontation over the war.

The 51-to-47 vote endorsed a \$122 billion spending package, most of which would go to the Iraq and Afghanistan campaigns, although some domestic spending is included.

"With passage of this bill," said Senator Robert Byrd, Democrat of West Virginia, "the Senate sends a clear message to the president that we must take the war in Iraq in a new direction."

The Senate bill, and a House bill that passed earlier, must now be reconciled through negotiations between the chambers before the legislation can be sent to the president's desk.

Even as the roll call was under way, Bush was meeting with House Republicans in a session that took on the feel of a pep rally, designed to ensure unity as the political battle over Iraq policy heats up against an increasingly determined Democratic opposition.

"We stand united in saying loud and clear that when we've got a troop in harm's way, we expect that troop to be fully funded," Bush said.

He renewed his pledge to veto any measure "that restricts our commanders on the ground in Iraq."

The Senate vote was a politically significant reflection of congressional Democrats' solidarity against the president's war policy.

Bush and the Democrats are already deadlocked over demands for testimony from top White House officials in an inquiry into the firing of federal prosecutors. Congressional criticism

Herald INTERNATIONAL Tribune March 30, 2007

seemed certain to rise after a former Justice Department official on Thursday contradicted Attorney General Alberto Gonzales's assertion that he was not involved in the dismissals. (Page 8)

That leaves Bush in the difficult position of fighting the new Democratic majority on two fronts.

While lacking the votes to override the threatened presidential veto, Democrats, emboldened by Bush's politically weak standing and the rising unpopularity of the war, have been more united, and effective, on the recent votes than many had expected.

"It was an amazing outcome," Senator Richard Durbin of Illinois, the party whip, said of an earlier Senate vote that foreshadowed Thursday's outcome. "We've been able to keep a very thin majority in the Senate together on major votes on Iraq with only a very few defections."

A key difference between the Senate and House bills is that the Senate bill sets a nonbinding goal for withdrawing troops by March 31, 2008, while the

House version demands that they be out by September 2008.

With both houses of Congress now firmly on record in favor of withdrawing from Iraq, Bush has vowed not to negotiate a timetable with Democrats.

In his recent appearances, Bush has seemed in no mood to back down.

On Wednesday, he quoted a newspaper editorial from The Los Angeles Times accusing Democrats of "the worst kind of congressional meddling in military strategy." Bush appeared almost eager for a battle. And Democrats seemed eager to give it to him.

Representative Nancy Pelosi of California, the House speaker, said Bush should "calm down with the threats," and Senator Harry Reid of Nevada, the Democratic leader, said his impression was that Bush "doesn't want anything other than a confrontation."

The president has been saying for weeks that he will veto any war spending bill that contains a withdrawal date.

He has taken particular aim at Democrats for loading the military spending bills with unrelated special-interest projects above the \$100 billion he has requested for the war, including, he wryly told a trade group Wednesday, \$3.5 million for visitors to "tour the Capitol and see for themselves how Congress works."

Democrats have said they are ready to begin House-Senate negotiations on the war-spending bill quickly. But with Congress set to begin its Easter recess on Friday, it is nearly impossible for lawmakers to produce a final bill before the week of April 16.

Bush, meanwhile, has warned that funding will run out April 15, forcing the

Pentagon to draw from other accounts. So the two sides seem certain to wind up in a blame game over who is responsible for holding up the money.

The Democratic leaders, Pelosi and Reid, tried to strike a conciliatory tone, stressing that they would deliver all the

money Bush requested. In a joint letter to the president, they said they stood ready to work with the White House.

"But your threats to veto a bill that has not even been presented to you indicate that you may not be ready to work with us," the letter said.

While they are hoping to capitalize on Bush's unpopularity, Democrats acknowledged privately that they were uncertain how the finger-pointing would play out. Some recalled President Bill Clinton's success in putting the blame on Republicans for a 1995 government shutdown.

Republicans say Bush may be unpopular, but his policy of sending additional troops to Iraq may have more support than he does. Despite a recent nationwide telephone poll by the Pew Research Center in which 59 percent of respondents said they wanted their lawmakers to vote for a timetable for withdrawal, aides to Bush say the public is beginning to see improvements in Iraq and is willing to give Bush's troop buildup a chance.

Democrats acknowledge that even with the unpopularity of the war, they must move carefully. The House bill passed with just 218 votes, the minimum necessary to guarantee passage, and in the Senate, the votes this week passed by 50 to 48 and 51 to 47.

Republicans say Bush must move carefully as well, but that they will back him as he tries to make the case to the public that Congress does not have power to dictate management of the war.

Two Republican senators, Chuck Hagel of Nebraska and Gordon Smith of Oregon, joined Democrats on Thursday in voting for the Senate bill. Both have been highly critical of the conduct of the war. Senator Joseph Lieberman, an independent from Connecticut who sides with the Democrats on most issues but supports the president on the war, voted against the bill.

Brian Knowlton and Robin Toner contributed reporting.

LES IRAKIENS RACONTENT

VIOLENCE L'ÉPURATION CONFESIONNELLE

Des centaines de milliers de personnes fuient leurs quartiers pour se protéger des exactions des milices sunnites ou chiites, souvent infiltrées dans la police.

Je suis sunnite, mon épouse est chiite. J'ai été menacé de mort si je refusais de divorcer. Nous avons alors quitté le quartier de Dora (où auparavant les deux confessions coexistaient). Ma femme habite maintenant à Sha'ab (un quartier chiite), tandis que je suis installé chez des amis à Mansour (un quartier sunnite). Je cherche une maison pour nous deux, mais à Bagdad il est difficile désormais de trouver un endroit où nous soyons acceptés ensemble.»

Ce jeune artiste irakien a pu fuir son quartier avant d'être tué. Des milliers

d'autres, toutes confessions confondues, ont eu moins de chance. Aujourd'hui, en Irak, les milices extrémistes, sunnites et chiites, font parler les armes. A force de menaces, d'enfèvements, d'assassinats perpétrés en plein jour par des escadrons de la mort, d'attentats à la voiture piégée dans les grandes villes du pays, Bagdad surtout, des groupes armés dépendant de partis chiites ou bien sunnites s'érigent en défenseurs de leur communauté. Et s'efforcent, sous ce prétexte, d'accroître la taille de leurs fiefs respectifs. Depuis l'attaque à la bombe sur le mausolée chiite de Samarra en février 2006, attaque qui avait mis fin à la retenue relative dont avaient fait preuve jusque-là les milices chiites, les exactions des deux côtés ont provoqué des déplacements massifs de population. Au moins 234 600 personnes auraient fui leurs maisons entre février et septembre 2006, selon des chiffres officiels qui sous-estiment vraisemblablement la réalité. Le paysage démographique et social irakien en est bouleversé. Malgré leur incessante augmentation, ces violences ne sont pas le fait de la population irakienne tout entière, mais bien de factions politiques qui luttent pour le pouvoir.

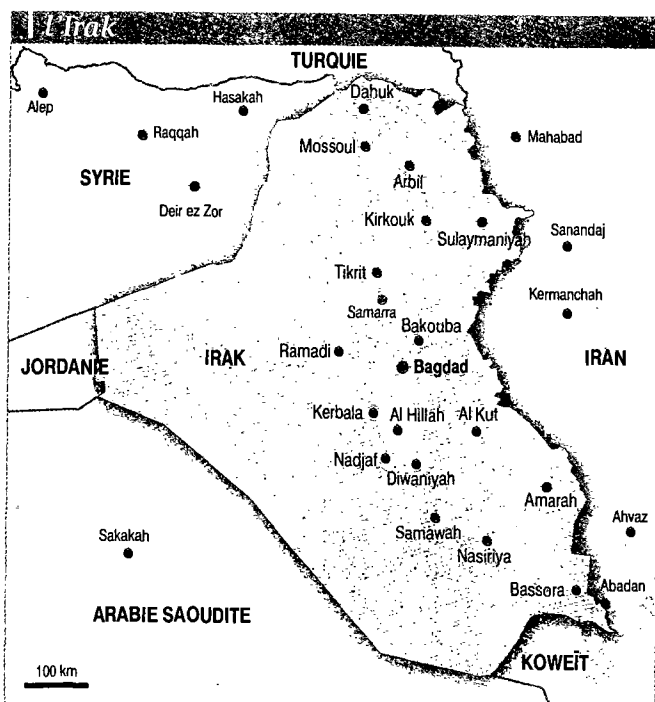
Le déplacement forcé de populations en Irak ne date pas de l'occupation américaine. Comme Staline, Saddam Hussein gouvernait en terrorisant et en déplaçant des communautés entières considérées comme «ennemies». Il avait

déporté les Arabes des marais, les pêcheurs et éleveurs chiites de l'extrême-sud du pays. Il avait massacré et contraint à l'exil des centaines de milliers de Kurdes pour installer des colons arabes dans les zones pétrolières du Nord. Ses grands travaux à Bagdad avaient forcé, dans des conditions souvent violentes, des quartiers entiers à se déplacer. Depuis la chute du régime baasiste en avril 2003, les combats entre l'armée américaine et la résistance ont contraint des dizaines de milliers d'Irakiens à fuir leur ville ou leur quartier, comme à Falluja au printemps 2004, à Najaf à l'été 2004 ou à Tal Afar en 2005. Ces déplacements «militaires» ont d'ailleurs suscité un tollé bien modeste à l'échelle internationale...

DES CHIITES PRO OU ANTIAMÉRICAINS

Progressivement cependant, une partie des insurgés sunnites se sont livrés à des violences contre les chiites, en partie sous l'influence de combattants proches d'Al-Qaïda. Ces exactions avaient à la fois un soubassement religieux et des motivations politiques. Alors que le régime baasiste était dominé par les sunnites, les nouvelles institutions irakiennes, forces de l'ordre surtout, sont contrôlées par des formations chiites «dures» comme l'Asrii (Assemblée suprême pour la révolution islamique en Irak) et l'armée du Mahdi de Moktada al-Sadr.

Face aux premières exactions commises par les radicaux sunnites, de nombreux dirigeants chiites (responsables religieux, chefs tribaux...) et les populations elles-mêmes ont réagi avec retenue jusqu'à fin 2005, comptant sur l'Etat pour les défendre. Les partis chiites ont adopté





Bagdad, Sadr City. Tous les sunnites ont été chassés de ce quartier, bastion de l'armée du Mahdi (photo). Cette milice chiite antiaméricaine lutte pour le leadership de la communauté contre un autre groupe armé, l'Asrii, allié des Etats-Unis.

des positions diverses. L'Asrii s'est elle-même très tôt livrée à des exactions de nature confessionnelle, contre des intellectuels sunnites et d'anciens officiers baasistes notamment. A l'opposé, l'armée du Mahdi dirigée par Moktada al-Sadr et qui rivalise avec l'Asrii pour le leadership chiite, était opposée à la présence américaine en Irak, à l'instar des insurgés sunnites, faisant de ce combat nationaliste sa priorité, par-delà les tensions confessionnelles. Cette modération initiale face aux violences antichiites lui a valu des inimitiés dans sa propre communauté.

La multiplication des exactions tout au long de l'année 2005, tel l'attentat d'octobre contre la mosquée chiite de Hilla (87 morts), a cependant provoqué des répliques de plus en plus violentes des groupes chiites. Ainsi, en novembre, des soldats américains ont découvert 173 prisonniers sunnites qui avaient subi des mauvais traitements dans les locaux du ministère de l'Intérieur, contrôlé par l'Asrii. Les escadrons de la mort avaient déjà commencé leur travail. Mais c'est l'attaque de février 2006 contre le mausolée de la mosquée dorée de Samarra, l'un des édifices chiites les

plus vénérés du pays, qui a marqué un tournant décisif. Sous la pression d'une partie de sa base et soucieuse de ne pas laisser la défense des chiites à la seule Asrii, l'armée du Mahdi a basculé dans les violences confessionnelles. Au point d'être devenue le principal responsable des exactions antisunnites, notamment à Bagdad.

Comme l'Asrii et son bras armé, la brigade al-Badr, l'armée du Mahdi bénéficie au minimum de la passivité ou de la peur de la police et de la Garde nationale, et souvent de leur soutien actif

chiite son principal ennemi avant les Etats-Unis eux-mêmes ; d'autre part au Parti islamique d'Irak qui, lui, est membre de la coalition dirigée depuis avril 2006 par le Premier ministre, Nouri al-Maliki, aux côtés de l'Asrii et de l'armée du Mahdi.

Alors que le gouvernement et les troupes américaines sont incapables de rétablir l'ordre, les voix modérées s'élevant publiquement contre les violences sont devenues rares en Irak. La plus influente est celle du grand ayatollah chiite Ali al-Sistani qui a condamné

«le chaos confessionnel» et les «campagnes de déplacement forcé». Son influence est cependant décroissante, surtout chez les plus jeunes, les recrues privilégiées des

Le grand ayatollah chiite Ali al-Sistani a condamné les déplacements forcés

(uniformes, véhicules, voire armes...), grâce aux militants que les mouvements chiites y ont infiltré. Du côté des partis sunnites, les principaux groupes responsables des violences sont liés d'une part à l'Association des oulémas musulmans, qui refuse de participer aux institutions mises en place par les Etats-Unis et fait désormais de la communauté

groupes armés. Le vocabulaire de la rue lui-même a changé. Ainsi, certains sunnites utilisent désormais le mot *shoroug*, par exemple, pour désigner les chiites, un terme traditionnellement associé aux tribus du sud supposées n'avoir ni éducation, ni morale. Les chiites, de leur côté, assimilent tous les sunnites aux wahhabites ou aux

■ ■ ■ salafistes, les courants politiques les plus radicaux de cette communauté.. La violence est tellement présente (corps brûlés, femmes violées, enfants décapités...) dans les quartiers de villes traditionnellement multiconfessionnelles (Bagdad, Bassora, Mossoul, Bakouba, Balad, Latifiya et autre villes des environs de Bagdad...) que la méfiance entre voisins, amis et même parents est devenue de règle. Les familles sommées de quitter leur quartier se voient souvent adresser, pour commencer, une menace voilée par un autre habitant («quelqu'un m'a dit que tu devrais déménager»), puis une lettre, un appel téléphonique, un SMS... D'autres voient leur nom inscrit sur des billets de banque qui circulent dans le quartier. D'autres encore reçoivent la visite nocturne d'hommes masqués, parfois des voisins reconnaissables malgré leur déguisement, qui viennent leur intimer l'ordre de partir. Pour certains enfin, il n'y a pas d'avertissement du tout.

Lorsqu'ils sont contraints de partir, les déplacés trouvent en général refuge chez des parents ou des amis. Quelques-uns se sont installés dans des camps de fortune (jardins publics, casernes désaffectées, écoles à l'abandon...) où ils sont essentiellement secourus par les collectivités locales et le Croissant-Rouge irakien, le gouvernement étant ici encore fort peu présent et efficace. En revanche, les partis politiques responsables des violences sont très actifs dans l'assistance aux déplacés de «leur» communauté, espérant ainsi capter leur soutien.

Contrairement à la Bosnie notamment où les partis nationalistes incitaient les membres de leur communauté à quitter le territoire «ennemi» pour se placer sous leur protection, les factions irakiennes encouragent les «leurs» à rester dans le territoire où ils ont toujours résidé pour mieux asseoir le contrôle politique du parti. Ils promettent de les protéger, même s'ils en sont concrètement incapables, comme le prouvent les déplacements de population. Ainsi, par exemple, tous les partis veulent garder une présence à Bagdad. De même, les formations sunnites veulent à tout

prix conserver une présence de leur communauté dans la région pétrolière de Bassora, à majorité chiite, au sud du pays. Pour inciter leurs coreligionnaires à rester dans leur quartier, des factions sunnites n'hésitent pas à distribuer des brochures indiquant comment se faire passer pour chiite si l'on est interpellé par une milice de l'Asrii ou de l'armée du Mahdi, en changeant de nom par exemple. Ou en installant des chants religieux chiites comme sonnerie sur son portable.

Jusqu'à présent, la violence s'est concentrée pour l'essentiel dans les grandes agglomérations au peuplement multiconfessionnel, en premier lieu Bagdad. Les exactions des milices et les déplacements qu'elles provoquent créent petit à petit dans la capitale des zones «homogènes» sur le plan confessionnel. Les sunnites sont chassés de l'est (Shu'ala, Sha'ab, Sadr City). De leur côté, les

chiïtes ont été expulsés des quartiers et faubourgs de l'ouest (Mansour, Ghazaliya, Abu Ghraib...). La violence s'intensifie dans les derniers quartiers encore mixtes le long des rives du Tigre, comme al-Washash ou al-Amil. Au nord du pays, Mossoul a connu d'importants déplacements forcés. Les radicaux arabes sunnites ont forcé au départ de nombreux Kurdes et chrétiens, tandis qu'affluaient dans la ville, des sunnites chassés de Bagdad, des provinces de Diyala et de Salah al-Din.... A Bassora, au sud de l'Irak, les milices chiïtes s'attaquent aux Kurdes, aux sunnites et aux chrétiens, autant de communautés appartenant depuis longtemps à la population cosmopolite de ce port de commerce.

Ironie de l'histoire, les villes du Kurdistan (Erbil, Sulaymania, Dohouk), région opprimée sous le régime de Saddain, bénéficient aujourd'hui d'un calme relatif et voient affluer des déplacés arabes (sunnites, chiïtes, chrétiens) qui fuient le reste du pays. Y compris d'ex-officiers du régime baasiste déchu. Si, jusqu'à présent, la violence s'est surtout exercée dans les villes au peuplement mixte, dans certaines zones rurales – comme le nord de la province de

Babil – à la jonction de régions chiïtes et sunnites, des chefs tribaux, très influents dans les campagnes, ont menacé de venger leurs victimes par des exactions à caractère confessionnel. L'on craint une extension des affrontements aux régions rurales risquant d'embraser tout le pays.

Les actuels déplacements de population ne modifient pas seulement la mixité du pays et les rapports de force entre partis sunnites et chiïtes. Ils infléchissent les rivalités au sein de chaque camp. Ainsi, l'armée du Mahdi, dont le bastion est le quartier de Sadr City à Bagdad, entend tirer profit du départ de chiïtes de la capitale – qu'elle considère acquise à sa cause – vers les villes saintes de Najaf et Kerbala. Le mouvement de Moktada al-Sadr dispute le contrôle de ces deux agglomérations à l'Asrii. Quelle que soit leur confession, les Irakiens pensent que les déplacements de population qui ont commencé depuis 2003 ne sont pas transitoires. A leurs yeux, même un rétablissement de la sécurité ne pourra inverser la tendance. Les groupes armés pourraient avoir gagné leur pari. □

ASHRAF AL-KHALIDI ET VICTOR TANNER

Ashraf al-Khalidi est le pseudonyme d'un activiste et chercheur irakien qui a coordonné des recherches de terrain sur les violences confessionnelles en 2006. Victor Tanner est chercheur et enseigne à Johns Hopkins University, à Washington. Ils ont publié en 2006 «Sectarian Violence: Radical Groups Drive Internal Displacement in Iraq», sur le site de la Brookings Institution <http://www.brookings.edu/>

L'Iran ou le déséquilibre de la terre

L'ONU VIENT D'IMPOSER DE NOUVELLES SANCTIONS À TÉHÉRAN POUR QU'IL GÊLE SON PROGRAMME D'ENRICHISSEMENT DE L'URANIUM ET LE DÉVELOPPEMENT DE MISSILES. À POINT NOMMÉ, THÉRÈSE DELPECH, EXPERTE ET AUTEURE D'UN RÉCENT ESSAI SUR LA QUESTION IRANIENNE, MET EN GARDE CEUX QUI DOUTENT ENCORE DE LA MENACE QUE REPRÉSENTERAIT UN RÉGIME IRANIEN EN POSSESSION DE LA BOMBE NUCLÉAIRE.

PROPOS RECUELLIS
PAR SAMUEL
BLUMENFELD ET
ALAIN FRACHON

Thérèse Delpech a une conception exigeante de son métier de politologue : elle l'exerce pour sonner l'alarme.

Chercheuse associée au Centre d'études

et de recherches internationales (CERI-FNSP), membre de l'Institut d'études

stratégiques de Londres, experte auprès des Nations unies, elle a retenu du siècle passé que la politique de l'autruche est l'un des chemins les plus sûrs pour mener à la catastrophe. Dans un précédent ouvrage, qui a lui valu le prix Femina essai, *L'Ensaucement* (Grasset), elle exposait cette forte conviction : les Européens auraient tort d'imaginer que la guerre ne fait plus partie de leur horizon. Elle est toujours une possibilité, particulièrement dans leur arrière-cour sud, le Proche-Orient : les Européens doivent regarder en face l'Iran de Mahmoud Ahmadinejad. Dans son nouveau livre - *Le Grand Perturbateur. Réflexions sur la question iranienne* (Grasset) -, elle imagine les conséquences d'une République islamique nucléaire : radicaux renforcés à l'intérieur et, à l'extérieur, capacité décuplée à dominer le Proche-Orient. Bref, une monumentale calamité stratégique. Alors que l'ONU vient de voter un renforcement des sanctions contre Téhéran, Thérèse Delpech juge que c'est la bonne politique. Mais, explique-t-elle ici, on a perdu du temps et on entretient encore de dangereuses illusions sur la véritable

nature du régime iranien.

On parle parfois d'une reproduction au Moyen-Orient du modèle de la guerre froide, Israël et l'Iran jouant le rôle tenu autrefois par les Etats-Unis et l'Union soviétique. Ce modèle vous paraît-il possible ?

Seuls des irresponsables, ayant de la dissuasion une vision totalement abstraite - qui pensent par exemple que deux pays dotés de l'arme nucléaire se trouvent *ipso facto* en situation de dissuasion -, peuvent s'exprimer ainsi. La vérité est, comme l'a toujours dit Raymond Aron, le penseur français le plus raisonnable en la matière, que la dissuasion dépend de nombreux facteurs. Il l'exprimait ainsi : qui veut dissuader qui ? De quoi ? Et avec quels moyens ? Autrement dit, il n'y a que des cas particuliers.

Il est absurde de prétendre que l'équilibre de la terreur - lui-même fragile, même pendant la guerre froide - est en quelque sorte automatique. Ce sujet ne peut être traité à la légère, tout



particulièrement à l'aube d'un siècle où le nucléaire peut s'avérer paradoxalement plus dangereux encore qu'il ne l'était jusqu'à présent.

Si l'on évoque l'Iran, ce pays n'a non seulement pas bénéficié de l'expérience du nucléaire pendant la guerre froide, mais perçoit cet outil plus comme une amie de coercition que de dissuasion dans la région et au-delà. Il ne reconnaît pas, de surcroît, celui qu'il considère comme son principal adversaire dans la région, c'est-à-dire Israël. Ce ne sont pas là des éléments mineurs.

Entre l'Est et l'Ouest, après les folies destructrices des deux guerres mondiales, le nucléaire a marqué l'inculcation par la force d'une grande prudence dans la tête des dirigeants. L'expérience de plusieurs décennies de crises successives a joué un grand rôle dans ce processus. En dehors de la grande crise des missiles de Cuba de 1962, où le monde s'est retrouvé au bord du précipice, il y a eu de nombreuses crises dans les années 1950 (pas moins de cinq !) puis celle de Berlin en 1961, une crise sino-soviétique en 1969 et enfin l'alerte des forces nucléaires américaines et israéliennes en 1973, lors de la guerre du Kippour. Tous ces épisodes, plus ou moins dramatiques, ont permis une éducation par l'expérience dont les nouveaux détenteurs n'ont pas bénéficié. Mais il est aussi remarquable que Mahmoud Ahmadinejad ou Kim Jong-il ont plus de points communs avec Castro qu'avec Khrouchtchev ou Kennedy. Or l'on sait à présent que l'acteur le plus dangereux en 1962 a été précisément le Cubain.

En outre, la guerre froide présentait une division du monde certes très déplaisante, symbolisée par le rideau de fer, mais claire. On savait où se situait le partage du monde entre les deux blocs. Rien de tel au Moyen-Orient : tous les Etats ne se reconnaissent pas officiellement entre eux, et, compte tenu de la question non résolue de l'Etat palestinien, les frontières ne sont pas

contrôle entre les deux pays à cause des capacités nucléaires pakistanaises. Bien naturellement, les Indiens n'ont pas voulu se plier à ce chantage et il a fallu l'intervention de Bill Clinton, des Russes et des Chinois auprès du premier ministre pakistanais Nawaz Sharif pour empêcher la situation de dégénérer en catastrophe.

Quel est le sens de l'équilibre de la terreur lorsque l'Iran clame qu'Israël est une « tumeur » ?

Dans ce cas précis, il y a un facteur aggravant qui est non seulement la non-reconnaissance de l'autre, mais aussi la volonté explicite de l'éliminer, comme le mot choisi le suggère. On ne peut minimiser de tels propos.

La dissuasion entre l'URSS et les Etats-Unis s'est faite par étapes, avec des négociations, des traités, tout un ensemble de contacts, et si l'opposition idéologique était forte, à aucun moment il n'y a eu négation de l'existence de l'adversaire. Dans le cas de l'Iran vis-à-vis d'Israël, la rhétorique – qui a un rôle d'autant plus important pour le nucléaire qu'il s'agit d'une arme que l'on n'est pas censé utiliser, contrairement aux tanks ou aux avions – est si effrayante qu'on peut se demander de bon droit de quelle dissuasion il pourrait bien s'agir. L'ancien président Rafsandjani a déclaré en décembre 2001 qu'une arme nucléaire iranienne constituerait un avantage décisif par rapport à Israël, compte

La crise de Berlin, 1961

En juin 1961, l'échec des négociations à Vienne entre Nikita Khrouchtchev, dirigeant de l'URSS, et John Kennedy, président américain, sur l'avenir de Berlin conduit à une situation de crise. Au bouclage des frontières entre les secteurs oriental et occidental de la ville par les autorités de la République démocratique allemande, Kennedy riposte en rappelant 250 000 réservistes. Dans la nuit du 13 août, la RDA commence à édifier le mur entre le secteur soviétique et les secteurs occidentaux de Berlin, mur qui ne tombera qu'en 1989, avec le régime est-allemand.

« La dissuasion repose sur l'idée qu'il y a des dommages insupportables. Si un pays fait du suicide un élément de sa culture, l'équilibre de la terreur n'a plus de sens »

fixes. Si l'on ajoute que le Moyen-Orient est une zone de conflits presque permanent et que la meilleure façon de passer au nucléaire est encore le dérapage d'un conflit conventionnel, il y a de bonnes raisons d'être prudent. Surtout si l'Iran devait entraîner, comme le pensent de plus en plus d'observateurs, d'autres Etats de la région vers l'option nucléaire, transformant le Moyen-Orient en une zone totalement imprévisible.

Enfin, la dissuasion que l'on a connue pendant la guerre froide risque de faire place à une utilisation de la bombe à des fins de modification et non de défense du statu quo, comme c'était le cas entre l'URSS et les Etats-Unis. On le voit dans la politique d'une nation comme le Pakistan. Lorsque ce pays a acquis la bombe en 1998, loin de mettre fin au conflit larvé qui oppose le Pakistan à l'Inde au Cachemir depuis 1947, Islamabad n'a pas hésité à déclencher un conflit en 1999 dans la région de Kargil. Les militaires pakistanais faisaient le pari que l'Inde n'oserait pas franchir la ligne de

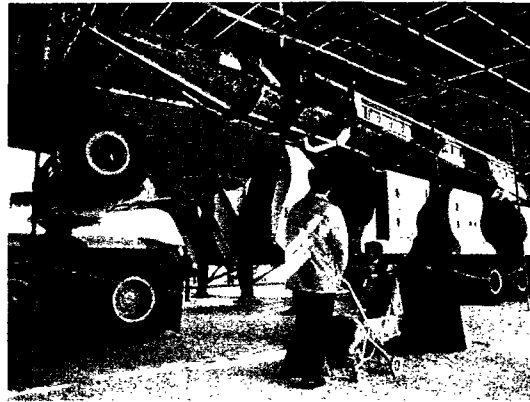
tenu de la taille du territoire israélien : l'Iran, même en cas de riposte israélienne, ne disparaîtrait pas, tandis qu'Israël n'existerait plus. Comme on voit, le grand pragmatiste de Téhéran a son franc-parler.

Vous pointez un autre élément, spécifique au Proche-Orient et à l'islamisme, qui est la culture du suicide. Celle-ci est antinomique avec toute forme de dissuasion.

La dissuasion reposant sur l'idée qu'il y a des dommages insupportables, si un pays fait du suicide un élément clé de sa culture, l'équilibre de la terreur n'a, en effet, plus de sens.

Les hommes d'Ahmadinejad ont vécu la guerre contre l'Irak, l'isolement de leur pays. Que veulent-ils : exporter la révolution islamiste au Proche-Orient et régler leurs comptes avec ceux qui les ont laissés tomber ?

C'est exact. La génération au pouvoir en Iran a fait ses classes pendant cette guerre qui joue toujours, du moins pour les élites politiques (les jeunes vivent dans un ►



L'Iran refuse toujours d'interrompre les opérations d'enrichissement d'uranium (à gauche), ainsi que la mise au point de missiles balistiques (au centre). Dans le même temps, les Israéliens, cible potentielle de Téhéran, effectuent des exercices d'alerte aux attaques nucléaires ou chimiques (à droite). REUTERS, AFP, YOAV LEMER / AFP

► autre monde), un rôle important. Il y a encore fréquemment dans la presse iranienne des articles sur l'abandon de l'Iran par le monde occidental pendant cette guerre. Il n'y a rien à redire sur ce point. Non seulement l'Occident n'a rien fait, mais même les Etats dépositaires du protocole de 1925 (qui interdit l'emploi d'armes chimiques et bactériologiques) n'ont pas cherché à obtenir une condamnation de l'Irak au Conseil de sécurité pour son utilisation massive d'armes chimiques contre les troupes iraniennes. Cela étant, la guerre avec l'Irak, c'est aussi l'entêtement insensé de l'ayatollah Khomeiny, à qui un cessez-le-feu très honorable a été proposé en 1982, avec une aide financière saoudienne considérable, à un moment où l'Iran a bouté les forces irakiennes hors des frontières. Il a refusé sous prétexte de libérer Bagdad et Jérusalem. On a vu la suite. Dès 1983, Saddam utilisait des armes chimiques et le pays est sorti ruiné de la guerre.

Maintenant, il faut voir quel serait ce règlement de comptes que vous évoquez. Si l'Iran voulait seulement prendre une place plus importante dans le système international, ce serait tout à fait gérable. Mais l'Iran veut autre chose. Il vise explicitement l'hégémonie sur le Moyen-Orient et, au-delà, la subversion du système international né de la seconde guerre mondiale. C'était très clair en 1979, beaucoup moins sous le président Khatami, mais ce l'est de nouveau avec Ahmadinejad, qui le dit ouvertement. Il est là pour mettre fin à l'injustice du monde et cela ne peut être fait selon lui que par un pays animé de croyances religieuses. C'est aussi le discours tenu par Mojtaba Hashemi Samareh, le vice-ministre de l'intérieur, un proche d'Ahmadinejad, qui a

d'ailleurs été l'émissaire du président iranien auprès de Jacques Chirac en septembre 2006.

Pourquoi ne veut-on pas reconnaître la nature révolutionnaire d'une partie du régime iranien ?

La première raison est que cette vérité dérange. Mais on a aussi tendance à raisonner avec nos catégories, où le religieux ne tient presque aucune place, et où le pouvoir, malgré tous ses défauts, présente tout de même chez nous une assez grande transparence. Rien de tel en Iran, où certains affirment que le régime ressemble davantage à un groupe de conspirateurs qu'à un gouvernement. La situation à Téhéran conduit ainsi un grand nombre d'Européens à distinguer des pragmatiques et des ultraconservateurs. D'une certaine façon c'est vrai, dans la mesure où il y a en effet des clans rivaux. Mais sur les ambitions essentielles - terrorisme, nucléaire, Israël - je ne vois pas de différence fondamentale entre Ahmadinejad, Rafsandjani et Khamenei. Même Khatami a parfois tenu des propos bien peu modérés.

Ahmadinejad prétend avoir des relations directes avec le douzième imami dont il prédit l'avènement en 2009, année où il estime détenir l'arme nucléaire...

Le messianisme chiite, tel que le comprend Ahmadinejad, a ceci de particulier qu'il a une dimension apocalyptique. Lui et ceux qui sont dans sa mouvance sont convaincus que le Mahdi reviendra de leur vivant et que ce retour peut être hâté par leur action. Il est normal, pour ne pas dire plus, de s'inquiéter de la coïncidence de ces éléments avec la volonté d'acquisition de l'arme nucléaire.

Qu'est-ce que l'Iran peut faire dans le climat actuel au Proche-Orient ?

La bombe donnerait d'abord aux plus durs un pouvoir qu'ils n'ont pas aujourd'hui à l'égard de la société iranienne, fermant davantage encore la possibilité d'un changement politique. Il est donc absurde de prétendre qu'il faut s'occuper de la défense des droits de l'homme plutôt que du nucléaire en Iran. Mais la bombe offrirait surtout au régime un moyen de pression sur les Etats voisins, qu'il s'agisse des plus vulnérables, comme le Qatar ou Bahreïn qui n'oseraient d'être mis sous tutelle, ou d'Etats comme l'Arabie saoudite. Les menaces de déstabilisation sur l'ensemble de la région devien-

La crise des missiles de Cuba, 1962 | Du 22 au 28 octobre 1962, Soviétiques et Américains

sont au bord du conflit nucléaire après la découverte de fusées nucléaires soviétiques à Cuba. Pressé par son état-major d'envahir l'île dirigée par Fidel Castro et contre l'avis de son secrétaire à la défense Robert McNamara, Kennedy opte pour une solution diplomatique, tout en imposant un blocus à Cuba afin d'empêcher le débarquement de navires soviétiques. Khrouchtchev et Kennedy parviennent finalement à s'accorder sur le démantèlement de leurs missiles à Cuba (ainsi qu'en Turquie), les Américains s'engageant à ne pas attaquer le régime castriste. Suite à cette crise, potentiellement la plus dangereuse de la guerre froide, le téléphone rouge, une ligne directe entre la Maison Blanche et le Kremlin, est mis en service.

draient beaucoup plus crédibles. Cela est bien compris de Riyad notamment, qui n'a pourtant pas l'habitude d'avoir une diplomatie très active, mais qui intervient désormais pour créer un front sunnite anti-Téhéran.

L'Europe ne serait pas à l'abri de problèmes sérieux, même sans troupes au Liban. Compte tenu des vecteurs iraniens qui ne cessent d'allonger leur portée et de la présence des missiles BM-25 de 3 000 kilomètres, l'Europe est potentiellement menacée. Ces menaces peuvent prendre aussi une dimension terroriste sur le territoire européen. Une des raisons pour lesquelles les Européens sont intervenus diplomatiquement en 2003 est d'ailleurs la reconnaissance de leurs intérêts de sécurité.

Les Etats-Unis vont peut-être commencer une négociation avec l'Iran pour convaincre Téhéran d'abandonner toute idée de se doter de l'arme atomique. Il vous semble cependant qu'Européens, Américains, Russes et Chinois, qui négocient ensemble sur ce dossier, ont perdu trois ans. Pourquoi ?

La négociation avec l'Iran dure depuis octobre 2003, mais les Etats-Unis ont fait savoir aux Européens qu'ils

une erreur – la principale, à mon sens : il eût fallu mettre ces négociations sous la protection du Conseil de sécurité, qui aurait donné de la force à l'espace de négociation en faisant explicitement référence à des sanctions si les engagements pris n'étaient pas tenus. C'est un peu à ce point que l'on se trouve aujourd'hui.

Il aurait donc mieux valu entrer dès 2003 dans une logique de sanctions ?

Il fallait aller dès novembre 2003 au Conseil de sécurité. Et il s'en est d'ailleurs fallu de très peu que ce ne soit le cas. En fait, personne n'aurait interdit aux membres du Conseil de décider que les Iraniens, tout en étant en infraction, avaient une dernière chance d'échapper aux sanctions s'ils jouaient le jeu de la suspension. Etant entendu qu'en cas de nouvelle violation des engagements pris ou d'absence de transparence sur leur programme nucléaire, les sanctions auraient un caractère automatique. C'était la bonne façon de négocier avec un interlocuteur très difficile.

La suite des événements l'a amplement montré, compte tenu des découvertes qui ont été faites. Les révé-

« L'Iran vise explicitement l'hégémonie sur le Moyen-Orient et, au-delà, la subversion du système international né de la seconde guerre mondiale »

ne soutenaient la voie diplomatique que depuis 2005. Pour le moment, il est surtout question de durcir les sanctions de décembre 2006. Pourquoi avoir tant tardé ? Du côté iranien, les négociations ont toujours été utilisées pour gagner du temps : elles ont fait partie d'une stratégie où il n'a jamais été question de renoncer à leur programme nucléaire. Et du côté européen, on a manqué de fermeté.

En 2002, le gouvernement iranien a dû faire face à une situation imprévue, puisque son programme nucléaire était soudain révélé au grand jour par l'opposition iranienne en exil. Les Iraniens acceptent alors à l'automne 2003 de négocier avec les Européens. Il ne s'agissait pas de tenter une sortie diplomatique, mais d'éviter les sanctions du Conseil. Celles-ci ne viendront d'ailleurs qu'en décembre 2006. Leur calcul n'était donc pas si mauvais.

Les Iraniens ont signé et ratifié le traité de non-prolifération nucléaire dès 1968. Leurs activités nucléaires sont placées sous la tutelle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Ils savaient pertinemment qu'ils violaient les accords passés avec cette dernière.

Bien sûr. Sinon, ils n'auraient jamais agi clandestinement pendant dix-huit ans et ils n'auraient pas non plus acquis à prix d'or des équipements sur le marché noir du nucléaire. Les découvertes des inspecteurs entre février et septembre 2003 ont suffi à montrer que les Iraniens avaient violé leurs engagements. Les Européens – Britanniques, Allemands, Français – ont alors voulu montrer qu'ils pouvaient se retrouver sur l'Iran après avoir été divisés sur l'Irak et qu'ils pouvaient obtenir une issue diplomatique à la crise. Ils estimaient qu'un transfert au Conseil de sécurité pouvait attendre. Ce fut

Le conflit sino-soviétique, 1969 | Déjà tendues, les relations sino-soviétiques se crispent

en août 1968, lorsque la Chine, inquiète de la sécurité de ses frontières, dénonce l'impérialisme russe après l'entrée des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie. Des craintes confirmées lorsqu'éclatent des incidents entre gardes frontières soviétiques et chinois, en mars 1969, le long du fleuve Oussouri. D'abord limités, ces affrontements gagnent en intensité et font près de 800 morts du côté chinois, les Soviétiques ne reconnaissant la perte que d'une centaine d'hommes. Face à des troubles qui s'étendent à la Mandchourie et au Xinjiang, Moscou envisage des actions militaires contre les installations nucléaires chinoises, alors que les autorités de Pékin viennent de procéder aux essais de la bombe H. En septembre, un entretien informel entre les premiers ministres Kossyguine et Zhou Enlai calme les esprits et permet la reprise des négociations frontalières.

lations du colonel Khadafi dès décembre 2003 sur ses programmes d'armes non conventionnelles et sa décision d'y renoncer ont ouvert une vaste enquête sur le réseau clandestin dirigé par le Pakistanais Abdul Qadeer Khan au cours de laquelle on découvre que tout un pan du programme d'enrichissement iranien a été dissimulé aux inspecteurs internationaux.

En fait, lors de l'enquête sur le réseau pakistanais clandestin d'Abdul Qadeer Khan, un des principaux collaborateurs de cette organisation emprisonné par les Malaisiens, le Sri-Lankais Buhared Syed Abu Tahir, a donné les dates de livraison à l'Iran de deux types de centrifugeuses dont la plus performante n'avait pas été déclarée. A partir de ce moment, les informations ne proviennent plus seulement du travail fourni par les inspecteurs en Iran, même si ces derniers continuent de découvrir beaucoup de choses (par exemple des expériences non déclarées sur le plutonium).

Pourtant, l'Iran affirme toujours aujourd'hui construire un programme civil et non militaire... ►

► S'il était pacifique, le programme iranien n'aurait aucun sens. Il est absurde de construire 54 000 centrifugeuses aussi peu performantes que les machines P1 pour un programme civil à Natanz. Dans le meilleur des cas, ces machines pourraient produire un seul cœur par an pour un réacteur qui, rappelons-le, n'existe pas encore puisque la centrale de Boucheir doit être alimentée par du combustible russe et que le contrat a été passé en bonne et due forme en 2005. Sans les codes russes, que la Russie n'a aucune intention de donner, le combustible produit en Iran ne pourrait pas même être introduit dans ce réacteur. Si l'Iran avait des intentions électro-nucléaires, les offres européennes ou russes auraient été saisies. D'ailleurs, de très nombreux pays achètent

La résolution 1696 de l'été 2006 n'était pas encore une résolution de sanctions, à la différence de celle qui a suivi quelques mois plus tard, en décembre (la résolution 1737). Mais, dès juin 2006, un accord existait à six (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne) sur des sanctions graduées. On a d'ailleurs vu très vite que c'était une décision efficace, car les mesures très limitées qui ont été décidées en décembre ont ouvert à Téhéran un espace de discussion inattendu, notamment de ceux qui ne cessaient de déclarer que les sanctions ne donneraient jamais aucun résultat.

En réalité, dans ce type de situation, on a trois possibilités. La première est de laisser faire et d'attendre que les Iraniens aient la bombe. Cela a un sens si l'on considère, comme Roland Dumas (ministre des affaires étrangères entre 1984 et 1986, puis de 1988 à 1993), que la détention par l'Iran de l'arme nucléaire jouerait un rôle « stabilisateur » au Proche-Orient. Mais ce ne peut évidemment pas être la position d'une personne sensée, compte tenu notamment de la non-reconnaissance d'Israël par Téhéran et des propos du président qualifiant Israël de « tumeur » qu'il faut rayer de la carte.

La deuxième option est militaire. Elle me semble dangereuse, car elle aurait pour résultat d'unir la société iranienne autour du pouvoir, ce qui n'est guère le cas aujourd'hui, comme l'ont montré les dernières élections.

Le traité de non-prolifération | Entré en vigueur le 5 mars 1970 et conçu en réponse à l'inquiétude

engendrée par la course aux armements, le traité de non-prolifération (TNP) a pour objectifs d'empêcher la prolifération des armes nucléaires, d'assurer une coopération internationale dans l'utilisation du nucléaire civil et permet le lancement de pourparlers sur la limitation des arsenaux non conventionnels. Des 189 pays signataires, seuls cinq (Etats-Unis, Russie, Chine, Grande-Bretagne et France) ont le statut de puissance nucléaire, les autres nations s'engageant à ne pas développer d'armes nucléaires. L'Inde, le Pakistan et Israël possèdent la bombe mais n'ont pas signé le TNP et, depuis 1993, la Corée du Nord s'est retirée du traité après y avoir adhéré. En 2003, l'Iran a signé, sans le ratifier, le protocole additionnel au TNP qui prévoit des inspections inopinées et approfondies des sites nucléaires des pays signataires par les membres de l'AIEA.

« L'option militaire me semble dangereuse car elle aurait pour résultat d'unir la société iranienne autour du pouvoir, ce qui n'est guère le cas aujourd'hui »

leur combustible nucléaire sur le marché international, parce que c'est beaucoup plus économique que de développer tout un cycle du combustible sur leur territoire. Si les Iraniens voulaient du nucléaire civil, il n'y aurait rien à redire. Mais dans ce cas, pourquoi les militaires et les Pasdarans (les Gardiens de la révolution) sont-ils impliqués à tous les stades de ce programme, de la mine au missile ? En France, le ministère de la défense ne se mêle pas de ce que fait EDF.

Donc, il n'y a pas de doute sur la nature de ce que font les Iraniens.

Très honnêtement, une analyse précise des activités iraniennes, telles qu'elles sont consignées aujourd'hui dans les rapports de l'AIEA, montre que le programme nucléaire de l'Iran est inexplicable dans le cadre d'un objectif civil. La Russie et la Chine n'ont pas plus de doute que nous sur ce sujet, sinon vous imaginez bien qu'elles n'auraient pas voté les deux résolutions 1696 et 1737 du Conseil de sécurité en 2006. Et il faut ajouter que de grands pays en développement, comme l'Inde et l'Égypte, ont aussi voté le transfert du dossier iranien à New York en février 2006. L'idée qu'il s'agit simplement d'une obsession occidentale ne résiste pas à l'analyse.

Mais on a attendu l'hiver 2006 pour prendre des sanctions au Conseil de sécurité... Et cela a déstabilisé les Iraniens.

Il ne reste que la voie des sanctions, qui peuvent être d'autant plus efficaces que la structure de l'économie iranienne est fragile et que la société veut une amélioration de sa situation matérielle (c'était d'ailleurs le thème de la campagne de Mahmoud Ahmadinejad). C'est la raison pour laquelle j'étais favorable au transfert au Conseil de sécurité dès 2003. C'était la seule façon de faire réfléchir les Iraniens au coût de leur politique de provocation. Quand on parle de l'unanimité des Iraniens sur la question nucléaire, on se trompe. Il y a unanimité sur l'accès de l'Iran aux technologies avancées et au nucléaire civil. En revanche, si on posait la question de l'acquisition de l'arme nucléaire, au prix de sanctions économiques prolongées, la réponse serait beaucoup moins tranchée. A mon sens, elle serait même négative.

Les sanctions sont la meilleure façon de faire comprendre à la population iranienne que ce que les autorités actuelles ont décidé de faire est contraire aux intérêts du pays qui a surtout besoin d'ouverture et de développement économique. Elles ouvrent aussi des failles au sein du pouvoir composite iranien. Et comme les sanctions internationales, même limitées, donnent un signal politique que les banques et les assurances comprennent d'emblée, les investissements en Iran baissent déjà sensiblement parce qu'ils paraissent trop risqués. Certes, le président Ahmadinejad n'a

pas changé de ton, mais il commence à rencontrer de sérieuses critiques.

Je pense qu'il faut également garder ouverte l'option militaire, même si elle n'est pas souhaitable, car elle aide les autorités à réfléchir...

Le problème aujourd'hui est que les Iraniens n'ont pas un front homogène devant eux.

C'est à la fois vrai et faux. Vrai dans la mesure où chacun a son histoire et ses intérêts. Les Américains, par exemple, ont un très lourd contentieux avec l'Iran depuis la révolution. Sur cette question, certains démocrates, comme Hillary Clinton, sont plus déterminés que l'administration actuelle. Le contentieux s'est accru avec la présence de nombreux agents iraniens en Irak depuis 2003 et la fourniture d'armes aux éléments les plus hostiles aux Américains.

Les Russes ont des intérêts très complexes vis-à-vis de l'Iran, commerciaux (nucléaires et ventes d'armes), stratégiques (présence de l'Iran au Caucase et en Asie centrale, volonté de la Russie de revenir au Moyen-Orient comme un acteur majeur). Non seulement les Russes n'ont pas arrêté leurs ventes d'armes à l'Iran mais ils s'opposent ouvertement à tout embargo dans ce domaine. Il n'est encore question dans la deuxième résolution que de « prudence » à exercer en la matière. Je ne fais pas aux Russes le procès de souhaiter que l'Iran possède l'arme nucléaire, car Moscou en connaît trop les risques et l'Iran n'est pas un allié. Mais je crois qu'ils sont favorables à un Iran puissant qui puisse contrecarrer la politique américaine au Moyen-Orient. Ce faisant, ils jouent probablement avec le feu, car le temps qu'ils accordent à Téhéran dans le cadre des négociations rapproche les Iraniens de la détention de l'arme atomique.

Sur le volet énergétique, les intérêts des Chinois sont opposés à ceux des Russes. La hausse du prix du pétrole est un véritable handicap. Mais ils veulent aussi, comme les Russes, occuper une place importante au Moyen-Orient, où ils sont déjà très présents, la Chine tentant de s'installer partout où elle pense pouvoir acquérir du gaz et du pétrole. Les Iraniens ont été absolument stupéfaits que les Chinois - comme d'ailleurs les Russes - votent la résolution 1737 qui les a sanctionnés, en décembre, au Conseil de sécurité. Ils se sont sentis tra-

Les résolutions 1737 et 1747 | Après deux mois de discussions difficiles en raison des réticences

russes, le Conseil de sécurité de l'ONU a voté à l'unanimité le 23 décembre 2006 la résolution 1737 qui impose pour la première fois des sanctions contre l'Iran. Elles consistent pour l'essentiel en un embargo sur les matériaux et les technologies « sensibles » qui pourraient aider Téhéran à se doter de l'arme nucléaire. Les avoirs de 22 personnes et organismes liés au programme nucléaire ont également été, en partie, gelés. Faute d'avoir cessé ses activités dans les soixante jours qui ont suivi l'adoption de cette résolution, Téhéran s'expose depuis fin février 2007 à de nouvelles sanctions. La résolution 1747, votée à l'unanimité le 24 mars, accentue la pression sur l'Iran : interdiction d'exporter des armes et gel des avoirs de 28 personnes et entités liées aux programmes nucléaire et balistique. Le président iranien a choisi l'escalade en limitant sa coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique.

his. Tout cela montre que la désunion dont on parle tant finit tout de même par être surmontée, à la surprise des autorités iraniennes. Il est donc également faux de trop insister sur les divergences entre les différents grands acteurs.

Les Iraniens ont alors dit : « On nous traite comme la Corée du Nord. »

A qui la faute? Si l'Iran respectait ses engagements, il ne risquerait pas des comparaisons désobligeantes ou un isolement qui risque de lui être fatal. D'ailleurs, les Iraniens ont avec cette Corée du Nord, qu'ils disent mépriser, des liens étroits dans le domaine balistique, et peut-être dans le domaine nucléaire. Ils ont aussi beaucoup appris de la diplomatie nord-coréenne et de la faiblesse des adversaires de Pyongyang. La Corée du Nord est un petit Etat incapable de nourrir sa population, entièrement dépendant de l'extérieur. Mais il se montre apte depuis plus de dix ans à tenir en otage le reste du monde avec un chantage nucléaire. Comme on va vite le découvrir, l'accord du 13 février ne changera pas ce constat. Cela donne une image terrible du XXI^e siècle. Pour ce qui me concerne, je ne souhaite vraiment pas que les règles qui régiront le nucléaire au XXI^e siècle soient écrites par Kim Jong-il ou Mahnoud Ahmadinejad. C'est un des risques que je souligne dans mon ouvrage. ●

À LIRE

Le Grand Perturbateur. Réflexions sur la question iranienne, Grasset, 2007, 216 p., 19,90 €.
Ce récent ouvrage de Thérèse Delpech fait suite à divers essais sur l'Iran, déjà, et d'autres sujets brûlants : *L'Iran, la bombe et la démission des nations*, Ed. Autrement, 2006, 137 p., 15 €.
L'Ensaucagement. Le retour de la barbarie au XXI^e siècle, Grasset, 2005, 366 p., 19 €.
Politique du chaos. L'autre face de la mondialisation, Seuil, coll. « La République des idées », 2002, 64 p., 9,50 €.
L'Héritage nucléaire, Ed. Complexe, coll. « Espace international » 1997, 168 p., 14,48 €.

THE NEW YORK REVIEW ·
March 15, 2007

The Surge

By Peter W. Galbraith

On January 10, 2007, President Bush presented his new Iraq plan in a nationally broadcast address from the White House library. "The most urgent priority for success in Iraq," he explained, "is security, especially in Baghdad." He announced that he was sending more than 20,000 additional troops to Baghdad and Anbar Province. Baghdad would be divided into nine districts and US forces would be embedded with the Iraqi army and police in each of those districts. These forces would monitor the Iraqi units operating in Baghdad, support them with additional firepower, and provide training.

By reducing the violence, Bush hopes to open the door to political reconciliation between Shiites and Sunnis. He said he would hold the Iraqi government to a program of national reconciliation that included disarming Shiite militias, a petroleum law guaranteeing the regions of Iraq a fair share of revenues, and a relaxation of penalties for service in the Baath Party. But unlike the Iraq Study Group report, Bush proposed no penalty if the Iraqi government failed to comply.

Bush aimed his toughest language at Iran and Syria, charging that they were allowing terrorists to move in and out of Iraq. The Iranians, he said, were providing material support for attacks on US troops, which he vowed to disrupt. To underscore his determination, he announced the deployment of an aircraft carrier to the Persian Gulf, and a few days after the speech, US special forces staged a raid on the Iranian liaison office in Erbil and arrested six Iranian intelligence operatives.

Bush's strategy is the polar opposite of that proposed by James Baker and Lee Hamilton in their Iraq Study Group report. Where they recommended the withdrawal of combat troops, Bush announced an escalation. Where they urged a diplomatic opening to Iran and Syria, Bush issued threats.

Bush's plan is laden with ironies. Four

years ago, military and diplomatic professionals warned that the US was embarking on a war with insufficient troops and inadequate planning. President Bush never listened to this advice, choosing to rely on the neoconservative appointees who assured him that victory in Iraq would be easy.

In devising his new strategy, Bush again turned to the neoconservatives. The so-called surge strategy is the brainchild of Frederick Kagan, a military historian at the neoconservative American Enterprise Institute who has never been to Iraq. And once again, President Bush dismissed the views of his military advisers. General George Casey and General John Abizaid, the commanders in the field, doubted that additional troops would make any difference in Iraq. They were replaced by surge advocates, including Lieutenant General David Petraeus, now the top commander in Iraq.

Petraeus, on whom so much now rests, served two previous tours in Iraq. As the American commander in Mosul in 2003 and 2004, he earned adulatory press coverage—including a Newsweek cover story captioned "Can This Man Save Iraq?"—for taming the Sunni-majority city. Petraeus ignored warnings from America's Kurdish allies that he was appointing the wrong people to key positions in Mosul's local government and police. A few months after he left the city, the Petraeus-appointed local police commander defected to the insurgency while the Sunni Arab police handed their weapons and uniforms over en masse to the insurgents.[1] Neither this episode nor the evident failure of the training programs for the Iraqi army and police which he ran in his next assignment seemed to have damaged the general's reputation.

In view of the role of neoconservatives in producing the Iraq fiasco, Bush' continued reliance on them was, even more than the proverbial second marriage, the triumph of hope over experience. In so doing, Bush apparently, uncharacteristically, swallowed his pride. In a Vanity Fair article released just before the mid-term elections, the main neoconservative proponents of the war, including the AEI's Richard Perle and David Frum, trashed Bush as an incompetent. Perle, a noted Washington defense hawk who was among the most vociferous advocates of the war, said that in retrospect, the invasion was a mistake. Frum, who wrote the most famous phrase

of the Bush presidency, "the axis of evil," provided a comment that neatly encapsulated the President's governing style and the neo-conservatives' belief that ideas trump the practical:

I always believed as a speechwriter that if you could persuade the president to commit himself to certain words, he would feel himself committed to the ideas that underlay those words. And the big shock to me has been that, although the president said the words, he just did not absorb the ideas. And that is the root of, maybe, everything.

In his speech and in interviews that followed, Bush said he would take responsibility for the mistakes made in the Iraq war. But when asked if he owed the Iraqi people an apology for not doing a better job of providing security after the invasion, he quickly deflected the responsibility to the Iraqis:

Well I don't, that we didn't do a better job or they didn't do a better job?... I think I am proud of the efforts we did. We liberated that country from a tyrant. I think the Iraqi people owe the American people a huge debt of gratitude. That's the problem here in America. They wonder whether or not there is a gratitude level that's significant enough in Iraq.

Bush's obliviousness to his own failure contributed to the overwhelmingly negative public and congressional reaction to his plan. According to a Gallup poll taken immediately after the speech, 70 percent of Americans disapproved of Bush's handling of the Iraq war and his overall approval ratings fell to the lowest of his presidency. Aside from Connecticut senator Joe Lieberman, no Democrat supported the new Bush plan. At the Senate Foreign Relations Committee the day after the speech, Republican senators—and in particular those up for reelection in 2008—were among the fiercest critics as Secretary of State Condoleezza Rice tried to defend the new strategy.

President Bush's plan has no chance of actually working. At this late stage, 21,500 additional troops cannot make a difference. US troops are ill prepared to do the policing that is needed to secure Baghdad. They lack police training, knowledge of the city, and requisite Arabic skills. The Iraqi troops meant to assist the effort are primarily Kurdish peshmerga from two brigades nominally part of the Iraqi army. These troops will

have the same problems as the Americans, including an inability to communicate in Arabic.

Bush's strategy assumes that Iraq's Shiite-led government can become a force for national unity and that Iraqi security forces can, once trained, be neutral guarantors of public safety. There is no convincing basis for either proposition. The Bush administration's inability to grasp the realities of Iraq is, in no small measure, owing to its unwillingness to acknowledge that Iraq is in the middle of a civil war.

As everyone except Bush seems to understand, Iraq's Shiite-led government has no intention of transforming itself into an inclusive government of national unity. The parties that lead Iraq define themselves—and the state they now control—by their Shiite identity. For them, Saddam's overthrow and their electoral victory is a triumph for Islam's minority sect that has been 1,300 years in the making and a matter of historic justice. They are not going to abandon this achievement for the sake of particular Iraqi identity urged by an American president.

Sunni Arabs are implacably opposed to an Iraq ruled by Shiites who want to define their country by the religion of the majority. Most see the current Iraqi government as alien and disloyal to the Iraq the Sunni Arabs built. (On the gallows, Saddam spoke for many Sunni Arabs when he warned against the Americans and "the Persians," by which he clearly meant Iraq's Shiite rulers.) The Sunni Arabs will not be reconciled with what they see as small measures, such as a guaranteed share of petroleum, a relaxation of de-Baathification laws, or constitutional amendments. They object to the very things that are quintessential to the claims of the Shiites, namely Shiite rule and the Shiite character of the new Iraq.

Bush's strategy depends on the Iraqi police and army eventually taking over from US forces. Somehow the President imagines that Iraq's army and police are exempt from the country's sectarian and ethnic divisions. In reality, both the army and police are as polarized as the country itself. US training will not make these forces neutral guarantors of public security but will make them more effective killers in Iraq's civil war. It is hard to see how this is in the US interest. The execution of Saddam—in which, as Iraqi officials

subsequently admitted, members of Moqtada al-Sadr's Mahdi Army participated—illustrated just how pervasive is the militia penetration of Iraq's security services. Since the advocates of the President's surge strategy have had no idea about how to make Iraq's police and army committed to an inclusive Iraq, they simply pretend the problem does not exist.

At best, Bush's new strategy will be a costly postponement of the day of reckoning with failure. But it is also a reckless escalation of the military mission in Iraq that could leave US forces fighting a powerful new enemy with only marginally more troops than are now engaged in fighting the Sunni insurgency. The strategy also risks extending Iraq's civil war to the hitherto peaceful Kurdish regions, with no corresponding gain for security in the Arab parts of the country.

Until now, US forces in Iraq have been fighting, almost exclusively, the Sunni Arab insurgency. Bush's new plan calls for the US military to initiate operations against the Mahdi Army (and related militias) as well, a measure that could mean US forces will become embroiled in all-out urban warfare throughout Baghdad, a city of more than five million. In addition, the Mahdi Army has members throughout southern Iraq, in the Diyala Governorate northeast of Baghdad, and in Kirkuk. While many Shiites do not support al-Sadr (the Mahdi Army has had armed clashes with the Badr Organization belonging to the Supreme Council for the Islamic Revolution, or SCIRI, one of the two main Shiite parties), the Mahdi Army is a formidable force comprising as many as 60,000 armed men.[2] With Bush ratcheting up the rhetoric against Iran, the Iranian government may see a broad-based Shiite uprising against the coalition as its best insurance against a US military strike. It has every incentive to encourage—and assist—the Mahdi Army in organizing such an uprising. Iran has sufficient influence with Iraqi Shiite groups—including SCIRI—to ensure at least their neutrality in a clash with the Mahdi Army.[3]

At the core of the Iraq fiasco has been Bush's unwillingness to send forces adequate to accomplish the mission. Now the President proposes a military strategy to confront twice as many foes with just 15 percent more troops. The Mahdi Army may choose to wait out the Americans by taking a low profile for the duration of the surge. If so, this will be helpful to US

troops, but, of course, it will have done nothing to break the power of the Shiite militias. President Bush's public statements indicate no awareness of the risks of escalating America's mission in Iraq. Democrats have concentrated almost exclusively on the escalation in troop numbers, giving the President a free ride on the far more dangerous escalation of the mission itself.

So far, the Kurds have largely sat out Iraq's civil war. Although their constituent want as little connection with the Iraqi nation as possible, Iraq's Kurdish president and Kurdish ministers often appear to be the only senior figures in Baghdad serious about national unity and national reconciliation. President Jalal Talabani has worked tirelessly to reach out to Sunni Arabs, including the insurgents. Barham Salih, once again Iraq's deputy prime minister, promoted an Iraq-wide development strategy and has gotten the Kurdistan government to agree to share revenues from (but not control of) new oil fields, even though the constitution assigns such revenues to the producing region.

Latif Rashid, the Kurd who has been minister of water resources since his appointment by L. Paul Bremer in 2003, has put most of his efforts into restoring the marshes in southern Iraq, in an attempt to reverse Saddam Hussein's draining of them, which resulted in an ecological catastrophe. The rebirth of some marshes is, perhaps, the biggest achievement of the "new Iraq," but one largely unnoticed by the press and, oddly, little mentioned by the Bush administration. Hoshiyer Zebari, the Kurd who has been Iraq's foreign minister since 2003, has proved a powerful voice for the entire country, both internationally and at pan-Arab conclaves. The Kurdish leaders have been able to pursue a national agenda precisely because their actions do not affect Kurdistan's separate status.

But Bush's plan could change that. As of this writing it is not clear how the Kurdish troops will be used in Baghdad, but any deployment runs a serious risk of enlarging Iraq's civil war. If the Kurdish troops are used against Sunni Arabs, insurgents may respond by escalating attacks on Kurds living in close proximity to Sunni areas. The most endangered population consists of the Kurds living in mostly Kurdish east Mosul. The Kurdish political parties will respond militarily to an escalation of the attacks on Mosul's Kurds and this could transform Mosul

from a place of low-level ethnic conflict to full-scale civil war.

Even more risky, the US military may use Kurdish troops to fight the Mahdi Army. Iraq's Shiite-led government obstructed past US moves against the Mahdi Army and Shiite troops have been mostly unwilling to fight their coreligionists. This leaves Kurdish troops as the only indigenous force that the US could plausibly deploy against the Mahdi Army.

Iraq's government is a partnership between a coalition of Shiite religious parties and the two main Kurdish nationalist parties. The Shiite coalition is itself evenly split between a faction led by SCIRI and a faction heavily influenced by supporters of Moqtada al-Sadr. The Kurdish parties have a close relationship with SCIRI that goes back decades in the struggle against Saddam and is built around a shared commitment to a highly decentralized Iraqi state. By contrast, Moqtada al-Sadr, with his political support coming heavily from Shiite east Baghdad, opposes federalism and Kurdish claims to Kirkuk. Like the Sunni Arabs, he objects to the constitutional mandate for a referendum to determine Kirkuk's status and has sent the Mahdi Army there to fight the peshmerga on behalf of Kirkuk's Shiite Arabs. (Kirkuk's indigenous Arab population is Sunni and Kirkuk is adjacent to Iraq's Sunni Arab governorates. As part of his plan to make Kirkuk more Arab and less Kurdish and Turcoman, Saddam settled Shiites from the south in the homes of Kurds and Turcomans who were killed or expelled. Many of these Shiite settlers want to return south but those who wish to stay are a fertile pool for Mahdi Army recruits.)

A battle for Baghdad between the Mahdi Army and Kurdish troops could spill over to Kirkuk. If the Shiite coalition stays together, it could fracture the Kurdish-Shiite alliance. Or the Shiite coalition could itself fracture, making Iraq's civil war a three-way affair among Sunni Arab insurgents, the Mahdi Army and its allies, and a SCIRI-Kurdish alliance. Neither outcome will make resolving Iraq's problems any simpler. The Kurds, of course, are aware of the risks. Their decision to send troops at America's behest reflects their deep commitment to their American ally in spite of a history that would suggest they are more likely to be double-crossed than to have their support reciprocated.

There is near-unanimous opposition in

Kurdistan to sending troops to Baghdad. Although the Kurdish troops are nominally part of the Iraqi army, Kurdish leaders understand that Arab Iraqis will see the Kurdish troops as peshmerga; and, indeed, their loyalty is to Kurdistan and not Iraq. They only began moving to Baghdad after getting approval from the Kurdish political leaders. Even so, many Kurdish troops deserted rather than go to Baghdad. The actual number of Kurds deployed is more likely to be two thousand than the anticipated four thousand. Kurdish leaders have told their troops to stay out of Sunni-Shiite sectarian fighting.

Scholars who study civil wars observe that they generally last a long time—decade is the mean since 1945—and they end, in 85 percent of the cases, with one side winning a military victory. If Iraq's civil war is fought to the end, there can be little doubt that the Shiites will prevail. They are three times as numerous as the Sunnis, are in control of the armed apparatus of the Iraqi state, and have a powerful ally in neighboring Iran. While Arab states, including Saudi Arabia, talk about supporting the Sunni Arabs, those that border Iraq are relatively small, militarily weak and separated from Iraq's population centers by vast tracts of desert.

The three-state solution I have outlined in my book would protect the Sunni Arabs from military annihilation—and its attendant humanitarian consequences—by giving them their own self-governing region with defined borders.[4] The alternative to promoting this kind of power-sharing arrangement is to let the civil war take its course. In late 2006, Vice President Cheney floated a trial balloon dubbed the "80 percent solution." In starkest terms, the 80 percent solution would write off reconciliation with the Sunni Arabs on the grounds that they are intractable and focus on supporting the 80 percent of Iraqis who are Shiite or Kurdish. In essence, the United States would take the Shiite side in the Sunni-Shiite civil war.

This is a plausible, if cruel, strategy. But it would not result in a democratic, unified, or stable Iraq. The common ground between Shiites and Kurds is their shared commitment to the partition plan embodied in the Iraqi constitution. An 80 percent solution is, in effect, a two-state solution with Kurdistan and a Shiite-dominated Arab Iraq. It becomes all the more difficult to achieve if Bush administration efforts to involve the Kurds

in the civil war shatter the Shiite coalition or break up the Kurdish-Shiite alliance.

George W. Bush has said he will leave the problem of Iraq to the president elected in 2008. Rather than acknowledge failure in Iraq—and by extension a failed presidency—Bush has chosen to postpone the day of reckoning. It is a decision that will cost many American and Iraqi lives, will leave the United States weaker, and will prolong the decline in American prestige abroad caused by the mismanaged Iraq war. And it will not change the truth that the President so desperately wishes to escape: George W. Bush launched and lost America's Iraq war.

—February 15, 2007

Notes

[1] In a coordinated assault in November 2004, Sunni insurgents overran all of Mosul's Sunni-led police stations, while every Kurdish police station successfully defended itself.

[2] When the Mahdi Army last fought the coalition on a large scale in April and May 2004, it severely disrupted US supply lines from Kuwait and took over several US installations. It is a more potent force in 2007 than it was then.

[3] In 2004, SCIRI was neutral in the battle between the coalition and the Mahdi Army, in spite of attacks by the latter on SCIRI's militiamen.

[4] See "How to Get Out of Iraq," *The New York Review*, May 13, 2004, and my book *The End of Iraq: How American Incompetence Created a War Without End* (Simon and Schuster, 2006), to be reissued in June with an afterword from which this article is drawn.